



GÉOSTRATÉGIQUES N° 47

Publication trimestrielle de l'Académie de Géopolitique de Paris

La nouvelle diplomatie française au Moyen-Orient



CONSEIL SCIENTIFIQUE

Président : Ali RASTBEEN

Fondateur et président de l'Académie de géopolitique de Paris

Jean-Paul BLED - Université Paris IV Sorbonne

Thierry COVILLE - Professeur à Negocia

Recteur Jean-Pierre DOUMENGE - CNRS - Université de Montpellier

Recteur Gérard-François DUMONT - Université Paris IV Sorbonne

Hall GARDNER - Université américaine de Paris

Zalmai HAQUANI, Professeur à l'Université de Caen

Edmond JOUVE, Université Paris DESCARTES

Fereydoun A. KHAVAND - Université Paris V

Yves LACOSTE - Université Paris VIII

Le Général (cr) Henri PARIS - Président de Démocraties

COMITÉ DE RÉDACTION

Christophe RÉVEILLARD - Université Paris IV Sorbonne - Collège interarmées de Défense

Roger TEBIB - Centre d'Études de Défense et de Sécurité civile

Mohamed TROUDI - Université Paris XII - Val de Marne

CHERCHEURS ASSOCIÉS

Latifa BOUTAHAR - Fatima DAHMANI - Colline FERRO - Mohamed Larbi HAOUAT

CARTOGRAPHIE

Philippe TORRES - Professeur de Relations Internationales - ENSOA

CORRESPONDANTS ÉTRANGERS

Houshang HASSAN-YARI - Professeur et Adjoint spécial du Recteur du Collège militaire royal du Canada pour liaison nationale et internationale

Mohammad Réza MAJIDI - Professeur associé à l'Université de Téhéran - Iran

Ahmed NAGHIBZADEH - Professeur de Sciences Politiques, Université de Téhéran - Iran

Directeur technique : **M. FERDOSI**

Directeur de publication : **Ali RASTBEEN**

Publier dans *Géostratégiques*

- Le comité de rédaction sollicite des articles rédigés en français selon les instructions du protocole de rédaction ci-dessous. La revue ne publie que des textes inédits, qui ne sont pas sous évaluation par une autre revue. Tout article soumis qui ne correspond pas suffisamment aux exigences critiques et linguistiques et au protocole de présentation de la revue sera renvoyé à son auteur(e) pour modifications avant d'être évalué. L'accord éventuel de publication peut être subordonné à des modifications sur le fond ou sur la forme. Lorsqu'un article est accepté pour publication dans la revue, l'auteur(e) est informé(e) par une lettre signée par le directeur des publications.

Le contenu des textes publiés et l'exactitude de leurs références bibliographiques sont de la responsabilité exclusive des auteurs, et les opinions émises n'engagent que leurs auteurs. Toutefois, les droits de traduction, de reproduction et d'adaptation sont réservés pour tous pays (code de la propriété intellectuelle).

- Les articles soumis pour publication dans la revue peuvent être envoyés par courrier électronique à la rédaction de *Géostratégiques*: strategie@wanadoo.fr. Les articles doivent être inédits, l'auteur s'engage à conserver l'exclusivité de son texte à *Géostratégiques*, et la revue ne permet pas d'y faire figurer des articles déjà parus ailleurs.
- Les articles ne dépassent pas 40 000 signes (espaces et notes compris), doivent être accompagnés d'un résumé en français et en anglais de 5 lignes au maximum. Les règles de mise en forme des références bibliographiques sont celles en usage à l'Imprimerie nationale (cf. *Lexique des règles typographiques*). La rédaction signale aux jeunes chercheurs (doctorants et post-docs) qu'une attention toute particulière est réservée à leurs envois.

ISSN : 1627 - 6639

SOMMAIRE

LA NOUVELLE DIPLOMATIE FRANÇAISE AU MOYEN-ORIENT	5
Ali RASTBEEN	
QUELLE POLITIQUE INDÉPENDANTE POUR LA FRANCE AU MOYEN-ORIENT ?	11
Philippe de SAINT ROBERT	
FRANCE-MOYEN-ORIENT, 1967-2017. UN DEMI SIÈCLE D'INFLÉCHISSEMENTS SUCCESSIFS DE LA POLITIQUE ARABE À LA POLITIQUE SUNNITE ET À LA POLITIQUE WAHHABITE	15
René NABA	
LA DIPLOMATIE FRANÇAISE ET LE RETOUR DE LA FRANCE AU BERCAIL ATLANTIQUE	21
Michel RAMBAUD	
LA DIPLOMATIE FRANÇAISE AU MOYEN-ORIENT	29
Jean-Pierre CHEVÈNEMENT	
DE QUELQUES IDÉES SIMPLES POUR UN ORIENT COMPLIQUÉ	39
Jacques MYARD	
LA FRANCE AU MOYEN-ORIENT : FRANCE-SYRIE	43
Gérard BAPT	
LA POLITIQUE DE LA FRANCE AU MOYEN-ORIENT	51
Général (2S) Henri PARIS	
LA FRANCE ET L'UNION EUROPÉENNE. QUELLE DIPLOMATIE AU MOYEN-ORIENT ?	63
Ana GOMES	
LA NOUVELLE DIPLOMATIE FRANÇAISE AU MOYEN-ORIENT	69
Jean-Luc PUJO	
FRANCE – MOYEN-ORIENT – (DÉS)ÉQUILIBRES ET RÉÉQUILIBRAGES À VENIR ?	79
Bruno DRWESKI	
LE MOYEN-ORIENT ET LA GUERRE DES PARADIGMES GÉOPOLITIQUES : VERS UN <i>SONDERWEG</i> MOYEN-ORIENTAL ?	91
Jure Georges VUJIC	
LA FRANCE... ET... LA PALESTINE	111
Bruno GUIGUE	
LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA FRANCE À L'ÉGARD DU LIBAN	115
Khalife ADEL	
POUR UNE POLITIQUE FRANÇAISE PLUS ÉQUILIBRÉE DANS LE GOLFE PERSIQUE	125
Talal ATRISSI	
LA REALPOLITIK À L'ÉPREUVE ENFIN DE LA RELATION FRANCE-IRAN ?	133
Emmanuel DUPUY	

LA DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE DE L'IRAN ET DE LA FRANCE	143
Mohammad Reza MAJIDI et Zahra JOZAGHI	
LES RELATIONS FRANCO-SAUDIENNES DU POINT DE VUE DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ	157
François BELLIOU	
CINQ ANS DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE LORS DES « PRINTEMPS ARABES »	169
Fayçal JALLOUL	
L'ENTRETIEN DE GÉOSTRATÉGIQUES	177
Jacques BAUD	
RECENSIONS	193
ADRESSES LIBRAIRIES	222
NUMÉROS PRÉCÉDENTS	223
BULLETIN D'ABONNEMENT	249

Ali RASTBEEN

Président de l'Académie de Géopolitique de Paris (AGP)



LA NOUVELLE DIPLOMATIE FRANÇAISE AU MOYEN-ORIENT

Si la France est une cible privilégiée des terroristes et encore tout récemment à Nice, c'est en conséquence de son engagement dans une véritable guerre contre le terrorisme. Une Commission d'enquête parlementaire « relative aux moyens mis en œuvre par l'État pour lutter contre le terrorisme depuis le 7 janvier 2015 » a été constituée sous la présidence de Georges Fenech et son rapport n° 3922 publié. Que ce soit dans la partie sur la nécessaire réforme des services de renseignements, celle de la réponse pénale adaptée à la menace terroriste, celle sur la protection et sécurisation du territoire, celle sur la lutte Internationale contre le terrorisme ou même la liste des propositions dudit rapport, on ne trouve trace d'un travail en profondeur sur la nécessité d'assécher financièrement les filières terroristes. Or, il est du devoir des institutions parlementaires nationales et européennes d'interpeller solennellement les ministres de la Défense et des Affaires étrangères pour enfin identifier les pays qui forment, financent, arment, soutiennent logistiquement les filières terroristes et achètent le pétrole qu'elles vendent, d'établir une commission d'enquête mettant en lumière les agissements de ces réseaux nationaux et internationaux et de mettre en place un embargo sur la vente d'armes et sur l'achat de pétrole, contre les Etats directement concernés ou qui peuvent potentiellement l'être. Comme le précise le titre de son livre dénonçant l'alliance de la France avec les monarchies pétrolières, le vice-président de la Commission des Lois à l'Assemblée nationale et co-rapporteur de la mission de contrôle sur l'application de l'état d'urgence, également porteur d'une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête relative à la participation de fonds français au financement de Daech, le député Jean-Frédéric Poisson, président de la mission d'information « portant sur les moyens dont bénéficie l'organisation terroriste Daech (État islamique) » dont l'Assemblée nationale a décidé la création le 1er décembre 2015, Notre sang vaut moins que leur pétrole (Le Rocher, 2016)

La commission d'enquête doit saisir de toute urgence les ministres de la Défense et des Affaires étrangères pour qu'ils identifient les Etats et les fondations pourvoyeuses de financements et de soutien logistique aux groupes terroristes, et prennent les décisions qui s'imposent telles que le gel des avoirs de ces pays en France, l'embargo économique et politique et la remise en cause des relations diplomatiques bilatérales en raison de la gravité croissante du terrorisme. C'est uniquement grâce à une action collective, qu'il sera possible de mettre fin à ce danger qui menace l'humanité toute entière.

Le rôle de la France : paramètres et perspectives

En tant qu'acteur international de premier rang, la France a été proche des événements qui se sont déroulés au Moyen-Orient et n'a pas pu échapper aux conséquences du printemps arabe, du terrorisme et de la crise des réfugiés. Par conséquent, à l'heure actuelle la France est extrêmement sollicitée par le Moyen-Orient.

À l'époque des colonialismes européens, l'empire britannique à la différence de la France, dirigeait ses propres colonies au Moyen-Orient par le biais de rois, de cheikhs et de princes locaux, tandis que la France régissait les siens directement de Paris. La stratégie britannique a permis que ses dirigeants locaux placés jadis restent au pouvoir dans la longue durée et, en revanche, ceux placés par la France ont disparu : la France était occupée à gérer ses colonies en Afrique du Nord au détriment de celles du Moyen-Orient.

L'attrait économique actuel du Moyen-Orient conduit la France à améliorer sa position dans cette région. Son influence diplomatique dans le monde arabe a dépassé celle de la Grande-Bretagne et, dans certains cas, a rivalisé avec celle des États-Unis. Si les récentes révolutions du printemps arabe, ont écarté la France, alors la présence des États-Unis en tant que successeur de la Grande-Bretagne a été beaucoup plus notable.

Le refus de Paris de participer aux côtés de Washington à l'occupation de l'Irak en 2003, a préservé sa diplomatie moyen-orientale, contrairement à la Grande-Bretagne et aux États-Unis. Ceci avait crédibilisé l'influence française au Moyen-Orient.

Cependant, la politique étrangère française a toujours été perturbée par ses relations privilégiées avec Israël. La France, a toujours entretenu des relations particulières avec Israël et a été son principal fournisseur d'armes et même de technologie nucléaire. Or la France n'a pas traité de la même façon les pays arabes.

Les pétromonarchies du Golfe persique, à la tête desquelles se trouve l'Arabie saoudite passent actuellement des commandes commerciales de plus en plus importantes à la France. On peut y ajouter de même les contrats de ventes d'avions Rafale conclus avec l'Égypte sur le compte de l'Arabie Saoudite. Les autorités saoudiennes et françaises ont effectuée des études préliminaires à la construction de deux centrales nucléaires.

La présence du président de la République française à la réunion extraordinaire du Conseil de coopération des États arabes à Riad, a conduit Paris à soutenir la violente agression de l'Arabie saoudite contre le Yémen, et a transformé l'Arabie saoudite en associée privilégiée de la France.

Complications régionales : « *to be or not to be* »

L'Organisation des Nations Unies a inscrit le nom de l'Arabie saoudite sur la liste noire des États qui violent les droits des enfants au Yémen. La coalition saoudienne mène, selon une stratégie délibérée, la moitié de ses frappes contre les écoles et les hôpitaux, là où les civils sont concentrés. Le secrétaire général de l'ONU a affirmé que la décision de retirer le nom de la coalition saoudienne de cette liste noire a été prise à cause de la menace de certains pays arabes de couper leurs aides aux programmes de cette instance. Ban Kimoon a déclaré : « qu'il est inadmissible que certains pays membres fassent des pressions pour faire retirer cette coalition de la liste noire ».

La consolidation de l'alliance de l'Arabie Saoudite et des États arabes du Golfe Persique avec la France est la conséquence d'une grande déception ressentie envers Washington, dans des questions relatives aux droits de l'Homme : au réveil des arabes et à l'accord nucléaire avec l'Iran. La France consolide volontairement ses relations avec ces États, dont certains soutiennent le terrorisme en fournissant des munitions et des armes, sans tenir compte des principes et des valeurs de la République en ce qui concerne les droits de l'Homme qui représentent la pierre angulaire de l'identité française.

Il est à noter que la France est signataire de l'accord sur la non-utilisation des bombes à fragmentation, mais reste silencieuse face à l'accusation déliée par les organisations des droits de l'Homme contre l'Arabie saoudite et ses alliés, d'utiliser des bombes à fragmentation au Yémen. En même temps, l'amélioration des relations politiques et économiques entre la France et l'Arabie saoudite signifiait en quelque sorte, une revanche à l'égard des États-Unis, qui ont refusé d'accompagner la France dans la guerre contre la Syrie.

L'ancienne secrétaire d'État et candidate démocrate à la Maison Blanche, après la fusillade meurtrière d'Orlando, a déclaré, que « Le Qatar, le Koweït et l'Arabie saoudite ne doivent pas permettre à leurs citoyens de financer les organisations terroristes ».

Suite aux attaques terroristes du 13 novembre à Paris, la politique française a connu une inflexion, qui s'est traduite par les attaques aériennes contre les bases militaires de l'organisation islamique, l'installation du porte-avions Charles de Gaulle dans la région et enfin la coopération avec les militaires russes.

Ces opérations ont impliqué la France qui restait jusque-là à l'abri des bouleversements au Moyen-Orient. Elle a fini par déclarer la guerre aux organisations

terroristes et à réclamer la constitution d'une alliance générale entre Washington, Moscou et Paris.

Dynamiques... nucléaires ou démographiques ?

Le renforcement de la puissance de l'Iran au Moyen-Orient préoccupe la France qui a opté pour des politiques très spécifiques en vue de préserver ses intérêts en s'opposant fermement au programme nucléaire iranien. Le soutien à l'Iran en matière nucléaire signifierait la perte de marché pour la France en matière d'armements. En effet, les pétromonarchies arabes sont des opposants farouches aux politiques iraniennes.

Par ailleurs, l'échec occidental quant à une rapide victoire en Syrie et la conclusion d'accords avec l'Iran ont poussé la France à ne pas sous-estimer la puissance iranienne.

La France possède un poids économique, diplomatique, politique et militaire. Elle est l'un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité. C'est une puissance nucléaire qui appartient aux cercles restreints où se prennent les décisions qui influent sur le monde : le Conseil de sécurité, le G8, le G20, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, l'Union européenne, l'OTAN, l'OCDE, le Conseil des gouverneurs de l'AIEA, elle dispose d'un réseau diplomatique qui reste le deuxième au monde.

Aujourd'hui la France fait face à des défis considérables, tel que l'augmentation du chômage, les bouleversements liés aux réformes de la loi travail, le rejet de ses gouvernants, la crise des réfugiés et l'immigration, enfin surtout le terrorisme.

Le terrorisme, sous toutes ses formes et manifestations, constitue l'une des dégradations les plus préjudiciables de la paix et de la sécurité du monde d'aujourd'hui. Or tous les actes de terrorisme, quels qu'ils soient, sont criminels car injustifiables. Il s'en suit l'impératif de condamner une fois de plus catégoriquement l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL, connu également sous le nom de Daesh), le réseau Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés dans les actes destructeurs terroristes qu'ils ne cessent de perpétrer en provoquant la mort de civils innocents et d'autres victimes, l'anéantissement de biens et de structures précieux, ainsi l'irréparable et tragique atteinte à la stabilité fondamentale du monde.

Le terrorisme étant un phénomène global, tous les États sont donc concernés à juste titre, et se doivent de collaborer ensemble contre lui.

Conscient du mal que perpétue le terrorisme, nous devons mener une action collective urgente prioritaire aux niveaux national, régional et international, dans le respect du droit international et de la Charte des Nations Unies. Nous devons reconnaître que le terrorisme ne peut et ne saurait être associé à aucune religion, nationalité ou civilisation, mais à des prétentions désuètes, égoïstes, arbitraires et obscurantistes. C'est à juste titre que nous devons reconnaître être extrêmement alarmés par l'existence violente et par les motifs primitifs extrémistes de l'EIIL, d'Al-Qaida et des éléments qui leur sont affiliés au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et au-delà.

Nous devons réaffirmer notre attachement à la souveraineté, à l'intégrité territoriale et à l'indépendance politique de tous les États, conformément à la Charte de l'Organisation des Nations Unies et aux déclarations de son président sur les menaces et les actes contre la paix et la sécurité internationales et découlant de terrorisme, en date du 15 janvier 2013 (S/PRST/2013/1), du 28 juillet 2014 (S/PRST/2014/14), du 19 novembre 2014 (S/PRST/2014/23), du 29 mai 2015 (S/PRST/2015/11) et du 28 juillet 2015 (S/PRST/2015/14),

Il faut combattre par tous les moyens prévus par la Charte des Nations Unies et par le droit international, notamment le droit international des droits de l'homme, le droit international des réfugiés et le droit international humanitaire, ce terrorisme qui sabote l'épanouissement international. Aujourd'hui notre monde fait face à un terrorisme sournois qui se sert de la foi et de la religion afin de commettre la violence et l'horreur. Si la France est une cible des terroristes, c'est en conséquence de son engagement dans une véritable guerre contre le terrorisme.

C'est pourquoi il est du devoir des institutions parlementaires nationales et européennes d'établir une commission d'enquête pour identifier les pays qui forment, financent, arment, soutiennent et achètent le pétrole vendu par les terroristes, et de mettre en place un embargo sur la vente d'armes et sur l'achat de pétrole, aux États potentiellement concernés ou qui peuvent l'être.

Je demande solennellement que cette commission d'enquête soit mise en place de toute urgence eu égard à la gravité croissante du terrorisme. C'est uniquement grâce à une action collective, qu'il sera possible de mettre fin à ce danger qui menace l'humanité toute entière.

Notre devoir est de combattre ce phénomène. Pour ce faire, la communauté internationale doit veiller à rétablir les piliers de respect mutuel entre les communautés, et reconstruire les pays déchirés en traitant les crises identitaires, et en installant des valeurs universelles, celles des droits de l'Homme. ■

Philippe de SAINT ROBERT

Économiste et Politologue. Membre de la Fondation Charles-de-Gaulle. Il est le fondateur et président de l'Association pour la sauvegarde et l'expansion de la langue française (ASSELAF)¹



QUELLE POLITIQUE INDÉPENDANTE POUR LA FRANCE AU MOYEN-ORIENT ?

À l'encontre de toutes nos traditions diplomatiques, notre politique se désengage de ses fondamentaux notamment de sa politique arabe. Notre réalignement sur la politique américaine nous condamne à ne plus peser sur les tentatives de négociations autour du conflit israélo-palestinien, lequel en France, vient de s'enrichir d'un procès sémantique inique confondant opposition à la politique sioniste telle qu'elle se présente depuis près de dix ans, avec la résurgence de l'antisémitisme.

L'IMPASSE OÙ S'EST ENGAGÉE LA DIPLOMATIE FRANÇAISE dans tous les domaines est devenue une évidence pour tous, notamment dans sa politique proche-orientale. C'est l'ancien Secrétaire général du Quai d'Orsay, Francis Gutmann, qui l'écrivait récemment : « La France était un acteur majeur sur la scène mondiale. Quoi qu'il nous plaise de croire, ce n'est plus le cas aujourd'hui. La France se caractérisait par son indépendance et son intelligence des situations. Elle n'a plus de vision en propre du monde. Si ses intentions sont souvent généreuses, elle définit sa politique moins par rapport à ce qu'il est qu'en fonction de ce qu'elle souhaiterait qu'il fût. Elle ne cherche pas à anticiper, elle réagit au coup par coup ». La dernière manifestation significative de notre politique internationale remonte à 2003, lorsque Jacques Chirac s'opposa à la seconde agression américaine en Irak : si elle eut lieu, elle dut passer outre au refus du Conseil de sécurité de la légitimer. On connaît aujourd'hui les effets de cette folie.

Le désengagement de notre politique et de ses fondamentaux commença peu après, avec le retour inapproprié de la France dans l'Organisation militaire du Pacte atlantique, puis avec notre lamentable expédition en Libye, où notre action parvint même à outrepasser un mandat arraché à l'ONU, mandat qui ne nous donnait aucun droit de procéder à une intervention au sol et à l'assassinat d'un dirigeant en

fonction. On sait les conséquences tant de l'intervention en Irak que de l'intervention en Libye.

François Hollande et Laurent Fabius ont malheureusement mis leurs pas dans ceux de leurs prédécesseurs. Syndrome de Suez, néo-atlantisme, que sais-je ? Notre rupture diplomatique avec la Syrie allait à l'encontre de toutes nos traditions diplomatiques : à la différence des États-Unis, nous avons toujours reconnu des États et non des régimes ; il s'agissait donc d'un alignement de plus, qui aujourd'hui nous coûte cher dans le domaine des renseignements et de notre présence aux négociations. Pire, l'Exécutif français a couvert et soutenu toutes les initiatives guerrières de l'État d'Israël, pour se présenter ensuite en négociateur récusé.

Comment feindre d'ignorer voire de récuser que le conflit israélo-palestinien est à l'origine et nourrit un désordre sanglant qui, de la région, s'étend au monde entier, et aux politiques intérieures des États ? Laurent Fabius, rendons lui cette considération, avait tenté une ultime démarche qui avait au moins une sanction à la clef : la reconnaissance par la France de l'État palestinien en cas d'échec du processus engagé. Son successeur a tôt fait de faire sauter la clef au vu des protestations de Benjamin Nétanyahou, qui n'a même pas crédité, en le recevant, Manuel Valls de son sionisme inconditionnel.

Il faudrait peut-être revenir à la fameuse Déclaration de Venise, conclue fin 1980 par les Neuf qui composaient alors la Communauté européenne et qui visait à découpler la politique de l'Europe de celle des États-Unis. Accord qui fut malheureusement dénoncé par François Mitterrand dès son élection. Aller ensuite prêcher, et d'autres après lui, à la Knesset pour la création de deux États, se ramenait à des vœux pieux compte tenu du réalignement de l'Europe sur la politique américaine. Quel État palestinien est-il encore possible dans l'état d'occupation et de colonisation permanentes de la Palestine ?

Revenons au projet Fabius de conférence internationale que nous venons d'évoquer. Il est vrai que l'Union européenne vient, ce 20 juin, de donner son aval à la démarche française au grand dam de Nétanyahou. Mais c'est lui, le problème et la majorité, qui ne se fragmente toujours pas qui le soutient, ainsi que les nouveaux bruits de bottes (c'est un euphémisme), que la nomination à la Défense de Lieberman semble bien annoncer.

L'imbécile querelle qu'on nous fait en feignant de confondre toute opposition à la politique sioniste telle qu'elle se présente depuis près de dix ans, avec la résurgence de l'antisémitisme, est un scandale sémantique. Nous savons parfaitement

qu'il existe en Israël, et même jusque dans la sphère la plus haute de l'armée, comme on vient de le voir, des réticences, voire des oppositions à cette politique qui ne respecte ni les droits de l'homme (internements administratifs, exécutions extrajudiciaires, etc.) ni les droits de la guerre, comme on l'a vu lors des récentes répressions à Gaza. Nétanyahou et Lieberman sont des personnages qui trahissent non seulement toutes les chances de la paix, mais les intérêts mêmes de leur pays.

Les Américains, qui non seulement ont capitulé diplomatiquement, mais ne cessent d'encourager militairement l'État d'Israël à n'accepter aucun compromis, aucune négociation réelle, portent de toute évidence une responsabilité accablante dans la situation actuelle. Nétanyahou a proposé à Valls de remplacer la conférence internationale suscitée par Paris par une rencontre en tête-à-tête entre Mahmoud Abbas et lui-même à Paris. C'est une plaisanterie cynique. À quoi rimerait en effet une négociation du fort au faible entre Israéliens et Palestiniens, sans le moindre arbitrage ni la moindre garantie internationale ? Personne n'y peut croire. Cela n'a aucun sens, qu'un refus obstiné de la paix de la part d'une des parties, que j'invite, ainsi que les dirigeants de notre diplomatie, à relire la conférence de presse du général de Gaulle du 27 novembre 1967 dont je me permets de rappeler les termes de la mise en garde qu'il fit le 24 mai 1967 à Abba Eban : « Je ne doute pas que le cas échéant vous remporteriez des succès militaires, mais, ensuite, vous vous trouveriez engagés sur le terrain, et au point de vue international, dans des difficultés grandissantes, d'autant plus que la guerre en Orient ne peut pas manquer d'augmenter dans le monde une tension déplorable et d'avoir des conséquences très malencontreuses pour beaucoup de pays, si bien que c'est à vous, devenus des conquérants, qu'on en imputerait peu à peu les inconvénients. » Le Général soulignait ensuite qu'Israël organisait « sur les territoires qu'il a pris, l'occupation qui ne peut aller sans oppression, répression, expulsions, et il s'y manifeste contre lui une résistance, qu'à son tour il qualifie de terrorisme. » Le Général ajoutait alors : « Il est bien évident que le conflit n'est que suspendu et qu'il ne peut avoir de solution, sauf par la voie internationale. » Quelle autre voie pourrait suivre aujourd'hui la France ? ■

Notes

1. Économiste et politologue, Philippe de SAINT ROBERT est membre de la Fondation Charles-de-Gaulle. Il est le fondateur et président de l'Association pour la sauvegarde et l'expansion de la langue française (ASSELAF), qui publie la revue *Lettre(s)* et qui a participé à la création de *Le Droit de Comprendre*. Il préside annuellement l'Académie de la Carpette anglaise et est également président du « Jury des Nouveaux Droits de l'homme ».

René NABA

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe, et directeur du site www.madaniya.info Prologue



FRANCE-MOYEN-ORIENT, 1967-2017. UN DEMI SIÈCLE D'INFLÉCHISSEMENTS SUCCESSIFS DE LA POLITIQUE ARABE À LA POLITIQUE SUNNITE ET À LA POLITIQUE WAHHABITE

En un demi-siècle, la France aura perdu la particularité de son lien avec la rive orientale de la Méditerranée passant de l'alliance de la politique arabe, à une politique mono-sunnite et à celle mono-wahhabite. Elle est effectivement devenue le fer de lance du combat contre le Monde chiite, et, à l'occasion du printemps arabe, les atlantistes philo-sionistes, Nicolas Sarkozy et François Hollande ont achevé le saccage de la politique arabe de la France puisque le principe de leur stratégie en direction du Moyen-Orient s'est ainsi réduit à une solidarité avec les pétromonarchies et les pays se réclamant du néo-islamisme (Turquie). La Libye a en effet scellé la nouvelle politique arabe du pouvoir français dans ses deux versions -post gaulliste et socialo-motoriste. Une politique de substitution. Une politique d'alliance avec le wahhabisme (Arabie saoudite, Qatar et le néo-islamiste Erdogan) en substitution à la politique sunnite, prolongée par une solidarité avec la droite israélienne, ce que vient confirmer leur gestion de la guerre de Syrie.

EN UN DEMI-SIÈCLE (1967-2017), LA DIPLOMATIE FRANÇAISE en direction de la rive méridionale de la Méditerranée a subi des infléchissements successifs pour déboucher sur une alliance contre nature avec le pays le plus antinomique de son héritage politique, passant ainsi par dégradés successifs – par régression successive ? – de la politique arabe, à la politique sunnite et à la politique wahhabite.

Autrement dit, en cinq siècles, la France est ainsi partie d'une alliance avec un souverain d'un empire englobant toutes les déclinaisons du sunnisme (Hanafite, Hanbalite, Chaféite, Malékite), du chiisme (Alaouites, Ismaéliens, Houthistes,

Yazédis), des chrétiens dans toutes leurs déclinaisons (catholiques, orthodoxes, syriaques, assyro-chaldéens, coptes, arméniens), de non arabes (Turcs, Kabyles) pour déboucher sous François Hollande sur une alliance avec le dernier né du segment le plus obscurantisme de l'islam, le wahhabisme pétrolier.

Démonstration

Il est généralement admis que la politique française à l'égard du monde arabo-musulman s'est articulée autour de trois grandes dates fondatrices :

-1536 : Le Traité des Capitulations entre François I^{er} et Soliman Le Magnifique (XVI^e siècle), c'est à dire avec un empire ottoman qui englobait toutes les nuances de l'islam, des musulmans et des non musulmans. Un traité global mais inégal, inique. Un traité des Capitulations et non de Partenariat. Le ver est dans le fruit. Une posture de mépris qui connaîtra son prolongement avec le « Code Noir de l'esclavage », sous Louis XIV et le « Code de l'Indigénat », sous la République.

-1798-1801 : Le recentrage Bonaparte par déplacement du curseur de la sublime porte vers l'axe Le Caire - La Mecque, le noyau central et historique de l'islam.

- 1967 : La « Grande politique arabe de la France » du Général Charles de Gaulle, soit en quatre siècles trois infléchissements majeurs avec un bilan mitigé.

Au XX^e siècle, la politique arabe de la France

Dans la première partie du XX^e siècle, la politique arabe de la France que Nicolas Sarkozy, pourtant issu de la famille gaulliste, a cherché à déconstruire avec le soutien actif des transfuges atlantistes philo-sionistes, notamment Dominique Strauss Khan et Bernard Kouchner, a surtout consisté pour les pays arabes à voler au secours de la France, à deux reprises, au cours du XX^e siècle, pour l'aider à vaincre ses ennemis, notamment en 1939-1945, en l'aidant à se débarrasser du joug nazi dont une fraction importante de la communauté nationale de confession juive en avait lourdement pâti.

Avec en contrepoint et pour prix de la contribution arabe à la libération de l'Alsace-Lorraine, l'amputation de la Syrie du district d'Alexandrette et sa cession à la Turquie, l'ennemi de la France lors de la Première Guerre Mondiale (1914-1918), et la carbonisation au napalm des habitants de Sétif, en Algérie, (1945), le jour même de la victoire alliée dans la deuxième Guerre Mondiale (1939-1945), ainsi que la fourniture dans la foulée à Israël de la technologie nucléaire du centre de Dimona (Néguev).

-1967-2017 : La Grande politique arabe du général De Gaulle

Le grand tournant de la « Grande politique arabe » du Général de Gaulle est intervenu, en 1966, dans la foulée de l'indépendance de l'Algérie, clôturant une rupture quasi générale de la France avec le Monde arabe de dix ans, consécutive à l'expédition de Suez (1956), une agression tripartite des deux anciennes puissances coloniales de la zone (France, Grande Bretagne) de concert avec leur créature Israël.

Elle impliquait une politique d'ouverture sur l'ensemble de la rive sud de la Méditerranée, le Monde arabe, indépendamment de leurs systèmes politique-monarchiques ou républicains, progressistes ou conservateurs, aussi bien le Maroc que l'Algérie, la Libye que l'Arabie saoudite, mais aussi les autres puissances régionales musulmanes du Moyen-Orient : la Turquie (sunnite et laïque) et l'Iran (chiite).

Signe de la bonne entente Paris-Téhéran, le premier ministre de l'époque Jacques Chaban Delmas représentait la France aux festivités de Persépolis célébrant les fastes de l'Empire Pahlévi. La France, l'un des plus importants pollueurs nucléaires de la planète, équipementier d'Israël (Dimona) et de l'Apartheid d'Afrique du sud, nouait, parallèlement, une coopération nucléaire avec l'Iran impérial *via* le consortium EURODIF.

1 - L'Irak (1968) et la Libye (1969), deux percées majeures de la diplomatie gaulliste dans d'anciennes chasses gardées anglo-saxonnes.

En treize ans (1966-1979), la diplomatie gaulliste a permis deux percées majeures de la France dans d'anciennes chasses gardées anglo-saxonnes: en Libye (1969) avec le « contrat du siècle » de 105 Mirage conclu par le gouvernement de Jacques Chaban Delmas avec le colonel Kadhafi. Et la préservation de la quote-part de Total lors de la nationalisation de l'IPC (Iraq Petroleum Company), en Irak, par Saddam Hussein.

2 - 1979 : Valéry Giscard d'Estaing, les prémises d'une politique sunnite en substitution à la politique arabe.

Le premier infléchissement à la politique gaullienne a été, naturellement, le fait de Valéry Giscard d'Estaing, un « gaulliste sous toute réserve » (« Oui Mais »), en 1979, sous l'influence du complexe militaro industriel français qui conduira la France à perdre délibérément le bénéfice de l'hospitalité qu'elle avait accordée à l'Ayatollah Ruhollah Khomeiny (Neauphle-le-château).

Lancé par le néogaulliste Jacques Chirac (1974), le partenariat stratégique avec l'Irak fera de la France un « cobelligérant de l'Irak » dans sa guerre contre l'Iran

Khomeyniste chiite (1979-1989), par ricochet l'alliée du bloc des pays sunnites arabes qu'ils soient Républicains (Irak, Égypte) ou monarchiques (les pétromonarchies du Golfe).

3 - La France, fer de lance du combat contre le Monde chiite

Sous le tandem Chirac-Giscard et son prolongement socialiste animé par François Mitterrand (1979-1995), la France se positionnera en fer de lance du combat contre le Monde chiite. D'abord en tant que cobelligérant de l'Irak contre l'Iran (1979-1989), deux décennies plus tard, dans la guerre contre la Syrie (2011-2016), le mailon intermédiaire de « l'Axe de la Résistance » à l'hégémonie israélo-occidentale.

4 - Le printemps arabe (2011-2016), le saccage des atlantistes philo-sionistes, Nicolas Sarkozy et François Hollande.

La Libye, le deuxième infléchissement de la politique arabe du Général de Gaulle. Percée de la diplomatie gaulliste dans la décennie 1970, la Libye sera détruite et le pré carré français en Afrique durablement déstabilisé, 40 ans plus tard, par Nicolas Sarkozy un post gaulliste, « le premier président de sang mêlé » de France, tel qu'il s'est défini avec ce terme de grande ambiguïté, sans préciser la nature de ce métissage : Franco hongrois ? Ou Judéo chrétien ?

Menée contre un pays sunnite à structure républicaine en coalition avec les pétro-monarchies wahhabites, la guerre contre la Libye a marqué un nouvel infléchissement de la « politique arabe du Général de Gaulle », réduite désormais à une solidarité avec les pays musulmans sunnites d'obédience exclusivement wahhabite, à structure monarchique.

5 - La diplomatie française au XXI^e siècle : Une diplomatie atlantiste par un couplage wahhabisme et droite israélienne.

De solidarité avec les pays sunnites (Guerre contre de l'Iran 1979-1989), la diplomatie française en direction du Moyen-Orient s'est ainsi réduite à une solidarité avec les pétromonarchies et les pays se réclamant du néo-islamisme (Turquie). La Libye a en effet scellé la nouvelle politique arabe du pouvoir français dans ses deux versions – post gaulliste et socialo-motoriste. Une politique de substitution. Une politique d'alliance avec le wahhabisme (Arabie saoudite, Qatar et le néo-islamiste Erdogan) en substitution à la politique sunnite, prolongée par une solidarité avec la droite israélienne. La guerre de Syrie accentuera cette tendance, particulièrement amplifiée avec l'entrée en scène de Laurent Fabius, le petit télégraphiste des Israéliens dans les négociations internationales sur l'accord sur le nucléaire iranien.

Le retour sur investissement de la politique arabe de Bonaparte a eu pour nom Lesseps, Canal de Suez, Champollion, hiéroglyphe... un rayonnement qui perdure encore de nos jours. Le retour sur investissement de la politique arabe du tandem philo sioniste atlantiste Sarkozy-Hollande a eu pour nom Mohammed Merah, les Frères Kouachi, Hédi Nermouche, Si Ahmed Glam, Salah Abdel Salam, le journal *Charlie Hebdo*, Paris Bataclan etc... Un bain de sang qui déshonore les stratèges en chambre du nouveau cours de la diplomatie française.

Pays européen disposant de la plus importante façade maritime face la rive musulmane de la Méditerranée, abritant de surcroît la plus importante communauté arabo musulmane de l'Union Européenne, ces deux paramètres commandent à la France de définir une stratégie à long terme en direction de son environnement méditerranéen et non de réduire sa « politique arabe » à une variable d'ajustement conjoncturel de la compétitivité de son complexe militaro-industriel et du train de vie des dirigeants français, et des béquilles financières dont ils escomptent se doter du fait de leur mansuétude à l'égard de leurs mécènes : Valéry Giscard D'Estaing du diamantaire Bokassa, Jacques Chirac de son hôte posthume Rafic Hariri, le sang mêlé Nicolas Sarkozy du Crésus du Qatar et François Hollande celui d'Arabie saoudite.

L'honneur de la France lui commande de rompre avec la politique de la punition et de l'humiliation, si préjudiciable à son renom.

- De favoriser, non la balkanisation du Monde arabe, mais son unité afin de doter cet ensemble d'un seuil critique à l'effet de fonder un véritable partenariat avec l'ensemble européen, sur un pied d'égalité ;

- De contribuer à la renaissance non du chauvinisme bureaucratique, mais à une forme rénovée du nationalisme arabe sur de bases démocratiques, meilleur garde fou à l'expansionnisme néo-islamiste confrérique de sensibilité wahhabiste, si destructeur de civilisations, si destructeur de nos valeurs communes.

- Dernier, mais non le moindre, restaurer le peuple palestinien, victime par excellence des turpitudes occidentales, dans ses droits nationaux légitimes, tant il est vrai qu'il ne saurait y avoir de sérénité transméditerranéenne sans le recouvrement par le peuple palestinien de sa dignité. ■

Pour aller plus loin

Centenaire Sykes-Picot: un siècle calamiteux pour la France... et pour les Arabes <http://www.madaniya.info/2016/05/16/sykes-picot-un-siecle-calamiteux-pour-la-france/>

Michel RAMBAUD

Ambassadeur de France et ancien Directeur de l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides.

Dernier ouvrage : *Tempête sur le Grand Moyen-Orient*, Paris, Ellipses, 2015.



LA DIPLOMATIE FRANÇAISE ET LE RETOUR DE LA FRANCE AU BERCAIL ATLANTIQUE

L'européisme est également lié de manière étroite à l'atlantisme : le tout-Europe, voire le plus d'Europe, présenté comme le remède à tous les maux, débouche logiquement sur l'abandon de la souveraineté nationale et le retour à la famille occidentaliste. Or ce processus entraîne à son tour le lâchage de toutes les velléités d'indépendance diplomatique et pour la France, celles qu'avait forgé le général de Gaulle, notamment la politique arabe de la France. Les étapes vers l'atlantisme au fur et à mesure du déclin de la valeur de nos hommes d'État de Valéry Giscard d'Estaing à François Hollande sont autant de défaites des positions françaises et de la pensée stratégique de la France, laquelle avait fondé sa politique internationale sur les principes intangibles qui guidaient son exception, à savoir son attachement au droit international et au système onusien. Elle adoptera insensiblement l'approche israélienne et américaine, privilégiant la force ou la menace d'usage de la force au détriment de la diplomatie. Elle contribuera ainsi à la destruction du droit international et au discrédit de l'ONU, c'est-à-dire au démantèlement des deux piliers de sa diplomatie traditionnelle qu'elle paie elle-même par des attentats sur son sol.

EN MARS 1966, LA FRANCE QUITTE LE COMMANDEMENT MILITAIRE intégré de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, le Général De Gaulle exigeant la fermeture des bases américaines et retirant ses forces armées du dispositif du Pacte Atlantique. Un an plus tard, et cinq ans après l'indépendance de l'Algérie, la guerre « des six jours » débouche sur un renversement d'alliance radical au Moyen-Orient, le partenariat stratégique entre Paris et Tel-Aviv qui avait marqué les vingt premières années de l'existence d'Israël étant enterré au profit d'une nouvelle « politique arabe ». Ces deux décisions mettront une touche finale à la doctrine gaullienne en matière de relations extérieures et de défense, laquelle va faire l'objet d'une sorte de consensus entre les partis ainsi que dans l'opinion durant près de trois décennies, la sortie de l'OTAN s'imposant comme le symbole par excellence de l'indépendance

nationale et la « politique arabe » constituant l'aspect le plus hardi et le plus innovant de l'exception française.

Malgré tout, exception faite du parti communiste (au temps de sa gloire) et du courant gaulliste traditionnel, le tropisme atlantiste restera très prégnant parmi les élites politiques, économiques et culturelles. Soignant une image moderniste à l'américaine (il prononce en français et en anglais sa première allocution de président élu), Valéry Giscard d'Estaing (1974/1981) esquissera un rapprochement avec l'atlantisme, tout en poussant l'Europe intégrée à évoluer sur la question palestinienne : il est à l'origine de la déclaration des chefs d'État de la CEE à Venise en 1980, reconnaissant le droit à l'existence du peuple palestinien. Pour mémoire, le néo-conservatisme est alors tout juste en train d'éclorre outre-Atlantique.

Le Mitterrand du premier mandat (1981/1988) abandonne très vite son programme de « rupture avec le capitalisme » pour se couler dans le moule du libéralisme occidental. Bien qu'il soit réputé pro-sioniste et ami d'Israël, il ne remettra pas en cause les acquis en matière de politique arabe. Mais son deuxième septennat sera marqué par une adhésion aveugle à l'Europe communautaire, « qui est notre avenir », la France étant « notre patrie », mais notre patrie seulement, c'est-à-dire implicitement une relique du passé. Pour être proche du sionisme, Mitterrand n'est guère porté sur l'Amérique. Néanmoins, de ses deux septennats, qui s'achèvent l'un comme l'autre par une « cohabitation » avec la droite dite « gaulliste », on retiendra avant tout cette dérive européiste servant de feuille de vigne à un atlantisme latent.

Si sionisme et atlantisme vont de pair, le premier étant le pendant naturel du second, l'européisme est également lié de manière étroite à l'atlantisme : le tout-Europe, voire le plus d'Europe, présenté comme le remède à tous les maux, débouche logiquement sur l'abandon de la souveraineté nationale et le retour à la famille occidentaliste. Brandi comme panacée, l'européisme forcé entraîne *ipso facto* le reniement du consensus gaullien et revient par conséquent à brader l'exception française : grandeur de la France, indépendance nationale, dissuasion nucléaire indépendante, politique africaine, politique arabe, méritent tout juste d'être jetées aux orties.

Dans les années 1980, le « complexe militaro-industriel » dénoncé dès le début de la guerre froide par Eisenhower comme détenteur de la réalité du « pouvoir profond » américain, s'assimile largement au « parti de la guerre » dans lequel se retrouvent en communion les républicains et les démocrates.

Avec la fin de la détente et l'arrivée de Reagan à la Maison-Blanche, le courant néoconservateur se substitue aux deux concepts précédents, avec une idéologie

imprégnée d'un double messianisme juif et protestant. Fondé implicitement sur le concept d'un monde occidental judéo-chrétien (qui constitue en fait une innovation pour les Européens), « l'État profond » néoconservateur est américano-israélien par nature. Se référant à la vocation supposée que lui a assignée la Providence, à savoir la direction des affaires de la planète, il va projeter ses ramifications (pour ne pas dire ses métastases) dans toutes les directions, vers les pays anglo-saxons d'abord, puis vers les autres pays européens. La France est particulièrement visée par l'offensive, le modèle néoconservateur ne souffrant pas l'exception, notamment française.

Dans sa version hexagonale, qui prendra forme durant les années 1990, « l'État profond » américano-compatible se confondra avec le courant européiste, de droite, de gauche et bien sûr du centre. Le projet intégrationniste européen tracera une voie royale vers le retour au bercail occidental. Malgré les contorsions pour faire, comme on le fait souvent, de ce choix européen (qui sera avant tout celui des élites) une alternative à l'intégration transatlantique et à l'alignement sur Washington, l'Union européenne (UE) n'a jamais été une option d'indépendance, mais incarne au contraire l'adhésion à un projet « américain », destiné à démanteler les nations et les États européens existants afin de les noyer dans un ensemble surveillé et dirigé politiquement, militairement et économiquement par le « *Big Brother* ». La substitution de l'organisation supranationale aux États, insidieuse et perverse, ne tenant aucun compte de la volonté populaire et des intérêts nationaux, allant même à leur encontre, aura pour corollaire non moins insidieux la consécration *de facto* de l'OTAN comme armée européenne, sous commandement des États-Unis (ÉU).

Le retour à la « famille occidentale » impliquant par définition les retrouvailles avec le sionisme, la boucle sera bouclée et l'adhésion totale aux thèses du néoconservatisme américano-israélien chose faite.

Comme on le sait, en octobre 2007, Nicolas Sarkozy, fraîchement élu à la présidence, évoque le retour de la France dans « le bercail atlantique ». Pour faire « dans le vent », il parle de briser les tabous et de « moderniser » les relations de la France avec l'OTAN. Dans *Le Monde*, Daniel Vernet salue l'arrivée à l'Élysée d'un démagogue aux formules percutantes. Celui qui invitera les salariés et les chômeurs à « travailler plus pour gagner plus », et enjoindra à certains pauvres de « se casser » ou à d'autres de descendre « s'ils sont des hommes », n'a-t-il pas « ouvert un espace bienvenu de réflexion sur la politique étrangère de la France » ? Aux États-Unis, où il vient de passer ses vacances et de rencontrer les Bush père et fils (il n'y a pas d'esprit sain dans la famille), ce qu'admire le plus le président tout en tics c'est sans doute la politique des ÉU du « bombardier plus pour démocratiser plus ». Quant

à l'ex-journal de référence transfiguré en feuille de chou de révérence, il y a déjà longtemps qu'il rêve d'une France revenue au bercail. Puisque « nous sommes tous des Américains », depuis qu'un certain Colombani, l'un des patrons du journal *Le Monde*, l'a décrété par un jour de septembre 2001, pourquoi ne pas faire de nous des moutons ?

En réalité, il ne faut pas surestimer la responsabilité de Sarkozy dans cet abandon de souveraineté. En 2007, la France a déjà plusieurs pieds dans l'OTAN, et le responsable de ce retour subreptice est Jacques Chirac, censé être l'un des derniers héritiers du gaullisme « authentique ». Ce président devenu populaire sur ses vieux jours, en qui on devine parfois une « tripe arabe », doit une partie de son prestige au fait d'avoir opposé le *veto* de la France au lancement par Washington de sa guerre d'agression contre l'Irak en mars 2003. Nous ne lui retirerons pas ce mérite, qui n'est pas rien. Sauf que ce morceau de bravoure (resté dans les mémoires comme le discours de Villepin devant le Conseil de Sécurité) sera le chant du cygne d'une France indépendante, qui à la veille de la deuxième guerre d'Irak a déjà entamé depuis dix ans son retour au fameux « bercail atlantique ».

Le retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN n'est donc que l'aboutissement d'un virage amorcé en 1993/1994, à l'occasion de la guerre de Bosnie. Paris accepte alors de participer au Comité militaire pour certaines opérations de l'OTAN, reconnaissant ainsi la diversification des missions de l'Alliance, maintenant que la guerre froide est finie : le Sommet atlantique de Bruxelles codifie en 1994 les « *Combined Joint Task Forces* ». La France ne participe ni au comité des plans de défense, ni au groupe des plans nucléaires de l'Alliance. Elle n'assume aucune responsabilité hiérarchique dans la structure militaire permanente. Elle négocie au cas par cas les règles d'engagement sous la bannière de l'OTAN, comme, en 1999, au Kosovo, mais elle s'engage.

Jacques Chirac acceptera au sommet atlantique de Prague de 2002 un nouveau rapprochement, avec la participation à la nouvelle Force de Réaction Rapide de l'OTAN (*NATO Response Force*), ainsi qu'au nouveau Commandement allié de la Transformation qui s'installe à Norfolk. Le drapeau français flotte à nouveau sur le Quartier Général des Forces Alliées en Europe (SHAPE), à Mons, où le gouvernement français affecte quelques officiers, sans obtenir aucun des commandements revendiqués. Sarkozy ne sera pas plus chanceux. La contribution militaire et financière de la France étant déjà parmi les premières et ses forces normalisées au sein de l'OTAN, on ne voit pas pourquoi il faudrait accorder un traitement exceptionnel à une France qui ne l'est plus. Ce sera désormais donnant-donnant. Depuis lors,

les forces françaises, au Kosovo ou en Afghanistan, seront placées sous les ordres de l'état-major suprême de l'Alliance, au même titre que des unités luxembourgeoises. La France reprend sa place au comité militaire et siège dans presque toutes les instances consultatives de l'OTAN.

En fait, l'arrivée de Sarkozy à l'Élysée, en 2007, ne fait que marquer l'ouverture du débat sur la « dernière marche » que Paris doit grimper pour entrer de plein pied dans le « bercail ». À cette époque, une centaine d'officiers sont déjà détachés auprès des commandements de Mons et de Norfolk. Il n'y a plus que des détails liturgiques à régler : la messe est dite. Le peuple français n'y a vu que du feu.

Sarkozy s'affiche *a priori* comme pro-israélien, déclarant aux ambassadeurs arabes avoir de l'intérêt et du respect pour leurs pays, mais ajoutant finement : « *je vous le dis clairement, je suis l'ami d'Israël !* ». Quelques années plus tard, en février 2011, alors qu'il passe à la moulinette les derniers vestiges de la politique arabe, il affirmera dans un discours officiel, avec son toupet habituel, que « les peuples arabes attendent de la France une politique gaulliste »... C'est afin de mieux faire oublier que la dite France a fait une croix sur les principes qui guidaient son exception, à savoir son attachement au droit international et au système onusien. Elle adoptera insensiblement l'approche israélienne et américaine, privilégiant la force ou la menace d'usage de la force au détriment de la diplomatie, « oubliant » les principes traditionnels du droit onusien (égalité souveraine des États, non-ingérence, obligation de négocier en cas de litige ou de conflit, droit des peuples à décider de leur destin et droit des États à choisir leur régime politique sans ingérence extérieure) au nom de la responsabilité de protéger (R2P). Elle contribuera ainsi à la destruction du droit international et au discrédit de l'ONU, c'est-à-dire au démantèlement des deux piliers de sa diplomatie traditionnelle.

L'arrivée de Hollande à l'Élysée ne changera pas un *iota* à la posture déraisonnable de la France face aux « révolutions arabes ». De même, les remplacements successifs de Kouchner par Juppé, de Juppé par Fabius, et de Fabius par Ayrault n'introduiront aucune lueur nouvelle dans la compréhension des problèmes d'un Orient trop compliqué pour des dirigeants aussi peu portés vers la diplomatie. Entendant un ministre des Affaires étrangères prendre les « ouïghours » musulmans de Chine pour des yoghourts (Bernard Kouchner) et un autre confondre Bachar al Assad avec Saddam Hussein (Jean-Marc Ayrault), on peut sans être bégueule s'interroger sur les critères de sélection de si hauts personnages et sur leur aptitude à appréhender les réalités internationales avec la subtilité requise. Dans ces conditions, est-il étonnant que le vaste penseur à la chevelure de vent ait semblé être un

temps le véritable chef de la diplomatie de l'Hexagone, tout se passant comme si un seul principe avait droit de cité à Paris : favoriser tout ce qui est bénéfique pour Israël et promouvoir tout ce qui affaiblit ou détruit les États arabes laïcs, modernes, nationalistes, ceux qui résistent aux oukazes de la globalisation occidentale. À l'attention des dirigeants de Tel Aviv, Hollande dira « je suis votre ami » et Valls ne cachera pas son obsession pour Israël.

Dans le contexte de l'alliance contractée dès 2011 entre l'Empire Atlantique et ses complices moyen-orientaux, israéliens, turcs ou des monarchies arabes, la France choisira de jouer au chef de file dans la destruction de l'État libyen, dans la dévastation de la Syrie, avec acharnement, en violation de tous les principes de la légalité internationale. Dans le jeu des alliances nouées autour de la crise syrienne, elle privilégiera l'affrontement contre l'Iran et la Russie. Elle attisera l'interventionnisme américain au Proche-Orient, en Ukraine, appuyant l'entreprise d'encercllement de la Russie en Europe.

Elle s'alliera successivement avec tous les régimes islamistes de la ligne de front, avec les dirigeants qataris, puis turcs, puis saoudiens, appuyant les djihadistes en proclamant qu'ils font du « bon boulot » (*cf.* Fabius parlant du Jabhat al Nosra), se laissant aller à dire que la casse de la Syrie et le renversement de son gouvernement légal constituent une noble cause. La France troquera feu la politique arabe contre une politique « sunnite », puis « wahhabite », piégée notamment par l'appât de contrats ou de promesses de contrats...

La France, qui entretemps aura combattu les djihadistes sauvages au Mali tout en les soutenant (voire plus) en Syrie, deviendra la cible des terroristes sur son territoire, dédouanant ses alliés moyen-orientaux de toute responsabilité avec une candeur époustouflante. D'une façon ou d'une autre, la patrie des droits de l'homme se sera engluée dans des guerres qui ont fait des centaines de milliers de morts, des millions de réfugiés, de déplacés, d'exilés, de sans-abri, de blessés, de handicapés, de familles dispersées, de vies brisées, qui ont détruit l'État libyen et son économie, qui ont ravagé la Syrie aux deux tiers démolie... sans oublier les sanctions iniques qui frappent des populations déjà en grande détresse, le gel (c'est-à-dire le vol) des avoirs de ces pays, à hauteur de centaines de milliards de dollars. Il y a sûrement sur terre des gens qui ne méritent pas d'être sur leur trône, sur leur fauteuil présidentiel ou assis au bureau de Vergennes ou de Talleyrand.

Sinistrée, démoralisée et déconsidérée, la diplomatie française est hors jeu au Moyen-Orient comme ailleurs. Les hommes et femmes du « Département », jugés « incompetents » et gaspilleurs par des responsables qui n'ont pas brillé par la

fulgurance de leurs inspirations, ne sont pas responsables de l'échec et mat. Il leur est difficile de mener des batailles victorieuses sur des dossiers pourris. Le corps des arabisants et islamisants a été démantelé, neutralisé, dispersé, parce que tenu en suspicion. Sarkozy, Juppé, Kouchner, Fabius, leurs petits conseillers aux grands airs, ont haï le Quai d'Orsay, réputé « trop arabe ». On voit le résultat catastrophique.

Après plus de cinq années de grand aveuglement, il est temps que la France décide de la réouverture de son ambassade à Damas. Tant pis pour l'amour-propre de ceux qui avaient jugé malin de la fermer. Après vingt ans de retour progressif à un « bercail atlantique » qui est la prison des peuples, la caserne du monde, le temple de l'arrogance et de l'injustice, le lieu de l'enfermement de notre cher et vieux pays, il est grand temps de renouer avec la politique arabe, l'aspect sans doute le plus original, le plus impertinent du consensus forgé par ce visionnaire que fut le Général De Gaulle. Le grand homme doit se retourner dans sa tombe en entendant ses lointains et pitoyables successeurs se gargariser de leur asservissement aux maîtres du monde et pérorer sur les valeurs qu'ils piétinent, tout en prétendant assumer son héritage.

La France et ses colocataires du « bercail atlantique » se gavent et nous gavent de cette diplomatie compassionnelle qui consiste à s'apitoyer sur le sort des bourreaux et à sympathiser avec les agresseurs, en niant la souffrance des victimes et en ignorant le droit bafoué des agressés. Pour nos dirigeants, mais aussi nos intellectuels, nos médias et nos gourous, toujours prêts à pleurnicher sur les causes les plus improbables et à s'engager du mauvais côté des dossiers, il est temps de songer à la repentance, afin d'éviter autant que possible la colère des milliers et milliers de familles qui crient vengeance.

Hollande et ses ministres semblent saisis d'une illumination soudaine, découvrant après un sommet de l'OTAN plus belliciste que nature que la Russie n'est pas une menace pour nous, que l'Organisation atlantique n'a pas à imposer ses vues sur les relations de l'UE avec Moscou. On entend enfin des officiels, des médias appeler un chat un chat et qualifier les opposants armés au gouvernement légal de la Syrie de « rebelles islamistes ». Ce n'est pas trop tôt, même si cela ne suffira pas pour que les Syriens, Libyens et autres cibles de notre pays ré-atlantisé crient à pleins poumons « Vive la France ».

Au moment de boucler ce modeste article, j'apprends qu'en ce 14 juillet un attentat vient de faire 84 morts à Nice, après le feu d'artifice de la fête nationale. Au-delà de toutes les explications embarrassées que nous allons entendre ces jours prochains, il n'est pas difficile de comprendre quel est le lien réel entre la politique

de nos dirigeants au Grand Moyen-Orient et les retombées sanglantes qui désormais nous endeuillent régulièrement.

Ceux qui ont servi la France avec fierté à une époque pas si lointaine ne trouveront pas de mots assez forts pour exprimer leur consternation devant l'immense gâchis : la honte et la colère avant tout, mais encore et toujours l'espoir que notre pays reviendra *in extremis* dans le droit chemin, celui de la justice et de la légalité, ne serait-ce que pour payer aux innombrables victimes de l'iniquité, y compris françaises, le prix du sang. ■

Jean-Pierre CHEVÈNEMENT¹

Ancien Ministre d'État, de l'intérieur, de la Défense et de l'Éducation nationale



LA DIPLOMATIE FRANÇAISE AU MOYEN-ORIENT

Quels sont les intérêts de la France et les principes qui doivent gouverner la politique de la France ? Dans la vie politique internationale, il y a des intérêts et il y a des réalités et il faut partir des réalités. Le général de Gaulle a poursuivi une politique arabe de la France, laquelle s'adressait à tous les pays de la Méditerranée et même au-delà au Moyen-Orient, sans distinction de régime. Cette politique arabe s'insérait dans le cadre d'une sorte de politique tiers-mondiste, c'est-à-dire d'ouverture vers le Sud. La France se voulait à l'époque indépendante des blocs. Et les Arabes sont notre plus proche voisin vers le sud. Une longue histoire nous a rattachés les uns aux autres qui va du processus de décolonisation à l'apparition de Daesh. La France peut être actuellement utile dans un rôle de médiation. Je pense que nous devons essayer de reprendre le fil de la politique dite « politique arabe » du Général De Gaulle, politique d'aide aux éléments de modernisation dans le monde arabe parce que je crois que le triomphe du fondamentalisme religieux n'est pas définitif et que le mouvement de la Réforme, qui correspond aux aspirations d'une grande majorité des populations, peut reprendre le dessus.

Les décideurs - leurs options et décisions

Pour se projeter dans l'avenir il faut savoir aussi d'où l'on vient... Donc on ne peut pas éviter un rappel, même bref, du passé. Je ne remonterai pas non plus aux croisades : je commencerai par la « politique arabe de la France » ainsi dénommée du Général de Gaulle pour rappeler dans quelles conditions elle a été formulée.

Le Général De Gaulle a voulu refonder entièrement la politique étrangère française après 1958, il a donné le branle à un certain nombre d'initiatives, dont la création d'une force nationale de dissuasion, pour affirmer l'indépendance de la France sur l'échiquier international, et la sortie de l'organisation militaire intégrée de l'OTAN, que monsieur Sarkozy nous a fait réintégrer, dans un contexte il est vrai différent. Pour comprendre cette, comme disent les allemands « so genante »,

« ainsi dénommée » politique arabe de la France, il faut mesurer qu'elle s'adresse, comme vous l'avez dit précédemment, à tous les pays de la Méditerranée et même au-delà au Moyen-Orient, sans distinction de régime, qu'il soit républicain ou monarchique.

Bien entendu, cette politique arabe s'insérait dans le cadre d'une politique que je qualifierai de tiers-mondiste, c'est-à-dire d'ouverture vers le Sud. La France se voulait à l'époque indépendante des blocs. Et les Arabes sont notre plus proche voisin vers le sud. Une longue histoire nous a rattachés les uns aux autres, qui n'a pas toujours eu que les aspects déplaisants que monsieur Naba a rappelé tout à l'heure ; bien sûr, c'est vrai, il y en eut, mais il y eut aussi des lumières, il n'y eut pas que des ombres : il y a Champollion, il y a Lesseps, il y a beaucoup d'autres choses que je ne veux pas rappeler.

Pour le Général De Gaulle, l'action décisive a été la paix en Algérie, que lui seul pouvait ramener en tranchant le nœud gordien, d'ailleurs au prix d'une guerre civile avec l'OAS. J'ai vécu ces événements, me trouvant moi-même à l'époque en Algérie puisque j'étais appelé du contingent. Et comme j'étais détaché au cabinet du préfet d'Oran, j'ai pu voir arriver l'armée algérienne du Maroc, j'étais le premier Français à rencontrer Ben Bella et Boumediène à Tlemcen le 10 juillet 1962. Donc, j'ai vécu de près cette période et il faut rappeler que c'était un affrontement très dur parce que nous avions à faire à des forces puissantes, qui avaient marqué la politique de la France pendant presque un siècle, le parti colonial. Un livre de Charles-Robert Ageron titré *La France pays colonial* ou *parti colonial* montre le rôle qu'a joué le parti colonial, très influent sous la III^e et la IV^e République étant donné la faiblesse des institutions.

Mais la France profonde n'était que superficiellement engagée. Vous savez que les Français émigrent peu, c'est une de leurs caractéristiques, et finalement même encore aujourd'hui, ils ne comprennent pas très bien le lien entre ce qui peut se passer à Paris, au Bataclan etc. et puis les événements du Moyen-Orient ; évidemment le chaos du Moyen-Orient les interpelle, mais ils le voient comme un chaos totalement incompréhensible. Déjà la France ressemble à un chaos, mais quand même beaucoup plus vivable à tous égards, même si l'on évoque les manifestations de la CGT, Notre-Dame des Landes, l'euro 2016, les attentats, les manifestations etc. Tout cela constitue un gros souci pour le ministre de l'Intérieur mais c'est quand même relativement gérable. Le Moyen-Orient, c'est quelque chose de terrifiant que les Français ne comprennent absolument pas, même s'ils ont eu leur part de responsabilité. Mais quand on dit la France, il faut toujours se rappeler que les hommes

politiques changent. Le Général De Gaulle n'est pas tout à fait Nicolas Sarkozy : ils s'expriment au nom de la France parce qu'ils sont élus au suffrage universel mais ce n'est pas la même chose, je dirais même à bien des égards c'est le contraire. François Hollande, Laurent Fabius, expriment leur point de vue, parce qu'ils sont en fonction ; on peut dire qu'ils engagent la responsabilité politique de la France puisqu'ils sont le gouvernement de la France. Ils se prêtent aussi à la critique ; ils sont dans l'arène démocratique. Ils peuvent être critiqués comme moi j'ai pu l'être au moment de la guerre du Golfe - je ne vous fait pas état du courrier que j'ai reçu, à l'époque, puisque j'avais jeté mon sabre de ministre de la Défense pour ne pas cautionner une guerre que je considérais comme contraire aux intérêts de la France.

Des intérêts et des réalités

Parce que je vais vous parler des intérêts de la France et des principes qui doivent gouverner notre politique ; mais la France a aussi des intérêts, ne soyons pas naïfs, dans la vie politique internationale. Il y a des intérêts et il y a des réalités. Il faut partir des réalités. Et je voudrais vous parler des réalités.

La politique arabe de la France c'était d'abord la paix en Algérie et c'était ensuite la déclaration très forte que le Général De Gaulle a faite, il me semble que c'était au mois de septembre 1967, pour tirer les leçons de la guerre des Six Jours et de la colonisation des territoires palestiniens par Israël. Et son propos évidemment est prophétique : il dit, malheureusement, ce qui va se passer. Il le dit pour éviter que ça aille dans ce sens-là, mais force est de considérer aujourd'hui, malgré l'action de la France et les initiatives qui ont été prises, qu'un Droit à deux vitesses au plan international s'est instauré qui est, évidemment, une insulte à l'esprit de justice. La France porte plus ou moins cet héritage. Elle ne le porte pas toujours très bien, mais elle le porte encore. Je pense que la France va reconnaître l'État palestinien ; je suis d'ailleurs surpris d'apprendre qu'elle ne l'a pas encore fait, je suis même surpris que ce ne soit pas le cas.

Revenons à la politique arabe du Général De Gaulle : elle s'insérait dans le cadre d'une politique étrangère plus vaste. « Je me dirige vers l'Orient compliqué avec des idées simples » disait le Général De Gaulle, c'était une autre époque – 1941 – mais c'était une idée assez simple que la France tende la main au monde arabe pour l'aider à se moderniser et pour encourager les facteurs de progrès. Une des choses qui explique que souvent ces questions sont obscures aux yeux de nos compatriotes, et pas seulement de ceux qui n'ont pas une culture politique étendue mais même des autres : c'est qu'on ne voit pas assez que les quarante dernières années c'est l'échec

de ce que les Arabes appellent la « Nahda » – la Réforme, la Modernisation – qui avait été pensée par de grands intellectuels et qui était le courant dominant de la politique dans le monde arabe il y a encore cinquante ans. Cette politique a échoué et elle a échoué au moment de la guerre des Six Jours.

Je suis allé en Tunisie il n'y a pas très longtemps, j'ai rencontré le président de la République nouvellement élu, monsieur Beji Caid Essebsi, et la veille j'avais rencontré, il était encore en fonction, monsieur Marzouki, et j'ai vu aussi monsieur Ghannouchi. Je lui ai demandé « Comment êtes-vous devenu islamiste ? » ; alors il m'a répondu, tout à trac, « Mais, moi j'étais nassérien, et après la guerre des Six Jours je suis devenu frère musulman » et j'ai interrogé d'autres députés de Ennahdha qui m'ont fait la même réponse. Ce qui montre bien que l'échec du courant modernisateur, qui au départ était dominant dans le monde arabe, s'est accompagné de la montée d'un courant adverse qui était le fondamentalisme religieux qui existait depuis longtemps. Je rappelle que les Frères musulmans ont été créés quatre ans après la chute du califat, en 1928, par Hassan el-Banna, et que bien entendu il y a en Égypte, au Pakistan, d'autres noms qui symbolisent, en quelque sorte, cette vision du monde : « Sayyid Qutb » pendant la période nassérienne, en Égypte, et puis « Mahdoudhi » au Pakistan et d'autres encore qui ne me viennent pas immédiatement à l'esprit.

Fondamentalisme et Tiers-mondisme

Ce courant fondamentaliste existait, simplement il n'avait pas pignon sur rue parce que les éléments modernisateurs étaient aux affaires. Il suffit de voir un petit film sur l'Égypte ou l'Algérie dans les années 1960 ou début des années 1970 : évidemment c'est un spectacle très différent de celui que l'on voit aujourd'hui où toutes les filles sont voilées en Égypte ainsi que le plus souvent en Algérie aussi. Alors qu'à l'époque, elles avaient des jupes et la tête découverte. Moi qui ai vécu en Algérie dans les années 1970, dans les premières années de l'indépendance, j'ai connu la capitale du tiers-mondisme ; ça n'avait pas grand-chose à voir avec le GIA, le FIS, et tout ce qu'on a connu par la suite.

Il y a donc un renversement et je voudrais dire que l'année tournante c'est 1979. Il faut bien le comprendre, 1979, c'est l'arrivée de Khomeyni au pouvoir en Iran. C'est une Révolution conservatrice, au sens qu'on donnait à ce mot dans les livres de sciences politiques et plutôt à propos de l'Allemagne, c'est-à-dire que ce sont des forces conservatrices, le clergé, les ayatollahs, c'est pas du tout le parti Tudeh, ce ne sont pas les partis modernistes qui prennent le pouvoir, ce ne sont pas

les héritiers de Mossadegh, non, ce sont les ayatollahs, mais avec une composante tiers-mondiste, Alî Shari'atî, qui fait un peu penser à la théologie de la Libération en Amérique latine, toutes choses égales par ailleurs puisqu'il ne s'agit pas de la même religion. C'est quelque chose de très original : on ne sait pas ce qu'elle recouvre... il y a l'affaire des otages américains, et il y a la guerre Irak-Iran sur laquelle je reviendrai parce que cette guerre va être soutenue du côté irakien par la quasi-totalité des grandes puissances. Elle est menée par l'Irak parce que l'Irak craint beaucoup, étant donné que la majorité de la population irakienne est chiite, que l'Iran parvienne à mettre l'Irak sous son obédience. C'est la motivation fondamentale de Saddam Hussein ; outre le fait que, naturellement, les deux pays voient comme l'eau et le feu. D'un côté un nationalisme arabe laïc dictatorial, n'hésitons pas à le dire, et de l'autre un régime religieux, une théocratie révolutionnaire avec ses pasdaran etc. : c'est un affrontement terrible. 1979, c'est aussi l'occupation des lieux saints de La Mecque par des gens qui se veulent plus royalistes que le Roi d'Arabie, plus Wahhabites que les Wahhabites, et qui sont l'embryon, je dirais, de ce qui va devenir, plus tard, le djihadisme. En même temps, c'est le début du Djihad en Afghanistan, soutenus par les États-Unis, le Pakistan, l'Arabie Séoudite, Ben Laden : une sorte de légion arabe et turque qui va appuyer les moudjahidines afghans, en particulier les premiers, qui n'étaient pas les talibans mais ceux de « Gulbuddin Hekmatyar » que nous retrouverons plus tard en Afghanistan puisque nos soldats ont été tués par eux en 2009 ou 2010.

1979, c'est donc l'année-tournant ; la guerre Irak-Iran s'enlise, une résolution est votée par le Conseil de Sécurité des Nations-Unies, elle ne sera acceptée qu'en 1988 par l'ayatollah Khomeyni qui dira « Je la bois comme je bois une coupe de poison ».

Mais après, survient un étrange retournement de la politique américaine. Les Américains vont entraîner Saddam Hussein dans ce qui ressemble à un piège : c'est l'affaire du Koweït. Car, naturellement, l'Irak a agi comme verrou du monde arabe sunnite contre l'Iran et l'Irak a été subventionné par toutes les monarchies pétrolières, par tous les pays arabes, qui lui ont fait remises de ses créances, sauf le Koweït... ce qui a été le prétexte à l'invasion qui a provoqué évidemment la première guerre du Golfe. Une guerre parfaitement évitable mais décidée dès le premier jour, et j'ai des documents qui me permettraient de le démontrer, par le président Bush et madame Thatcher dès les 2-3 août 1990, parce que je pense les États-Unis voulaient se passer d'un gendarme régional. Il y a eu le pacte de Bagdad, le Shah d'Iran, Saddam Hussein n'est quand même pas très fréquentable... et ils

préféraient avoir des forces sur place. Ils ont pensé que cette guerre leur en donnerait l'occasion. En même temps il y avait une question lancinante qui était le problème israélo-palestinien, qu'ils estimaient pouvoir régler, et puis, par-dessus tout, il y avait la fin de l'URSS qui approchait. Si le Conseil de Sécurité a pu voter une résolution autorisant « l'emploi des moyens nécessaires », c'est l'amendement que monsieur Chevardnadze a fait passer au Conseil de Sécurité des Nations-Unis à la fin du mois de novembre 1990, à l'exécution des Résolutions 688, 689, 690 etc., c'était du fait d'une URSS à bout de souffle, qui allait s'effondrer l'année suivante. Naturellement, la première guerre du Golfe a été l'occasion de marquer, comme l'a dit d'ailleurs le président Bush père, que « le syndrome du Vietnam était enfoui pour toujours dans les sables de l'Arabie », cette parole a été prononcée je crois le 3 mars 1991, après la fin des hostilités ou le lendemain de la fin des hostilités.

Le monde s'embourbe...

Cette première guerre va entraîner à terme la deuxième. Entre les deux, il y a douze ans de blocus, c'est-à-dire « l'engagement » de l'Irak, l'embargo, une famine provoquée de l'extérieur, et une affaire qui n'est pas réglée. Aucun effort n'est fait pour réintégrer l'Irak dans la communauté internationale. Je me rendrai en Irak en 1994 et d'ailleurs dans tous les États de la région, je rencontrerai tous les chefs d'État mais, malheureusement, en vain. En 1998, il y a encore des incidents, une Résolution « pétrole contre nourriture », mais en 2003, après l'affaire des attentats contre le World Trade Center, il y a la deuxième guerre du Golfe, l'invasion de l'Irak et sa destruction.

Alors je voudrais quand même rappeler que la première guerre du Golfe a abouti à deux résultats qui n'étaient pas délibérés : elle a bâti l'Irak comme principale puissance régionale, et elle a donné le signal du djihad planétaire puisque Oussama Ben Laden a retourné ses armes contre la main qui le nourrissait. C'est-à-dire que l'URSS étant tombée, il s'est retourné contre les États-Unis, pensant qu'il allait pouvoir en venir à bout facilement... Les premiers attentats démarrent en 1992, au Yémen, dans l'Afrique orientale, à New-York même –les sous-sols du World Trade Center sont l'objet de ces premiers attentats.

Mais ce que je voudrais marquer c'est que la chute de l'URSS bouleverse complètement la donne car nous entrons dans l'ère de l'hyper-puissance américaine ; on croit à un monde unipolaire, en fait c'est le chaos qui commence parce que, comme l'a dit un professeur de sciences politiques, deux moins un ne fait pas un mais zéro. C'est-à-dire qu'il n'y a plus de puissance dominante. Il n'y a plus que des puissances

rivales ou hostiles qui aboutissent à ce chaos que nous voyons aujourd'hui au Moyen-Orient. Je passe sur la Conférence de Madrid, le processus d'Oslo, qui n'ira pas loin puisque Rabin, qui était le garant de son succès a été assassiné comme vous le savez par un extrémiste juif.

Je reviens sur l'intervention en Irak, la deuxième guerre du Golfe ; elle est la réponse totalement inappropriée aux attentats contre les deux tours jumelles de New-York. Elle aboutit à la destruction de l'État irakien et à livrer les populations de l'ouest irakien, populations sunnites, à Al-Qaïda opposées à un gouvernement à dominante chiite dirigé très tôt par Al-Maliki qui se montrera comme particulièrement vindicatif et particulièrement dur à l'égard des populations sunnites. Les Américains vont donc tenter de reprendre en mains les tribus sunnites de l'ouest irakien mais comme entre-temps, Obama est arrivé et ordonne le retrait, ils se retirent alors que al-Maliki voit son mandat à la tête du gouvernement irakien renouvelé ; d'où on peut faire le constat de l'apparition de Daesh qui est une création de la politique américaine au Moyen-Orient, il faut le dire. Daesh, on dit toujours c'est la Syrie, mais non, c'est d'abord l'Irak et ensuite, du fait de la guerre civile qui s'est développée en Syrie, évidemment, Daesh s'étend aux confins orientaux de la Syrie, Palmyre, Rakka etc.

Je voudrai donc souligner l'échec de la politique américaine. La politique française à ce moment-là prend ses distances en 2003 mais se rapproche très vite des États-Unis parce que Chirac redoute quelque peu l'antagonisme qu'il a créé entre la France et les États-Unis, c'est la conférence d'Evian. Le rabibochage se fait au Liban, il est suivi de l'assassinat de Rafiq Hariri en 2005. En 2008, Obama est élu, sa politique étrangère est profondément modifiée, c'est le pivotement de l'Amérique vers l'Asie, c'est le retrait de l'Irak, que j'ai déjà évoqué, et c'est le retrait de l'Afghanistan qui n'est pas terminé... qui d'ailleurs n'est qu'un demi retrait parce que les Américains restent présents, avec des effectifs réduits, mais pour appuyer le nouveau gouvernement afghan. En 2009, c'est le discours du Caire d'Obama, qui est plombé par le fait qu'il ne se passe rien en Palestine, dans les territoires palestiniens, et par conséquent toute cette orientation, qui paraît à première vue généreuse, est évidemment obérée par le fait qu'elle ne débouche sur rien, sauf sur les printemps arabes. Alors la France est complètement dépassée.

La France prend avec retard le train des révolutions arabes et monsieur Sarkozy décide d'intervenir en Libye et en Syrie où il surajoute à la guerre civile entre le pouvoir et l'opposition une ingérence qui va de pair avec celle des puissances sunnites, la Turquie – sa politique néo-ottomane – et des monarchies pétrolières. De

sorte qu'évidemment la guerre se développe, les victimes se multiplient. Je pense qu'Obama est quand même un grand homme parce qu'on peut être grand par ce que l'on ne fait pas autant que par ce que l'on fait. Et le refus de frapper l'armée syrienne le 30 août 2013 a abouti effectivement à un retournement de situation qui a laissé, il faut le dire, la France de François Hollande dans un corner. Je me suis exprimé à ce moment-là à la tribune du Sénat et j'ai dit au ministre des Affaires étrangères, monsieur Fabius que je pouvais quand même critiquer : « Mais, monsieur le ministre, comment pouvez-vous nous expliquer que votre politique se situe à l'ouest de l'ouest ? » ; il m'a répondu de manière extrêmement « enveloppée »...

De fondamentalisme à terrorisme : où est la France ?

Et vous connaissez la suite, l'État islamique, le conflit avec sunnites et chiïtes, l'accord avec les Iraniens auquel la France ne contribue pas beaucoup, c'est une litote, disons qu'elle est obligée d'accepter parce que c'est Obama qui le veut et parce que le président Rohani le souhaite également. Finalement la France emboîte le pas et je pense que nos relations avec l'Iran s'amélioreront durablement parce que l'avenir est en effet à un rôle positif de la France au Moyen-Orient, un rôle qui reposerait sur des principes et, en particulier s'agissant de l'Iran, sur un rôle de médiation entre l'Iran et les puissances sunnites, et notamment l'Arabie Séoudite. Rôle nécessaire et je ne propose pas que l'on rompe nos relations avec l'Arabie Séoudite, l'Arabie Séoudite est ce qu'elle est mais c'est une réalité.

Et par conséquent la France peut être utile dans ce rôle de médiation. Je pense que, puisque vous m'avez demandé de faire des propositions, nous devons essayer de reprendre le fil de la politique dite « politique arabe » du Général De Gaulle, politique d'aide aux éléments de modernisation dans le monde arabe parce que je crois que le triomphe du fondamentalisme religieux n'est pas définitif et que le mouvement de la Réforme, qui correspond aux aspirations d'une grande majorité des populations, peut reprendre le dessus. Et par conséquent, j'inscris la politique de la France dans un contexte qui est celui d'un renouveau des forces de progrès et de démocratie même si ça prend du temps à être construit. Il ne suffit pas de faire des élections, on l'a vu avec les printemps arabes ; sauf que la Tunisie a montré quand même une certaine résilience, il faut le dire. Il faut avoir cette vision, si l'on veut pouvoir travailler, si on ne le veut pas on ne le peut pas.

Avoir une politique c'est déjà la définir et la vouloir. L'objectif c'est de ramener la paix, c'est le bon sens... d'aider à restaurer une bonne gouvernance mondiale entre la Russie et les États-Unis, nous ne devons pas y faire obstacle mais au contraire

y contribuer. Et c'est ce que j'essaie de dire parce que nous avons à faire face aux mêmes menaces, nous avons des intérêts communs et ne devons pas contrarier le rapprochement entre la Russie et les États-Unis ; heureusement, monsieur Kerry a très bien fait le travail, et je dois dire que j'apprécie ce qu'il a fait. Question de principe : est-ce que nous devons favoriser la fragmentation du Moyen-Orient ou au contraire aider à restaurer les États ? Mon avis est qu'il faut aider à restaurer les États, qui ont peut-être seulement un siècle mais qui correspondent quand même à une certaine réalité, en les rendant vivables pour leurs populations. Je suis allé à Téhéran, il y a quelques mois, j'ai vu monsieur Velayati, je lui ai dit « vous savez, il faudrait quand même que l'Irak soit un Irak fédéral et que les sunnites puissent avoir le sentiment, dans leurs provinces occidentales, d'être quand même chez eux, d'avoir une certaine autonomie », il m'a dit « oui, il est tout à fait exact que les Irakiens doivent être traités de la même manière qu'ils soient chiïtes, sunnites, kurdes ou arabes ». Alors aider à restaurer l'intégrité territoriale des États c'est un Irak fédéral, c'est une Syrie dont le gouvernement sera rendu représentatif, c'est une Turquie dont je pense que le problème kurde doit être résolu en interne, créer un nouvel État kurde indépendant, c'est absurde, enfin, c'est une guerre de cent ans.

Il faut aider la monarchie séoudienne à se moderniser, notamment dans ses règles successorales ; elle a déjà commencé. L'Égypte, c'est un grand pays, c'est le cœur du monde arabe ; alors l'Égypte et l'Arabie Séoudite ont des relations étroites, il faut le savoir. La Libye, c'est le désordre, nous y sommes pour quelque chose ; je dois dire que je n'ai pas joint ma voix à celle de ceux qui demandaient la prorogation de la mission des forces armées françaises en Libye parce que j'avais trop de réserves à faire. Et je crois qu'aujourd'hui il ne faut pas intervenir en Libye, il faut aider ce gouvernement d'union nationale qui dispose de maigres forces à reprendre le dessus et faire en sorte que la Libye puisse construire enfin un État. Le Maghreb est un enjeu très important pour la France et pour l'Europe parce que nous sommes des voisins. Nous devons aider l'Algérie à se stabiliser, c'est très important, nous ne devons rien faire qui puisse déstabiliser si peu que ce soit l'Algérie. Elle a un contentieux avec le Maroc mais nous devons faire en sorte que ce contentieux puisse se régler par la négociation.

La Tunisie, il faut espérer que cette fleur arrivera à pousser au milieu de difficultés. Je pense que la géographie fait que nous sommes des voisins, nous nous connaissons depuis longtemps, j'ai été moi-même un ami d'un grand orientaliste qui était Jacques Berque, je trouve que nous avons une école d'orientalistes remarquable... ceux que nous avons aujourd'hui sont parfois prisonniers du contexte

d'affrontement avec le fondamentalisme religieux et s'intéressent beaucoup trop à l'islam et insuffisamment au monde arabe... Je ne suis pas moi-même un grand spécialiste mais j'ai voulu vous donner l'éclairage d'un homme politique indépendant s'exprimant à titre personnel car bien évidemment je n'engage pas la responsabilité du gouvernement ni d'aucun parti, je n'engage que la mienne ; simplement, j'essaye de faire en sorte que les principes qui sont ceux que la France a hérité de la Révolution, et qui restent à beaucoup d'égard actuels, puissent encore trouver matière à s'appliquer dans un monde où nous ne pesons plus tout à fait aussi lourd qu'autrefois, mais où nous ne pesons pas rien non plus. ■

Note

1. Ancien Ministre d'État, de l'intérieur, de la Défense et de l'Éducation nationale, en 1971, il participe à la fondation du Parti socialiste, successivement député, président du conseil régional, ministre de la Recherche et de l'industrie, de l'Éducation nationale puis la Défense sous l'ère Mitterrand, maire de Belfort, il est également nommé ministre de l'intérieur par Lionel Jospin en 1977. Aujourd'hui sénateur, Jean-Pierre Chevènement s'est retiré de la course à la présidentielle de 2012 en soutenant la candidature Hollande.

Jacques MYARD

Député des Yvelines, Membre de la Commission des affaires étrangères, Membre de la Commission aux affaires européennes, Membre de la Délégation parlementaire au renseignement, Président du CNR.



DE QUELQUES IDÉES SIMPLES POUR UN ORIENT COMPLIQUÉ

Certes, les relations franco-orientales n'ont jamais été un long fleuve tranquille. Il y a eu des tensions, des incompréhensions douloureuses, des ruptures, mais toujours, la raison a repris le dessus pour panser les blessures, et poursuivre le nécessaire dialogue des civilisations.

Or, depuis les printemps arabes, imprévisibles tout aussi bien dans l'Orient que dans l'Occident, donc créditant la thèse de l'opportunisme spontané mais malheureusement armé et prédateur inspiré même trop partiellement du modèle iranien de 1979, et les bouleversements qu'ils engendrent à ce jour, la France peine à élaborer une nouvelle politique orientale et persane.

Si l'on peut regretter l'insuccès de la Conférence internationale de Paris sur le Proche-Orient, il n'existe pas d'autre solution pour une paix juste et durable que celle d'États vivant côte à côte. La volonté de paix c'est la volonté de vivre, option sur le dialogue pour prévoir et résoudre les problèmes.

Il est bien connu que le chemin de Damas est long, celui des autres capitales, aussi !

LA FRANCE ENTRETIENT DEPUIS DES TEMPS MULTISÉCULAIRES des relations étroites avec le Proche et Moyen-Orient.

Protectrice des chrétiens depuis les premières capitulations de 1535, la France s'est vue reconnaître par la Sublime Porte le droit de protection sur les étrangers de l'Empire et à partir de 1604 sur les religieux étrangers catholiques.

Elle a su aussi être à l'écoute du monde de l'Islam, qu'il soit sunnite ou chiite.

De très grands noms comme James Darmesteter, spécialiste de la Perse et successeur de Renan à la Société asiatique en 1882, ou Jacques Berque, professeur au Collège de France, traducteur du Coran, ont permis à la France de recueillir une forte connaissance de ces peuples et de gagner leur confiance.

Certes, les relations franco-orientales n'ont jamais été un long fleuve tranquille. Il y a eu des tensions, des incompréhensions, des ruptures, l'expédition hasardeuse de Suez en 1956 a marqué les mémoires, mais toujours, la raison a repris le dessus pour poursuivre le nécessaire dialogue des civilisations.

Toutefois, depuis les printemps arabes, qu'aucune diplomatie n'avait vu venir, et les bouleversements qu'ils ont engendrés, provoquant des guerres civiles aggravées par des interventions étrangères, la France peine à élaborer une nouvelle politique orientale et persane, se cantonnant dans des postures volontiers morales et s'alignant sur les positions de certains États de la Région pour des raisons commerciales.

L'Orient est compliqué, il n'existe pas une seule ligne de lecture, toutes doivent y être combinées pour tenter de le comprendre.

Aux antagonismes entre le monde chiite et le monde sunnite s'imbriquent les rivalités traditionnelles de puissance entre l'Iran, la Turquie et l'Arabie Saoudite. Parmi les États occidentaux, la France doit agir en puissance d'équilibre avec les pays qui composent cet ensemble complexe.

L'Iran est une Nation incontournable, elle bénéficie d'un État structuré avec une jeunesse, filles et garçons, de mieux en mieux formée. La conclusion de l'accord de Vienne sur le nucléaire du 14 juillet 2015 ouvre des perspectives de retour de la France à la condition toutefois que Paris n'entame un discours moralisateur permanent sur le régime de Téhéran.

De plus, la France doit clairement rappeler à Washington que l'attitude américaine qui consiste à jouer avec les sanctions contre l'Iran pour écarter les entreprises françaises et européennes n'est pas acceptable et est de nature à détériorer les relations franco-américaines ; les prétentions extraterritoriales des lois américaines sont contraires au droit international. L'Iran est, enfin, un partenaire dans la lutte antiterroriste. C'est d'ailleurs ce combat contre l'État islamique qui devrait faire passer au second plan les rivalités entre l'Arabie Saoudite, l'Iran et la Turquie.

La France, à ce titre, devrait en tirer toutes les conclusions et éviter de se tromper d'ennemi, en Syrie notamment.

Contrairement aux idées reçues, le régime de Damas n'est pas tombé « avant Noël » et sa résilience est certaine avec l'appui de ses alliés.

Entre deux maux, il faut choisir. Les barbares de l'État islamique représentent aujourd'hui la menace principale pour tous les peuples de la région et, au-delà, pour la France et l'Europe.

Il est regrettable que Paris ait coupé tous les ponts avec Damas. Le rétablissement des relations diplomatiques est une nécessité, ce qui ne signifie pas l'absolution pour le régime ; c'est aux Syriens de choisir, le temps est révolu où les pays occidentaux étaient faiseurs de rois.

La France se doit de dépasser les postures et cesser de fonder sa politique dans cette région sur un « droit-de-l'hommeisme » primaire, coupé des réalités, et qui ne fait que cristalliser les antagonismes.

La France doit continuer à rechercher malgré les difficultés une solution de paix dans le conflit israélo-palestinien, aujourd'hui dans l'impasse, qui cristallise nombre d'affrontements dans la région. Si l'on peut regretter l'insuccès de la Conférence internationale de Paris sur le Proche-Orient, il n'existe pas d'autre solution pour une paix juste et durable que celle de deux États vivant côte à côte.

Seuls le dialogue, l'ouverture, peuvent faire évoluer la situation de ces peuples. Il est bien connu que le chemin de Damas est long, celui des autres capitales, aussi ! ■

Gérard BAPT

Président du groupe d'amitié France-Syrie de l'Assemblée nationale,
membre du Parti socialiste et médecin-cardiologue



LA FRANCE AU MOYEN-ORIENT : FRANCE-SYRIE

J'ai été président du groupe parlementaire d'amitié France-Liban – j'ai connu le Liban dans la pleine guerre civile, et ai lourdement senti la présence syrienne au Liban. Ensuite, je suis passé à la présidence du groupe France-Syrie et puis j'ai vécu l'histoire tumultueuse des relations entre la France et la Syrie, et la lune de miel lorsque Bachar El Assad est arrivé. Mais tant d'autres événements et tendances s'imposent dans la région, donc d'office les relations entre les parties sont exigeantes et se résument plutôt à une succession d'incidents qui ne laissent ni indifférents ni toujours d'un même côté.

La France est fortement engagée au Moyen-Orient, et accueille sur son propre sol et   de nombreux titres des familles, des commerces, des industries originaires du Moyen-Orient. Voilà pourquoi je souhaite que la paix se rétablisse fortement tout aussi bien là-bas qu'ici.

Fragilités et tendances politiques régionales

 tre parlementaire c'est intéressant si on va chercher l'information qui peut vous parvenir... Je l'ai fait surtout en matière de santé et je sors d'ailleurs de l'enregistrement d'un film que je vous recommande quand il paraîtra – puisque c'était une frondeuse remarquable, docteur Irène Frachon, sur l'affaire du Médiator – et puis moi je ne suis pas frondeur sur le plan de la politique intérieure parce que je pensais effectivement qu'il fallait restaurer la compétitivité dans nos entreprises – peut-être qu'aujourd'hui d'ailleurs ça donne quelques résultats – mais, je dois vous dire que je suis frondeur sur le plan de la politique extérieure.

Je ne suis pas du tout formé à la diplomatie, mais il se trouve que j'ai été président du groupe d'amitié France-Liban et que j'ai connu le Liban en plein dans la guerre civile. J'ai lourdement senti la présence syrienne au Liban et je suis devenu président du groupe d'amitié France-Syrie par un hasard de circonstances qui fait

que – en 1992, quand on a perdu la majorité, la nouvelle majorité qui s'appelait déjà UMP à l'époque, a voulu reprendre la présidence du groupe d'amitié France-Liban... et, hasard des choses, le président du groupe socialiste à l'époque s'appelait Jean-Marc Ayrault, il m'a appelé en disant « tu sais Gérard, on n'a pas pu garder la présidence France-Liban par contre il reste la présidence France-Syrie, alors je voudrais que ce soit quelqu'un qui connaisse un peu la région ». Au départ, ça m'avait un petit peu surpris, on n'était pas encore dans une phase historique nouvelle.

Et puis, j'ai accepté et puis j'ai vécu l'histoire tumultueuse des relations entre la France et la Syrie, la lune de miel lorsque Bachar El Assad est arrivé, même si j'avais rencontré Hafez El Assad auparavant au quai d'Orsay. Cette lune de miel qui s'est terminée brutalement avec l'assassinat de Rafic Hariri, et qui, à mon sens, coïncide avec le revirement de la présidence française laquelle a quitté la position Gaullo-Mitterrandienne classique de notre diplomatie originelle consistant à se tenir toujours dans une position avant tout de médiation, d'amitié avec l'ensemble des États, de développement des relations culturelles, économiques avec l'ensemble des courants. La France a quitté donc à ce moment-là cette position qu'elle avait pourtant assumé avec beaucoup de brio au moment de la guerre en Irak puisque son ministre des Affaires étrangères à l'époque, Dominique de Villepin, avait prononcé un discours historique à l'ONU en dénonçant à l'avance ce qui allait se passer c'est-à-dire la catastrophe de et après l'intervention américano-anglaise et les pays du Golfe en Irak.

Je crois que c'est à partir de l'assassinat de Rafic Hariri que le président Chirac a basculé et a rejoint d'ailleurs dans cette fameuse Résolution à l'ONU qui demandait le départ immédiat de la présence syrienne, demandée auparavant par l'ONU pour stabiliser le Liban. Il s'est rapproché à ce moment-là, notamment au G8 à Evian, du président Bush et il s'est rapproché de ce qui est la philosophie diplomatique américaine, qui a culminé au moment de Bush avec Kissinger, c'est ce qu'on appelle le « néo-conservatisme », c'est-à-dire des valeurs de la diplomatie qui font passer les valeurs occidentales comme supérieures, les valeurs de la démocratie à l'européenne et à l'occidentale, les valeurs aussi du libéralisme, de l'échange économique et, y compris donc, cette prééminence donnant le droit à l'ingérence. Mais on ne va pas le présenter sous l'ingérence politique, on va le vendre sous l'ingérence d'un pseudo « droit humanitaire » et chez nous Bernard Kouchner incarne cette tendance lourde de l'*establishment* politique.

Le droit humanitaire, la possibilité de s'ingérer pour « protéger les populations civiles » et c'est au nom de cela que d'ailleurs l'intervention franco-anglaise, avec,

malgré tout, la bénédiction américaine, s'est produite en Lybie. Dans ce pays, on a reproduit le prétexte de la « protection des populations » sous prétexte qu'on avait commencé à mitrailler des populations civiles à Benghazi par l'aviation de Kadhafi ; or, ce mitraillage n'a jamais eu lieu ! cette désinformation provenait d'Al Jazeera, tout de suite reprise par le secrétaire d'État britannique de l'époque et qui a donné donc la possibilité, en grugeant au passage la Russie et la Chine, d'aller non pas assurer une protection de la population mais aller renverser le régime, jusqu'à aller tuer Kadhafi alors même que l'on savait qu'à l'époque Kadhafi était déjà d'accord pour, mais avec un certain nombre d'égards, quitter le pouvoir.

On s'est ensuite heurté à la Syrie. Pourquoi ? Sans doute parce que, lit-on, depuis 2006, la CIA et un certain nombre de services de renseignement, voyaient dans l'arc chiïte – l'Iran, l'Irak, la Syrie alliée, le Hezbollah – un danger à la fois pour Israël et pour l'Arabie Saoudite. Le facteur déclenchant ayant été peut-être, c'est à peu près certain, le fait que Bachar El Assad a refusé le passage d'un pipeline qui venait du Qatar vers la méditerranée en préférant un pipeline qui, cette fois venait d'Iran et serait passé donc par l'Irak et par la Syrie, alors que celui du Qatar serait passé par la Jordanie.

Ça a peut-être été un des facteurs déclenchant décisif de la décision de profiter de manifestations – qui à certains égards se sont très certainement rapprochés des « printemps arabes » – mais dont on a pu juger, en revoyant les câbles diplomatiques de l'ambassadeur de l'époque, Eric Chevallier, que pourtant il attirait l'attention sur le fait que ce n'était pas tout à fait la même chose que ce qui se passait pour les autres « printemps arabes » ; ce n'était pas tout à fait la jeunesse estudiantine, les intellectuels, la bourgeoisie éclairée... Ces manifestations venaient après un grand épisode de sécheresse en Syrie, de populations déplacées qui s'étaient localisées dans les faubourgs et qui étaient en situation sociale difficile. Très certainement aussi, depuis un certain temps, ces manifestations avait profité de l'influence de fonds sociaux venant du Golfe et qui expliquaient notamment que l'on avait vu progressivement de plus en plus de femmes voilées à Damas, ce qui n'était pas le cas quelques années auparavant.

En ce qui concerne la France, puisque c'est un petit peu le sujet que vous m'avez confié, l'engagement de François Hollande le numéro 57, à l'élection présidentielle, c'était une « aide accrue aux pays en développement et un renouveau du multilatéralisme ». Bon, « l'aide accrue aux pays en développement », on sait ce que c'est. Mais « le renouveau du multilatéralisme », on voit que c'est l'inverse qui est pratiqué par l'Élysée et le Quai d'Orsay puisque l'on a un club qui est le

club « franco-anglo-américain », allié bien entendu des pays du Golfe lesquels ont l'avantage de pouvoir financer à fonds perdus, qui aujourd'hui est à la manœuvre.

Et, à cet égard, où est la politique étrangère de la France ? C'est la question qui m'était posée dans cette réunion. Une politique étrangère ça sert, d'une part à assurer la sécurité intérieure, d'autre part aussi, à concourir à la stabilité de ses voisins, puisque la déstabilisation d'un voisin peut entraîner l'insécurité intérieure, et puis aussi à protéger l'identité nationale. En France on a quand même une tradition, une identité un petit peu particulière ; alors on se plume du coq parfois avec les valeurs de la Révolution française, le « message universel » de la France... Aujourd'hui on peut encore s'en réclamer mais il est trop d'occasions où on ne le voit plus à mon sens.

Dynamiques et perspectives

Ce multilatéralisme est donc mort ; mais en plus il a conduit à ce qu'on se mette en opposition de plus en plus dure avec un autre pays, qui est d'Europe du nord mais qui fait partie néanmoins de notre continent, qu'est la Russie. Alors il y a non seulement le retour dans le commandement intégré de l'OTAN sous Sarkozy effectivement mais il y a le fait que l'OTAN a fait adhérer des pays de l'Est en remplaçant en quelque sorte un glacis soviétique par un autre glacis qui serait otanien. Ça a marché tant que la Russie était faible, ça commence à trouver des résistances... et le président russe, Vladimir Poutine n'accepte plus. Mais au lieu de traiter ça par le dialogue et la coopération, on le traite par des sanctions. Or les sanctions qui pénalisent-elles ? C'est vrai dans tous les pays, ça a été le cas en Iran bien entendu, c'est toujours le cas en Syrie pour la partie qui relève de l'État syrien, c'est toujours le peuple qui pâti de ces sanctions-là.

En l'occurrence, les sanctions avec la Russie restent à effet limité ; la Russie est un grand pays et les sanctions occidentales néanmoins mettront du temps, ça ne fait que créer quelques difficultés économiques. Par contre, on se sanctionne nous-même puisque c'est l'agriculture française qui a subi le plus de dommage de ces sanctions avec la Russie ; sans compter bien entendu l'affaire des « Mistral », où « heureusement » avec l'Égypte et les fonds saoudiens on a trouvé une porte de sortie.

Alors la politique arabe de la France a disparu, et à l'heure actuelle on se demande s'il y a une politique étrangère française pour le Moyen-Orient... si ce n'est, ce que j'avais dénoncé dans un communiqué parce que ça m'avait fait beaucoup

de peine en pensant à mon frère qui a eu la légion d'honneur sur un lit d'hôpital au moment de l'évacuation des Allemands vers la Normandie, blessé qu'il était pendant la Résistance, lorsqu'on a remis la légion d'honneur au ministre saoudien de la défense. Et, si ce n'est que peu après la visite d'un ministre, qui venait dans le cadre du groupe des amis de la Syrie, on a vu un grand entretien, en page deux du journal *Le Monde*, intégralement consacrée à ce ministre saoudien et dans lequel, il faut le retrouver, au dernier paragraphe, ce ministre se félicite de « l'alignement de la France sur tous les aspects de la politique saoudienne » ; c'est la conclusion ! Et il n'y a jamais eu aucune réaction. Moi je l'ai gardé parce que c'est bon pour l'histoire... mais malheureusement, c'est triste pour l'actualité.

Dans cette question syrienne, on a cru aider une révolution populaire qui allait conduire rapidement à la chute d'Assad. Tous les quinze jours, on disait « ça y est, ça arrive, c'est tout de suite ». Comment notre diplomatie a-t-elle pu se tromper à ce point sur la situation intérieure syrienne ? Comment a-t-elle pu penser que la bourgeoisie sunnite, et notamment commerçante et industrielle d'Alep, les minorités religieuses, et pas seulement les chrétiennes, allaient pouvoir risquer la *charia*, dont la majorité sunnite ne veut pas puisqu'ils sont toujours du côté de l'État, et sans compter les minorités religieuses, sans compter ceux à qui on a déjà promis la décapitation, et qu'ils allaient donc ne pas faire front autour du régime ? Alors, certes, le régime, à mon sens, a fait d'énormes fautes de répression dans les premières semaines de ces manifestations, il y a eu d'ailleurs des désertions dans l'armée, au départ, qui expliquent la création de cette « armée syrienne libre » qui a rapidement été submergée.

Dans le journal *Marianne* (un hebdomadaire que je vous conseille de lire de temps en temps), du 11 au 17 mars 2016, le numéro 987 révèle (je n'ai pas réussi à obtenir l'original parce que le journaliste ne donne jamais ses sources ; c'est dommage mais on a quand même la page), qu'une note au Quai d'Orsay du 15 octobre 2012 écrit à Fabius « le piège islamiste vient du Golfe », écrit et pointe clairement la responsabilité de l'Arabie Saoudite et du Qatar dans le financement des groupes djihadistes luttant en Syrie, il n'y avait pas encore Daesh, « la visibilité croissante des islamistes dans l'opposition armée est un phénomène marquant depuis quelques semaines ; même s'ils ne sont pas dominant dans le champ de l'opposition syrienne ceci pose toutefois la question du poids réel de l'islamisme dans ses différentes composantes ».

Tout était dans cette note du 15 décembre 2012 qui a fait l'objet d'un « classement vertical ». Donc, il s'agit là d'une volonté et d'un parti pris d'une alliance, qui

devient stratégique, avec les États du Golfe ; et pourtant j'entendais d'un orateur qui était assis ici, monsieur Belliot je crois, parler du financement par les États du Golfe du terrorisme.

Rôle de la France dans la paix syrienne

Sur le site d'information électronique *Médiapart* vient de paraître un article sur la fortune d'un ancien Emir du Qatar lequel a abandonné le pouvoir. Cet ancien Emir a quatre milliards et demi de dollars à l'extérieur pour sa propriété personnelle. Et toujours on nous répond : mais on n'a aucune preuve que les États du Golfe financent les groupes terroristes, ou les groupes islamistes ! Mais quand il y a une telle confusion entre les fonds privés et les fonds d'État dans ces pays, comment peut-on avoir cette certitude-là ?

Je pense que l'on se fourvoie, que l'on s'est complètement fourvoyé et que l'on n'a pas su voir par ailleurs - deuxième grosse erreur de la diplomatie française sous François Hollande – la solidité des liens qui unissaient la Syrie avec ses alliés. On aurait pu commencer à le voir lorsque Hassan Nasrallah, annonçant l'intervention du Hezbollah en Syrie, avait dit « pour nous c'est une lutte existentielle » ; parce qu'il savait très bien que de la Syrie on allait pouvoir troubler l'équilibre communautaire qui existe au Liban. On n'a pas su le voir non plus, parce que ce lien existait entre l'Iran et la Syrie de manière très formelle. On n'a pas su le voir non plus quand on a pensé que la Russie, prise dans ses problèmes, ne s'intéresserait pas à ce qui était pourtant son implantation, et la seule, en méditerranée, le port de Tartous, ainsi qu'aux nombreux traités à de multiples titres qui unissaient la Syrie et la Russie.

Aujourd'hui la France de Hollande, Fabius puis Ayrault, est totalement hors du jeu ; ça se passe entre les ministres des Affaires étrangères Kerry et Lavrov, ça se passe entre les présidents Obama et Poutine mais la France, elle, ne peut plus peser. Alors ce que je souhaiterais, si elle ne peut pas peser pour l'instant, au moins qu'elle arrête de favoriser les menées et qu'elle arrête de s'agenouiller devant les chantages extraordinaires que peut faire la Turquie à propos des migrants. Vous avez eu connaissance du fait que la Turquie vient de refuser l'accès à son sol au secrétaire d'État allemand à la défense ainsi qu'à une délégation parlementaire allemande, alors même qu'il y a des avions allemands qui vont stationner avec ceux américains sur une base aérienne en Turquie ; la Turquie vient de refuser l'accès de son sol pour, en quelque sorte, prendre une mesure de rétorsion contre le rapport au vote du Bundestag sur le génocide arménien.

Alors un petit mot quand même, parce que moi je suis toujours très en relation avec des familles franco-syriennes ou franco-libanaises toulousaines qui sont issues d'Alep, qui ont toujours de la famille à Alep, je pense qu'en 1915 il y a eu le génocide arménien et syrien et qu'en 2015 ce sont les hommes du même sultan qui, en quelque sorte, veulent achever le combat à Alep. Voilà pourquoi je souhaite que rapidement la paix revienne à Alep. ■

Général (2S) Henri PARIS

Président d'honneur de *DÉMOCRATIES*



LA POLITIQUE DE LA FRANCE AU MOYEN-ORIENT

La politique de la France au Moyen-Orient est un exemple frappant d'un chaos politique. Il y a eu une politique déterminée du temps du général de Gaulle et de ses successeurs immédiats. Il faudrait qu'un tel impératif retrouve droit de cité et soit appliqué. Quel que soit le mode et le contenu de cet impératif !

DE TOUJOURS, LA FRANCE S'EST INTÉRESSÉE AU MOYEN-ORIENT. L'histoire retient l'héritage de Rome faisant de la Méditerranée, *Mare Nostrum*, et Charlemagne envoyant une ambassade à Haroun al Rachid. L'expédition d'Egypte de Bonaparte à la fin du XVIII^{ème} siècle n'allait pas rester sans lendemain. L'implantation française en Algérie, quelque 125 années, ne disparaît pas sans laisser de traces persistantes. De même que l'émigration de quelque 5 millions de Maghrébins installés durablement en France métropolitaine allait infléchir de sa marque la manière de vivre du peuple français, en dehors d'une empreinte sur la cuisine française, objet imprescriptible de la fierté nationale. Est-ce la seule qui lui reste désormais d'une manière stable ?

Le terrorisme qui ravage la France dans la dernière partie du XX^{ème} siècle et le début du XXI^{ème} siècle, est un avatar de la politique française au Moyen-Orient, avatar net et précis dû à des actions directes provoquées par l'alliance avec les Etats-Unis et l'appartenance au Conseil de Sécurité (CS) de l'Organisation des Nations Unies (ONU)

Le XX^{ème} siècle finissant avait connu l'éclosion d'un mouvement révolutionnaire nouveau mêlant l'idéologie laïque et religieuse du monde musulman, le nationalisme et la croisade religieuse. L'emprise religieuse, pourtant, l'emportait

impérieusement sur le nationalisme au début du XXI^{ème} siècle, menant une guerre implacable contre les Occidentaux et leurs alliés arabes et musulmans, surtout arabes. Les mouvements religieux révolutionnaires ne provenaient pas d'un phénomène nouveau, le wahhabisme en est un exemple patent ; différentes tendances dans le Maghreb et en Afrique sub-saharienne depuis l'arrivée des Occidentaux, d'abord en groupes disséminés occupant des comptoirs sur les côtes océaniques, à partir du XVII^{ème} siècle, puis en masse plus compacte à partir du XVIII^{ème} siècle et encore plus au XIX^{ème} siècle, en liaison avec l'esclavagisme et le colonialisme.

Le Moyen-Orient avait bien connu des révoltes contre l'occupant occidental pour de multiples raisons : nationalisme, indépendantisme, désir de s'approprier les ressources pétrolières... La majorité de ces révoltes avaient été écrasée, jusqu'à la vague d'indépendantisme qui secoua l'ensemble du Moyen-Orient au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

La transposition en France du conflit moyen-oriental

Au début du XXI^{ème} siècle, apparut un phénomène totalement nouveau. Les conflits qui avaient troublé le Moyen-Orient par l'invasion des Européens se transportèrent en France même. Des essais de terrorisme prirent naissance à la fin des années 1990. A bien remarquer que durant la guerre d'Algérie, l'affrontement restât circonscrit au territoire algérien. Tout export de la guerre fut banni par le Front de libération nationale (FLN). Il s'agissait d'obtenir l'indépendance à l'état pur et, dans ce but, il était exclu de dresser l'ensemble de la population française contre le FLN, en faveur des partisans de l'Algérie française, objectivement. Bien au contraire, il s'agissait d'obtenir la complicité tacite de la population métropolitaine, aux côtés de l'insurrection.

Au XXI^{ème} siècle, la politique française se heurte à un adversaire qui adopte une nouvelle forme de guerre, avec des buts différents. A une politique française qui ne déroge pas dans ses moyens utilisés ni dans les buts poursuivis, répond un autre système de combat et d'autres objectifs.

Un nouvel organisme est né, *Daech*, *l'Etat islamique*, qui prétend ressusciter le Califat avec une emprise territoriale qui est la même qu'au VIII^{ème} siècle. *Daech* se veut strictement orthodoxe quant à ses modalités de vivre tant intrinsèquement que vis-à-vis de la loi appliquée sur les territoires conquis. La loi est d'une rigueur absolue et est un sujet d'épouvante par son intransigeance et son âpreté. Elle joue aussi bien dans le comportement quotidien, le plus visible, que dans la conduite de

l'Etat. L'ennemi est désigné sans ambages : « les juifs, les croisés et les musulmans renégats ». Sont renégats les musulmans qui s'opposent à *Daech* puisque cet organisme détient la Vérité, la seule révélée par Dieu. S'opposer à *Daech* est lutter contre Dieu : le mot d'ordre est assez simple.

Les moyens employés pour la lutte sont aussi assez simples : la conquête territoriale et le terrorisme. Le terrorisme est un concept mûrement réfléchi et n'est pas la traduction d'une barbarie intégrale et forcenée. Il vise à déstabiliser l'Etat adverse, à le plonger dans la guerre civile. L'acte terroriste ciblé se comprend de lui-même. Le terrorisme aveugle du type de l'action menée contre le Bataclan vise à frapper les ennemis désignés qui se réunissent en un lieu où est répandue la dépravation. Donc, les victimes encourent justement la punition de Dieu et *Daech* est très simplement le bras temporel d'*Allah*. Par ailleurs, les pouvoirs étatiques cherchant la défense et étant poussés en cela par l'opinion publique, se livrent à une recherche acharnée. L'état d'urgence proclamé en 2015 sur toute l'étendue du territoire français et prolongé depuis, n'en est qu'un exemple.

Il y a cependant plus nocif au plan des libertés publiques, collectives et individuelles. L'un des moyens de lutte contre le terrorisme est le renseignement. Il doit être mené sans relâche, avec méticulosité et s'attacher à toutes les fautes de la société. En effet, le terroriste, le *djihadiste*, s'il concerne en majorité les islamistes, a contaminé les populations de souche européenne. Certes, en petit nombre, mais suffisant pour alimenter les effectifs terroristes conséquents. Il est possible de trouver cela étonnant, mais il est peu étonnant de constater des cas de conversion de chrétiens ou de juifs à l'Islam. A partir de là, manque un pas de plus, au plan mental, un petit pas, pour adhérer au *djihadisme*. La crise de la société occidentale, particulièrement en perte de valeurs idéologiques, y est pour beaucoup et explique le phénomène. André Malraux, en son temps, avait exprimé que « le prochain siècle sera religieux, spirituel ou ne sera pas ». Selon une autre version, il aurait exprimé plus précisément que « le XXI^{ème} siècle sera mystique ou ne sera pas ». En revanche, sans discussion, il n'est pas le seul à avoir signalé que « l'homme ne vit pas que de pain » et qu'une idéologie transcendante était indispensable à l'homme. *Daech* vient à point nommé pour combler le vide.

Il est tout aussi étonnant de considérer l'armement et l'équipement militaire de *Daech*. Les *djihadistes* ont tenu une véritable ligne de front contre les troupes de Bachar el-Assad ou les insurgés, avec du matériel blindé, dont des chars, de l'armement anti-char et anti-aérien. Tout aussi étonnant que les *djihadistes* sachent s'en servir correctement tant au plan individuel que collectif. Qui est le fournisseur et

l'instructeur ? Quelques recherches et réflexions amènent à penser que sont en cause les Saoudiens et les Qataris.

Daech ne faisait pas autre chose que de vouloir contrôler une partie du territoire, en l'occurrence au moment de sa plus grande expansion, une part du sud de la Syrie et du centre de l'Irak avec des visées très nettes sur Kirkouk et Mossoul. *Daech* prenait exemple sur tous les mouvements révolutionnaires, cherchant à se tailler un territoire à occuper, puis à agrandir, puis à y installer un gouvernement provisoire. Ce n'est pas pour rien que la traduction d'Al Qaïda est « la base ». Cela signifie le même concept.

Américains et Russes, entraînant les Français finirent par affaiblir les *djihadistes* et ces portions de territoire disparurent de leur emprise, tout autant que l'enclave libyenne. *Daech* en fut réduit à reprendre son combat de guérilla et son terrorisme.

La permanence du conflit israélo-arabe

Le Moyen-Orient ne peut connaître la paix tant que durera le conflit israélo-arabe et aucun signe prémonitoire de sa conclusion n'apparaît. Il semblerait que le monde soit condamné à vivre avec cette verrue qui prolifère selon les circonstances, mas sans espoir de guérison.

Du temps de la IV^{ème} République, rejetant une politique arabe qui plongeait ses racines dans l'expédition d'Égypte de Bonaparte et dans l'occupation de l'Afrique du Nord, la France soutenait Israël. Mais une mesure telle que la France était devenue le principal fournisseur d'armes d'Israël et alla même jusqu'à l'initier au système nucléaire militaire.

En 1958, l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle changea la distribution des cartes. Le gouvernement français, à la suite de la rapide victoire israélienne en juin 1967, vota, le 22 novembre 1967 la résolution 242 du CS qui soulignait le droit d'exister de tous les Etats de la région, y compris Israël, mais ordonnait le retrait de tous les territoires conquis lors de l'offensive. Il ajoutait cette phrase qui fera et fait toujours scandale lors de sa conférence de presse du 27 novembre 1967, qualifiant les Israéliens d'être « un peuple d'élite, certes », mais, de plus, « sûr de lui et dominateur ». En outre, il définissait sans ambages la politique française à l'égard des Arabes, soulignant la nécessité d'un rapprochement avec le monde arabe, rapprochement qui « doit être aujourd'hui une des bases fondamentales de notre action extérieure ». Son deuxième successeur, Valéry Giscard d'Estaing fit voter la France pour l'admission à l'ONU de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP).

L'OLP, de surcroît, dans une logique absolue, fut autorisé à ouvrir un bureau à Paris. Valéry Giscard d'Estaing poursuivit son action en faisant accepter aux Européens la Déclaration de Vienne, proclamant le droit à l'autodétermination de la Palestine.

François Mitterrand fut plus circonspect et adopta une politique attentiste avec laquelle Jacques Chirac rompit en 1995, dès son accession au pouvoir. Le président Chirac proclama vouloir donner à la politique palestinienne de la France un « élan nouveau, dans la fidélité aux orientations voulues par son initiateur, le général de Gaulle ».

Basés sur la non-ingérence des grandes puissances, l'affirmation de l'indépendance des peuples, le choix des peuples à disposer d'eux-mêmes, et le recours aux organisations institutionnelles régionales, ces principes étaient au service de deux objectifs : le processus de paix et l'instauration d'un système de partenariat euro-méditerranéen, marqué par le processus de Barcelone.

Jacques Chirac fut gêné par un antisémitisme qui survint en France, d'une manière quelque peu significative, à partir de 2000, en concomitance avec la « deuxième intifada », ce qui l'amena à se rendre aux Etats-Unis afin de rencontrer les éléments marquants des grandes organisations juives et remania le corps diplomatique en liaison avec Israël, dont l'ambassadeur Jacques Huntziger qui avait une ascendance juive et un parent qui avait signé l'armistice de 1940. L'assassinat de Rafic Hariri conduisit à la rupture des relations diplomatiques avec la Syrie.

Cependant, la réalité oblige à reconnaître, contrairement à l'option de Chirac, que la décision se trouvait à Washington et non à Paris et à Bruxelles. La France persista dans sa politique, reconnaissant Yasser Arafat en tant que représentant de la cause palestinienne, envoyant périodiquement ses diplomates s'entretenir avec lui. De plus, il fut très souvent accueilli à l'hôpital du Val de Grâce pour recevoir des soins suivis. Il est d'ailleurs mort en France, en novembre 2004, à l'hôpital militaire de Percy.

A la lumière des réflexions tirées de ses prédécesseurs, Nicolas Sarkozy, a recherché un équilibre plus stable en faveur de la position française vis-à-vis d'Israël. Ce faisant, il a adopté une position de courtier de commerce itinérant, à défaut de passer pour un intermédiaire impartial. Le trait est à peine forcé. Quels que soient les tentatives de rapprochement tentées par le président Sarkozy, elles aboutirent à des échecs. Les élections israéliennes amenèrent au pouvoir un Premier ministre se refusant à la reconnaissance d'un Etat palestinien. François Hollande n'emprunta

pas un autre chemin que celui de Nicolas Sarkozy, ce qui fait que la situation restera invariable. Le rôle de médiateur qu'aurait voulu jouer Hollande échoua.

La France, dans le conflit israélo-palestinien, ne joua pas un grand rôle et ce n'est pas son jeu diplomatico-militaire en Syrie et en Irak dans la deuxième décennie du XXI^{ème} siècle qui changera quoi que ce soit.

La politique française dans les pays de vieille présence : Liban, Syrie, Egypte, Turquie, Libye

La donne a complètement changé dans la région de ces pays. La Russie a fait une entrée fracassante dans les relations internationales de la région. Il en est de même de la Turquie, mais avec une autre caractéristique. En 2016, l'échec du coup d'Etat se réclamant de l'armée et du kémalisme, a précipité le pays dans l'instabilité. Le problème kurde en rajoute à cette instabilité qu'Erdogan pense étouffer par une répression accrue qui lui vaut l'hostilité des Etats-Unis.

Dans les années 1980, la France s'est retrouvée en proie à une vague d'attentats due à ses prises de position intrinsèque et à son alliance avec les Etats-Unis. L'ambassadeur Louis Delamare est assassiné le 4 septembre 1981 par une faction libanaise du chiisme *Amal* avec la complicité de Téhéran. La rue des Rosiers à Paris, un haut lieu de la présence juive, est le théâtre d'un attentat, le 9 août 1982. A Beyrouth, un attentat suicide contre l'immeuble « le Drakkar », cause la mort de 58 soldats français, tandis que le même jour, le même système amène le décès de 241 soldats américains, le 23 octobre 1983. L'épisode conduit au retrait des Occidentaux du Liban, ce qui n'est certainement pas en leur honneur, mais souligne le danger d'une intervention à terre des troupes.

Ainsi se trouvaient inaugurés la période et le système des assassinats suicides ou kamikazes qui sera repris comme mode systématique par *Daech*.

Le président Mitterrand dans son désir de paix décida du retrait français du Moyen-Orient. Il fallait faire face à l'hostilité de la Syrie et de la Libye, causée par sa politique tchadienne. C'est ce qui explique le rôle modéré de la France dans la conclusion des accords de Taëf en 1990, accords qui consacrèrent le protectorat syrien sur le Liban.

Les Français ne tardèrent pas à s'apercevoir de leur erreur en renversant Muammar Kadhafi qui avait obtenu le pouvoir grâce à un coup d'Etat et une lutte acharnée contre la corruption. Il gouvernait en tyran. Pourtant, les Français l'avaient trouvé

d'assez bonne composition pour nouer avec lui différents accords commerciaux. S'appuyant sur différentes tribus en état de révolte larvée, dans la foulée des printemps arabes, les Français soutinrent les insurgés, les tribus coalisées. Les Français agirent par appui aérien. Cela conduisit les insurgés à l'emporter sur Kadhafi et à l'exécuter dans des circonstances assez atroces. La guerre civile ne cessa pas pour autant. L'est et l'ouest continuèrent la lutte entre eux, ce qui permit à *Daech* de s'emparer du centre du pays et d'engager le conflit contre les tribus de l'ouest essentiellement, après avoir mis sur pied un gouvernement tyrannique conforme à leur vision de la *charia*. Le 27 août 2016, les tribus finirent par s'emparer de Syrte, situé au centre du pays que les *djihadistes* avaient érigé en capitale de l'Etat. Les survivants, la majorité des *djihadistes* disparut en se fondant dans la population où sa poursuite était difficilement réalisable, avec une chance raisonnable de succès.

Avec la perte de Syrte, le dernier bastion étatique de *Daech* avait chuté. *Daech* n'avait plus qu'à se réfugier dans le terrorisme pour continuer sa guerre.

Les relations avec le Liban étaient précédemment repassées au beau fixe tandis que le président syrien Bachar el-Assad fut invité par le président Sarkozy à assister au défilé du 14 juillet 2008 avec en réponse une invitation du président Sarkozy à Damas. Ainsi, la Syrie est aidée par la France à sortir de son isolement diplomatique, mais en contre-point, Paris s'attire l'hostilité de l'Arabie Saoudite.

Les relations de la France avec l'Egypte s'arrangent, au point de devenir quasi-cordiales avec le président Hollande après le coup d'Etat militaire.

En revanche, la Syrie est la proie d'une insurrection armée qui provoque une guerre civile avec la participation active d'une partie de l'armée contre les Alaouites, dont font partie les tenants de Bachar el-Assad qui tente de juguler par la force l'insurrection en employant des méthodes d'une brutalité sans exemple.

La Russie intervient dans le conflit aux côtés de Bachar el-Assad. Elle tend, entre autres, à vouloir conserver ses bases, navales et terrestres à Tartous, aérienne dans l'intérieur du territoire, en projet à Hmeimin dans la province de Lattaquié et terrestre à Pamir. C'est à partir de sa base aérienne qu'elle bombarde les positions des insurgés et qu'elle soutient les légalistes de Bachar el-Assad.

La Russie est en passe de devenir un acteur majeur en Syrie, en août 2016. Elle lance des raids aériens à partir de l'Iran. Le président Poutine organise une réconciliation avec le président Erdogan, alors que les relations étaient passablement brouillées, depuis que les Turcs avaient abattu un avion russe à la frontière entre les deux

pays. Les Russes déversent un tapis de bombes sur Alep, et raisonnent strictement dans leur intérêt. Leur politique est contre *Daech*, celle des Turcs également. Ils sont donc objectivement alliés. Les Russes font aussi cause commune avec les Américains ainsi qu'avec les Turcs pour contenir les Kurdes syriens, bête noire des Turcs. Tout est sacrifié au profit de la lutte contre *Daech*. Par ailleurs, Moscou est rentré dans le jeu des relations internationales, ce qui était un but poursuivi avec opiniâtreté.

François Hollande et le Quai d'Orsay sont horrifiés par les méthodes sanguinaires qu'utilisent les légalistes alaouites. Cependant, ils se mettent au diapason des Américains, après un accord américano-russe axé contre *Daech* qui a pris parti pour les insurgés, en fait contre tous les partis en lice. Les Français accusent à juste titre les Russes de focaliser leurs frappes contre les insurgés, plus que contre *Daech*. Il n'en demeure pas moins que les Français sont en porte-à-faux en soutenant les insurgés qui sont également contre *Daech*, adversaire des Français, qui déclenchent une vague d'attentats en France.

Le coup d'Etat, préparé par les kémalistes et qui encourt un échec marquant, est une surprise pour les Français. Leur service de renseignement est en défaut. Erdogan accuse les Américains d'avoir soutenu les insurgés : il a vraisemblablement raison, mais se range, quand même, du côté américain.

La politique française à l'égard du Conseil de Coopération du Golfe, de l'Irak et de l'Irak

La région précitée a une caractéristique : c'est d'avoir une unité géographique en étant riveraine du golfe arabo-persique. Mais c'est bien la seule unité.

La France fait son entrée dans les relations saoudiennes, le plus puissant des pays du Golfe et jouant un rôle dirigeant au sein du Conseil de Coopération du Golfe (CCG). L'Arabie Saoudite est le premier client de la France en matière d'équipements militaires, tout en étant son troisième fournisseur, essentiellement en matière de pétrole.

Mais c'est avec les Emirats arabes unis (EAU) que les relations qu'entretient la France sont les plus étroites. Elles sont privilégiées, car elles se situent dans le cadre d'un « partenariat stratégique global » conclu par Jacques Chirac en 1997. Le partenariat inclut un accord culturel comprenant la réalisation d'un grand musée, le « Louvre d'Abou Dhabi » et surtout « l'Université Paris-Sorbonne-Abou Dhabi », créée en 2006 et qui fonctionne très bien. Une de mes amies y enseigne. Les échanges commerciaux sont considérables et la concession d'emprises permet la

construction d'une base militaire navale. Les relations sont excellentes avec Bahreïn et le Qatar avec qui les Français nourrissent le projet d'un « Saint-Cyr du Qatar ». Les rapports ne sont pas aussi bons avec le Koweït, nonobstant une série d'accord en matière scientifique et technique.

Ces liens avec les pays du CCG comportent une part d'étrangeté. En effet, les pays du CCG, y compris le Qatar et l'Arabie saoudite, entretiennent des rapports excellents avec *Daech* quant ils ne lui fournissent pas d'armement. Les Français n'en sont pas à une contradiction près.

Les relations avec l'Iran furent très bonnes, jusqu'au déclenchement de la révolution islamique. En cela, la France et l'Iran suivaient une longue tradition née des rapports privilégiés avec le shah. Cependant, avec la révolution islamique et malgré l'accueil qui avait été réservé à l'ayatollah Khomeïny, à Neauphle-le-Château, les relations ne tardent pas à se gâter. Cela est dû à l'afflux de réfugiés qui cherchent et obtiennent asile en France. Les Iraniens ont un objectif précis qu'ils nient en vain : l'obtention de l'arme nucléaire.

Les Occidentaux, pas plus que les Chinois ne peuvent donner leur accord. Ils ont dû accepter l'obtention de l'arme nucléaire par les Nord-Coréens, parce que ceux-ci étaient soutenus par les Chinois. Or, quelle que soit l'opinion de Pékin sur la question, il était difficile de passer outre sa garantie à l'égard de la Corée du Nord. Il n'en était pas de même de l'Iran qui ne ménageait pas ses critiques et menaces à l'égard de l'existence même d'Israël. L'usage effectif de l'arme nucléaire par Téhéran était dans le domaine des vraisemblances absolues.

Les Américains sont les plus virulents à contrer les Iraniens et à proclamer un embargo total à leur encontre. En effet, ils ont tout à craindre de devoir négocier ou de rechercher une négociation avec des adversaires qui rejettent le principe même d'une négociation, ce qu'ils ont amplement démontré dans le passé. Les Français font du suivisme.

Ils ont tout intérêt, d'ailleurs, à ce suivisme. En 1982, le président Mitterrand refuse l'application de l'accord d'Eurodif et de toute fourniture d'uranium. En réponse, le gouvernement iranien réclame, en vain, le remboursement d'une dette d'un milliard contracté du temps du Shah. Les dirigeants de l'opposition iranienne, notamment les *Moudjahidines du peuple* et Bani Sadr font chorus avec la direction de Téhéran. Après la deuxième guerre du Golfe, la communauté européenne cherche à rompre le suivisme pro-américain, en particulier la loi Amato-Kennedy qui organise cet embargo total.

La France, avec ses prises de position en faveur de l'Irak, durant la première guerre du Golfe, déclenche une prise d'otages français par les Iraniens. La réaction est ainsi brutale sur le sol libanais et sur le territoire français, où les Iraniens lancent une vague de terrorisme. La France, à partir de 1987 prend la contre-offensive, dont la rupture des relations diplomatiques jusqu'en 1988. Ensuite, l'Irak ne prend qu'une position secondaire dans la lutte pour le Moyen-Orient. L'attention se focalise sur l'Iran.

L'élection de Mohammad Khatami à la présidence est perçue à tort comme une avance possible, ce qui amène en vain Khatami à accepter une invitation en France. Le ministre des Affaires étrangères, Hubert Védrine, se rend inutilement à Téhéran en 1998.

Une solution apparaît en 2016 avec l'élection de Hassan Rohani, élu depuis 2013. L'Iran déclare abandonner ses recherches nucléaires. Les Etats-Unis, sous pression française, annoncent prendre acte de la décision occidentale et mettent sous le boisseau les questions de contrôle. La part de la France dans le commerce iranien est, cependant négligeable, en comparaison de la place de l'Allemagne.

Le rôle de l'UE

Pour synthétiser la question ce rôle est peu important, voire nul. La situation est paradoxale. L'Union européenne est le premier partenaire économique des pays du Moyen-Orient : plus de 50 % de l'approvisionnement en pétrole et 35 % des échanges commerciaux avec Israël, non sans de fréquents litiges concernant la qualité.

Trois causes peuvent expliquer cette absence de l'UE sans laquelle aucune solution ne peut être trouvée. Les bouleversements agitent le Vieux continent et les crises et guerres multiples qui augmentent les déboires français au Moyen-Orient le prouvent bien. L'impossibilité de régler la crise des réfugiés le démontre aussi bien dans un autre registre que les conflits armés, tous des guerres civiles ou comprenant des ferments de guerre civile.

En préalable, il est une donnée que les Français ne veulent pas assimiler. La victoire ne peut être obtenue à partir du ciel. L'arme aérienne est un contributeur appréciable et incontournable. Pourtant, à lui seul, elle est incapable de remporter la victoire qui ne peut être obtenue que par une action des troupes terrestres. Seulement, cette action est lourde à supporter en terme de vie humaine. La guérilla ne peut lutter en bataille rangée contre les Européens ; cela, elle ne l'a pas compris,

pas plus *Daech* que *Boko Haram*. Les Occidentaux, les Français en premier s'y refusent.

La première cause est l'absence d'institution européenne, surtout au plan politique. Le traité de Lisbonne devrait engager une réforme valable.

Les divisions politiques et économiques entre Occidentaux sont un facteur de fractionnement considérable. Ces fractionnements ne se sont jamais autant manifestés que lors de la deuxième offensive américaine en Irak. La France, l'Allemagne et la Belgique l'ont condamnée, tandis que les démocraties nouvelles de l'Est l'approuvaient, de même que la Grande-Bretagne qui y a militairement participé, soutenant ainsi par les armes son allié américain.

La dernière cause de l'impuissance européenne est la vacuité absolue de l'instrumentalisation militaire. Non seulement Bruxelles ne dispose en propre d'aucune force armée, mais est aussi incapable de produire un quelconque traité militaire assurant la mise en œuvre de forces que les différentes nations seraient susceptibles de mettre en œuvre.

Ce sont ces insuffisances européennes qui ont joué à Madrid en 1991, qui ont amené le refus américain d'une participation. Par la suite, rien n'a changé. Les rencontres d'Oslo en septembre 1992, pourtant prometteuses, sont à porter au crédit de la diplomatie norvégienne et restent en définitive sans effet. Ces rencontres étaient porteuses d'espoir ! Leur échec est dû à l'assassinat, en 1995, de Yitzhak Rabin par un exalté juif, ce qui démontre que le terrorisme n'est pas une spécificité djihadiste. Les accords financiers qui suivent dans le cadre de la politique européenne sont un jeu de Polichinelle.

Conclusion

L'Islam est un révélateur extraordinaire de ce qu'est la société française. Le mouvement bouleversant est la découverte du pétrole de schiste qui permet désormais aux Etats-Unis de se libérer de la sujétion absolue des Etats du Golfe. La France s'en est exclue. A jamais ?

La plupart des pays européens n'ont aucune politique étrangère, en dehors du suivisme vis-à-vis des Américains. Pourquoi la France ferait-elle la différence, entre autre à l'égard du Moyen-Orient ?

Bien ou mal, les accord Sykes-Picot avaient établi un équilibre qui, lors de la deuxième décennie du XXI^{ème} siècle, est définitivement détruit. Or, ils étaient une solution. En échange, il n'y a rien.

La Turquie, déceimment, ne peut espérer autre chose qu'une influence régionale restreinte, sous peine d'être acculée à une guerre perpétuelle sans espoir. La France retrouvera-t-elle son alliance séculaire avec la Turquie ?

Les Etats-Unis, sous la direction de Barak Obama, sont-ils capables de surmonter l'intransigence d'Israël. On peut en douter eu égard des lobbies juifs conduisant à des indécisions de Secrétariat d'Etat. Il est fort à parier que le nouveau président américain élu à la fin de 2016, quel qu'il soit, ne changera rien à la donne. La France fait toujours œuvre de suivisme à l'égard des Etats-Unis. Ce facteur est le principal objet qui fasse l'élément moteur de la conduite chaotique de la politique française à l'égard du Moyen-Orient. Et là aussi, on peut parier que le nouveau président français élu en 2017, quel qu'il soit, ne changera rien.

S'il est nécessaire de maintenir des liens bilatéraux avec chaque pays arabe, il est invraisemblable d'établir une synthèse. L'alliance avec la Russie ne serait-elle pas la solution ? Plutôt que de suivre Washington dans ses dérives multiples, autorisées par sa puissance militaire.

L'exemple du bombardement de la bande de Gaza en 2014 est assez probant pour amener Paris à prendre une attitude de soutien sans ambages à l'égard de Tel-Aviv, suivant en cela les Etats-Unis, d'ailleurs.

Il est souhaitable que la France adopte une politique étrangère réellement indépendante à l'égard du Moyen-Orient. Il est nécessaire, à cet effet, de réunir une commission chargée de la concevoir, dans des délais brefs et de lui fixer un cadre de travail également aussi bref. Il apparaît absurde de se perdre dans les méandres de discussions byzantines. ■

Ana GOMES¹

Ancienne diplomate et ambassadrice du Portugal, Anne Gomes est aujourd'hui député du Parlement européen



LA FRANCE ET L'UNION EUROPÉENNE. QUELLE DIPLOMATIE AU MOYEN-ORIENT ?

En raison de mes responsabilités d'élue et de diplomate, je suis très engagée sur les questions du Moyen-Orient et notamment la crise israélo-palestinienne. J'ai notamment été rapporteur sur la situation irakienne en 2008, et sur l'Arabie Saoudite et son rôle dans la propagation de l'idéologie djihadiste et wahhabite en 2016. Je suis évidemment très déçue de l'incapacité de l'Union européenne à pouvoir dégager une position autre que celle dictées par les groupes de pression américain et israélien. J'avais fondé un certain nombre d'espoirs sur le traité de Lisbonne et le renforcement du rôle du Haut représentant pour les Affaires étrangères. Force est de constater qu'avec les nouveaux développements en Libye et en Syrie, l'alignement atlantiste de l'Union européenne la confine à l'impuissance.

Comment s'ajuster contre le terrorisme ?

Je suis une diplomate portugaise socialiste essayant de jouer son rôle, exercer son travail en tant que membre du parlement européen (PE) de l'Union européenne (UE), de la commission des relations extérieures, également de la commission des libertés civiles et sécurité intérieure, bref qui essaie de réconcilier droit de l'homme et sécurité et défense et depuis que je suis entrée au parlement européen en 2004. J'ai travaillé sur les sujets du Moyen-Orient, en rentrant au PE en tant que diplomate de carrière j'étais convaincu que la question du conflit israélo palestinien était absolument capitale, l'expression que j'ai utilisé à l'époque et que j'utilise aujourd'hui, c'est l'échec du concert des relations internationales, le manque de réglementation mondial sur cette question. C'est une perception qui s'était imposée à moi lors de mon travail en tant que diplomate au début du processus des pays du Moyen-Orient en 1991, et comme très impliquée dans ce qu'était la présidence

portugaise 92 qui a mis en place toutes les structures qui ont découlé de la conférence de Madrid.

Réflexions personnelles

En tant qu'ambassadeur en Indonésie en 2003 quand l'Indonésie a connu sa transition démocratique, j'ai fait le constat que l'Indonésie étant le pays le plus peuplé de musulmans au monde en construction démocratique, mais déjà heurté au terrorisme notamment à la branche de Al Quaida, Jammaa Islamiya qui frappait souvent notamment l'attentat de Bali en 2012. Beaucoup d'australien et d'euro-péens sont morts à cette occasion mais également des indonésiens mourraient tous les jours sous les bombes de Jamaa Islamiya, et à l'époque déjà les spécialistes et les imams, les oulémas locaux disaient à nous les diplomates : « c'est l'Arabie Saoudite qui finance, qui fait le prosélytisme du wahhabisme. Ça na rien à voir avec l'Islam tel que nous le concevons dans un pays assez divers et tel que nous le pratiquons ici etc. », et c'est pourquoi je me suis occupée de ces questions au PE, j'étais rapporteur pour l'Arabie Saoudite, le premier rapport qui a été fait en 2016.

En 2008, j'avais pu rédiger un rapport sur l'Irak en partant du fait que nous les Européens, on était divisé à cause de l'invasion de l'Irak en 2003 mais il fallait ne pas se laisser ligoter par ces divisions et aller de l'avant pour s'engager avec l'Irak pour une voie disons démocratique. Proche de l'idéal de l'UE, je suis très critique, constructivement critique mais très critique et je vous dis que malheureusement je n'ai vu que faiblesse intrinsèque de l'UE et absence de résultats. La négociation qui a conduit à une certaine normalisation avec l'Iran, c'était important, je crois en revanche que l'Union européenne, même absente, a joué un rôle important, même si je ne crois pas que l'UE a été décisive, non, ce furent les États-Unis (ÉU) mais l'union européenne a joué un rôle important la dessus.

Mais à part ça, le bilan diplomatique et stratégique de l'UE est très décevant, malgré, avec notamment le traité de Lisbonne et la création du poste de Haut représentant pour la politique extérieure et le fait que ce nouveau poste était amélioré par rapport à ce qu'on avait avant avec Javier Solana, c'est-à-dire que ce rôle de haut représentant lequel possède également le chapeau de vice président de la commission et là, la différence avec Solana, c'est que en tant que vice président de la commission européenne, on dispose d'un budget, de moyens financiers, mais aussi de ressources humaines à disposition par les États sur leurs moyens propres pour tenter de faire en sorte que nos visions, notre rhétorique en matière de politique extérieure puisse devenir une réalité un jour et ne pas rester le plus petit dénominateur commun fortement teinté d'atlantisme et de normalisation occidentaliste.

Je veux vous convaincre d'un certain nombre de choses...

L'un des défis les plus importants lancés au Haut représentant était d'assurer la coordination entre les différentes politiques, des politiques extérieures avec d'autres politiques qui font le contraire au niveau commercial ou au niveau énergétique, doter l'UE d'une politique cohérente, consistante, extérieure avec toutes ses domaines commerciaux, développement, énergie mais également un volet sécurité, de défense, parce que on ne peut pas se tromper on a beau avoir du *soft power*, mais il faut quand même surtout avoir du *hard power*, surtout dans un monde dérégulé. C'est le grand défi pour le Haut représentant de promouvoir une politique commune de sécurité et de défense.

C'était mon espoir, mais jusqu'ici je suis très déçue, Madame Ashton avait beaucoup de difficulté puisqu'elle n'était pas préparée du tout même du point de vue de la géographie, enfin elle était anglaise et on sait très bien que les Anglais en matière politique, sécurité et défense ont choisi de ne pas aider l'UE dans ces domaines, au contraire de mettre des bâtons dans les roues, ou de choisir à la carte quand ça les arrangeait.

Et maintenant nous avons Madame Mogherini, plus préparée notamment en ce qui concerne le Moyen-Orient et donc le voisinage sud et beaucoup plus préparée en raison de sa sensibilité italienne, de sa formation et d'un intérêt constant portés sur le Moyen-Orient, préoccupée passionnée même des questions notamment des question israélo-palestiniennes.

Mais je dois dire aussi jusqu'ici que je reste dans l'attente parce que il y a toute sorte de contraintes et surtout des contraintes qui tiennent bien sur à la direction politique de l'UE, et au pas en avant dans un approfondissement et donc dans l'intégration y compris dans la politique extérieure.

L'absence de cohérence de l'UE en matière internationale, en raison de l'existence naturelle des différentes politiques internationales des États et des nations, a des retombées énormes chez nous notamment dans le domaine de notre sécurité parce que l'une des choses que le terrorisme nous a fait découvrir est que notre sécurité intérieure dépend de la sécurité de notre voisinage, ou des conflits comme le conflit syrien alimente encore plus davantage, la déstabilisation des acteurs faibles.

Et quoi de la Palestine ?

Mais je pense qu'à tout moment et avec la situation se détériorant de façon accélérée, en Palestine et donc entre Israël et la Palestine, ça peut avoir des conséquences

terribles chez nous et partout dans le monde et je ne vois pas que l'union européenne, et les pays membres s'y intéresse. Aujourd'hui on a écouté au parlement européen, Monsieur Mahmoud Abbas, président de l'autorité palestinienne, hier c'était le président d'Israël qui est venu ; je suis allée en Palestine depuis deux mois, j'ai visité des campements de bédouins qui étaient démolis, d'ailleurs l'UE, avec les budgets des États, vos impôts, investit pour financer la reconstruction de ces campements et puis viennent les troupes israéliennes qui écrasent et détruisent, j'ai vu la progression du mur et des colonies de façon incroyable par rapport à ce que j'avais vu la dernière fois ; ce qui m'a frappé beaucoup c'est le sentiment complètement apathique de la plupart des israéliens, il y a le mur, ils ne le voient pas, la vie est facile de leur côté, sauf quand il y a des attaques, même si ces attaques sont démonstratives du désespoir total des gamins, etc., que la situation est terrible et du côté des Palestiniens c'est le désespoir.

L'UE a son mot à dire sur Israël et le Moyen-Orient

La récente initiative française démontre l'incapacité de l'Union européenne et en même temps ceux qui pourraient mettre de la pression sur Israël ne le font pas certainement comme les Américains, ni les Européens d'une Europe allemande, l'Allemagne étant un pays bien sûr très sous la pression d'un chantage par Israël en raison de l'histoire. Il y a un autre équilibre de force qui se dégage avec l'histoire des réserves de gaz naturel autour de l'île de Chypre et avec bien sur les alignements qui vont dériver des intérêts soit du point de vue du financement, soit de la technologie pour exploiter ces gisements, et de l'intérêt qui sont en train de s'établir de quelques pays européens de la région notamment Chypre et Grèce avec Israël, avec la Turquie de Monsieur Erdogan en embuscade.

La Syrie je n'en vois pas la fin et surtout bien sûr quand on sait très bien que le conflit en Syrie est beaucoup plus que le conflit syrien en soi ça a beaucoup avoir dans ce conflit profond sunnite/chiite, j'ai pensé que l'Iran pourrait être poussé à jouer un rôle positif mais bien sur ça impliquerait une initiative européenne que je ne vois pas du tout surgir là, pour pousser l'Iran à jouer un rôle positif dans ce conflit, même si je crois que par rapport à l'Arabie Saoudite je pense que l'Iran est une puissance qui a une logique, qui peut délivrer une cohérence civilisationnelle, avec une structure d'État qui veut s'engager dans la politique régionale et globale. À mon avis, il y a de l'intérêt à cultiver et à développer des liens avec l'Irak, l'Iran et pousser cette dernière vers une position plus constructive qu'en ce moment. Or, avec toutes nos politiques de *business* et normalement à cause du pétrole et des ventes d'armes, on ne fait même pas la différence avec l'Arabie Saoudite, et donc

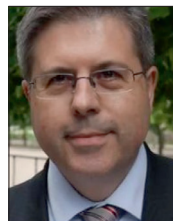
pour rééquilibrer cette relation très compliquée entre l'Arabie Saoudite et l'Iran, et par rapport à l'Iran je pense que l'Arabie Saoudite et c'est ce que j'ai vu quand j'ai fait mon rapport et quand j'étais là bas et j'ai parlé avec tout le monde, ce n'est pas une puissance, c'est quelque chose de dysfonctionnel, qui est maintenu par nous tous qui faisons avec parce que on a des intérêts économiques mais à mon avis ces intérêts économiques ne sont pas en cohérence avec nos intérêts de sécurité. ■

Note

1. Ancienne diplomate et ambassadrice du Portugal, Anne Gomes est aujourd'hui député du Parlement européen et membre de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures, et du Sous-comité pour la sécurité et la défense, ainsi que membre à part entière de la délégation pour les relations avec les États-Unis et la délégation à l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée. Elle est membre suppléant du Comité des affaires étrangères et de la Sous-commission des droits de l'homme. Son travail à la main met l'accent sur la justice et des affaires intérieures, de la sécurité et de la défense, la justice fiscale et de transparence, les droits humains et la primauté du droit. En 1980, elle a servi dans les missions portugaises de l'ONU à New York et à Genève.

Jean-Luc PUJO

Écrivain, président des Clubs Penser la France et rédacteur en chef du portail Politique-actu.com



LA NOUVELLE DIPLOMATIE FRANÇAISE AU MOYEN-ORIENT

La nouvelle diplomatie française au Moyen-Orient est symptomatique du renoncement total de la France à son rôle de grande puissance. La nouvelle diplomatie française au Moyen-Orient marque la fin de toute diplomatie française dans le monde. Pourtant, la France, avec lucidité et courage, pourrait encore lancer une nouvelle diplomatie au Moyen-Orient et retrouver ainsi un rôle majeur sur le « Grand échiquier », une autre politique internationale pourrait être tentée, qui assurerait un nouveau rôle majeur à notre diplomatie, annonçant le retour d'une véritable puissance française. Cette politique devrait puiser à une double source : celle de la tradition et celle de la modernité. La France doit redevenir, une puissance diplomatique innovante, celle qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être : inventer les formes originales d'un dialogue renouvelé ; donner sa chance à l'intelligence des peuples ; favoriser enfin, l'émergence d'une pensée arabe émancipatrice, émancipée. Ce rôle diplomatique français appelle, il est vrai, une condition préalable : la France doit se libérer de toutes tutelles étrangères, étatsuniennes et israéliennes. Se libérer de l'OTAN, se libérer de l'UE.

L'EFFACEMENT D'UNE NATION EST UN SPECTACLE surprenant et pathétique.

Quand celle-ci a été une des puissances militaires, diplomatiques et politiques les plus importantes au monde, ce spectacle revêt une dimension tragique.

Et quand nous comprenons qu'il s'agit de la France, un sentiment irréprouvable de colère nous envahit.

Il aura fallu pas moins d'un siècle pour que, grande puissance mondiale à la veille de 1914, la France disparaisse, ou bientôt presque, un siècle plus tard.

Double sentiment de faillite : Faillite des élites. Faillite de nous-même.

Durant sa longue histoire, la France, il est vrai, a plusieurs fois sombré, suivant un même procédé.

César n'avait-il pas réussi à corrompre toute une élite gauloise sensible au prestige romain, livrant ses enfants à ses précepteurs, rêvant à des destins autrement plus « nobles », loin de cette vulgaire gaulle chevelue ? Pauvre Vercingétorix, chef valeureux, par avance vaincu.

Et plus proche de nous, combien de trahisons, de collaborations honteuses avec toutes forces étrangères, ennemies de la France : « Les Bourguignons, livrant Jeanne la bonne Lorraine à l'ennemi *Anglois*. La Fronde de Conde, Conti appuyée par les Ibériques voisins. Le Marquis de Limon et son *manifeste de Brunswick* appuyé par l'Autriche... Les Versaillais pour mâter la Commune, s'alliant aux funestes Prussiens ».

Et hier encore, « Toutes ces intrigues chez nous même de 1933 à 1939 en faveur de l'axe Rome Berlin pour lui livrer la domination de l'Europe en détruisant de nos propres mains tout l'édifice de nos alliances et de nos amitiés » (Marc Bloch). « La France n'a pas été simplement vaincue en cinq jours par la Wehrmacht invincible ; le haut patronat l'a sacrifiée à son plan de réforme de l'État copié sur les voisins fascistes (...) C'est bien la France des grands intérêts économiques et financiers qui dicta le choix de l'Allemagne ! » Militaires, politiciens, journalistes, hommes d'affaires surtout, la Banque de France, le Comité des Forges... sales trahisons de la France que « Le choix de la défaite » (Lacroix-Riz).

Aujourd'hui, l'abaissement dramatique de la France obéit aux mêmes mécanismes, aux jeux des intérêts corrompus d'élites économiques et financières pieds et poings livrées aux puissances étrangères. Qu'importe la France !

Ainsi, la nouvelle diplomatie française au Moyen-Orient est symptomatique du renoncement total de la France à son rôle de grande puissance indépendante (I).

Pourtant, la France, avec lucidité et courage, pourrait encore lancer une nouvelle diplomatie au Moyen-Orient et retrouver ainsi un rôle majeur sur le « Grand échiquier » (II).

Mais existe-t-il encore une volonté française ?

I - La nouvelle diplomatie française au Moyen-Orient est symptomatique du renoncement total de la France à son rôle de grande puissance.

La nouvelle diplomatie française au Moyen-Orient marque la fin de toute diplomatie française dans le monde.

De l'illusion née de la fausse diplomatie « économique »

La substitution opérée depuis à peine une décennie entre une diplomatie politique classique et une « diplomatie économique » illustre ce tournant majeur.

Le Qatar et l'Arabie-Saoudite, comme la plupart des émirats du Golfe, sont ainsi devenus les pourvoyeurs de financements et d'investissements nombreux en France. Précieux clients pour nos industries (armement, aéronautique,...), pour nos sociétés de services (environnement, santé,...), ces États ont tour à tour été séduits par une véritable stratégie économique de la France.

Les succès commerciaux ont été réels tant sous le mandat de Nicolas Sarkozy que celui de François Hollande. Tous les pans, ou presque, de notre économie ont ainsi été offerts aux investissements étrangers venus du Golfe.

Cette diplomatie commerciale apporte à l'économie française de substantiels revenus et assure des emplois, véritable faux *graal* politique français. D'ailleurs, nul n'ignore que la crédibilité même d'un futur candidat à l'Élysée se mesure aujourd'hui à sa capacité à entretenir et développer ce dialogue économique avec les États du Golfe. Les exemples de tournées flamboyantes de candidats à la candidature sont déjà nombreux. Mais cette diplomatie possède un coût politique insoupçonné, élevé et catastrophique, pour l'avenir de notre pays.

La France renonce ainsi à mener toute action diplomatique sérieuse. Son crédit politique connaît aujourd'hui un niveau rarement atteint dans son histoire contemporaine. La voix de la France pèse pour ce qu'elle est devenue : négligeable, sur les dossiers aussi dramatiques que ceux du Liban, du futur État Palestinien, de la Syrie, de la Tunisie, de la Libye... sur toutes questions diplomatiques essentielles, donc.

La France est, tout simplement, en train de sortir de l'histoire mondiale.

Ainsi, l'expression « nouvelle diplomatie française » au Moyen-Orient revêt une forme oxymorique. Elle cache une immense et triste nouvelle : la France est en train de devenir une ancienne puissance politique mondiale. Elle est en train de renoncer définitivement à son rôle politique historique.

Quel était-il ?

De notre ancienne diplomatie politique d'envergure...

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, la IV^{ème} République a développé une diplomatie totalement pro-OTAN et pro-israélienne. Dans un contexte

d'affrontement entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie, la France n'a pas échappé à la politique proactive des services américains et israéliens. Et la Guerre froide a été le prétexte d'agissements honteux de services étrangers en France quand certains dirigeants français eux-mêmes n'ont pas été directement formés et pilotés par ses services. La naissance de la bombe nucléaire israélienne est, par exemple, la résultante de cette collaboration sous influence. Petit à petit la France est devenue une puissance de second ordre : échec programmé de l'expédition de Suez, faillite en Indochine, aide internationale apportée à l'ALN et au FLN algérien contre les intérêts français...

Quoi qu'on pense de l'aventurisme colonial français durant un siècle, il n'est pas possible d'occulter la réalité des forces internationales qui ont combattu les intérêts français. Cette réalité éclaire encore aujourd'hui la complexité des jeux d'alliances sur le Grand échiquier. L'arrivée au pouvoir du Général de Gaulle en 1958 va marquer un tournant majeur. D'une part, il engage une grande politique de décolonisation ; d'autre part, il va mettre fin (vraiment ?), aux liens incestueux entre la France et les services américains comme avec les services israéliens.

La sortie du commandement intégré de l'OTAN comme l'embargo prononcé sur les armements à destination d'Israël, après la guerre des six jours, signent une réorientation majeure de la diplomatie française.

Ni anti-américaine, ni anti-israélienne, cette politique d'équilibre et d'indépendance nationale réaffirmée est d'abord caricaturée en politique « pro-arabe », par les réseaux israéliens, puis condamnée par les uns comme par les autres. Cette politique d'indépendance nationale n'est admise ni par Israël ni par les États-Unis. Après avoir échappé à plusieurs tentatives d'assassinat, de Gaulle paiera cher cette politique d'indépendance nationale.

Les résistances nombreuses, alimentées par des réseaux efficaces en France même, s'opposèrent à cette politique, ce, de manière sidérante. L'épisode du détournement de matériel militaire français par les services israéliens (vedettes de Cherbourg) en fut une des illustrations les plus médiatisées, qui provoqua la risée des chancelleries du monde entier.

Mais qui dirige véritablement la France ?

La survenue opportune de Mai 68 permit d'écarter le général de Gaulle, obstacle majeur à la pénétration de notre appareil d'État par des services étrangers. Depuis, une véritable cogestion de la politique internationale française s'est mise en place jusqu'à l'effacement presque total aujourd'hui de l'identité française, de notre

diplomatie, de nos intérêts. À compter du départ du Général de Gaulle, la politique internationale de la France est en effet une politique « sous influence ». D'ailleurs, l'accession à l'Élysée passe par l'obtention du saint graal : l'aval des services étatsuniens et israéliens. Et ceux qui, une fois élus, tenteraient au cours de leur mandat de prendre quelques initiatives inopportunes seraient rapidement rappelés à l'ordre : la lamentable affaire des diamants de Bokassa sanctionne quelques velléités d'un Valéry Giscard d'Estaing auquel sera préféré le candidat d'un parti profondément attaché à Israël. À son tour, François Mitterrand, grâce au travail exceptionnel d'un Claude Cheysson et d'un Roland Dumas, reçoit Yasser Arafat à l'Élysée, contre les objurgations de Jérusalem et les menaces de rétorsions. Le charentais va alors devoir faire face à une campagne orchestrée révélant tour à tour son passé vichyssois et ses relations douteuses avec l'ancien préfet Bousquet. Le refus de Jacques Chirac d'intervenir en Irak en 2003, sera sanctionné par l'Affaire *Clearstream* effaçant toute possibilité de résistance aux réseaux OTAN-CIA. Et comme cela ne suffisait pas, l'assassinat de Rafiq Hariri va foudroyer Jacques Chirac, annihilant toute forme de résistance.

Dès lors, la voie est ouverte pour l'élection d'un homme-lige.

Mais qui donc dirige la France ?

Nicolas Sarkozy eut un mérite : celui de mettre en phase la diplomatie française avec celles de ses maîtres inavoués : les États-Unis et Israël. Il était temps pour la France de récolter les fruits d'un alignement quasi-parfait depuis quarante ans. D'ailleurs, à quoi bon toujours trainer les pieds ? Pourquoi ne pas, enfin, recueillir le produit de notre collaboration-soumission ? Les industriels français (armement, pétrole, pharmaceutique, ...) n'en demandaient pas tant et il s'en fallu de peu que Nicolas Sarkozy ne fût réélu tant l'homme avait parfaitement et avec brio tenu ses promesses. Sauf une : il avait conduit la société française vers l'affrontement général sans comprendre que la forfaiture magistrale de nos élites devait s'opérer dans le calme d'une soumission parfaite, tranquille.

Pourquoi alors se priver du talent d'un homme, François Hollande, qui mènerait strictement une politique d'intérêts identique tout en garantissant une vie sociale pacifiée ? C'est dans ce contexte que François Hollande pu accéder à l'Élysée où il assura le maintien d'une diplomatie d'alignement. Le triomphe de cette politique atlantiste appelle cependant quelques remarques détonantes.

François Hollande a, depuis la fin de l'année 2014, tenté à son tour un double jeu complexe. Après l'assassinat à Moscou du patron stratège de Total, François

Hollande a ainsi, sans rien renier de sa politique atlantiste, donné des signes contradictoires : tête à tête improvisé avec le président russe, Vladimir Poutine, de retour d'une visite au Kazakhstan en décembre 2014 ; manœuvre pour livrer coûte que coûte les navires Mistral à la Russie ; initiatives diplomatiques sur la crise ukrainienne par la mise en place de négociations au format dit « Normandie » sans la présence étatsunienne ; accueil magistral du président iranien Hassan Rohani à Paris contre les objurgations de Jérusalem ; et tout récemment, lors du sommet de l'OTAN à Varsovie (juillet 2016), interventions décalées sur la Russie. C'est dans ce contexte qu'il faut décrypter les attentats qui frappent la France depuis 2015. Pas de hasard, sur le Grand échiquier... L'alignement atlantiste de François Hollande assurera-t-il sa réélection ? Ou va-t-il être sanctionné pour son dialogue ouvert avec le président Poutine ?

La diplomatie française est aujourd'hui exsangue, du fait de sa soumission totale à deux de nos partenaires envahissant : les États-Unis et Israël. De plus, l'objectivation de cette domination est aujourd'hui assurée par des institutions *ad hoc*, totalement corrompues : l'OTAN, l'UE. Notre économie est placée sous tutelle d'une monnaie commune, l'Euro. Notre justice est entièrement soumise à un ordonnancement européen : CJUE et CEDH. Petit à petit, la France a abandonné chacun des outils propres à l'exercice de la souveraineté, classiquement définie par Jean Bodin : plus d'armée française, plus de diplomatie française, plus de monnaie française, plus de justice française.

Alignée, la France est soumise en tous points de sa politique. Mieux, la voilà entièrement sous surveillance : Les récents présidents de la République, Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy et François Hollande, ont fait l'objet d'une surveillance continue de la NSA, comme nos plus importants postes diplomatiques dans le monde.

Comment accepter la mise sous tutelle de la France ?

Comment accepter cette honte ? Supporter cette infamie ?

II - Pourtant, la France, avec lucidité et courage, pourrait encore lancer une nouvelle diplomatie au Moyen-Orient et retrouver ainsi un rôle majeur sur le « Grand échiquier »

« Aujourd'hui, la France ne fait plus guère que passer entre les gouttes » répondait François Mitterrand à Jean-Pierre Chevènement, qui s'en émouvait. Et nous nous souvenons du témoignage de la militante Danièle Mitterrand offusquée par

l'intervention de l'ambassade américaine auprès de l'Élysée pour s'opposer à la présence de certaines Nations sud-américaines aux cérémonies du bicentenaire de la Révolution française en 1989. Les vœux étatsuniens furent bien sûr exaucés. Cette faillite politique et intellectuelle nous conduit aujourd'hui à un constat sans appel : l'effacement quasi-total de la France sur le Grand échiquier.

Pourtant, une autre politique internationale pourrait être tentée, qui assurerait un nouveau rôle majeur à notre diplomatie, annonçant le retour d'une véritable puissance française.

Laquelle ?

Cette politique devrait puiser à une double source : celle de la tradition ; celle de la modernité.

Aux sources de la tradition

Mais qu'est-ce que la France ?

Quel rôle particulier est-il dévolu à notre Nation ?

Simple Nation industrielle ? Réduite à de simples intérêts économiques ?

La place de la France sur le Grand échiquier puise dans une histoire diplomatique multiséculaire particulièrement riche, qui explique autant sa puissance que sa légitimité. Ce rôle diplomatique particulier a quelque chose à voir avec la notion d'équilibre général. Il doit se penser en terme de Paix universelle. Tout ce qui conduit à la guerre d'agression nous est étranger. Tout ce qui conduit à la Paix universelle nous est cher. Ce rôle particulier dévolu à la France « grande nation pacifique » appelle le développement d'une culture diplomatique particulière, travail constant, sur de nombreux théâtres du monde. Pour cela, la France dispose d'une présence terrestre exceptionnelle sur les cinq continents et d'une présence sur presque toutes les mers du monde.

Mais que faire d'un tel potentiel quand l'esprit élevé de la France s'efface ? Quand la France n'est plus la France ?

Plus que jamais, nous devons travailler aujourd'hui à réveiller le génie de la France, à lui redonner son rôle essentiel.

Comment ?

Nous devons comprendre que le rôle particulier de la France dans le concert des Nations puise à la source de sa tradition, illustrée par les plus belles pages de son histoire nationale. La France apparaît comme patrie de l'émancipation, de la liberté.

La puissance de la diplomatie française se retrouve incarnée chaque fois qu'elle fait écho à la préoccupation des peuples sans voix, des nations étouffées, soumises. Alors, la France joue là pleinement son rôle. Et quel rôle ! Devenir, redevenir ce que profondément elle porte en elle : l'esprit élevé du combat pour la liberté.

Tout acte français qui marche à la guerre est un acte contre la France. S'il marche à la paix, il incarne notre Nation. La non-intervention de la France en Irak en 2003, décidée par Chirac-De Villepin, est pour cela un acte éminemment français. L'intervention de la France en Libye est un acte contre la France. Sont-ce des mots ? De vieux principes éculés ? Absolument pas.

Que serait d'ailleurs une diplomatie limitée à ses propres intérêts industriels et financiers ?

Tout naturellement, la France a su trouver, ce, dès le début de la Vème République, l'incarnation moderne de cette tradition : écouter le monde en émancipation, faire parler la voix des pays sans voix. La diplomatie gaullienne tendit la main aux Pays arabes, à ceux d'Amérique du sud, et aux grandes blocs des forces opposées, URSS et Chine. La France profondément affaiblie, au sortir de deux conflits mondiaux vécus en moins de 30 ans, mit toute son énergie à la recherche d'un Equilibre général politique mondial. Là était sa place. Là était son rôle.

Pourquoi donc avoir renoncé à ce rôle historique ? Au nom de quoi ? Au service de qui ?

Toute la diplomatie française de ces dix dernières années (en Afrique, au Moyen-Orient) consacre un alignement quasi-parfait sur les politiques décidées à Washington et Jérusalem. Cet alignement signe la mort spirituelle de la France. Plus que jamais aujourd'hui, il nous faudrait renouer avec une diplomatie originale, puiser aux sources de la tradition et aux sources de la modernité l'élan nécessaire pour incarner avec fidélité le génie politique français.

Aux sources de la modernité

Le Moyen-Orient illustre parfaitement ce choix.

Riche de nombreux élans contradictoires, le monde arabe a connu en un siècle des bouleversements spectaculaires auxquels la France a pu être associé jusqu'à récemment. Le rôle de la France n'a pourtant pas été à la hauteur, et ses choix les plus récents illustrent l'impasse intellectuelle mondiale dans laquelle nous sommes collectivement enfermés. Les élans émancipateurs portés par les courants les plus divers, socialistes, communistes, laïcs et progressistes, se sont heurtés à des politiques

interventionnistes totalement inadaptées, et criminelles. L'alignement de la diplomatie française au Moyen-Orient s'est traduit par la participation de la France à des politiques non seulement erronées mais dangereuses pour l'équilibre mondial. Comment avons-nous pu accepter de voir l'immense élan socialiste qui traversa la Syrie, l'Égypte, le Maroc, le Soudan, la Tunisie, la Palestine, l'Arabie saoudite et le Liban se heurter à des résistances structurelles largement soutenues par des politiques occidentales intéressées ? Comment ne pas constater, aujourd'hui, que l'encouragement aux organisations des Frères musulmans comme le soutien constant apportés aux gardiens corrompus des lieux saints, alors même que nous laissons étouffer tous les grands courants émancipateurs communistes, laïcs et socialistes, a permis d'accoucher d'un monde plus que jamais instable et proche du chaos ?

Comment d'ailleurs, les peuples arabes eux-mêmes ne s'interrogent-ils pas sur le fait que tous les grands courants émancipateurs socialistes, communistes et laïcs, portés par des personnalités et des intellectuels arabes hors pairs, ont été combattus par l'Occident ? Qu'alors et au même moment, seuls les Frères musulmans trouvaient grâce aux yeux de ces derniers ? Mais pourquoi donc avons-nous eu si peur du nationalisme arabe ? Qu'avons-nous fait des paroles émancipatrices, courageuses et visionnaires d'un Mohammad Tal'at Harb vantant la création d'une banque de la Nation (Égypte, 1920) ? Du communiste Khaled Bakdash, vantant l'indépendance nationale (Syrie, 1930) ? D'un Bourguiba déclarant « intolérable la domination étrangère » (Tunis, 1962) ? D'un Abdallah Al-Tariqi ouvrant les perspectives « d'une politique arabe du pétrole » indépendante (Arabie Saoudite, 1962) ? Et bien sûr d'un Gamal Abd Al-Nacer vantant « la nécessaire prise de conscience révolutionnaire du peuple égyptien » ?

Quelle attention réelle avons-nous porté aux messages de vérité d'un Ben Barka dénonçant la grande bourgeoisie mercantile dans une adresse aux mouvements de libération africains (Maroc, 1960) ? D'un Mohi al-Din Caber tentant de définir l'équilibre entre spécificité nationale et universalisme (Soudan- 1961) ? D'un Ahmad Loufti Al-Sayyed faisant éloge de la liberté (Égypte- 1945) ? D'un Michel Aflaq vantant l'unité arabe comme complémentaire du socialisme (Syrie, 1959) ? D'un Abdallah Al-Nadim apôtre d'un patriotisme populaire (Égypte, 1896) ? D'un Alal Al-Fasi faisant l'apologie de l'évolution et du progrès comme nécessité pour toute pensée de se concevoir comme progressiste (Maroc, 1960) ?

Et pourquoi avons-nous oublié la richesse des courants de l'humanisme arabe qui dès le IV^e/X^e siècle s'expriment à Bagdad, Ispahan, Shiraz, Damas, au Caire, à Kairouan, à Mahdia, à Fes ?

Et nous interroger avec le regretté Mohamed Arkoun : Pourquoi avons-nous oublié les Miskawayh, les Tawhidi ? Pourquoi avons-nous laissé tuer cette intelligence arabe sinon qu'elle nous effrayait ? Et pourquoi nous lamenter aujourd'hui autour des monstres accouchés ? Comment d'ailleurs ne pas se tourner vers la France ? Accuser ceux qui l'ont dirigée ? Nation à l'esprit élevé, comment la France a-t-elle pu renoncer à son rôle émancipateur ? Plus que toutes autres Nations, la France est ainsi coupable d'avoir manqué à sa propre mission. Plus que toutes autres Nations, en renonçant à être elle-même, la France a laissé béante une plaie ouverte à la conscience du monde.

En guise de conclusion...

Aujourd'hui, la France doit devenir, redevenir, une puissance diplomatique innovante, celle qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être : inventer les formes originales d'un dialogue renouvelé ; donner sa chance à l'intelligence des peuples ; favoriser enfin, l'émergence d'une pensée arabe émancipatrice, émancipée. Lui donner toute sa chance.

Ce rôle diplomatique français appelle, il est vrai, une condition préalable : la France doit se libérer de toutes tutelles étrangères, étatsuniennes et israéliennes. Se libérer de l'OTAN, se libérer de l'UE.

La France doit réapprendre à penser juste, à penser libre. Retrouver la voix de la France pour offrir notre voix au service de solutions politiques supérieures, voilà quels seraient les fondements d'une véritable « *nouvelle diplomatie française au Moyen-Orient* ». Elle consisterait d'abord et avant tout à tenir un discours de vérité à Israël. Contrairement à ce qui est souvent dit à Paris, Jérusalem est prête, plus que jamais, à entendre un discours de vérité dès lors qu'il est porté par une Grande Nation sans arrière-pensée.

Le CRIF, qui se la joue AIPAC, n'incarne pas à lui seul l'esprit de Jérusalem. Il faut d'urgence donner naissance à un État palestinien viable. Là est la clé de la paix au Moyen-Orient. Et je le crois aussi, une des clés de la paix dans le monde. Comment dès lors ne pas travailler à redonner à la France ce rôle historique ? Celui d'une Nation lumière ? Tel pourrait être l'objectif assigné à une nouvelle diplomatie française au Moyen-Orient. Comment dès lors ne pourrait-on garder foi en la France ? ■

Bruno DRWESKI

Maitre de conférence à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales (INALCO), directeur de la revue « La Pensée Libre », Rédacteur de Rubrique politique à Investig'Action, Rédacteur à Outre-Terre – Revue européenne de géopolitique



FRANCE – MOYEN-ORIENT – (DÉS)ÉQUILIBRES ET RÉÉQUILIBRAGES À VENIR ?

Historiquement, le Moyen-Orient est le lieu de formation de la civilisation agricole et urbaine, celle qui a donné naissance au monothéisme, à l'écriture alphabétique et, par extension, à la philosophie grecque et à tout le processus méditerranéen d'émulation culturelle qui remonte à la haute Antiquité et qui s'est poursuivi jusqu'à très récemment. Or, dans son rapport récent avec le Moyen-Orient, la France est arrivée au point où elle ne peut tout simplement plus poursuivre, à moins d'accepter de disparaître, dans la direction de la logique stérile et suicidaire qui a amené ses dirigeants à soutenir les politiques de destruction et de délitement dans l'arc des guerres et des terreurs qui s'étend des rivages de l'Atlantique jusqu'au cœur de l'Asie centrale.

DANS UNE INTERVENTION PRÉCÉDENTE¹ nous avons développé le constat selon lequel le Moyen-Orient occupe aujourd'hui un rôle clef dans les rapports internationaux tant pour des raisons très anciennes que pour des raisons liées à l'ordre/désordre mondialisé actuel. Historiquement, le Moyen-Orient est le lieu de formation de la civilisation agricole et urbaine, celle qui a donné naissance au monothéisme, à l'écriture alphabétique et, par extension, à la philosophie grecque et à tout le processus méditerranéen d'émulation culturelle qui remonte à la haute Antiquité et qui s'est poursuivi jusqu'à très récemment. Dynamique historique bâtie sur l'héritage diversifié avec le temps mais néanmoins commun aux aires arabo-musulmanes et européennes, héritage de nos jours mondialisé par extension.

Cet espace culturel est également situé au point de jonction géographique situé entre l'Atlantique nord et l'Océan indien en direction du Pacifique. Aujourd'hui, il est donc placé entre le cercle anglo-saxon toujours dominant et les « périphéries » du tiers-monde. L'espace arabo-musulman² est aussi le lieu où se concentrent les principales réserves d'énergie nécessaires à l'économie des pays développés et au

contrôle des principaux pays de la planète, en particulier des pays européens, ce qui intéresse tout particulièrement les États-Unis menacés désormais d'être détrônés de leur position d'hyperpuissance unique. Le cercle arabo-musulman constitue en plus, ce qui est fondamental, le point de rencontre entre les masses déshéritées du tiers monde, les pays développés d'Occident et la masse continentale de l'Eurasie qui s'étend des plaines de Russie aux rivages du Pacifique et à l'Asie orientale. D'où l'importance de ce qu'on a appelé récemment « la crise des migrants » qui dure en fait depuis bien plus longtemps, suite aux processus délétères d'effritement des politiques de développement et d'industrialisation. La Palestine occupant, à la fois pour des raisons géographiques, historiques, culturelles, identitaires, religieuses et géographiques le point nodal de ce Proche-Orient historique situé sur le passage obligé reliant l'Afrique et l'Asie.

C'est en prenant conscience de l'importance de ce contexte général que l'on doit replacer les récents errements des politiques françaises face à ses voisins ou partenaires traditionnels du Sud et de l'Est. Errements qui ne sont certes pas le fruit d'une évolution qui n'aurait aucune racine, mais errements qui ont achevé de stériliser la dynamique française, et qui semblent être arrivés aujourd'hui à leur propre terme, ou tout au moins, à une étape de crise tellement profonde qu'elle a accompli en Libye, en Afrique sahélienne, en Syrie, en Palestine, en Ukraine et ailleurs, tous ses effets stérilisant et régressifs envisageables. Au point où il peut sembler que la diplomatie, l'économie, la culture, la langue françaises semblent ne plus avoir de réserves et avoir épuisé toute la société française qui n'en peut plus. Ce dont témoigne en vrac tous ses récents soubresauts annonciateurs sans doute d'un « grand déballage ».

La France et ses Sud

Car, la France constitue pour des raisons historiques, géographiques et culturelles, un point clef dans les rapports à la fois Est-Ouest et Nord-Sud, entre le premier monde, occidental, le second monde, celui de l'Est, et le tiers-monde au Sud. Bercée depuis ses origines par les influences méditerranéennes, traversée par des vagues de peuplements venant des profondeurs de l'Eurasie, État partenaire des khalifes Haroun al Rachid ou Soliman le Magnifique, « fille aînée de l'Église », terre des croisés, pays phare de la Réforme et de la Révolution, État colonial, néo-colonial et post-colonial, la France a accumulé les contradictions dans une dialectique dynamique comportant des éléments de diversités à un niveau particulier. Elle multiplie un peu, comme d'ailleurs les peuples dudit « grand Moyen-Orient »,

les contradictions, les vagues d'enthousiasmes, les blocages, les dynamiques, les mixages.

La France d'aujourd'hui, d'abord sonnée par ses essoufflements, ses reculs puis ses défaites successives tout au long du XX^e siècle, semblait avoir trouvé dans la foulée du gaullisme sa voie médiane de puissance moyenne et « médiatrice », socialement équilibrée, avec une politique d'innovations économiques, de « détente » aussi, d'opposition aux blocs militaires, une « politique arabe » particulière aussi, qui permettaient de prolonger l'impression que Paris restait « la ville Lumière » indispensable à l'équilibre d'un monde déséquilibré par l'arrogance d'une puissance parvenue et convaincue d'être « indispensable », d'avoir reçu de la Providence une « destinée manifeste » et un droit à « l'unipolarité ». Mais après le « chant du signe » que constitua en fait le non français, suivi par les Allemands, à la politique d'agression visant l'Irak en 2003, la France s'est soudainement et sans raison apparente alignée sur l'hyperpuissance qui venait de s'engluer dans des guerres coûteuses, cause d'une crise économique, sociale, culturelle, financière qui ne lui permet plus que de survivre aujourd'hui en fait que par le biais de sa monnaie dite de référence s'appuyant sur une pure croyance qui ressemble beaucoup à ce que, en d'autre temps, les pharaons exigeaient de leurs sujets au nom d'une manipulation ne reposant sur plus rien de tangible. Aujourd'hui, il en va de même dans le cadre d'un néolibéralisme qui n'a plus rien à voir avec la dynamique du vieux capitalisme devenu tellement poussif avec le temps qu'il doit se raccrocher pour survivre au complexe militaro-industriel mondialisé agitant pour se justifier des balivernes digne d'une cartomancienne, ou de grands prêtres exigeant des peuples des sacrifices toujours renouvelés visant à « satisfaire les marchés »... Tout le contraire en somme de ce qu'est la tradition politique, culturelle, philosophique et économique française, au moins depuis Colbert et Descartes !

Cette dérive récente de la France était suivie sans grandes résistances jusqu'à tout récemment, lorsque le *Brexit*, la crise de l'intégration européenne et de cette « classe politique » française pieds et poings liés à ce processus, la crise de l'économie néolibérale produisant un chômage structurel persistant, les résultats des errements devenus évidents des politiques aventurières menées en Libye et en Syrie, les vagues d'attentats terroristes sur son sol, le délabrement d'une Ukraine soutenue à bout de bras par un Occident qui n'en peut plus, les conséquences de la chute des prix du pétrole sur la croissance mondiale, la réintégration de l'Iran dans le concert des nations, la fermeté et la solidité de la Russie conjuguée à l'affermissement de l'intégration eurasiatique malgré la crise du BRICS due à la contre-attaque nord-américaine

en direction de l'Amérique du Sud, tout cela mis ensemble semble tout d'un coup avoir finalement changé fondamentalement la donne³.

Et nous entendons soudainement l'actuel locataire de l'Élysée répéter à Varsovie, à la suite de la chancelière allemande qui elle-aussi semble avoir été touchée par la réalité, que la Russie n'est peut-être pas, tout bien pesé, un ennemi et qu'elle est utile à l'équilibre international⁴, que la recherche de voies vers la paix en Syrie dans la reconnaissance des réalités oubliées un temps à Paris est nécessaire, que l'Iran doit devenir un partenaire intéressant, etc. Bref, même si les récentes et piteuses tentatives déséquilibrées faites par Paris pour jouer un rôle dans la recherche d'une solution à l'interminable conflit qui déchire la Palestine se sont vite évanouies devant le « niet » à toute forme de concession du premier ministre au pouvoir à Tel Aviv⁵, la « rue française », mais aussi une partie semble-t-il des « salons » parisiens semblent en passe d'être dégrisés d'une longue décennie de démission et de soumission caractérisée pour la France par son rôle de *factotum* d'un empire en déshérence⁶. Décennie qui a rendu la « classe politique » française quasi-totalement délégitimée aux yeux de son propre peuple⁷. À un moment où la contestation populaire monte et que certains intellectuels semblent rompre le consensus dormant jusque dans les médias connus pour être les plus alignés sur la norme qui dominait jusqu'à ces derniers jours⁸.

Rebond à Paris ?

Quand on repense à ce que les gouvernements français déclaraient sans honte il y a peu, en accusant par exemple le gouvernement syrien d'ignorer son propre peuple, on ne peut manquer de noter que aujourd'hui l'État, l'économie et l'armée de conscrits syriens ont tenu le choc face à une masse d'adversaires multiformes pouvant recruter quasiment sans limites des aventuriers, des jeunes abrutis et des mercenaires sur toute la planète. Quand on repense aux titres des médias français les plus « sérieux » nous annonçant avec la répétition digne d'un métronome déréglé une sempiternelle et imminente « révolution colorée » à Téhéran puis à Moscou, on doit noter que la popularité du locataire du Kremlin n'a fait que monter⁹ depuis, et que, malgré l'embargo, l'Iran a eu la force de maintenir la cohésion de ses institutions et de se trouver des partenaires clefs sur la scène internationale. Alors même que les pays courtisés un temps par Paris, se retrouvent de leur côté dans un bien piteux état. L'Arabie des Saoud, malgré les impressionnantes ventes d'armes françaises mange du sable au Yémen et dans l'Asir, tandis que ses protégés mordent la poussière en Syrie. Le Qatar qui a racheté de nombreux fleurons symboliques d'une

puissance française en perte de sens ne peut plus trop faire parler de lui. Et les négociateurs de Paris arrivent souvent bon dernier dans la signature de contrats commerciaux avec les pays dénoncés par « l'empire du bien », que d'autres ont appelé le « grand satan ». Chine, Iran, Russie, Inde, Viêt-Nam, etc. semblent de plus en plus souvent ne plus considérer la France comme un partenaire sérieux¹⁰ face au pragmatisme d'un empire mercantile et terre-à-terre pour qui la politique n'est qu'un moyen d'éliminer par tous les moyens des concurrents économiques ou financiers.

C'est donc dans un contexte changeant et du coup redevenu complexe, après les vagues de simplismes médiocratiques, qu'il faut tenter d'analyser la politique française au Moyen-Orient qui ne pourra plus être celle d'hier car l'actuelle politique est arrivée en bout de course. Sans que l'on sache pour autant exactement comment elle va pouvoir être réorientée, alors que l'hégémonie culturelle des médias aujourd'hui quasi-totalement acquis aux options atlantistes et pro-israéliennes, se combine avec les effets des vagues de purges menées dans la haute administration française qui ont éliminé par fournées la plupart des hauts fonctionnaires de tradition « patriotique », « étatiste » ou gaulliste des ministères clefs, Affaires étrangères, armée, intérieur, coopération, etc. Alors aussi qu'une nouvelle génération émerge dans le pays où les « réformes » successives de l'éducation lui ont surtout appris l'amnésie, l'absence de rigueur intellectuelle, l'amateurisme, le « bougisme », le présent permanent, sans passé structurant et sans futur alternatif envisageable, tel que l'on peut l'observer dans les dirigeants actuels.

Et pourtant, au niveau de « la rue », y compris de nombreux diplômés désormais précarisés, des restes d'un héritage historique combiné avec les effets d'un « mélange des cultures » provenant du creuset post-colonial continuent à faire sentir leurs effets en produisant esprit de fronde et de critique, ce dont ont témoigné plusieurs mouvements récents plus ou moins spontanés de protestation, et cela malgré la pesante atmosphère qu'on a voulu imposer au pays en interdisant les manifestations de solidarité avec la Palestine, en profitant de la loi martiale venue à point nommé sous l'effet du contrecoups des politiques occidentales au Moyen-Orient pour réprimer les quartiers populaires puis les manifestations contre une loi du travail concoctée sur ordre de Bruxelles, toutes choses qui lient irrémédiablement la France aux affaires internationales, en particulier à celles des peuples de la rive sud de la Méditerranée.

L'histoire nous a appris que la France étonne le plus souvent quand on n'attend plus rien d'elle et de son peuple. La crise évidente de tout le processus d'intégration européenne dans la foulée du *Brexit*, et qui ne fait que succéder à des étapes

montantes de désamour envers ce processus supranational, ne pourra manquer d'avoir des conséquences sur la réévaluation des rapports que Paris devra bien entretenir avec des pays qui avaient été souvent cachés derrière les priorités d'une très petite Europe, celle qui n'allait plus jusqu'à l'Oural, celle qui était encore moins une péninsule de l'Eurasie, celle qui avait oublié ses racines méditerranéennes, celle qui avait négligé ses liens avec les espaces francophone, lusophone, hispanophone, russophone, arabophone et autres. Celle qui avait aussi oublié de regarder du côté de sa démographie et donc des origines multiples de ceux qu'on a désigné pudiquement sous le nom de « jeunes », pour éviter de leur accoler toute qualification sociale ou culturelle « visible » qui aurait fait « tache » dans un consensus au sommet qui se voulait unitaire, centralisé, bourgeois, « blanc » et privilégiant une impossible classe moyenne en cette période de nouvelle polarisation sociale entre une minorité de plus en plus limitée de parvenus vite enrichis et une majorité grandissante de plus ou moins « exclus » souvent liés au monde méditerranéen. France « d'en haut » qui avait oublié que, jamais dans sa longue histoire profonde, la société française n'avait été bâtie sur l'ethnie ou la race, mais sur des principes universalistes, qu'ils aient été dévoyés ou non ici peu importe, gallo-romanité, christianisme, hérésie albigeoise, Réforme protestante, contre-Réforme catholique, jacobinisme, Commune de Paris, Printemps des peuples, colonialisme et anti-colonialisme, etc.

Majorité du peuple de France donc qui, dans sa diversité, semble manifester aujourd'hui de plus en plus ses propres revendications sociales et économiques mais aussi son souci pour un monde de paix et de partenariat avec l'ensemble de ses voisins, la France ayant une tradition la portant particulièrement vers le Midi, donc aussi vers le grand Sud. Ce que les excès médiatisés à volonté de la dite « extrême-droite » caricaturale ne peuvent en fait pas vraiment changer. Tradition portant donc la France vers le Sud, ce qui a pu certes favoriser la naissance du colonialisme et de son impérialisme, mais ce qui a aussi créé simultanément en son sein les réactions anti-coloniales bâties à partir des liens inextricables que la société française a développé avec les sociétés « d'Afrique du Nord », et plus largement d'Afrique et du « grand Moyen-Orient », tel qu'il a été redessiné sans consultation et sans compréhension des réalités complexes par les stratèges simplistes d'outre-Atlantique. D'où la nécessité impérieuse pour la France de reprendre le chemin de l'intelligence et donc de l'exigence.

Voilà pour la présentation du contexte général où va devoir se mouvoir désormais une diplomatie et une économie françaises qui ne peuvent de toute façon plus se limiter à envisager de diminuer encore leurs ambitions en se raccrochant à

l'hyperpuissance déclinante tentée par des aventures guerrières sans fin de plus en plus coûteuses, recouvertes par une politique de sécurité et de défense européenne qui n'a pas pu voir le jour et ne semble plus devoir être à l'ordre du jour des possibles à court terme. Une France qui se voit donc quasi-obligée de redécouvrir l'appel du « grand large » que ses élites rabougries avaient cru pouvoir oublier dans la foulée de la construction de leur petite Europe amarrée à l'Atlantique-nord oubliée du reste du monde pour tout ce qui n'avait pas à voir avec la conclusion de contrats commerciaux que ses entreprises non encore délocalisées, armement, agriculture donc, et tourisme (en provenance de l'Ouest mais désormais aussi des pays du Golfe, de Russie et d'Asie orientale), transformant l'Élysée et le quai d'Orsay en agence commerciale et VRP multiscarte. Car, hormis ces trois secteurs non délocalisables même s'ils constituent d'ores et déjà une proie tentante pour les « majors » d'outre-Atlantique, que reste-t-il en cette période de profonde crise inexcusable et inéluctable des fleurons de la vieille puissance économique française ? À l'heure où l'Union européenne semble se défaire et disparaître, laissant apparaître une France qui ressemble au fameux « le roi est nu » du conte d'Andersen... œuvre européenne prémonitrice pour le coup qui résume bien l'état actuel d'une Europe et d'une France qui n'avaient alors pas besoin d'institutions supranationales bruxelloises, luxembourgeoises, strasbourgeoises ou francfortoises pour être écrite, diffusée, connue, appréciée et surtout comprise.

Reconstruire la culture méditerranéenne

Bref, tout ou presque est à reconstruire. Et l'histoire nous apprend qu'il n'y a jamais de processus de reconstruction sans État fort, sans volonté collective, sans mobilisation, sans vision, ce qui, du coup, devrait donner des ailes à de nouveaux acteurs, à de nouveaux diplomates à la recherche de partenaires, dès que les blocages actuels seront dépassés. Si l'on penche pour l'hypothèse heureuse d'une sortie de crise et la toujours possible relance d'une dynamique de développement autonome, à ne pas confondre avec l'autarcie. Et si l'on exclue donc l'effondrement du pays vers un statut de nouvelle république bananière ou de réserve vinicole et touristique. La France a donc la nécessité pour se reconstruire de s'appuyer sur ses atouts, ses richesses économiques et humaines et, pour ce faire, de participer à la reconstruction obligatoire de pays qui vont sortir tôt ou tard des cataclysmes qu'ils ont connus au cours des dernières années, Syrie, Irak, Algérie, Libye, Yémen, Palestine, Liban, Mali, Sahel, Somalie, Ukraine, Géorgie, espace yougoslave en particulier, voire Grèce ou Espagne, ce qui nécessite aussi le lancement de coopérations tout azimut avec les économies émergentes elles-mêmes particulièrement liées à ces pays, Russie

et Chine, processus qui vont de pair avec le développement de l'Iran, de l'Inde, du Pakistan, ainsi que, on peut l'espérer, bientôt de l'Égypte. Tous ces pays sont très peuplés, très jeunes, dotés de ressources et ayant aujourd'hui formé une couche de population bien éduquée et sous-employée suite aux blocages et aux phénomènes régressifs provoqués qui ont été suivis de guerres. Des pays où tout est donc à faire ou à refaire. Projets qui constituent un gigantesque « appel d'air » économique et politique qui pourrait assez facilement s'intégrer dans la vision « gagnant-gagnant » de la « nouvelle route de la soie » proposée par la Chine en parallèle avec la projet d'un axe de coopération allant « de Lisbonne à Vladivostok » fait par la Russie... à la veille des événements dudit « euromaïdan » à Kiev¹¹, et qui ne pouvaient donc pas plus mal tomber. Est-ce un hasard ?

Autrement dit, le scénario optimiste impose à la France de participer et de mettre à profit les réseaux de communication transcontinentaux à construire dans la grande Eurasie pour s'atteler à la tâche commune de faire sortir les pays du « Grand Moyen-Orient » de leur situation actuelle de périphérie, de crise et de stagnation, donc de pauvreté endémique aux portes d'une Europe elle-même en situation de blocage et de crise civilisationnelle, démographique, économique, sociale, culturelle, politique, idéologique. Qui mieux que la France, pour le versant nord de la Méditerranée, est mieux placée pour faire comprendre la complémentarité qui devrait exister entre l'intégration mutuellement avantageuse et négociée dans un respect mutuel de la grande Eurasie et la coopération trans-méditerranéenne ? Tout le contraire de la politique à la fois néocoloniale, frileuse et suiviste à l'égard des États-Unis menée après 1945, lors des guerres coloniales, puis au cours de la dernière décennie avec l'émergence d'une couche de dirigeants et d'affairistes à la petite semaine dotés d'une mentalité de comptables au jour le jour. Réduits à maintenir leur pouvoir en jouant sur les peurs et sur une politique de peurs. Sans savoir imaginer de vision d'avenir ne serait-ce qu'à moyen terme. Soumission à des États-Unis dont la société subit elle-même aujourd'hui les effets dramatiques des errements des politiques de leurs élites supranationales « hors sol », qui méprisent ce qui a constitué la base de la dynamique de l'Amérique du Nord¹².

Aujourd'hui, avec la crise mortelle de ladite construction européenne et l'affaiblissement constant de la croyance dans le dollar, la France n'a plus d'autre solution que de trouver en coopération avec d'autres peuples la voie de l'innovation, et vite. À moins d'admettre donc comme étant inéluctable la poursuite de sa chute vers le bas, la généralisation des blocages et des politiques dictées par l'image de l'ennemi et la culture de guerres sans fin et de terreur de masse qui en découle automatiquement.

Scénario catastrophe quasi-hollywoodien qui reste toujours possible mais qui n'est pas forcément écrit sur du marbre, malgré la désagrégation du tissu social, du niveau éducatif et culturel général, la montée de tous les sectarismes et replis identitaires, proclamés ou camouflés, et malgré l'esprit régressif qui domine les classes moyennes effarouchées tremblant pour l'avenir de leurs enfants ou prônant un avenir sans enfants. Mais dans les quartiers où se trouve aujourd'hui la masse des jeunes émerge une génération qui prendra tôt ou tard le pouvoir, ce qui ne peut que contribuer à redistribuer à l'avenir les cartes et rapprocher à terme les deux rives de la Méditerranée.

Car, en dépit des discours moralistes, régressifs, néocoloniaux, arrogants, terrorisant tenus par les promoteurs occidentaux et moyen-orientaux du clash de civilisations, toutes les mobilisations populaires qui ont eu lieu en France depuis le début des années 2000, se sont toutes organisées dans le cadre des frontières nationales pourtant en principe oubliées par Schengen. Que ce soit les référendums sur l'Union européenne, les émeutes des banlieues, les manifestations contre la destruction du code du travail ou du droit à la santé, les différentes vagues de grèves, les mouvements de solidarité avec la Palestine ou avec d'autres peuples opprimés, contre les politiques d'interventions guerrières de l'OTAN et de Paris, contre le saccage de l'éducation nationale, contre le racisme, pour la défense des libertés, rares furent les moments où l'on aurait eu d'un côté « des jeunes » de banlieues « apatrides » et d'un autre des classes moyennes « européennes » ou « atlantiques ». Généralement, ces clivages ont été dépassés par des forces plus dynamiques qui continuent à opérer au sein de la société française et qui semblent avoir compris qu'il existe un lien direct et incontournable entre doubles standards, contradictions sociales, blocages économiques, intérêts collectifs, mondialisation, guerres néocoloniales, isolement européen, racismes, régressions mentales, nouveaux mercenariats, terrorismes médiatisés et terrorismes cachés, etc. Même les récents attentats terroristes et les mobilisations orchestrées par le haut à cette occasion n'ont pas réussi à créer cette ambiance de guerre civile qui semble souhaitée tant par les terroristes que par les conservateurs et les néoconservateurs influent sur les bords de la Seine.

Bref, on peut penser aujourd'hui que la France est arrivée au point où elle ne peut tout simplement plus poursuivre, à moins d'accepter de disparaître, dans la direction de la logique stérile et suicidaire qui a amené ses dirigeants à soutenir les politiques de destruction et de délitement dans l'arc des guerres et des terreurs qui s'étend des rivages de l'Atlantique jusqu'au cœur de l'Asie centrale en coupant en deux l'axe historique méditerranéen qui constitue la source de toute notre culture et de toute notre civilisation commune. ■

Notes

1. Voir < <http://www.strategicsinternational.com/index.php/fr/2-uncategorised/52-geostrategiques-n-44-syrie-irak-la-territorialisation-du-terrorisme> >
2. Par « arabo-musulman », nous n'entendons pas le concept réducteur que ce terme peut sous-entendre mais celui qui inclut à la fois les populations de tradition musulmane, chrétienne, juive utilisant la langue arabe pratiquée traditionnellement comme langue de « haute culture », seule ou dans le cadre d'un plurilinguisme, et les populations non arabophones liées, indépendamment de leurs choix idéologiques ou religieux, par leur histoire, à la culture musulmane ayant pour noyau d'origine la langue arabe et la prédication islamique.
3. Voir les tribunes parues dans *Le Figaro* et dans *Le Monde* à l'occasion du sommet de l'OTAN à Varsovie : < <http://www.lefigaro.fr/vox/monde/2016/07/07/31002-20160707ARTFIG00130-sommet-de-l-otan-a-varsovie-la-france-doit-preserver-son-independance.php> > et < http://www.lemonde.fr/idees/article/2016/07/07/a-l-otan-ne-rejouons-pas-la-guerre-froide_4965431_3232.html >
4. < <https://fr.sputniknews.com/france/201607081026515906-hollande-russie-partenaire-france-otan/> > ; < <http://www.capital.fr/a-la-une/actualites/hollande-prone-la-fermete-et-le-dialogue-avec-la-russie-1146267#> > ; < <https://fr.sputniknews.com/international/201607081026496250-allemande-russie-relation-schroederisme/> > ; < <http://www.lefigaro.fr/international/2016/07/07/01003-20160707ARTFIG00368-face-a-moscou-l-allemande-parle-deux-langues.php> >
5. < <http://www.la-croix.com/Monde/Paix-israelo-palestinienne-Valls-se-heurte-d-emblee-a-la-resistance-israelienne-2016-05-23-1300762138> > ; < <http://www.courrierinternational.com/article/israel-palestine-valls-ne-peut-rien-pour-la-paix> >
6. < http://sortirdelotan.fr/form/form_petition2.php > ; < <http://www.solidariteetprogres.org/actualites-001/pour-le-club-des-20-il-est-urgent.html> >
7. < <http://www.la-croix.com/Monde/Paix-israelo-palestinienne-Valls-se-heurte-d-emblee-a-la-resistance-israelienne-2016-05-23-1300762138> > ; < <http://www.courrierinternational.com/article/israel-palestine-valls-ne-peut-rien-pour-la-paix> >
8. < <http://www.lefigaro.fr/vox/monde/2016/07/07/31002-20160707ARTFIG00130-sommet-de-l-otan-a-varsovie-la-france-doit-preserver-son-independance.php> > et < http://www.lemonde.fr/idees/article/2016/07/07/a-l-otan-ne-rejouons-pas-la-guerre-froide_4965431_3232.html >
9. < <http://fr.euronews.com/2015/10/29/russie-vladimir-poutine-surfe-sur-des-records-de-popularite-sondage/> > ; < <http://www.slate.fr/story/115069/pourquoi-poutine-chiffres-favorables-sondages> > ; < <https://www.mediapart.fr/journal/international/100616/vladimir-poutine-taux-de-popularite-et-corruption?onglet=full> >
10. < <http://fr.reuters.com/article/idFRKBN0EN24I20140612> > ; < https://www.opinion-internationale.com/2014/05/22/amende-record-pour-bnp-paribas-les-etats-unis-veulent-eliminer-la-concurrence-en-iran_25788.html > ; < <http://www.kpmg.com/fr/fr/issuesandinsights/decryptages/pages/loi-antitrust-americaine-droit-europeen-de-la-concurrence-difference.aspx> >

11. < <http://www.lefigaro.fr/international/2010/11/25/01003-20101125ARTFIG00707-poutine-propose-une-zone-de-libre-echange-avec-l-europe.php> > ; < <http://www.medias-presse.info/un-grand-espace-de-libre-echange-de-lisbonne-a-vladivostok/5775> >
12. Howard Zin, *Une Histoire populaire des États-Unis de 1492 à nos jours*, Agone, 2003.

Jure Georges VUJIC

Géopoliticien et écrivain franco-croate



LE MOYEN-ORIENT ET LA GUERRE DES PARADIGMES GÉOPOLITIQUES : VERS UN *SONDERWEG* MOYEN-ORIENTAL ?

Depuis le XIX^e siècle, le Moyen-Orient est la cible privilégiée d'une succession de paradigmes culturels, religieux, mais aussi de paradigmes géopolitiques qui ont le plus souvent servi de légitimation d'un discours politique colonial et néo impérial euro-centriste dominateur. Chaque société se trouve, quelle que soit l'époque, dominée par une certaine façon de percevoir le monde ou une partie du monde, par un système de représentation, c'est-à-dire par un paradigme (en allemand : *Weltanschauung*).

En effet, l'expérience des paradigmes géo-constructivistes a montré le décalage entre théorie et pratique, entre l'« ordre géopolitique » même primitif en vigueur et la « géopolitique-discours » sophistiqué – par exemple des néo-conservateurs américains – qui fait dangereusement abstraction. De sorte que d'une part le Moyen-Orient connaît récemment une succession ravageuse d'axes géopolitiques, alors que d'autre part les administrations américaines traitent leurs propres démons.

Cela est d'autant important de reprendre cette démarche des paradigmes, avec l'expérience acquise, en raison de contenir et neutraliser la capacité destructrice de plus en plus massive et exploitée de l'État islamique, d'autre part en raison de l'impératif de penser l'« après-Califat », afin de reconstruire les conditions de vie et de paix normales pour des générations entières qui n'ont connu que la guerre traumatisante. Seule une démarche différenciée, transversale et profonde sera en mesure d'appréhender l'espace moyen-oriental.

DEPUIS LE XIX^E SIÈCLE, LE MOYEN-ORIENT FAIT L'OBJET d'une succession de paradigmes culturels, religieux, mais aussi de paradigmes géopolitiques qui ont le plus souvent servi de légitimation épistémologique et sémantique d'un discours politique colonial et néo impérial euro-centriste dominateur. Chaque société se trouve, quelle que soit l'époque, dominée par une certaine façon de percevoir le

monde, par un système de représentation, c'est-à-dire par un paradigme, (en allemand : *Weltanschauung*).

Le paradigme géopolitique a longtemps été conçu comme un système de représentation géopolitique, une vision du monde particulière souvent idéologique et réductionniste, destiné à imprégner et mobiliser les dispositifs humains et technico-opérateurs géopolitiques sur le terrain. Le paradigme géopolitique s'inscrit dès lors, dans une logique et une dynamique de conflictualité et de guerre de représentations comprise comme une guerre symbolique avec des ressorts immatériels (mental, inconscient, émotionnel) à la fois informationnelle et psychologique, qui précède et légitime les guerres militaires réelles. Depuis le 11-septembre et la guerre totale et globale annoncée contre le terrorisme, le Moyen-Orient a été le théâtre de prédilection d'expérimentations de nombreux paradigmes géopolitiques occidentalo-américains, qui peuvent se résumer à un géo constructivisme aventureux, contradictoire, palliatif et artificiel qui loin d'avoir stabilisé, structuré et organisé ce vaste et complexe espace hétérogène sur le plan religieux, social et politique, l'a davantage déstructuré, fragilisé et déstabilisé, et paradoxalement préparé un terrain propice à l'avènement d'un autre paradigme religieux islamiste de sanctuarisation avec la réactualisation du mythe du Grand Califat en tant que terre promise et refuge pour tous les musulmans, qui s'est substitué au paradigme pan-arabiste.

Incertitudes et ambiguïtés sémantiques : *Middle East, Near East, Levant*

Le Moyen-Orient a toujours été un espace géopolitique et stratégique « fort » longtemps convoité par les grandes puissances mondiales. Cela explique l'ambiguïté sémantique des nombreuses appellations constructivistes attribuées à cette macro-région du monde, ainsi que le conflit entre les représentations, l'imaginaire et les paradigmes successifs qui légitimèrent tour à tour les constructions et les déconstructions souvent brutales de cette région hétérogène et vulnérable. C'est ainsi que le Moyen-Orient dans sa signification anglo-saxonne de *Middle East* s'oppose au concept de Proche Orient de *Near East* qui désigne pour certains les Balkans et l'Empire ottoman mais peut aussi s'appliquer au Moyen-Orient¹. La délimitation territoriale de cette espace reste floue, fluide et mobile, commençant à l'Ouest par l'Égypte et s'étendant à l'Est jusqu'à l'Iran. Pour certains, cette région inclut au Nord la Turquie et au Sud le Yémen. Néanmoins ce qui reste encore valide de nos jours, c'est que le concept de Moyen-Orient est éminemment une conception géopolitique qui renvoie à des stratégies de « *containment* » et de reflux, d'équilibre des pouvoirs et « de pivot régional », ce qui explique que dès le XIX^e siècle, elle fut l'enjeu fondamental afin de lutter contre l'expansionnisme russe vers le sud.

La projection géostratégique américaine dans cette région apparaît déjà au début du XX^e siècle dans la doctrine militaire navale d'Alfred Mahan, qui emploie le mot *Middle-East* le premier dans un article de la *National Review* en 1902, lequel milite pour le développement d'une flotte permettant d'assurer la suprématie militaire américaine dans la région. Le Moyen-Orient est une région du monde importante en termes de jeu d'acteurs par un ensemble d'éléments dont certains sont les ressources. La géopolitique du pétrole explique très bien qu'à partir des années 1920, les grandes compagnies pétrolières émergent et prirent des intérêts économiques et politiques dans les régions du Moyen-Orient. L'actuelle déconstruction géopolitique et la fragmentation ethno-confessionnelle ou plutôt le triomphe du paradigme religieux islamiste avec l'État Islamique, ne peuvent se comprendre sans prendre en compte le jeu des rivalités et des enjeux stratégiques mondiaux générateurs de conflictualités importantes et permanentes. Ce concept du « Moyen-Orient » de nature géostratégique, s'oppose au concept de la Question d'Orient au sens d'une interrogation sur l'avenir de l'Orient.

De plus, il s'oppose au concept français de Pays du Levant – vision géographique et politique-on parle de protectorat civilisationnel catholique français – qui postule une continuité entre la géomorphologie du Liban, de la Syrie et de la Palestine. En effet ce concept de Moyen-Orient va s'implanter à partir des années 1920 et 1930 notamment à travers la constitution des grandes compagnies pétrolières et la consolidation de régimes politiques comme par exemple en Arabie Saoudite qui sont installés par les pays occidentaux. Les guerres sémantiques de représentations se traduiront par des démarches et des dispositifs différents de légitimation des politiques des grandes puissances dans la région : le concept anglo-saxon de Moyen-Orient se substituera (en se renforçant après la Seconde Guerre mondiale) progressivement à la politique Levantine résultant de la vision francophone du Levant qui ne survivra pas à la décolonisation. En effet lors de la Seconde guerre mondiale le Moyen-Orient devait soutenir l'effort de guerre et éviter qu'il se rallie aux puissances de l'Axe.

Le concept de Moyen-Orient constitue une vision non seulement géopolitique mais aussi géoéconomique et géo-énergétique occidentale, souvent pensée exclusivement en référence au conflit israélo-palestinien, qui servira au cours de l'histoire à la légitimation d'un découpage arbitraire des frontières (géopolitique des mandats) et des fonctions stratégiques dans cette région. En termes de perception, Le Moyen-Orient apparaît pour l'occident comme une zone chaotique mouvante, d'incertitude, une zone complexe qui exige la mise en place de systèmes de contrôle et de précaution. Il y a un double paradoxe de la position américaine dans les

années 1950 avec une doctrine qui d'un côté vise à appuyer la libération nationale des peuples, d'un autre côté, appuyer des révolutions en marche mais dont on ne connaît pas l'issue et se retournant souvent contre les américains et ses alliés, ce qui ressemble aujourd'hui au scénario contemporain dans le cas de l'État islamique² et des printemps arabes.

D'autre part, l'une des constantes de la géopolitique occidentale et américaine est l'ingérence dans les affaires locales au nom d'un impératif stratégique. Ainsi en raison de l'importance des ressources énergétiques, la position américaine cumulera la nécessité de maintenir des liens historiques et culturels avec les alliés européens traditionnels tels que l'Angleterre et la France et l'impératif d'intervention pour des raisons de gestion politique. Cette double position engage plusieurs stratégies possibles : la stratégie du *containment* : produire des alliances pour contrer le communisme, comme par exemple le Pacte de Bagdad de 1955 qui s'associe autour de la Grande-Bretagne, l'Iran, la Turquie, le Pakistan et l'Irak. Dont le but est de limiter l'avancée de l'influence communiste ; la stratégie de remplacement ou de substitution : se substituer à une ancienne puissance coloniale comme par exemple la Grande-Bretagne notamment en Arabie Saoudite, en Irak...

D'autre part, cette géopolitique à double volet se traduira sur le plan doctrinal et conceptuel par un discours politique néo impérial (fondé sur le binôme amis/enne-mis) et un géo constructivisme dont les principaux outils conceptuels et techniques opératoires seront soit alternativement réactualisés soit nouvellement concoctés et expérimentés sur le terrain tels que : *Bandwagoning State* - il s'agit d'une stratégie qui consiste à influencer et de « ramener l'État vers soi ». *Pivotal State* : c'est un État capable de structurer et de stabiliser une région. *Backlash States* : Cuba, Corée du Nord, Iran, Irak et Libye. Ce sont des États qui n'ont pas de dimension démocratique et qui ont un pouvoir de nuisance belliqueux. *Rogue States* : ce sont des États qui atteignent à la paix mondiale en recourant à un régime autoritaire, restreignent la liberté humaine et qui financeraient ou utiliserait le terrorisme comme un mode d'assurance de leur pouvoir³.

L'échec des paradigmes géo constructivistes

Les paradigmes géopolitiques américains successifs, se sont montrés inopérants dans la reconfiguration et la stabilisation du Moyen-Orient. En raison de leur nature spéculative, futuriste voir néo fondamentaliste, ils n'ont fait qu'exacerber les conflits éthno-confessionnels latents, la bipolarisation Islam/Occident, et ont provoqué des déséquilibres géopolitiques, démographiques et sociologiques profonds

dans la région. La conjonction de ces trois paradigmes eurocentristes a abouti à la mise en place de stratégies de domination qui ont eu pour corollaire le repli identitaire et la crispation fondamentaliste religieuse du monde musulman, qui se reconnaîtront à leur toujours dans le paradigme religieux de la sanctuarisation. En dépit de l'ampleur des divisions ethnico-confessionnelles, et de la fragmentation territoriale et politique de cette région, le temps n'est plus aux vastes projets englobants et uniformisateurs mais au contraire nécessite une approche différenciée, restructurante et stabilisatrice horizontale et verticale sur le plan macro-régional de cette espace, à travers une approche géoculturelle et multipolaire.

Le paradigme civilisationnel

C'est la thèse de Samuel Huntington, membre du Conseil de Sécurité nationale, auteur de plusieurs livres sur le politique, l'armement, la culture et la stratégie, et qui dans un article en 1993 *The Clash of Civilizations* soutient que le monde se divise en civilisations : occidentale, tao-confucéenne, Islamique, Hindoue, orthodoxe, latino-américaine. L'idée est de diviser le monde pour dominer proposant une stratégie impériale d'alliances. « La civilisation judéo-chrétienne » repose sur le principe de la stratégie impériale classique faite d'alliances. Selon lui, les cultures ne sont pas « mixables ». La seule modernité possible est occidentale caricaturant l'Islam et le présentant comme un danger. Le problème des *best-sellers* est que ce genre d'ouvrage diffuse des perceptions simplistes.

Le paradigme cognitif

Il s'agit de paradigmes qui se rapportent aux « guerres de l'information », et « guerres de la connaissance » (« la guerre de la troisième vague ») qui ont été étudiés et présentés par Alvin et Töffler, sociologues et futurologues et auteurs en 1970 du *Choc du futur* (« *Future Shock* »). Le concept religieux de « choc des civilisations » est écarté. Pour eux, la nature du conflit est entre des civilisations agraires, industrielles et informatiques. Le *leadership* ne peut être que fondé sur l'information au centre de toute guerre à venir. Information et connaissance vont de pair. Seul le maintien du monopole de la connaissance – non-partage et supériorité – permet de jouer sur l'information qui ne se partage donc pas⁴.

Le paradigme du chaos constructeur

L'un des modèles en genre du paradigme géo constructiviste est incarné par l'initiative du « Grand Moyen-Orient ». Ce projet provenant tout droit des

laboratoires néo-conservateurs de l'administration Bush, tentait d'appliquer à la région du Moyen-Orient, le nouveau concept idéologico-utopiste de la « nation building », à savoir la transposition paradigmatique (si besoin s'en faut, par la force) dans cette partie du monde des principes de démocratie et du libéralisme libre échangiste. Cette initiative se fondait alors sur un diagnostic décrété dans le rapport « Tendances globales 2015 », une étude prospective du conseil national américain du renseignement qui dressait un sombre tableau de la situation politico-économique dans la région : explosion démographique et « poussées de jeunesse » (« *Youth bulge* »), disproportion de réserves énergétiques, effet néfaste de la mondialisation, radicalisation des mouvements islamistes, fracture ethnique et culturelle.

Selon les mêmes protagonistes du dit rapport, seule une gouvernance nationale et internationale en tant que « pilote-conductrice » sous la botte américaine était en mesure de corriger les symptômes « pathogènes », socio-politiques et économiques, des pays de la région, par l'instauration d'une vaste zone de contrôle et de stabilité qui s'étendrait du Maroc au Pakistan. L'opération consistait à vendre un vaste projet géopolitique, afin d'instaurer un vaste marché libre échangiste et intégré dans la région, dont les grandes compagnies multinationales américaines seraient les principales bénéficiaires, en évinçant au passage les alliés traditionnels européens du monde arabe.

En fait, soucieux de contenir les poussées terroristes en Afrique, soit dans les pays du Maghreb, au Mali, au Niger, au Tchad, en Erythrée, en Ethiopie, etc., qui sont autant de bases arrières logistiques pour les réseaux terroristes transnationaux, Washington avait alors déployé des contingents militaires dans tous ces pays et entendait étendre la sous-traitance de la sécurité à tous les pays alliés. Ce concept avait été mis en pratique dans l'initiative « Pan Sahel » dont l'objet était de fournir entraînement et équipement à quatre pays (Mali, Mauritanie, Tchad, Niger). Ce nouveau dispositif qui s'étendait à l'Algérie permettait de sécuriser les routes pétrolières qui vont de la Méditerranée orientale, de la Mer Rouge au Golfe de Guinée (région stratégique pour les États-unis, compte tenu des importantes ressources), donc à la façade ouest de l'Afrique, dont le pétrole devrait couvrir dans les dix prochaines années de 15 % à 25 % de la consommation américaine et remplacer en partie les approvisionnements du Golfe Persique. Sur un plan militaire, le projet d'un « Otan-sud » avaient pour but d'aller au-delà de l'opération « *Active Endeavor* », de surveillance aérienne et maritime initiée après les attentats du 11 septembre, et appliquée à l'Est de la Méditerranée et autour de Gibraltar (« *Strog* » et « *TFE* »), et tente d'établir une coopération militaire et politique plus étroite avec l'Algérie, l'Égypte, la Jordanie, Israël, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie.

Le continent africain deviendrait, en application d'une nouvelle doctrine Monroe renouvelée, une chasse gardée et un réservoir énergétique servant les intérêts américains dans la région. En même temps, et c'est là un danger mortel pour l'Europe, les États-Unis, par pays arabes et musulmans interposés, parachèverait l'encerclement de l'Europe et de la Russie, les condamnant toutes deux à l'asphyxie et à l'implosion dans les décennies sinon le siècle à venir.

En 2005, alors que les opérations militaires en Iraq étaient en cours depuis deux ans, le Secrétaire d'état américaine Condolezza Rice parlait d'adopter une stratégie de « chaos constructif » dans le cadre d'une refonte du « grand Moyen-Orient ». Une décennie plus tard, la vision géopolitique états-unisienne a produit une désintégration du tissu économique-social des états de la région avec la crise migratoire en toile de fonds⁵. D'autre part, la stratégie américaine du Grand Moyen-Orient avait consisté à déstabiliser la région par la création des conditions politiques et sécuritaires de nature à exacerber les tensions ethniques et confessionnelles.

Cette stratégie du « chaos constructif » chère aux néo conservateurs lui permet d'assurer, non seulement une hégémonie sans partage sur la sécurité de ses approvisionnements énergétiques, mais aussi de faire tourner sans discontinuer la machine de l'industrie de guerre au détriment des peuples visés. Le but ultime est d'affaiblir le mouvement de résistance contre l'occupation étrangère par la stratégie « diviser pour régner » afin de servir les intérêts des États-Unis, d'Israël et de la Grande-Bretagne dans la région.⁶ « Le projet du « Nouveau Moyen-Orient » a été présenté publiquement par Washington dans l'espoir de faire du Liban le point sensible servant à réaligner l'ensemble du Moyen-Orient et à libérer les forces de pression du « chaos constructif ».

Le redécoupage et la partition du Moyen-Orient depuis les rives de la Méditerranée orientale du Liban et de la Syrie à l'Anatolie (Asie Mineure), de l'Arabie, du golfe Persique et du plateau iranien répondait aux grands objectifs économiques, stratégiques et militaires relevant d'un long plan du Royaume Uni, des États-Unis et d'Israël dans la région. Entre-temps, une guerre de représentation informationnelle devait influencer l'opinion publique dans le sens d'une confrontation entre chiïtes et sunnites qui est en jeu.⁷ »

Le paradigme de la modernité tardive (néo-impérialisme libéral)

Ce paradigme résulte de la thèse émise par Robert Cooper⁸ que le monde serait divisé en États pré-modernes, modernes et modernes tardifs.

La classification « moderne » désigne les États selon l'entendement classique que nous en avons. Ils sont les moins nombreux désormais, laisse entendre Cooper, et en voie de disparition. Les deux autres catégories sont les plus intéressantes ; elles sont en pleine évolution et répondent à une nouvelle situation.

Les États pré-modernes sont des pays qui ont subi une évolution décisive et souvent brutale (décolonisation, déssoviétisation) dans lesquels triomphent des forces incontrôlées, illégales, totalement déstructurantes (banditisme, mafias, trafics divers, tribalisme, etc.). Ces pays tendent d'ailleurs à perdre leurs attributs géographiques en plus de leur souveraineté, les frontières deviennent incertaines, elles sont incontrôlées, etc.

Les États modernes tardifs représentent le modèle, selon Cooper, de l'adaptation réussie aux nouvelles conditions de la civilisation. Ils ont écarté toute possibilité de conquête et d'agression violente entre eux. Ils ont accepté des règles, voire des lois communes. Ils acceptent l'existence de nombreuses institutions internationales. Ils ont transféré une partie de leur souveraineté à ces institutions qui les lient entre eux.

Ce paradigme de la modernité tardive qui vante les mérites du sacrosaint modèle libéral de la démocratie de marché triomphante, constitue le modèle auquel devraient tendre tous les états pré-modernes, par adhésion volontaire ou par force, et constituerait une sorte de néo impérialisme libéral, un « retour au colonialisme ». Il va de soi que le monde musulman et le Moyen-Orient font partie intégrante de cette zone chaotique prémoderne qu'il convient de « pacifier » si besoin est en recourant à l'interventionnisme humanitaire ou militaire. Néanmoins, ce paradigme a été depuis les aventures belliqueuse des Balkans à l'Afghanistan, remis en cause par les faits eux-mêmes et se sont soldés par un échec sur le terrain car incapable d'instaurer un ordre cohérent et acceptable par tous les parties.

Le paradigme du marché intégrateur

C'est la thèse d'Anthony Lake, universitaire à la John Hopkins University, conseiller à la sécurité nationale du président Clinton. Il est le promoteur de la notion de « enlargement », qui fabrique une ouverture par une économie de marché. À partir du moment où on ouvre les États à une économie de marché, l'idée est qu'on va aboutir à une libéralisation politique qui va créer un grand marché mondial et instaurer une paix mondiale⁹. Il ne s'agit plus de contenir l'ennemi ou ses alliés mais au contraire de produire de l'enlargement par une économie de marché elle-même ouverte – et qui s'oppose à la *command economy* –. « Enlargement » soit

élargissement par l'économie vise par effet de ricochet un enlargement politique soit l'ouverture de régimes considérés comme bloqués et dirigistes et anti-démocratiques.

Le nouveau monde globalisé s'articule avec la consolidation du noyau dur des démocraties de marché : États-Unis, Canada, Japon et Europe ; la consolidation des « nouvelles démocraties » : Amérique latine, Afrique du Sud, Nigeria. Les États contre la démocratie et l'économie de marché mais aussi les États fondés sur des régimes militaires et ou la religion font partie de la « zone barbare » en marge du monde des démocraties de marché¹⁰.

D'autre part, Alain Joxe¹¹ appréhende la géopolitique américaine à partir de 1993 en termes de « stocks de représentations impériales » qui peut être rapportée aux figures suivantes :

- la structure autistique : il n'y a plus d'interaction à rechercher avec l'autre et il n'y a pas de compréhension du monde ;
- le *leadership* des États-Unis est réaffirmé ;
- la recherche d'un principe d'intervention expéditionnaire minimaliste. On ne va plus s'investir sur des champs bancals.

Le paradigme religieux victimaire du regroupement pan-musulman

Les sociétés du Moyen-Orient ont connu comme les autres une évolution majeure entre le début du XX^e siècle et l'orée du XXI^e siècle, avec un changement de paradigme, puisqu'elles sont passées d'un paradigme panarabe à un paradigme religieux, même si le second n'efface pas entièrement le premier¹². Il convient de rappeler que le paradigme religieux prend donc aussi de l'importance non seulement au Moyen-Orient et dans le monde arabe mais aussi en Israël dans la mesure où la sanctuarisation s'accompagne d'une coupure avec les populations voisines.

Il en résulte, par exemple, la progression de l'idée consistant à essayer d'exclure les populations arabes de la citoyenneté israélienne dans le cadre d'un échange éventuel de territoires. Cette sanctuarisation israélienne accentue la fermeture, non seulement physique, mais aussi intellectuelle, des Territoires palestiniens, favorisant indirectement le paradigme religieux qui peut, d'une part, théoriser sur des arguments religieux la situation des Palestiniens et, d'autre part, argumenter d'un djihad pour violer le sanctuaire voisin. Un autre élément ouvre un champ élargi au paradigme religieux dominant : le fait que le Moyen-Orient se trouve moins

diversifié qu'auparavant avec l'émigration constante de minorités religieuses non musulmanes. L'accentuation de l'homogénéisation religieuse, c'est-à-dire la promotion d'une géographie religieuse uniconfessionnelle, fondée sur l'affirmation que certains territoires sont terres exclusivement musulmanes par nature, est fréquente au Moyen-Orient. Au début du XX^e siècle, il a été observé sur les territoires de la Turquie naissante, avec le génocide arménien, puis avec les déplacements de populations actés par le traité de Lausanne.

Après le non-respect du traité de Lausanne, prévoyant certains cas de liberté religieuse, la poursuite d'une sorte de purification religieuse par diverses mesures a conduit à l'émigration presque totale des populations non musulmanes vivant en Turquie, faisant de ce pays un des États les plus uniconfessionnels au monde. Finalement, la substitution, au Moyen-Orient, entre le début du XX^e siècle et celui du XXI^e siècle, du paradigme religieux au paradigme panarabe peut se résumer par une seule expression médiatique, lorsque des journalistes parlent du conflit du Proche-Orient comme un conflit judéo-musulman, alors qu'auparavant il était désigné comme israélo-arabe. Ce succès du paradigme religieux résulte notamment de la frustration d'une population prise entre, d'une part, une pauvreté qui ne diminue guère et des dirigeants souvent jugés corrompus et, d'autre part, des récriminations d'Arabes qui se sentent humiliés au Proche-Orient par le traitement de la question palestinienne. La montée du paradigme religieux implique de considérer le Moyen-Orient tel qu'il est, ce qui est évidemment fort difficile du point de vue d'une Europe fortement sécularisée. Pourtant, qu'il soit devenu religieux est un fait, même si le discours religieux n'hésite pas à recourir à la rhétorique de l'arabisme lorsqu'il le juge profitable. Mais la vraie question pour l'avenir n'est pas seulement de savoir quel est l'adjectif qualifiant le paradigme dominant au Moyen-Orient. Elle est de savoir comment le paradigme moyen-oriental pourrait aussi se nourrir d'un paradigme de paix et de développement. De la réponse à cette interrogation, qui reste entière, dépendra ce que sera le monde de demain.

L'idée d'un sanctuaire transnational pour tous les musulmans de la région du Moyen-Orient, victime des politiques impérialistes et coloniales successives ne date pas d'hier et est à l'œuvre dans l'esprit des partisans d'un Califat. Ainsi la grande « Nation arabe », que Nasser entendait constituer autour de lui depuis le Maroc jusqu'au Levant baasiste, entendait supprimer les anciennes frontières tout comme le voulurent, par le passé, les grands conquérants musulmans successifs qui se donnèrent pour ambition l'instauration ou la restauration du pouvoir califal, les Ottomans, de 1525 à 1923, en représentant le dernier avatar.

Al-Qaïda et son successeur Daesh ne parlent plus jamais d'« Arabes » mais de « Musulmans », dont ils feignent de considérer que l'appartenance religieuse vaut pour une appartenance nationale supérieure. Mais de l'autre côté, de nouvelles constructions, qui évoquent furieusement les grandes nations européennes émergentes au XIX^e siècle, s'affirment sans ambages. La première d'entre elles, l'Égypte, bataille déjà sur ses frontières, en Cyrénaïque libyenne, contre les islamistes, au Sinaï et à Gaza contre ce dernier bastion des Frères musulmans alliés plus au sud à une véritable anarchie bédouine et, bientôt inévitablement, au Soudan pour sauver ce pays frère de l'Égypte d'une destruction plus grande encore que la sécession qu'il a déjà subie. À l'Ouest de cette construction centrée sur le Nil et Le Caire, le Maghreb prépare sans doute une convergence et une concertation que facilitent évidemment l'éclipse du courant islamiste et la réaffirmation d'un occidentalisme moderne lié, grâce à l'influence française, à la notion encore nouvelle de démocratie constitutionnelle. Au nord enfin, l'Iran, au nom d'une identité surtout religieuse, aura conquis, fut-ce au prix d'un vaste choc opératoire qui s'appelle Daesh, en Syrie et en Irak un vaste ensemble de provinces associées qui lui assurent un débouché sur la Méditerranée.

Il restera alors à une Turquie décillée de ses illusions islamo-ottomanes de s'arroger l'hégémonie politique sur tous les sunnites modérés d'école hanafite de la Syrie et de l'Irak. Cela passera nécessairement, pour équilibrer la nouvelle puissance iranienne, par une réconciliation spectaculaire et laïque avec les nouveaux Kurdes, ce qui implique, en Turquie même, par la reconnaissance institutionnelle de la minorité kurde (plus de 20 % de la population du pays). À un moment donné, cette multiplication pacifique d'allégeances contradictoires devra impliquer la naissance d'un « couple turco-iranien » dont l'ampleur géographique inclurait sans doute l'Azerbaïdjan post soviétique et toute l'Asie centrale – Afghanistan compris. Cette véritable super puissance en gestation ne ferait que concrétiser pour notre nouveau siècle la remarquable stabilité d'un couple de civilisations turco-iranien qui n'aura jamais disparu, avec ses identités remarquables : 20 % d'Alevites chiïtes en Turquie, 20 % de sunnites en Iran, un quart de la population turque formée de Kurdes iranophones et près d'un tiers de la population iranienne de langue turque -azérie- jusqu'au cœur du pays à Téhéran.

Le paradigme de la Balkanisation du Moyen-Orient

Ce paradigme serait la conséquence directe de l'interventionnisme militaire américano-occidental dans la région en Lybie, Irak et Syrie.

Le conflit actuel en Syrie a profondément fragmenté le pays de sorte qu'il est difficile d'imaginer que ces lignes de fracture puissent un jour s'estomper. Il en va de même avec l'Irak qui est aujourd'hui divisé en trois zones, ce qui n'exclut pas d'ailleurs de nouvelles scissions avec l'émergence de pseudo-territoires autonomes. Ce risque touche aussi le Liban qui très divisé d'un point de vue confessionnel. Au sein de chacun de ces États, les scissions sont certes confessionnelles mais aussi claniques : une même confession religieuse est parcourue localement par des oppositions de clans, ce qui affaiblit à terme le rôle de l'État central.

La balkanisation éthno-confessionnelle, tribale et régionale est à craindre au Liban, en Irak, au Yémen. Ces pays ont échoué à mettre en place une véritable intégration nationale ; la séparation de communautés religieuses et/ou ethniques ne parvenant plus à s'entendre autour d'un projet politique commun (un État-nation, un régime, voire une identité) serait à terme une solution bénéfique à tous, selon les tenants américains du vieil adage « diviser pour régner ». Le Liban en est l'illustration : un regain de tensions est apparu depuis que le Hezbollah est entré en Syrie pour combattre aux côtés du régime en juin 2013. D'un point de vue politique, le Liban est tiraillé entre l'alliance parlementaire du 8 mars favorable à l'intervention en Syrie, à laquelle appartient le Hezbollah et ses alliés (notamment les chrétiens du général Michel Aoun), et celle du 14 mars, qui regroupe notamment le Courant du Futur de Saad Hariri (le fils de Rafiq Hariri), les Forces Libanaises chrétiennes (Samir Geagea) et les Phalanges (famille Gemayel), plutôt isolationnistes en ce qui concerne la politique extérieure du Liban au Moyen-Orient.

L'Irak est également touché par le conflit syrien : depuis la chute de Saddam Hussein en 2003, l'État central irakien n'a cessé de s'affaiblir au point que l'on évoque désormais la dislocation du pays. D'autre part, il n'est pas à exclure dans le cadre de la reconfiguration régionale, des projets d'intégration régionale *des quatre mers*¹³. La veille du soulèvement syrien, le régime de Damas cherchait de nouveau à diversifier ses alliances au Moyen-Orient. On peut certes douter, au vu de la situation actuelle, de la viabilité de ces alliances dont certaines ont de fait déjà été rompues (comme avec la Turquie et le Qatar), mais ce bref tour d'horizon rétrospectif fait clairement apparaître ce qui constituait encore il y a peu une véritable stratégie de désenclavement de la part de la diplomatie syrienne. Sous la pression des milieux d'affaire turcs (notamment dans le secteur industriel du textile), la signature en 2005 d'un accord de libre-échange (entré en vigueur en janvier 2007) entre Damas et Ankara a entraîné une diminution considérable des droits de douane entre les deux États, renforçant ainsi les échanges économiques.

Vers un paradigme multipolaire moyen-oriental ?

Le Moyen-Orient, pourrait être à long terme le centre d'une reconfiguration macro-régionale multipolaire. En effet les puissances régionales, au cours de l'histoire, ont toujours été particulièrement impliquées dans cette zone de conflit située entre le Proche et le Moyen-Orient. Cette région dont le découpage des frontières remonte aux accords de Sykes-Picot, déstabilisée depuis toujours, est en proie à un affrontement entre puissances régionales et internationales qui rend l'issue d'un conflit syrien par exemple très difficile. En effet, si l'on fait abstraction du fait que l'entité nommée État islamique (EI) a été le fruit d'un jeu très dangereux entre les monarchies sunnites et wahhabites du Golfe persique, d'un côté, l'Iran et leurs alliés, et du géo constructivisme américain dans la région, de nombreux pays jouent aujourd'hui un rôle actif dans la résolution du conflit, ce qui fait de cette région un véritable laboratoire de ce qu'est la multilatéralité à l'échelle régionale et au-delà – au niveau international.

Néanmoins l'impératif de faire un front commun face à l'EI ne doit pas faire oublier les erreurs stratégiques commises par tous les acteurs, dans la région. La polarisation radicale confessionnelle dans la région vu le jour sous l'influence de groupes djihadistes financés par les pays du Golfe eux-mêmes alliés traditionnels des États Unis. Cette situation est très largement entretenue par l'Iran qui y voit une opportunité de revenir comme un acteur majeur sur la scène internationale et de régler son dossier nucléaire. Le discours devant l'Assemblée générale des Nations unies du Président Hassan Rohan, le 25 septembre 2014, est la preuve la plus récente de ce retour en puissance de l'Iran. La Turquie, menant une politique régionale équivoque, a laissé passer des combattants vers la Syrie et a participé à la prise de la ville de Kassis par le front Al Nosra et l'Armée de l'Islam le 21 mars 2014, et membre de l'OTAN, son rôle est aujourd'hui plus que flou face au soutien que les Occidentaux fournissent aux Kurdes en lutte contre l'EI, alors que l'achat de leur pétrole qui transite par son territoire semble encore ininterrompu. La Russie, depuis son intervention en Syrie, s'est transformée en puissance de « re-positionnement » multipolaire, et de « re-équilibre régional », voyant aussi une opportunité dans son soutien sans faille à la Syrie de Assad pour tenter de réduire une pression, surtout européenne, sur elle en Europe centrale.

Si la multipolarité doit prendre forme au Moyen-Orient, alors c'est dans cette région, avec certainement la formation d'un axe chiite allant de Beyrouth à Damas, Bagdad et jusqu'à Téhéran, partageant un monde sunnite entre le sud et le nord de cet axe. Les États-Unis, qui ont été pris de court par l'intervention russe en Syrie

contre l'EI, perdent leur position de *leadership* mondial et de puissance organisatrice dans la région du Moyen-Orient. Néanmoins, ils tenteront de jouer un rôle fondamental surtout après la normalisation des relations avec l'Iran, dans la reconfiguration géopolitique et géoénergétique de cette région dont 90 % des exportations de pétrole seront destinées aux pays asiatiques en 2035. Les États Unis tenteront de tirer profit de cette nouvelle donne multipolaire, moins leurs propres approvisionnements qu'ils tentent d'assurer, mais au contraire une volonté de contrôler ceux de leurs créanciers européens et asiatiques qu'ils recherchent au travers d'un retournement du rapport de forces en Syrie et au-delà.

Le rééquilibrage de la position politique française au Proche-Orient

La France dont la présence culturelle et géopolitique au Moyen-Orient reste aujourd'hui indéniable, pourrait jouer (à condition de redéfinir ses orientations géopolitiques dans un sens multipolaire et indépendant des intérêts géostratégiques atlantistes), un rôle de premier plan dans la reconfiguration multipolaire de ce vaste ensemble régional, mais seulement en renouant avec sa politique arabe traditionnelle fondée sur le principe de respect de souveraineté des peuples et le principe d'équilibre proche-oriental chère au général De Gaulle. Rappelons que ce dernier avait déclaré le 19 février 1969 lors d'un déplacement en Arabie Saoudite, que « l'équilibre au Proche-Orient est nécessaire pour l'humanité ».

En réalité, la politique arabe du général de Gaulle ne se sépare d'aucune manière de l'ensemble de la politique étrangère, telle la reconnaissance de la Chine ou le rapprochement avec la Russie. Le repositionnement russe au Moyen-Orient et en Syrie exprime, de manière globale, sa méfiance face à ces « révolutions » instrumentalisées, selon elle, par des forces extérieures. La Syrie, qui abrite une base russe, est son dernier bastion dans la région, perçu comme un verrou sécuritaire stabilisateur des tensions frontalières.

Dans la vision russe, les instabilités arabes constituent une menace, déclinée en deux temps. Dans un premier temps elles expriment un recul sensible de la Russie sur l'échiquier arabe. Dans un second temps, Moscou redoute une contagion révolutionnaire dans son espace politique intérieur (Caucase, Oural) et extérieur (Asie centrale), où la population musulmane est courtisée par l'idéologie émancipatrice de l'Islam radical¹⁴. D'autre part, la stratégie moyen-orientale russe est inséparable de la stratégie eurasiatique continentale russe qui vise à renforcer l'axe eurasiatique pour contrebalancer l'hégémonie de la gouvernance mondiale néo-libérale de l'axe américain. En effet la Russie prône une approche plus équilibrée au Moyen-Orient,

notamment en Syrie, pour éviter la déstabilisation de la région et de cette manière empêche une contagion islamiste sur sa périphérie caucasienne et eurasiennne.

Puissance axiale occidentale et puissances multipolaires acéphales

Comme l'a démontré N.S. Eisenstadt, avec l'avènement des Lumières en Occident, les systèmes traditionnels de pensée axiale¹⁵, *A Sociological Approach to Comparative Civilisations: the Development and Directions of a Research Program*, Jérusalem, *The Harry S. Truman Research Institute for the Advancement of Peace* ont laissé progressivement la place à des idéologies (sous la forme souvent de religions séculières) détachées des dogmes théologiques ou des systèmes, le monde a cru un temps que la foi en un progrès continu et le rationalité triomphante allaient s'imposer partout comme la valeur universelle fondamentale et que ces mêmes valeurs allaient être reconnues et intégrées par les sociétés acéphales récalcitrantes. Néanmoins, cette parousie axiale de l'histoire ne se produira en dépit même des paradigmes « endistes » sur la fin de l'histoire avec le triomphe planétaire de la démocratie de marché, (Fukuyama) suite à la chute du communisme. Le processus d'unification planétaire sous l'égide des valeurs occidentales du marché, du progrès, de l'individualisme promue en sotériologie séculière échouera et sera remis en cause notamment par une recrudescence de la quête et du repli identitaire et le succès des fondamentalismes religieux.

D'autre part, la révolution des télécommunications a eu d'autres conséquences : elle a substitué au tandem cultures populaires/cultures élitaires des sociétés d'hier un tandem cultures de masse/cultures techniques et savantes dont les traits géographiques ne sont pas les mêmes. Les cultures cessent de se transmettre localement et de trouver une partie de leur justification dans les lieux où elles ont muri. La disparition des cultures populaires aggrave ainsi la crise identitaire, en forçant tous ceux qui se contentaient de vivre comme leurs parents à repenser ce qu'ils sont. La géographie culturelle du monde qui se restructure sous nos yeux se marque par deux autres traits fondamentaux. Elle mobilise des systèmes de valeur largement renouvelés, par suite de l'effondrement des idéologies de progrès et des philosophies de l'Histoire : le succès des mouvements localisés et régionalistes en Europe occidentale, des passions nationalistes en Europe de l'Est, la montée des fondamentalismes dans le monde islamique, en Israël, aux Indes ou dans certaines communautés chrétiennes, la mode des philosophies orientales aux États-Unis, la multiplication des sectes dans l'ensemble du monde chrétien et en Amérique, la transformation de l'écologie en idéologie de la nature dans les pays industrialisés,

tout ceci confirme l'ampleur des mutations en cours et le renouvellement profond qui en résulte (Treballs de la Societat Catalana de Geografia - Núm. 50 - Vol. XV, Paul Claval, *Les aires culturelles hier et aujourd'hui*).

L'ironie de l'histoire contemporaine voudra que les civilisations naguère axiales et holistes d'hier tels que l'Islam, la Chrétienté et l'Orthodoxie avec des systèmes de pensée traditionnels sont aujourd'hui devenues dans une multipolarité croissante des puissances acéphales qui s'opposent de plus en plus à une civilisation occidental-américaine matérialiste et individualiste post-axiale, qui s'évertue d'imposer par le biais du paradigme de marché global unique, une uniformisation accrue et oppressante des valeurs, des modes de vie et pensée fondées exclusivement sur la raison utilitaire, l'individualisme, et le bien-être matériel, ainsi que la foi dans un progrès continu. Cette approche géoculturelle a le mérite de penser et d'appréhender l'espace Moyen-Orient en tant que non seulement espace géopolitique conflictuel mais aussi en tant que « voie particulière », une sorte de « *sonderweg* » islamique qui dans sa composante perse-chiite et arabe-sunnite, s'articule encore autour de référents culturels et civilisationnels pré-modernes traditionnels holistes mais culturellement polycentrique et qui ne doit pas automatiquement s'aligner sur « la voie générale et uniformisatrice » et monoculturelle de la démocratie de marché occidentale.

Il est à noter qu'en Occident aussi en tant qu'expression du repli identitaire et sécuritaire surtout après les attentats parisiens de l'EI, est en vogue un courant de pensée de retour vers un « *sonderweg* européen et chrétien » comme le note le philosophe coréen Byung-Chul Han¹⁶, dans le cadre d'un mouvement qui oppose l'Occident chrétien à l'islamisme, voir par amalgame à l'islam, dans un processus d'« extériorisation de la peur ». Liée au romantisme allemand, idéalisant le Moyen Âge chrétien, la théorie du *Sonderweg* prône une « voie particulière » pour l'Europe, car depuis le Moyen Âge, la sécularisation et l'éloignement de la religion chrétienne auraient conduit l'Europe dans les abîmes de la modernité. Ce discours contre la modernité, s'opposant aux démocraties libérales et revendiquant une société aux fondements antérieurs à l'Europe moderne d'une certaine manière rejoint paradoxalement le discours intégriste musulman.

Approche géoculturelle: penser le Moyen-Orient en termes de vie et de paix

Il convient de rappeler que l'espace Moyen-Orient est avant tout ensemble spatial – que l'on ne peut réduire au seul critère religieux, car il recoupe diverses

aires géoculturelles et inclut de nombreuses ethnies. Et tout comme l'islam en tant que catégorie religieuse et culturelle plurielle, Le monde musulman du Moyen-Orient ne correspond pas à un système géopolitique unitaire et, c'est la raison pour laquelle qu'il convient pour mieux comprendre les évolutions de cet espace en appliquant des différents niveaux d'analyse à la fois diachroniques et synchroniques. Du point de vue symbolique et de l'imaginaire collectif musulman, le Moyen-Orient constitue le centre théologique, historique et géographique du monde musulman, – mais aussi carrefour stratégique écartelé entre des rivalités de puissance. Dans une perspective strictement géopolitique multipolaire, il n'y pas d'État-piémont-pivot qui serait aujourd'hui en mesure d'unifier les divers acteurs de cette zone et de former un ensemble géopolitique à peu près unifié. Pourtant en termes de « *pluri-verzum* » géoculturel et géopolitique, le Moyen-Orient pourrait devenir le centre d'une reconfiguration multipolaire régionale et internationale complexe.

Les crises géopolitiques entre, d'une part la Syrie et l'Iran, d'autre part les États occidentaux et leurs alliés régionaux constituent le cadre structurel du paysage moyen-oriental à la veille du soulèvement syrien au printemps 2011. En l'espace de moins de dix ans, le régime syrien a été tour à tour isolé sur la scène internationale (2005), réintroduit en grandes pompes en 2008, puis de nouveau isolé à partir de l'été 2011. L'internationalisation constitue une des principales caractéristiques de cette crise. Les interférences sont multiples, leurs impacts aussi, à différents niveaux. Derrière les belligérants qui s'affrontent en première ligne sur le terrain syrien se jouent des rapports de force déjà anciens.

En outre, la cristallisation de ce rapport de forces régional et international dans la situation politique interne du Liban est devenue particulièrement apparente dans les années qui ont suivi l'assassinat du premier ministre Rafic Hariri en 2005. C'est l'évolution générale de ce même rapport de forces qui a conduit à une nouvelle stratégie syrienne de désenclavement, laquelle s'illustrait encore à la veille de la crise actuelle par une diplomatie réactive et la recherche de nouvelles alliances régionales.

Dans le cadre de cette recomposition identitaire et géopolitique, à l'opposé de l'ensemble des paradigmes géo-constructivistes qui se sont montrés inopérants et destructeurs, une approche géoculturelle du monde Moyen-oriental paraît être la mieux adaptée afin d'appréhender ce vaste ensemble, ethniquement, historiquement et culturellement hétéroclite. Car si les paradigmes géopolitiques constructivistes ont toujours recherché les moyens d'établir un « hégémon » quelque peu durable et vulnérable afin de contrôler les ressources énergétiques de cet espace, l'approche géoculturelle et multipolaire tend au contraire d'analyser les phénomènes

géopolitiques dans le cadre des « temps longs » et à travers de la capacité des civilisations et en l'occurrence la civilisation occidentale à « transmettre la vie ».

En effet, l'expérience des paradigmes géo-constructivistes a montré le décalage entre théorie et pratique, entre la distinction faite par Agnew et Corbridge de l'« ordre géopolitique » et de la « géopolitique-discours ». La géopolitique-discours des Américains, qui combine des éléments de géopolitique civilisationnelle et de développement (mission civilisatrice et propagation des valeurs de la démocratie et des non-valeurs du néolibéralisme), laquelle constitue leur interprétation utopique de l'organisation hiérarchique de l'espace de la dite région, s'opposera dans la pratique à l'instauration viable et juste d'un ordre géopolitique dans cette même région. Ce géo-constructivisme occidental fait dangereusement abstraction, du reste comme tous les constructivismes idéologiques, des pesanteurs de la géographie, de l'enracinement des histoires comme continuités, concrétudes et dynamiques dialectales inhérentes à tous les peuples, du pluralisme culturel et ethno-religieux, puissants vecteurs irrationnels de la conflictualité, ainsi que des différents axes géopolitiques en présence : Israël/Turquie, Syrie/Irak/Iran, qui constitueront autant d'obstacles à l'édification d'un moloch « unificateur » pseudo-géopolitique, aux allures « pharaoniques », qui, à la lumière des réactions négatives et l'hostilité virulente du monde arabe, semble succomber à la prédestination d'un projet mort-né.

Cela est d'autant important de réintroduire cette démarche en raison de la capacité destructrice et massive de l'État islamique, d'autre part en raison de l'impératif de penser l'« après-Califat », et de reconstruire les conditions de vie et de paix normales pour des générations entières qui n'ont connu que la guerre. Seule une démarche différenciée, transversale et profonde sera en mesure d'appréhender l'espace Moyen-Orientale à travers les rapports identitaires, sociétales et mémoriels qui prennent en compte pas uniquement l'économie et les ressources mais aussi l'ethnicité, le temps, la religion, la perception collective, la nation et le rôle de la géographie naturelle dans son rapport aux populations. Bien sur le poids de l'économie sera décisif dans la reconstruction et la consolidation des conditions de vie sociale, mais l'élément intégrateur et stabilisateur et restructurant qui fait défaut aujourd'hui reste encore de nature purement existentiels », à savoir « la capacité des civilisations islamiques sur cet espace de perpétuer la vie »¹⁷. ■

Bibliographie

- « article Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung, 18. Januar 2014, Byung-Chul Han: „Zuhören! Pegida ist kein politischer Protest, sondern ein Angstsymptom »
- N. S. Eisenstadt (1982). « The axial age: the emergence of transcendental visions and the rise of clerics » . A: *European Journal of Sociology*, vol 23, n° 2, p. 294-314. (1986)
- Jean Geronimo, « La Pensée stratégique russe, Guerre tiède sur l'échiquier eurasien », Broche, Paris, 2011
- Yoav Stern, « Syria's Four Seas strategy », *Syria Comment*, le 22 octobre 2009
- Anthony Lake, *Confronting Backlash States*, 1994
- Alain Joxe, Alain, « L'empire Du Chaos: Les Républiques Face à La Domination Américaine », *L'après-guerre Froide*, Paris, La Découverte, 2004
- Gérard-François Dumont, « Le changement de paradigme au Moyen-Orient », <http://www.diploweb.com/forum/dumontmo07112.htm>
- Thomas Flichy de La Neuville (dir.) et Olivier Hanne (dir.), *Guerres à l'horizon*, Lavauzelle Graphic, 2014)
- Olivier Hanne, « État islamique en Irak et en Syrie : pour le combattre, il faut comprendre sa mentalité », *Le Nouvel Observateur, le Plus*, 25 août 2014
- Olivier Hanne et Thomas Flichy de La Neuville, « État islamique : le monde va voir naître une étatisation du djihadisme », *Le Nouvel Observateur, le Plus*, 31 août 2014
- Michel Chossudovsky, *The Engineered Destruction and Political Fragmentation of Iraq. Towards the Creation of a US Sponsored Islamist Caliphate*, 14 juin 2014
- Robert Cooper, *La fracture des nations. Ordre et chaos au XXI^e siècle*, Editions Denoel, Paris, 2004
- Imran Khan, « The Iraq war: the root of Europe's refugee crisis », *Aljazeera*, 09.09.2015
- Mahdi Darius Nazemroaya. *Plans for Redrawing the Middle East: The Project for a "New Middle East"*, 18 novembre 2006 ; en français : *Le projet d'un "nouveau Moyen-Orient"*, publié le 11 décembre 2006
- Guillemette Crouzet, « Les Britanniques et l'invention du Moyen-Orient : essai sur des géographies plurielles », *Esprit*, 2016, n° 5, p. 31-46, en ligne sur Cairn ; Bernard Gueynard, « *Near East* ou *Middle East* : histoire d'une terminologie », *Outre-Terre*, n° 3, 2005/4
- Quincy Wright (1890-1980), *A Study of War*, 1942, Kenneth Waltz, *Theory of International Politics*, 1979, Robert S. Chase, Emily Hill, and Paul M. Kennedy, *The Pivotal State*, 2000
- https://baripedia.org/wiki/G%C3%A9opolitique_du_Moyen-Orient) Anthony Lake, *Confronting Backlash States*, 1994
- Kenneth Waltz, *Theory of International Politics*, 1979
- Robert S. Chase, Emily Hill, and Paul M. Kennedy, *The Pivotal State*, 2000
- T.D.Allman, *Rogue State: America at War with the World*, 2004
- William Blum, *Rogue state: a guide to the world's only superpower*, 2006
- Noam Chomsky, *Rogue States : The Rule of Force in World*, 2000

Notes

1. Voir Guillemette Crouzet, « Les Britanniques et l'invention du Moyen-Orient : essai sur des géographies plurielles », *Esprit*, 2016, n° 5, p. 31-46, en ligne sur Cairn Bernard Gueynard, « *Near East* ou *Middle East* : histoire d'une terminologie », *Outre-Terre*, n° 3, 2005/4.
2. En anglais : « *Islamic State of Iraq and the Levant* ».
3. Voir Quincy Wright (1890-1980) in *A Study of War*, 1942, Kenneth Waltz in *Theory of International Politics*, 1979, Robert S. Chase, Emily Hill, and Paul M. Kennedy, *The Pivotal State*, 2000.
4. Voir article : https://baripedia.org/wiki/G%C3%A9opolitique_du_Moyen-Orient Anthony Lake, *Confronting Backlash States*, 1994.
5. Voir la critique d'Imran Khan, « The Iraq war : the root of Europe's refugee crisis » on *Aljazeera*, 09.09.2015.
6. Mahdi Darius Nazemroaya. Plans for Redrawing the Middle East: The Project for a "New Middle East", 18 novembre 2006; en français : Le projet d'un "nouveau Moyen-Orient", publié le 11 décembre 2006.
7. Michel Chossudovsky, *The Engineered Destruction and Political Fragmentation of Iraq*. Towards the Creation of a US Sponsored Islamist Caliphate, 14 juin 2014.
8. Robert Cooper, *La fracture des nations. Ordre et chaos au XXI^e siècle*, Editions Denoel, Paris, 2004.
9. Anthony Lake, *Confronting Backlash States*, 1994.
10. Voir Pierre Hassner, « Le Barbare et le Bourgeois », *Politique internationale*, 84, été 1999, p. 81-98 et Robert Kaplan, *L'anarchie qui vient*.
11. Alain Joxe, Alain. L'empire Du Chaos: Les Républiques Face À La Domination Américaine – Dans L'après-guerre Froide. Paris: La Découverte, 2004.
12. Gérard-François Dumont article Le changement de paradigme au Moyeni Orient. <http://www.diploweb.com/forum/dumontmo07112.htm>
13. Voir Yoav Stern, « Syria's Four Seas strategy », *Syria Comment*, le 22 octobre 2009.
14. Voir Jean Geronimo, « La Pensée stratégique russe, Guerre tiède sur l'échiquier eurasien », Broche, Paris, 2011.
15. Voir EISENSTADT, N. S. (1982). « *The axial age: the emergence of transcendental visions and the rise of clerics* ». A: *European Journal of Sociology*, vol 23, n° 2, p. 294-314. (1986).
16. Article Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung, 18. Januar 2014, Byung-Chul Han: „Zuhören! Pegida ist kein politischer Protest, sondern ein Angstsymptom“.
17. Thomas Flichy de La Neuville (dir.) et Olivier Hanne (dir.), *Guerres à l'horizon*, Lavauzelle Graphic, 2014), Olivier Hanne, « État islamique en Irak et en Syrie : pour le combattre, il faut comprendre sa mentalité », *Le Nouvel Observateur, le Plus*, 25 août 2014 Olivier Hanne et Thomas Flichy de La Neuville, « État islamique : le monde va voir naître une éatisation du djihadisme », *Le Nouvel Observateur, le Plus*, 31 août 2014.

Bruno GUIGUE

Haut fonctionnaire d'État français, essayiste et politologue, professeur de philosophie dans l'enseignement secondaire et chargé de cours en relations internationales à l'Université de La Réunion. Il est l'auteur de cinq ouvrages, dont *Aux origines du conflit israélo-arabe*, *L'invisible remords de l'Occident*, L'Harmattan, 2002, et d'une centaine d'articles.



LA FRANCE... ET... LA PALESTINE

À première vue, la politique de François Hollande au Proche-Orient se situe dans le droit fil de celle de Nicolas Sarkozy : mêmes alliances, mêmes inimitiés, des lignes de force qui paraissent identiques, et pourtant, si on y regarde de plus près, on voit bien que François Hollande accentue le tournant stratégique de son prédécesseur : ce sont les Palestiniens - et non les Israéliens - qui sont responsables de l'instabilité régionale.

C'est à dire, au lieu de prendre sa distance avec l'occupant contesté fortement, la politique française préfère regarder le Proche-Orient avec des lunettes israéliennes. Avec de tels dirigeants, sans culture et sans honneur, la politique étrangère de la France est devenue synonyme de soumission volontaire à des intérêts étrangers.

La France sait qu'elle n'a pas le pouvoir de changer la face du monde, mais quand elle le veut, elle peut faire entendre une voix souveraine. C'est cette voix que, malheureusement, l'on n'entend plus guère.

À PREMIÈRE VUE, LA POLITIQUE DE FRANÇOIS HOLLANDE au Proche-Orient se situe dans le droit fil de celle de Nicolas Sarkozy. Mêmes alliances, mêmes inimitiés, des lignes de force qui paraissent identiques, et pourtant, si on y regarde de plus près, on voit bien que François Hollande enfonce le clou, qu'il accentue le tournant stratégique lancé par son prédécesseur.

Premièrement, et le symbole n'est pas mince, le président Sarkozy n'a jamais fait de « visite d'État » en Israël. François Hollande, lui, l'a fait, en novembre 2013. Il se rend en grande pompe en Israël, mais ce n'est pas, comme François Mitterrand en 1982, pour parler d'un État palestinien devant la Knesset. La population de Gaza est privée d'électricité, elle étouffe sous le blocus, mais le président français, lui, vient fouler le tapis rouge déroulé par ses amis. Et, à Tel Aviv, il fait cette déclaration surréaliste : « J'aimerai toujours les dirigeants d'Israël ».

François Hollande, il est vrai, appartient à cette oligarchie française qui ne fait pas mystère d'une solidarité sans faille avec Israël. Il est familier de ces dîners où les dirigeants de la France, alignés en rang d'oignons, viennent célébrer les noces paradoxales d'une république laïque et d'une officine communautaire. Et depuis son élection, l'alignement diplomatique de Paris sur Tel Aviv, de fait, n'a cessé de s'accroître, au point de frôler la caricature.

En juillet-août 2014, une offensive contre Gaza coûte la vie à 400 enfants palestiniens. Quelle est la réaction immédiate du gouvernement français ? Il réclame un cessez-le-feu ? Il demande qu'on épargne les civils palestiniens ? Il exige la levée du blocus imposé par Israël ? Non, il n'en fait rien. En revanche, il n'a pas de mots assez durs contre le Hamas, il fait le procès de la résistance palestinienne, il l'accuse d'avoir provoqué Israël en commettant des attentats terroristes.

Au fond, la France rend les Palestiniens responsables des horreurs qu'ils subissent, en oubliant que c'est la violence de l'occupation qui entraîne la résistance armée, et non l'inverse.

Cette partialité en faveur d'Israël, malheureusement, se paie du sacrifice de la Palestine. La France a versé 400 millions d'euros en cinq ans à l'Autorité palestinienne, mais cette contribution financière ne saurait constituer une politique. Depuis des années, la France, avec l'Union européenne (UE), met la main au portefeuille, généreusement, pour financer des infrastructures que l'armée israélienne s'acharne à réduire en poussière. Mais peu importe, la France est bonne fille, et elle n'incrimine jamais cet allié qui annihile sous les bombes le fruit de ses efforts.

Pour des raisons tout aussi obscures, la France refuse de reconnaître l'État de Palestine, alors même que 132 États n'ont pas attendu, pour le faire, de consulter les oracles. Si l'on écoute les dirigeants français, ce n'est jamais le bon moment. Avant la conférence internationale du 3 juin, c'était trop tôt, car il ne fallait pas vexer les Israéliens. Mais après cette conférence, manifestement, c'est trop tard, puisqu'on ne le fait pas non plus. Comment peut-on prendre nos dirigeants au sérieux, quand, au lieu d'accomplir un geste que tout le monde attend, ils invoquent de faux prétextes et multiplient les manœuvres dilatoires ?

Le gouvernement français a pris l'initiative de réunir, le 3 juin, une conférence internationale pour la paix. Mais les dirigeants israéliens n'en veulent pas, car ils ne voient aucun intérêt à négocier. Les dirigeants américains non plus, et pour les mêmes raisons. Pour Washington, la messe est dite : les États-Unis (ÉU) n'ont pas l'intention d'exercer la moindre pression sur leur protégé. Ils se mettent en retrait,

et ils laissent à Israël le bénéfice d'une hégémonie qu'ils garantissent par leur droit de *veto*.

Avec Israël aux abonnés absents et Washington qui fait tapisserie, c'était donc couru d'avance. En adhérant à la politique des États-Unis comme la moule au rocher, la présidence française s'est condamnée à faire chou blanc. Elle va faire feu de tout bois pour montrer qu'elle fait quelque chose, mais ce sera en pure perte. La presse occidentale a beau évoquer un espoir renaissant chez les Palestiniens, personne n'est dupe. Les Palestiniens savent bien qu'il est inutile de compter sur les puissances occidentales et qu'aucune conférence internationale ne volera à leur secours.

Comme les précédentes, cette nouvelle liturgie internationale a étalé son insignifiance. On y a exalté avec emphase une solution à deux États à laquelle personne ne croit plus, on a fait comme si la politique israélienne ne l'avait pas tuée dans l'œuf en poursuivant la colonisation, on a fait semblant de croire aux vertus magiques d'une négociation à venir, mais le résultat final sera nul, et tout le monde le sait.

Pourtant la France, au lieu de mener cette politique en trompe-l'œil, pourrait agir si elle le voulait. Qu'est-ce qui l'empêche d'exercer des pressions sur l'occupant en refusant les produits importés des colonies, en mettant fin à une coopération culturelle qui sert d'alibi au gouvernement israélien ? Quel mystérieux impératif s'oppose à ce que la France encourage le mouvement pacifique d'origine palestinienne « Boycott, désinvestissements et sanctions », au lieu de le combattre et de le calomnier comme le font nos dirigeants ? Quelle force énigmatique réduit la France à l'impuissance sur la scène internationale, alors qu'elle devrait être en première ligne pour dénoncer les violations répétées du droit international dont Israël est coutumier ?

Aucune fatalité ne condamne la France à l'impuissance, et quand elle parle d'une voix indépendante, elle sait se faire entendre. Lors de la conférence de presse du 27 novembre 1967, le général de Gaulle résuma très bien le problème qui ne cesse d'empoisonner le Proche-Orient depuis un demi-siècle : « Israël organise, dans les territoires qu'il a pris, l'occupation qui ne peut aller sans oppression, répression, expulsions, et il s'y manifeste contre lui la résistance qu'il qualifie de terrorisme ».

Mais avec la novlangue bredouillante de la présidence actuelle, on est loin de ce franc-parler qui fit la réputation de la France gaullienne ! Refusant toute allégeance, la France conservait alors un certain crédit. Si on ne l'entend plus aujourd'hui, ce n'est pas parce qu'on ne veut pas l'entendre, mais c'est parce que ses dirigeants n'ont rien à dire.

Au lieu d'aller de l'avant pour faire bouger les lignes, la France marche à rebours de sa vocation historique. Elle devrait dialoguer avec les pays du sud en refusant toute subordination à la puissance dominante. Elle devrait rééquilibrer la balance au profit d'un peuple qui subit l'occupation. Elle devrait récuser l'impunité israélienne, ouvrir le dialogue avec la résistance palestinienne, faire rayer le Hamas et le Hezbollah de la liste des organisations terroristes.

Mais les dirigeants français font exactement le contraire. Au lieu de secouer le carcan atlantiste, ils mettent le bateau « France » dans le sillage du Titanic américain. Au lieu de prendre leurs distances avec l'occupant, ils préfèrent regarder le Proche-Orient avec des lunettes israéliennes. Avec de tels dirigeants, sans culture et sans honneur, la politique étrangère de la France est devenue synonyme de soumission volontaire à des intérêts étrangers.

La France sait qu'elle n'a pas le pouvoir de changer la face du monde, mais quand elle le veut, elle peut faire entendre une voix souveraine. C'est cette voix, malheureusement, qu'on n'entend plus guère. ■

Khalife ADEL

Professeur à l'université libanaise
Faculté de droit et des sciences politiques
akhalife@ul.edu.lb



LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA FRANCE À L'ÉGARD DU LIBAN

Nous assistons à la fin, depuis une décennie, de la politique régionale autonome de la France. Cette crise de la diplomatie française au Moyen-Orient s'inscrit dans un contexte international marqué par l'hégémonie américaine et l'affirmation de nouveaux acteurs régionaux. Je serai amené à analyser trois événements : la résolution 1559, le mandat de Nicolas Sarkozy, et enfin la visite du président Hollande en avril 2016 au Liban.

PARLER DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA FRANCE AU LIBAN est une problématique car ce pays a perdu la tendresse de sa mère considérée par beaucoup des libanais comme leur mère tendre.

Je voudrais partir d'un constat de la fin, depuis une décennie, d'une politique régionale autonome de la France, cette crise de la diplomatie française au Moyen-Orient s'inscrit dans un contexte international marqué par l'hégémonie américaine et l'affirmation de nouveaux acteurs régionaux.

Pour démontrer ce constat je voudrais analyser trois événements : Le premier la résolution 1559, puis le mandat de Nicolas Sarkozy, et enfin la visite du président Hollande le mois dernier au Liban.

La France a rompu la tradition diplomatique de la neutralité, lancée par le général De Gaulle qui lui conférait son rôle de médiateur dans les conflits régionaux. La diplomatie Française a perdu ainsi sa politique arabe, à cause d'un suivisme aveugle à l'égard des États-Unis et un rapprochement inconditionnel avec Israël. Devant les ambassadeurs arabes invités à l'Élysée après l'arrivée du président Sarkozy, ce dernier a dit : « je suis un ami fidèle d'Israël, et j'ai une grande admiration de la

politique américaine », sans cacher son soutien inconditionnel à Israël. Concernant la Syrie, dès le début la France s'est mise à soutenir l'opposition syrienne, pour faire chuter le régime syrien, séparer la Syrie de l'Iran et affaiblir le Hezbollah. La visite de François Hollande au Liban s'inscrit dans la même ligne selon la presse libanaise. Elle est incolore si on la compare aux visites des présidents français dans l'histoire.

1. Dans quel contexte La France a perdu de son influence au Liban ?

Le 7 Janvier 2011, le nouvel ambassadeur américain Robert Ford entama ses missions en Syrie. Il fut nommé à la fin de l'an 2010, il arriva à Damas suite aux printemps arabes advenus en Tunisie et en Égypte, et quelques semaines avant le début des événements en Syrie. Les différentes estimations occidentales allaient vers l'idée que ce printemps affecterait de nombreux États, y compris la Syrie, même si les estimations officielles américaines voyaient que le régime syrien tiendrait bon aux débuts des événements. La question de la coïncidence autour de l'arrivée de Ford à Damas fut de même posée à l'époque par celui qui examinait de près l'évolution des relations entre le président Barak Obama et la confrérie des Frères Musulmans dans la région, en Égypte en particulier. Nous verrons que certains aspects de cette relation se sont élucidés dans le discours prononcé par Obama à l'Université de Caire au début de ses visites dans la région.

L'arrivée de Ford, qui avait tenu un rôle crucial dans l'aide offerte aux opposants internes comme externes, tout comme son départ pour Hama en la compagnie de l'ambassadeur français à l'époque à Damas ne sont donc pas nés du hasard comme ils auraient pu l'être. Cependant, il existe une autre facette de son arrivée, à ne pas négliger, c'est le retrait des diverses forces américaines d'Irak, à partir du début de l'an 2011, suite à huit ans d'occupation. Les visites par les responsables américains de Damas n'avaient pas cessé et elles étaient effectuées du côté américain par le chef du comité des Relations extérieures au Sénat, John Kerry, ou l'émissaire américain au Moyen-Orient, Georges Michel, entre autres.

Le ministre des Affaires étrangères, Hilary Clinton, a attendu jusqu'en Mai 2011 pour appeler Assad à « répondre aux appels du peuple syrien quant à un processus de transition politique véridique ». Obama mit alors Assad devant deux choix : « guider ce processus de transition ou bien se retirer »¹.

Une question centrale se pose : pourquoi l'administration d'Obama a-t-elle compté sur la Turquie soutenant tout courant aussi bien que la confrérie des Frères Musulmans dans la région pour contribuer à convaincre Assad de la transition

politique ? Voudrait – elle vraiment sauver la Syrie, sauvegarder Assad et son régime ou bien se pencherait – elle, telle la Turquie, à consolider la présence de Frères Musulmans dans l'autorité syrienne, se croyant ainsi satisfaire les sunnites dans la région et parachever le cercle de ses relations avec ce courant islamiste considéré de sa part comme modéré, capable de faire face à l'extrémisme et de fortifier l'axe opposé à l'Iran ?

Nul ne peut y répondre par des affirmations, toutefois, il est sûr que les États-Unis, ont changé leur stratégie quand ils ont commencé à sentir que la révolte avait eu son expansion grandissante dans l'organisme syrien et qu'elle était soutenue par un nombre d'États arabes et par la Turquie, l'alliée de Washington et l'opposé tacite à l'Iran aussi bien qu'à l'axe de la résistance. Ainsi, Obama a-t-il déclaré pour la première fois le 17 août 2011, son attitude appelant au départ d'Assad, lorsqu'il a affirmé : « il est temps qu'Assad parte pour le bien de son peuple ».

Se succédèrent par la suite les déclarations opposées, soutenant l'opposition ; tantôt par la participation active à constituer le regroupement des amis de la Syrie (ou bien du peuple syrien par la suite) et ce à partir de l'an 2012, passant par des déclarations appelant à l'établissement d'une région interdite à l'aviation syrienne, comme l'a affirmé le sénateur Joe Lieberman, qui avait visité des régions limitrophes à la frontière *via* le Liban et la Turquie à partir de l'automne 2011, jusqu'à offrir une aide américaine, et à partir de Juin 2014 la somme de 500 millions de dollars pour armer, entraîner et équiper l'opposition « modérée ». Ceci a été encore accompagné par une tentative de frapper le régime par une opération militaire au moment où Barak Obama a déclaré le 31 Août 2013 avoir en possession des preuves certaines sur l'existence d'armements syriens de destruction massive. Cependant, l'affaire a eu terme par un accord Américo-russe autour d'une décision internationale portant le numéro 2118 et qui impose à Damas le démantèlement de l'ensemble de ses réserves d'armements prohibés, surtout ceux biologiques.

En fait, la politique américaine durant la guerre syrienne a posé bien de questions, dont les plus éminentes : cette oscillation américaine entre la tentative de départ du régime et la mise du front « El-Nosra », à partir de la fin 2012, sur la liste des mouvements terroristes à côté de l'hésitation dans le soutien effectif de l'opposition armée, a-t-elle été la conséquence de l'absence d'une vision politique et de l'angoisse de l'extension du terrorisme au détriment de l'État syrien et de l'opposition modérée, ou bien le fruit d'une stratégie plus périlleuse entre les mains des responsable de la décision américaine ? Que serait le cas si cette stratégie consistait à ne point permettre à aucune partie de réaliser la moindre victoire militaire

renversant les équilibres pour aboutir à la destruction de la Syrie et de son rôle ? Les responsables américains ont-ils voulu impliquer l'Iran et le Hezbollah en Syrie pour les épuiser sans toutefois permettre la chute du régime syrien, par crainte du terrorisme ? Ou bien, tout ce qui avait eu lieu, est-il un indice sur l'absence de toute stratégie américaine, surtout après qu'il se fût confirmé que l'armée syrienne, la diplomatie syrienne, l'État et leurs alliés avaient tenu plus que prévu ?

Les entretiens menés à l'intérieur du cercle de régime ou celui de l'opposition ont prétendu en maintes occasions que l'occident atlantique chercherait à ne rien trancher car il ne voudrait pas vraiment combattre Daesh jusqu'au bout ni soutenir l'opposition armée de même, ni combattre l'armée syrienne de la sorte comme s'il ne demandait qu'affaiblir tout le monde pour imposer ultérieurement sa volonté sur les différentes parties.

Même si les Européens sont les alliés de États-Unis, et à leur tête la France, les Américains ne pensent qu'à leur propre intérêt. Les pressions exercées sur la France, après l'opposition de Jaques Chirac à légaliser l'invasion américaine de l'Irak, et la menace d'utiliser le *veto* au conseil de sécurité, prouvent que les Américains utilisent les Européens comme simple « caisse postale » pour la politique américaine. Ceci a été expliqué par l'ex-ministre des Affaires étrangères français Roland Dumas dans son livre *Coups et blessures* et d'après la description précise de l'ex-ministre des Affaires étrangères français Hubert Védrine dans son ouvrage *Les Mondes de Mitterrand*, où il explique les raisons de l'absence de la politique française effective au Moyen-Orient depuis la deuxième guerre mondiale. Jacques Chirac fut le premier à avoir subi ces pressions par le biais d'une attaque américo-israélienne sans précédent quand il s'opposa à l'invasion de l'Irak. Le président gaullien fut forcé à passer le reste de son mandat dans « la correction de cette erreur » commise quand il tenta de sauvegarder la légitimité internationale et de refuser les invasions américaines et britanniques injustifiées d'un pays libre tel l'Irak. Le président français Chirac avait établi des liens historiques positifs avec le président irakien Saddam Hussein, dont étaient issus de nombreux contrats ; pour n'en citer qu'un : le réacteur nucléaire irakien «Tammouz». Toutefois, Israël, et peut-être grâce à des informations d'origine française, reconnut son emplacement et le bombarda le 7 juin 1981.

L'attitude anti-belligérante de Chirac provoqua un semblant de rupture entre la France et les États-Unis. Dès lors, Georges Bush afficha des menaces en toute occasion. Le journal *Le Monde* qualifia la situation de la sorte : « les relations entre Paris et Washington sont à leur plus bas niveau et le climat entre elle est glacé ». Et,

lorsque Dominique de Villepin (le représentant de la France à New-York) a fait son fameux discours aux Nations-Unies le 14 Février 2003, les Français ont éprouvé de la fierté et les Américains de la trahison. Aussi, quand le président français a prononcé son discours à New-York en Septembre 2003 devant l'Assemblée Générale des Nations-Unies, bannissant l'unipolarité du monde, Bush fixa du regard l'un des diplomates français et lui dit en colère : « dis aux syriens que je suis méchant et unipolaire... »². Ce journal français indépendant confirme que « le Liban s'est rendu par la suite à la base du rapprochement franco-américain ».

Finalement donc, Georges Bush fils a rejoint un allié au moins inattendu pour lui et qui était Jacques Chirac, désireux de tourner la page de la discorde avec les États-Unis et compenser son attitude morale contre la guerre.

2. Chirac : le revirement

Les pressions américaines sur l'administration Assad ont retrouvé un allié international supplémentaire et crédible auquel elles ne s'attendaient pas au Moyen-Orient : c'était le président français Jacques Chirac. Le chef gaullien, qui s'était opposé à la guerre en Irak et qui avait menacé de l'usage du *vetto* contre l'occupation américaine et britannique n'a pas pu empêcher les deux pays de mener leur occupation sous une couverture internationale. Il était retrouvé après peu d'un an d'un côté sous des pressions américains tenaces, et de l'autre exposé à la dégradation de ses relations avec la Syrie en raison des tensions entre cette dernière et son ami, le premier ministre libanais, Rafic El-Hariri, mais aussi en raison de la prolongation du mandat du président libanais Émile Lahoud et enfin à cause de certains contrats commerciaux importants non signés par la Syrie en faveur de la France.

Jacques Chirac qui avait visité Hafez El-Assad, portant un plan achevé pour des relations stratégiques le rendant, lui, l'allié des arabes alors que les États-Unis étaient celui d'Israël, lui-même avait suggéré par la suite le nom d'Émile Lahoud à Assad-père ; ce qui fait allusion directe au grand progrès réalisé au niveau des relations des deux pays. En d'autres termes, Lahoud, dont la prolongation du mandat fut un prétexte pour les États-Unis et la France pour faire accélérer la résolution internationale portant le numéro 1559, exigeant le retrait de l'armée syrienne du Liban fut le même homme dont l'Occident était convaincu. Chirac pensait que Hafez El-Assad voulait de lui et que son acceptation de la part de la France consoliderait le niveau des relations syro-française. Chirac raconte d'ailleurs dans ses mémoires : « Hafez El-Assad a veillé sur ma consultation en décembre 1998 à propos de la désignation du président libanais prochain. Il m'a demandé de lui envoyer cinq noms dont il

choisirait un. J'ai choisi parmi ces noms celui d'Émile Lahoud, qui bénéficiant de renommée et qui a fini par être imposé par Damas »³.

Selon Elie El-Ferzeli, vice-président de la chambre des députés, Assad ne s'opposait pas vraiment au principe d'élection d'un nouveau président pour le Liban, mais il avait ensuite durci ses positions quand il avait ressenti que la France et les États-Unis avaient fait front contre lui indépendamment de l'affaire Lahoud.

Ce rapprochement américano-français inquiéta Assad et le poussa à entamer une série d'arrangements afin de défendre la Syrie des répercussions de l'accord entre Washington et Paris. Il avait alors déclaré que « la prolongation du mandat de Lahoud est faite pour des raisons stratégiques ».

En juin 2004, lors du sommet des pays industriels, le G8, en Géorgie, Jacques Chirac a obtenu le soutien de George W. Bush quand il présenta l'idée d'un projet de résolution au conseil de sécurité demandant à la Syrie de se retirer du Liban et l'exigence d'élections présidentielles libanaises conformes à la constitution n'autorisant d'aucune façon le renouvellement du mandat présidentiel »⁴.

Après moins de trois mois de ce sommet au cours duquel Bush avait présenté sa vision de reconstitution du Moyen-Orient et l'expansion de la démocratie et des libertés, la résolution 1559 parut au conseil de sécurité le 2 Septembre 2004. Il ne fut pas surprenant que la même décision renfermât certains points essentiels de la loi contre la Syrie comme les idées américaines appelant à mettre terme à l'existence du Hezbollah au Liban et aussi au retrait de l'armée syrienne. Les articles 2, 3 et 4 sont venus le confirmer car cette résolution :

- « 2. appelle les différentes forces armées étrangères à se retirer du Liban.
3. appelle au démantèlement des différentes milices libanaises et non libanaises et leur désarmement.
4. souligne la souveraineté du gouvernement du Liban sur l'ensemble du territoire »⁵.

En d'autres termes, la décision internationale a insisté sur le retrait de l'armée syrienne du Liban, le désarmement du Hezbollah et des groupes palestiniens. Il a encore placé l'état libanais devant ses responsabilités de défendre la frontière avec Israël, y compris les régions sudistes pratiquement soumises à la domination du Hezbollah.

La réponse syrienne directe n'a pas tardé à travers le Liban, le parlement libanais s'est réuni le jour suivant la résolution, le 3 Septembre donc, et la constitution fut

amendée d'après la grande majorité des suffrages, ce qui autorisa la prolongation du mandat d'Emile Lahoud allié solide à l'époque de la Syrie et en butte avec le Hariri. La prolongation fut pour trois années supplémentaires, elle a provoqué la rupture entre Chirac et Assad. Par ailleurs, une autre prolongation similaire a eu lieu en 1995 pour le président défunt Elias Hraoui, mais l'affaire ne provoqua pas du vacarme, peut-être en raison de la relation positive reliant à l'époque Hraoui et Hariri d'un côté, et par la non inquiétude en ce temps-là de Damas ni de ses alliés envers la politique du Hariri.

Pour quelle raison Assad a-t-il tenu tête aux États-Unis et à la France et a prolongé le mandat de Lahoud ? Ceci émanait-il de son caractère refusant tout ce qui est dicté sous pression ? ou même de son sentiment qu'écarter Lahoud du pouvoir signifierait ouvrir le champ devant Hariri et l'équipe syrienne, objets de doute d'Assad, pour agir non seulement au niveau du Liban mais encore en Syrie ? L'angoisse d'Assad face aux changements de la politique américaine et française, l'a-t-elle incité à tenir davantage et garder Lahoud ? Ce qui reste sûr est que garder Lahoud au pouvoir tranquillisait Assad. Les deux hommes s'étaient liés par des relations politico-sécuritaires bien puissantes mais aussi par des relations personnelles et familiales ayant surpassé celles des ex-présidents libanais vis-à-vis de Hafez El-Assad. Lahoud avait gardé ses contacts avec Assad une fois au moins par semaine au moment où nombre des visiteurs libanais de ce dernier se sont mis à l'écart suite aux débuts de la guerre en son pays en 2011.

Assad a montré son désir d'élargir son emprise sur le Liban. Jacques Chirac affirme : « j'ai vainement tenté de le convaincre d'amollir ses attitudes et de se montrer plus ouvert pour faciliter l'adhésion de la Syrie à la communauté internationale, et, si j'ai réussi à obtenir de lui le soutien au processus français relativement au dossier irakien sur la décision 1441 en Novembre 2002, Bachar El-Assad n'a pas su, malgré mes conseils, tirer profit de l'occasion créée par la chute de Saddam Hussein pour imposer la Syrie en tant que force de stabilité dans la région. En Novembre 2003, je lui ai envoyé en urgence Maurice Gordon Montagne (le conseiller présidentiel à l'époque) pour le familiariser avec les positions de la France, de l'Allemagne et de la Russie, suite à mon entretien avec le chancelier Gerhard Schröder et le président Vladimir Poutine qui s'étaient joints aux tentatives diplomatiques pour permettre à la Syrie de s'imposer en tant qu'État désireux d'œuvrer au profit de la paix et de la stabilité ; Toutefois, Bachar El-Assad s'est limité à répondre à mon émissaire par l'interrogation suivante : « es-tu venu ici pour transmettre un message de la part des Américains ? ». Puis, il a commencé à discréditer les attitudes américaines qu'il

accusait de vouloir l'éloigner du pouvoir. Bachar s'est empêché de cerner qu'il était de son profit de s'entendre avec la France pour sortir au temps convenable de son isolement et éviter d'être repoussé et renversé pour ceux qui avaient placé son pays au sein de l'axe du mal »⁶.

Qu'avait voulu Chirac à l'époque, au juste ? Était-ce sauvegarder la Syrie et la souveraineté du Liban ou voulait-il, lui aussi, porter la Syrie à signer un accord de paix avec Israël ?

« Il paraît d'après le compte-rendu de la séance, que nous avons obtenu, entre Assad et l'émissaire français, le conseiller présidentiel Maurice Gordon Montagne, que Chirac avait visé l'objet second *a priori*, ensuite faire sortir la Syrie de son alliance avec la résistance et enfin sa mise à l'écart avec l'Iran »⁷.

3. Sarkozy : l'américain

Le président Sarkozy n'a jamais caché ses fortes relations avec Israël et sa grande admiration pour la politique américaine. Devant la Knesset israélien, le président Sarkozy a déclaré qu'il était un grand défenseur de la sécurité d'Israël. Son soutien à l'opposition et ses relations tendues avec l'Iran ont beaucoup affecté ses relations avec le Liban. La France, a perdu de son influence dans ce pays considéré jadis comme la base de la politique française au proche orient.

La question qui se pose maintenant est : y-a-t-il encore une politique étrangère de la France au Liban ?

La réponse est non. La visite du président Hollande au Liban, en avril 2016, a montré l'affaiblissement du rôle de la France au Liban et dans la région. Cette visite incolore et inodore fut vouée à l'échec, dans un pays sans chef d'État, meurtri affaibli et affecté par la crise syrienne. Elle n'a donné aucun espoir pour les libanais de changer leur situation avec l'élection d'un président de la république et les aider à sortir de la crise. La France perd aussi de sa grandeur en faveur de la politique américaine gestionnaire avec les Russes du dossier syro-libanais. Après le mandat français sur le Liban, la France est devenue la « mère tendre » (selon l'expression de certains libanais) avec laquelle les libanais ont eu des relations culturelles diplomatiques privilégiées. Avec la conclusion de l'accord nucléaire iranien, la France est reléguée au second plan, elle a également perdu de son influence en Syrie et au Liban, et elle n'a plus aucune influence dans les négociations au Proche-Orient malgré sa position de principe avec deux États palestinien et israélien. Laurent Fabius est resté jusqu'au dernier moment vent debout contre l'accord iranien, le 13 juillet 2015.

Le lendemain, il était à Téhéran pour signer des accords commerciaux, il considérait peut-être que les contrats commerciaux sont plus importants que la devise de la république « liberté, égalité, fraternité ». Hollande et Fabius ont aussi signé des contrats commerciaux avec l'Arabie Saoudite et Qatar, deux pays qui financent le terrorisme en Syrie et au Liban.

Le président Chirac sur pression américaine et pour des raisons personnelles (son amitié avec le premier ministre libanais Rafic Hariri) a choisi de se rapprocher de la politique américaine surtout en ce qui concerne la gestion du dossier syro-libanais.

Avec le président Sarkozy la politique française au Liban a été remise en cause et remplacée par un cadre euro-méditerranéen avec un alignement atlantiste géré par les États-Unis, Le Liban fut laissé alors à son sort et surtout ses chrétiens, de même que les chrétiens d'Orient qui se voient menacés dans leur seule présence en Irak et en Syrie. Enfin, avec Hollande, la politique française au Liban s'est encore affaiblie au profit de la politique américaine et d'un alignement sur Washington.

La conscience politique des libanais et des peuples arabes exige une présence française, une initiative de la France en faveur du Liban et de la Syrie car la France est solidaire de leurs causes à travers une histoire commune et représente des valeurs et principes universels, c'est une grande nation.

Notes

1. SamiKkleib un livre référence sur la Syrie en arabe intitulé... Assad entre le départ et la destruction de la Syrie. Beyrouth 2016.
2. Jacques Chirac. Le temps présidentiel, mémoire, nil, Paris 2011.
3. Hubert Vidrine, Les monies de Francois Mitterrand, Fayard, Paris 1996.
4. Roland Dumas, Coups et blessures. Cherche midi, Paris 2011.
5. Christian Chesnot et George's Malbrunot. Les chemins de damas. Robert Laffont, Paris 2016
6. Chirac, Jacques, Mémoires, référence précédente, ouvrage électronique, Kindel 6126 – 6127.
7. Sami Kleib, 2015.

Talal ATRISSI

Doyen de l'école doctorale des lettres et sciences humaines et sociales à l'Université Libanaise.



POUR UNE POLITIQUE FRANÇAISE PLUS ÉQUILBRÉE DANS LE GOLFE PERSIQUE

Deux dates cette dernière décennie ont perturbé toute la région du Moyen-Orient, et ont abouti à des changements de rôles des forces régionales et à un bouleversement des alliances stratégiques. D'abord en 2003 avec l'occupation américaine de l'Iraq et la chute du régime de Saddam Hussein, puis 2011, avec « le printemps arabe », et le bouleversement des alliances. La comparaison entre la politique de la France et celle des États-Unis, on peut faire le constat d'un manque de pragmatisme de la première et d'une gestion hasardeuse des conséquences d'alliances unilatérales. Or, ces deux puissances devraient travailler au dialogue entre les deux plus grands pays du Golfe Persique (Iran et Arabie Saoudite) pour créer le premier pas nécessaire et inévitable pour rétablir la stabilité, favoriser les solutions politiques de crises enflammées, et lutter contre le terrorisme.

DEUX DATES CETTE DERNIÈRE DÉCENNIE ONT PERTURBÉ toute la région du Moyen-Orient, et ont abouti à des changements de rôles des forces régionales et à un bouleversement des alliances stratégiques.

2003

La première date c'est 2003 avec l'occupation américaine de l'Iraq et la chute du régime de Saddam Hussein. Après dix ans de cette occupation, c'est le rôle de l'Irak qui va changer pour devenir la première force d'influence régionale en Irak. L'Irak qui a soutenu le nouveau régime irakien, a en même temps soutenu plusieurs groupes de résistance contre les occupants américains.

- L'Arabie Saoudite de son côté est devenue inquiète, plus anxieuse de cette présence stratégique iranienne, et du nouveau pouvoir chiite à Bagdad. Cette inquiétude est devenue plus forte surtout après la décision américaine du retrait de l'Irak.

- On assiste à une nouvelle montée du djihadisme avec « l'État Islamique en Iraq » devenu après la guerre en Syrie « *Alkhalifa Alislamia* » connu aussi sous le nom de « *DAECH* », et considéré par les Nations Unis comme organisation terroriste, et par les États Unis comme une menace à la sécurité internationale.
- La France a changé sa position à l'égard de cette guerre contre l'Irak pour devenir favorable à l'occupation américaine, qui s'est faite sans aucune couverture ou légalité internationale. Cet alignement de la France en faveur de la politique américaine en Iraq se développera après 2004 vers le Liban et la Syrie.

2011

La deuxième date c'est en 2011. C'est « le printemps arabe », et le bouleversement des alliances.

Avec les débuts de ce printemps, tous les présidents qui sont tombés étaient des alliés de l'Arabie saoudite, et des États-Unis en même temps, de Ben Ali en Tunisie, a Moubarak en Égypte, jusqu'au Abdallah Saleh au Yémen. Ce qui fait que le premier gagnant de ce changement inattendu était l'Iran et son axe de « résistance ».

- L'inquiétude saoudienne augmente au regard de trois facteurs successifs :
 - la perte accélérée des alliés ;
 - le renforcement de la position régionale de l'Iran ;
 - la politique américaine qui lâche ses alliés (Moubarak et les autres présidents) et qui mène en même temps des négociations avec l'Iran (l'ennemi de l'Arabie saoudite) sur son programme nucléaire.

Cette inquiétude saoudienne progresse jusqu'à traiter l'Iran médiatiquement et politiquement, comme le premier ennemi stratégique du royaume, ce qui répand une atmosphère de tension dans tout le golfe persique.

Il est connu que le Golfe Persique et même tout le Moyen-Orient se distinguent depuis des décennies par une préoccupation internationale continuelle des grandes puissances. Cela revient certes à la géopolitique de cette région, où le pétrole, les voies de circulation maritimes, le conflit Israélo-Arabe, et à l'existence de l'Islam avec toutes ses mutations et ses différentes tendances (dont la très violente d'aujourd'hui que représente Daech). Pour toutes ces raisons le Moyen-Orient y compris le Golfe Persique attiraient sans cesse les grandes puissances et les Européens en particulier. Mais ces facteurs, en raison des luttes et des guerres qu'ils suscitent sont en même temps une source de menace pour la sécurité et la stabilité régionale et internationale.

Ce qui fait que n'importe quel changement qui aura lieu dans cette région, comme la chute inattendue de régimes, ou comme une révolution Islamique en Iran, ou la montée de la tension entre quelques pays, ou l'éclatement d'une guerre comme celle entre l'Irak et l'Iran dans les années 1980, ou même la guerre Saoudienne contre le Yémen... doivent certes attirer toute l'attention et l'inquiétude des grandes puissances, et des puissances européennes en particulier. Il est intéressant de remarquer que les tensions au Golfe Persique durant les dernières années, étaient limitées entre l'Arabie Saoudite et l'Iran, où le royaume avait cru que si il accentuait la tension avec Téhéran, il pourrait diminuer les gains de ce dernier de son accord nucléaire avec l'Occident. Les États-Unis ont suivi, à l'égard de cet accord avec l'Iran et des craintes saoudiennes, la politique suivante :

- Poursuivre les négociations avec l'Iran pour conclure un accord « historique » qui empêchera l'Iran de posséder une bombe atomique.
- Rassurer le royaume saoudien de la continuité de leur alliance stratégique, et de la poursuite de la protection américaine du pouvoir saoudien face à toute menace extérieure surtout la menace iranienne prétendue.

Si on compare la politique de la France avec celle des États-Unis on peut remarquer que :

- Dans cette situation de compétition et de tension entre l'Iran et l'Arabie Saoudite, la France a toujours choisi l'Arabie saoudite.
- La France a failli saboter l'accord nucléaire avec l'Iran par ses positions les plus dures parmi les (5+1).
- La politique française à l'égard de l'Iran était complètement conforme avec celle de l'Arabie Saoudite.
- On peut toujours remarquer que la politique de la France à l'égard de l'Iran a changé ces deux dernières décennies.

La politique précédente était plus équilibrée, surtout lorsque la France avait adopté le « dialogue critique » avec l'Iran, contrairement à la politique de Washington qui imposa les sanctions économiques et le siège politique.

Mais après la guerre menée par les néoconservateurs aux États unis avec le président Georges Bush contre l'IraK en 2003, la politique de la France a changé complètement pour devenir de plus en plus conforme à celle des États-Unis dans le Golfe Persique.

La relation de la France avec les Pays Arabes du Golfe s'est développée suite aux achats d'armes et du Pétrole, fermant les yeux – du côté politique et médiatique – sur tout ce qui se passe dans les royaumes du Golfe, surtout en Arabie Saoudite, concernant les droits de l'Homme, les droits de la femme, la participation politique et de la citoyenneté. Pourtant, cette même politique française est devenue rigoureusement radicale et ferme envers l'Iran non seulement vis-à-vis de son nucléaire mais par la participation de la France aux sanctions imposées à l'Iran, contrairement aux intérêts économiques français. Fin juin 2013, le président de la Commission des finances du Sénat, Philippe Marini, s'alarme des nouvelles sanctions américaines contre l'Iran qui vont, selon lui, affecter durement les groupes automobiles français.

En raison des sanctions internationales à l'encontre de l'Iran, les importations françaises en provenance d'Iran étaient passées de 2,5 milliards d'euros en 2006 à seulement 61 millions d'euros en 2014.

Une chute des importations françaises est due en majorité à l'embargo pétrolier mis en place par l'Union européenne en janvier 2012.

La France était l'une des (5+1) les plus rigoureuses en négociant avec l'Iran, à un point où l'Iran avait senti que la France était en fait le représentant de l'Arabie Saoudite dans les négociations nucléaires, en comparaison avec les autres pays européens plus favorables à signer l'accord avec l'Iran, et Laurent Fabius s'oppose publiquement à la signature d'un accord entre l'Iran et les six grandes puissances sur le nucléaire.

Après l'accord nucléaire avec l'Iran

Cet accord signé avec l'Iran a déclenché une tempête de réactions dans le monde entier et surtout au Moyen-Orient, où chaque pays a commencé à faire les comptes des gains et des pertes dus à cet accord.

En ce qui concerne l'Arabie Saoudite et l'Iran :

- Le Royaume Saoudien était extrêmement déçu de cet accord. Il était mis en colère contre les États-Unis, une colère mêlée de doute de la politique américaine dans le Golfe Persique, et dans tout le Moyen-Orient.
- La déclaration de Washington de transmettre sa priorité stratégique à l'Océan Pacifique, a augmenté ce doute et cette déception saoudienne. On peut ajouter à tout ce qui précède les changements au pouvoir dus à la mort du roi Abdullah qui ont suscité une lutte devenue claire et ouverte entre les héritiers du roi actuel Salman.

- Pour la première fois de son histoire moderne le nouveau pouvoir saoudien mène une guerre au Yémen contre l'organisation « Ansarollah » connu sous le nom de leur fondateur « les Houssites ». L'Arabie saoudite prétendait par cette guerre anéantir l'influence iranienne au Yémen en raison de la relation étroite entre « Ansarollah » et l'Iran.
- L'Arabie saoudite crée des nouvelles alliances arabes et islamiques sous prétexte de protéger les villes saintes au royaume (la Mecque et Almadine), et de lutter contre le terrorisme. L'Iran est toujours exclue de toutes ces alliances, tandis que les relations de l'Arabie Saoudite avec la Turquie vont jusqu'à un accord stratégique, ce qui donne à toutes ces coalitions un aspect confessionnel sunnite contre l'Iran chiïte que l'Arabie saoudite considère comme une menace du royaume et de ses alliés au Moyen-Orient.
- L'Arabie Saoudite poursuit son soutien armé à l'opposition syrienne. Son ministre des Affaires étrangères Adel Eljoubeir répète maintes fois que le président Assad doit partir soit par un compromis politique, soit par la force militaire.

L'Iran qui a réussi après cet accord à débloquer son siège économique, est devenu plus engagé dans les crises de la région surtout en Irak et en Syrie. L'Iran soutient de son côté le régime syrien, lui fournit les armes, les conseillers militaires, et quelques centaines des gardiens de la révolution. La direction iranienne refuse tous les projets et les *scenari* du départ du président Assad.

- Il est remarquable qu'après cet accord les actes et les opérations terroristes et meurtriers de « l'État Islamique » (Alkhilafa) dépassent les territoires syriens et irakiens pour frapper au cœur de l'Europe à Paris et à Bruxelles.

Entre politique américaine et politique française

Après l'accord nucléaire avec l'Iran et suite aux critiques Saoudiennes de cet accord, et à la montée remarquable du terrorisme, le président américain Barak Obama a pris les positions suivantes : il a soulevé le siège économique de l'Iran, et a mis fin à son isolement politique. Mais Obama lui-même est devenu plus critique à l'égard du wahhabisme du Royaume Saoudien, au regard du lien idéologique commun entre Daech (l'État Islamique) qui représente l'Islam extrémiste sanguinaire, intolérant, et le wahhabisme. Obama est allé jusqu'au dire aux responsables saoudiens que le danger qui menace le Royaume provient de son intérieur, de son « Wahhabisme » et non pas de l'Iran.

Malgré tous ces changements après l'accord avec l'Iran et la montée du terrorisme, et les critiques devenues très répandues de l'Arabie Saoudite et de son Wahhabisme dans les médias européens et américains, la politique de la France n'a pas vraiment changé ni au Moyen-Orient, ni dans le Golfe Persique. « Depuis trois ans et demi, la plupart des initiatives diplomatiques de la France n'ont qu'un seul objectif : faire ami-ami avec Ryad. Et attirer les milliards des princes Saoud »¹.

La France, qui décide de tirer tous les profits possibles de l'Iran après l'accord nucléaire, voulait en même temps rester sur sa même politique de préférer l'Arabie saoudite sur l'Iran. En Janvier 2016, le président iranien Hassan Rohani effectue une visite de deux jours en France, à cette occasion, les autorités françaises et iraniennes ont signé une trentaine d'accords dans différents domaines, notamment dans le domaine économique : « Des accords qui iront ensuite de l'agriculture jusqu'à la santé en passant par l'industrie, les télécommunications, l'aéronautique, le développement durable, et les transports etc ».

Selon le président Hollande, tous les domaines sont couverts et de nombreuses entreprises françaises sont concernées. Des accords ont également été signés dans le domaine de l'éducation, notamment en matière de coopération entre les universités des deux pays, a ajouté le président Iranien, qui a invité à « oublier les rancœurs et à tourner la page sur une relation nouvelle entre les deux pays ».

Certains pensaient que cette politique française à l'égard de l'Arabie Saoudite, malgré les nouvelles relations avec l'Iran pourrait permettre à la France de récupérer l'héritage des relations enracinées depuis plus de 60 ans, entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite, au regard des critiques saoudiennes de la politique américaine après l'accord nucléaire avec l'Iran.

Mais une telle idée de remplacer la protection américaine de l'Arabie Saoudite par une autre française, est plutôt imaginaire que réaliste. D'une part parce que le royaume lui-même n'est pas convaincu, et n'a même pas confiance du changement de cette protection, qui devrait être remplacée par la France ou par la Russie ou même par la Chine.

D'autre part, la France n'est plus aujourd'hui cette force internationale qui dispose des capacités militaires et économiques lui permettant de jouer un tel rôle de protection d'une force régionale comme l'Arabie Saoudite. Ajoutons à tout cela le refus américain d'un tel changement des rôles stratégiques dans le Golfe persique, soit en faveur de la France spécialement, ou des puissances européennes en général.

La tension persiste dans le Golfe Persique et l'Arabie Saoudite coupe ses relations diplomatiques avec l'Iran, et qualifie le Hezbollah, allié de l'Iran comme organisation terroriste, en demandant à l'Iran à la fin du sommet des pays islamiques (organisation de coopération islamique) de stopper son ingérence dans les affaires intérieures des autres pays islamiques. Cette tension malgré ses différents prétextes confessionnels ne pourrait pas cacher sa nature géopolitique et géostratégique entre l'Arabie saoudite et l'Iran, ou chacun essaie de d'élargir son influence politique, défendre sa sécurité nationale, et empêcher son rival de remporter une victoire dans les différents champs de bataille en Syrie au Yémen ou en Irak...

Il faut noter que la tension entre l'Arabie saoudite et l'Iran est un contexte social très favorable pour les groupes terroristes qui jouent sur le facteur confessionnel, et considèrent le chaos et les troubles au sein des sociétés arabes et islamiques comme le meilleur terrain pour diffuser leur idéologie, et « purifier » ces sociétés des « renégats » de toute appartenance.

C'est cette tension qui alimente et qui favorise aujourd'hui les autres tensions confessionnelles non seulement en Syrie, ou au Liban ou en Irak... Mais aussi dans tout le monde islamique aujourd'hui sans compter les attentats en Europe même. Ce qui fait que la lutte internationale contre le terrorisme ne pourrait pas réussir si cette tension persistait entre l'Iran et l'Arabie Saoudite. Ce qui veut dire qu'il faut considérer sérieusement cette tension comme une menace de la sécurité non seulement régionale, mais aussi internationale, au regard des conséquences géostratégiques connus de cette région, et l'importance de ces deux grands pays et leur influence dans le Golfe Persique (l'Iran et l'Arabie Saoudite). Ce qui nous pousse à croire que toutes les forces qui cherchent la stabilité dans le Moyen-Orient et dans le Golfe Persique, et surtout la France, doivent avoir une politique plus équilibrée entre l'Iran et l'Arabie Saoudite.

Cette approche d'une politique extérieure modérée et équilibrée de la France pourrait être réaliste surtout après l'accord nucléaire avec l'Iran, et après leurs rapprochements diplomatiques et économiques. Est-ce que la France dans toute cette ambiance de terrorisme, des tensions dans le Golfe Persique, des craintes, et des menaces qui dépassent le Moyen-Orient, est capable de jouer un rôle de modérateur pour favoriser un dialogue entre Iraniens et Saoudiens ?

Un tel dialogue entre ces deux plus grandes puissances du Golfe Persique est à notre avis le premier pas nécessaire et inévitable pour rétablir la stabilité, favoriser les solutions politiques de crises enflammées, et lutter contre le terrorisme.

La stabilité dans cette région est inévitable non seulement pour la sécurité régionale et internationale, mais aussi pour préserver en même temps les intérêts communs et mutuels de la France et de tous les Pays du Golfe Persique. ■

Note

1. Vincent Jauvert, site l'OBS, 4 janvier 2016.

Emmanuel DUPUY

Président de l'Institut Prospective et sécurité en Europe (IPSE).
Vice-président du Centre pour le Développement de l'Amitié
franco-iranienne (CDAFI)¹



LA REALPOLITIK À L'ÉPREUVE ENFIN DE LA RELATION FRANCE-IRAN ?

Indéniablement, France-Iran, c'est une longue histoire solidement ancrée sur 300 ans de relations diplomatiques bilatérales. La première « ambassade » perse remonte à Louis XIV et au Shah Hossein de la dynastie Séfévide. La Révolution constitutionnelle iranienne de 1905 s'est, à titre d'exemple, inspiré de l'universalisme démocratique et philosophique du révolutionnarisme français de 1789. L'ancien Majlis (parlement iranien) est ainsi construit sur le plan de l'Hémicycle du Palais Bourbon. Et le chef de la révolution nationaliste iranienne de 1978, l'Ayatollah Khomeiny, visé d'assassinat, a trouvé refuge en France, avant de rentrer glorieusement en Iran. Mais il y a aussi eu des bas, que nous surmontons à présent depuis les négociations nucléaires du début de l'année.

À elle seule, l'Iran possède les réserves de pétrole de l'Arabie Saoudite, les réserves de gaz naturel de la Russie, le potentiel commercial de la Turquie, et les réserves en minerai de l'Australie... mais il faut une technologie sophistiquée évolutive pour exploiter et sécuriser tout cela.

LORSQU'IL S'AGIT DE PORTER UN REGARD à la fois introspectif et prospectif sur la relation franco-iraniennne, il convient de mettre en exergue deux notions clés qui structurent les relations internationales des deux pays et justifient leurs visions communes d'une certaine forme d'universalisme à modéliser et à exporter (profondeurs historiques et stratégiques). Il en résulte, *de facto*, cinq éléments structurants :

1. France-Iran : une longue histoire solidement ancrée sur 300 ans de relations diplomatiques, la première « ambassade » perse remonte à Louis XIV et au Shah Hossein de la dynastie Séfévide. Au-delà, l'influence française est solidement ancrée dans l'histoire politique iranienne. La Révolution bourgeoise de 1905 s'est, à titre d'exemple, inspiré de l'Universalisme démocratique et philosophique du révolutionnarisme français de 1789. L'ancien Majlis est ainsi construit sur le plan de l'Hémicycle du Palais Bourbon. La geste révolutionnaire de 1979, après le

séjour de l'Ayatollah Khomeiny à Neauphle-le-Château en est une résultante également.

2. Cette histoire s'appuie sur des convergences mais doit aussi tenir compte de divergences mises en exergue à travers le « soutien » français apporté à l'Irak durant la guerre Iran-Irak, véritable traumatisme ayant provoqué la mort de près d'un million de personnes entre 1980 et 1988. Plus récemment, l'asymétrie militaire créée par les contrats d'armements français vis-à-vis du Qatar, de l'Arabie Saoudite et des EAU est perçue comme une « rupture » dans le fragile équilibre stratégique dans le Golfe persique ;
3. La fin « effective » des sanctions – depuis janvier 2016 – ouvre de nombreuses occasions de coopérations bilatérales, dans le domaine géoéconomique, comme géoculturel, tout comme au niveau de l'approfondissement et la modernisation des coopérations industrielles (reprise des activités de Peugeot Fars et Renault Kodro) en vue de la livraison des voitures de nouvelles générations ;
4. De nombreux « écueils » demeurent néanmoins. Le plus symbolique réside dans la guerre commerciale franco-européenne-américaine que « révèle » le théâtre iranien. Le seul cas de la guerre commerciale entre Boeing et Airbus au sujet de la livraison des avions visant à la modernisation des flottes des compagnies Iran Air et Mahan Air en est le parfait exemple ;
5. Il en résulte aussi des perspectives conjointes à engager à l'avenir, en visant à œuvrer à des coopérations « trilatérales », sur le modèle de la coopération franco-chinoise en direction du continent africain. De ce point de vue, un accord identique entre Paris et Téhéran, vis-à-vis du continent africain, serait l'occasion idoine, pour témoigner de l'existence d'espaces stratégiques de convergences entre nos deux pays...

Quelques jours après la visite du ministre des Affaires étrangères iranien, Mohammad Jawad Zarif à Paris les 22 et 23 juin 2016 et à quelques jours du premier anniversaire de l'accord sur le nucléaire iranien du 14 juillet 2015 entre l'Iran et les membres du groupe dit « P5+1 », groupe créé en 2006, regroupant les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies auquel il convient d'ajouter l'Allemagne et l'UE, l'Iran semble reprendre, en effet, toute sa place sur l'échiquier international. Néanmoins, bien des écueils demeurent pour un retour sur le plan géoéconomique, géopolitique et géoculturel, que d'aucuns, dans le voisinage moyen oriental, voient toujours d'un mauvais œil.

Il aura fallu, en effet, douze années de crise sur le nucléaire, près de deux ans de négociations intenses ponctuées d'un nombre record de rencontres bilatérales entre l'Iran et les membres du groupe dit « P5+1 » pour que l'on parvienne, enfin, le 16 janvier 2016, à Vienne -siège de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) - à un accord complet ouvrant ainsi une nouvelle ère des relations internationales entre l'Iran et la « Communauté internationale » (Plan global d'Action Commun (PGAC)²).

L'accord est non seulement « historique » pour l'avenir du système de régulation de la non-prolifération et du désarmement - au regard du Traité de non-prolifération (TNP), depuis son entrée en vigueur en 1970 -, il l'est aussi eu égard à une prise en compte de la *Realpolitik* au Proche et Moyen-Orient, en Asie du Sud-Ouest, en particulier.

Au-delà, cet accord vient confirmer une nouvelle « gouvernance » dans les relations internationales caractérisée par l'émergence de Nations aux ambitions, contributions, actions et besoins qui iront *crescendo*.

L'accord scellé à Vienne est aussi déterminant, car il confirme *urbi et orbi*, l'Iran comme une puissance régionale, globale, tant sur le point stratégique qu'économique. Si, bien que des obstacles demeurent, néanmoins, il convient surtout, pour la France de ne pas manquer ce *momentum*.

De ce point de vue, douze points peuvent être contextualisés, mettant autant en exergue le rôle que la France autant que l'UE devra jouer de concert avec l'Iran. Il en résulte, du reste, un plan en douze points signés entre Jawad Zarif et Federica Mogherini, le Haut représentant pour la politique extérieure de l'UE.

- Cet ébauche d'accord préfigure ainsi la « réintégration » de l'Iran dans la communauté internationale. C'est une victoire diplomatique et politique faite de compromis mutuels. L'option éminemment risquée de la négociation diplomatique ouvrant la voie à une levée des sanctions, une détente, la réintégration dans la communauté internationale s'est avérée gagnante. Bien sûr, le diable résidant dans les détails, tout dépendra de l'application de ce compromis ;
- Sur le plan intérieur iranien, le président Rohani (qui jouait gros, face à un Parlement hostile à d'inacceptables compromis) est sorti considérablement renforcé, à l'aune des élections législatives et à l'Assemblée des Experts en février 2016 (Parlement le plus féminisé et le plus modéré depuis la Révolution de 1979).

- Ce nouveau paysage politique semble préfigurer une élection présidentielle en 2017 dans lequel semble émerger de nouvelles personnalités politiques, à l'instar du ministre des Affaires étrangères, le réformateur Jawad Zarif, accueilli en « héros » à Téhéran, qui pourrait lui faire prendre un destin à la Davotoglu (passé du MAE à la Primature turque)... peut-être un destin présidentiel à l'horizon 2017. Il en va de même, dans le camp conservateur, avec le Général Qasem Souleymani, chef de la Force Al Qods, auréolé par les victoires de Tikrit en Irak en 2014 et celles plus récentes ouvrant la voie à la reconquête de Mossoul.
- Pour les investisseurs et opérateurs économiques français, cet accord ouvre un marché de 80 millions d'habitants (100 millions à l'horizon 2050) marqué par une relation « particulière » avec la France (ouverture des relations diplomatiques entre la Perse et la France à la moitié du XVI^e siècle, l'exil de l'Iman Komeyni à Neauphle-le-Château en 1978...), engage à recommencer d'étudier des projets, sachant, néanmoins que les sanctions ne seront levées que fort progressivement ;
- Le texte définitif signé le 14 juillet 2016, permettra à Barack Obama d'exhiber une réussite sur le plan extérieur au moment où il accumule les difficultés avec la Russie, au Moyen-Orient sur le dossier israélo-palestinien. Il pourra même se vanter de disposer d'un appui bienvenu pour s'extraire des bourbiers irakiens, syriens, afghans ;
- À l'égard de l'Arabie Saoudite, il lui faudra faire preuve de pédagogie pour convaincre Riyad de consentir à une amélioration des relations avec Téhéran et ce au moment où après plusieurs mois, l'opération « *Tempête décisive* » a fait place à une nouvelle phase au Yémen (davantage politique « *Restaurer l'Espoir* »). Washington et Téhéran, s'en sont, du reste, réjouis de concert...
- Le rapprochement entre les États-Unis (ÉU) et l'Iran inaugure, aussi, une nouvelle phase des Relations internationales, celle dans laquelle la Russie se préoccupe de cette nouvelle amitié, qui pourrait se faire aux dépens d'une solidarité forgée dans une économie contrainte par des sanctions trentenaires et vis-à-vis de l'Arabie Saoudite, qui voit le rapprochement ÉU/Iran viendrait remettre en cause une proximité stratégique, forgée à l'aune du Traité de Quincy, en février 1945, scellant une coopération économique, énergétique et sécuritaire.
- Entre temps, le contexte de la vente par la France de 24 Rafale au Qatar, de deux Frégates multi-missions (FREMM) et de deux Mistral à l'Égypte, ainsi que la signature des volants 2 et 3 du contrat Sawari avec l'Arabie Saoudite, le

tout à hauteur de 15-16 milliards d'euros, est venu sensiblement et durablement modifier la donne stratégique dans la région.

- Livraison des missiles balistiques S300 par la Russie (suspendu en 2010) à l'Iran offre une illustration de cette réalité stratégique : Les États-Unis, ont d'emblée fait savoir que cela ne remettait en cause ni l'accord, ni ne contrevenait aux conventions onusiennes. D'ailleurs, le budget défense des États-Unis (600 milliards de dollars) contre celui de l'Iran (17 milliards de dollars) est sans comparaison !
- Perspective stratégique plus large, qui resitue l'Iran, dans sa place de carrefour stratégique ouvrant une nouvelle relation eurasiatique, et ce, au moment où la Chine ne cesse de se confirmer comme un acteur géopolitique et géo-économique plus vertueux (lancement par le président Xi-Jiping à Shangxi en décembre 2014, chez lui, du vaste projet « La stratégie : une région, une voie »³ englobant 60 pays à travers une nouvelle route de la Soie.../création de la banque Asiatique d'Investissement sur les Infrastructures (AIIB), qui avec 58 États, dont la France, pourrait faire de l'ombre à la Banque mondiale et remet en cause le système financier de Bretton Woods (BM- FMI)/ signature de 36 milliards de dollars de contrat, il y a quelques jours, entre le Pakistan et la Chine !) ;
- Mais cette négociation laisse aussi encore quelques zones d'ombres (la plus évidente concerne Israël. Le Premier ministre Benjamin Netanyahu n'a, non seulement, pas réussi à bloquer l'accord, mais il en résulte un *hiatus* grandissant entre Israël et les États-Unis (comme en témoigne l'épisode de la prise de parole du Premier ministre israélien devant le Congrès, il y a quelques semaines) ;
- Concernant, l'accord (sur le plan technique) : Il s'agit d'un « accord politique», quoique, les rédacteurs ont fixé des objectifs techniques précis et quantifiés pour les obligations à charge de l'Iran. Il semble à la première lecture que l'Iran a consenti de très importantes concessions et que, du moins à ce stade provisoire, il n'a pas reçu de garantie de suppression des sanctions, mais se voit accordé la possibilité de suspensions réversibles au fur et à mesure du respect de ses engagements.

Une fois l'accord mis en œuvre, le succès de la diplomatie du « compromis acceptable » entre Téhéran et les capitales occidentales, au premier chef desquels, Washington, Londres, Berlin et Paris, est une chance inédite à ne pas manquer, car une telle configuration stratégique est unique.

Aujourd'hui, la principale menace qui préoccupe l'Iran est la même que celle qui obère la sécurité des pays occidentaux, à savoir *Daesh* et sa cohorte de groupes terroristes se revendiquant de l'idéologie takfiriste et prônant un wahhabisme djihadiste, dont l'Arabie Saoudite est le centre névralgique.

Les sept dossiers suivants, qui pourraient rapprocher diplomaties et communautés stratégiques françaises et iraniennes sont, en effet, quelques-uns dont l'incidence est fortement liée à l'application effective de l'accord de Vienne :

- convergence d'intérêt à lutter contre *Daesh* en Irak (septembre 2014) comme en Syrie (depuis l'engagement militaire aérien à partir de septembre 2015), tout en veillant à juguler son expansion sur le continent africain, notamment en Libye. L'épineuse question de la reconstruction syrienne (estimée par l'ONU à plus de 300 milliards de dollars !) offre ainsi une occasion évidente de coopérations internationales. De ce point de vue, le « remplacement » du vice-ministre des Affaires étrangères Hussein Amir-Abollarian, chargé des dossiers arabes et africains offre une perspective positive de coopération dans ce sens.
- nécessité de stopper un conflit au Yémen qui s'enlise « inutilement » depuis 2004 et aggravé depuis l'intensification des combats par le jeu des « proxis » entre Ryad et Abou Dhabi – soutenant le Président Abo Rabbo Mansour Hadi - et Téhéran – soutenant l'ancien président Ali Abdallah Saleh, qui dirigea le pays grâce à l'appui des milices chiites Houthis, et ce, hélas, au prix de nombreuses vies humaines (1850 morts) et de nombreux réfugiés ;
- opportunité d'œuvrer de concert à des médiations, facilitations en faveur de la résolution et prévention, des conflits (à l'instar de la récente crise au Haut-Karabakh entre Arménie et Azerbaïdjan voisins, qui s'est soldée, par la rupture du cessez-le-feu début avril, 64 morts, dans le cadre d'un conflit « gelé » depuis 20 ans) ;
- urgence de trouver enfin une issue politique et institutionnelle au Liban après plus de 35 tentatives infructueuses d'élire un Président depuis près de deux ans et le départ du Président Michel Sleimane. Sans le soutien actif ou même passif du Hezbollah, aucun président ne pourra être choisi au Parlement. Comme en 1986, l'Iran a d'ailleurs, dit sa disponibilité à agir de concert, avec la diplomatie française pour trouver une issue acceptable par toutes les parties. Le MAE iranien, a, du reste, indiqué, lors de la venue du Président Rohani à Paris, en janvier dernier; qu'un nouveau Taef devrait servir d'étalon à la stabilisation tant au Liban (comme c'est le cas au Liban, depuis 1989) et potentiellement ailleurs, comme en Syrie ;

- perception commune du besoin de stabiliser la situation en Afghanistan, à l'aune d'un nouveau cycle électoral toujours aussi fragilisé par la puissance retrouvée des talibans et une conflictualité-concurrence croissante entre Daesh et Al Qaïda. Le soutien de « revers » que les Iraniens entendent apporter aux talibans, comme en témoigne le soutien tacite au Mollah Mansour (avant son élimination par un Drone américain, début mai dernier) révèle la ligne rouge de la politique étrangère sur sa frontière occidentale : profiter de son profondeur territoriale (*via* les communautés Hazaras et par le truchement des quelques 1,5 million de réfugiés afghans résidant en Iran) pour éviter à tout prix un entrisme de Daech sur son propre territoire ;
- alors que se tient le Sommet de Tachkent (23-24 juin 2016) venant clore la présidence annuelle de l'Organisation de Coopération de Shanghai et célébrant son 15^e anniversaire, nécessité de penser les relations énergétiques et économiques sur une base nouvelle, à mesure que d'autres acteurs, à l'instar de la Chine, de l'Inde, de la Russie, témoignent elles aussi d'une volonté de mise en exergue d'un approfondissement des interdépendances eurasiatiques. Il en résulte une mise en exergue de la perspective de la création d'un espace économique, diplomatique et stratégique eurasiatique, et ce, alors que la Chine a lancé, depuis novembre 2013, son projet de nouvelle Route de la Soie – terrestre et maritime (« une région, une voie » reliant la Chine à plus de 60 pays asiatiques, africains et européens) – et que la Russie, avec la création de l'*Union économique eurasiennne* (Traité d'Astana, du 29 mai 2014 qui a succédé à la Communauté Economique Eurasiennne, crée en octobre 2000) vise aussi à être un acteur majeur ;
- le contexte des relations avec l'Iran doit, enfin, tenir compte des évolutions récentes liées aux fluctuations des marchés pétroliers. Alors que le cours du Brut semble se stabiliser autour du prix de 50 Dollars/Baril (après une période d'intenses fluctuations depuis une douzaine d'années), les récentes déclarations du ministre des hydrocarbures Zanganeh, à l'issue de la dernière réunion de l'OPEP à Vienne, au sujet de la préférence iranienne pour la détermination de quotas de production (plutôt que la fixation d'un plafond de production) doit ainsi être pris en compte dans le contexte de la reprise de la production iranienne (3,6 millions de Barils/jours dont 2 millions exportés en 2016 ; 4,8-5 millions barils/jours d'ici 2021) à un niveau sensiblement égal à celui qui était le sien avant les sanctions lancées en 2006. Le préalable de la nécessité d'injecter 80 à 100 milliards de dollars pour y parvenir semblerait relativiser, néanmoins, ces déclarations !

Bref, l'Iran, forte de ses 80 millions d'habitants, 100 millions en 2050, compte-tenu de son PIB à parité de pouvoir d'achat qui la place au 17^e rang des puissances économiques mondiales, offre nombre de garanties pour qui veut bien s'en saisir, avec réalisme et pragmatisme.

C'est désormais à ce chantier que la France doit s'atteler avec célérité, mais délestée des obstacles institutionnels et des perceptions idéologiques qui l'ont contrainte ces dernières années. Le contexte favorable né des dernières élections de février devrait accélérer cette « normalisation », loin des postures « néo-conservatrices » que certains observateurs de la scène diplomatique franco-iranienne ont perçu comme étant venue « perturber » le bon cours des négociations sur le nucléaire.

La visite, le 28 juillet dernier, de l'ancien ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, n'ayant, semble-t-il pas réussi à faire oublier l'intégrisme de ses prises de parole durant les deux années de négociations, ni la « ligne dure » qu'il semblait incarner sur ce dossier.

Il y a urgence, car la diplomatie française a placé nos intérêts stratégiques et économiques en position inconfortables, et ce, par ses positions plus intransigeantes que celle de ses partenaires couplée à sa fermeté affirmée – qui a pu certes séduire nos alliés « diplomatiques » traditionnels en Israël et « commerciaux » avec lesquels la France s'est rapprochée, à l'aune d'une coopération militaire inédite, à l'instar de l'Arabie Saoudite et vis-à-vis des Emirats, sultanats du sud du Golfe Persique – mais qui marque une rupture récente dans notre politique d'équilibre au Levant et au Moyen-Orient.

Situation quelque peu paradoxale quand on sait que les entreprises françaises ont parfaitement saisi l'importance des enjeux et ont déjà commencé à se repositionner sur le marché iranien.

Notre « diplomatie économique » ne saurait donc être pervertie par une certaine idéologisation de notre diplomatie, encore faudrait-il faire plus désormais qu'en témoigner. La difficulté à mettre en place le raccordement des transactions vis-à-vis de l'Iran au système de transfert financier Swift, ainsi que l'érosion de la confiance de la part des banques françaises (échaudées par les sanctions financières que n'a pu éviter BNP – Paribas, eu égard aux opérations réalisées en dollars entre 2002 et 2009 vis-à-vis de l'Iran et les 800 millions qu'elle a dû régler aux tribunaux américains) viennent témoigner que lorsqu'il s'agit d'appréhender le marché « vierge » iranien, il s'agit plus d'une guerre économique entre UE et États-Unis, qu'autre chose.

S'il est indéniable que la position géostratégique de l'Iran est un facteur clef de la sécurité régionale, alors le commerce et les échanges économiques, scientifiques et culturels poseront un socle permettant d'ancrer ses voisins d'Asie du Sud-Ouest (Afghanistan et Pakistan en lutte avec les talibans, les narcotrafiants ou encore des groupes armés sunnites comme Judallah dans le Baloutchistan), comme ceux du Moyen et Proche Orient (principalement l'Irak qui lutte contre son délitement politique et militaire) dans une aire de stabilisation – à court terme – et de prospérité – à plus long terme.

Sachons, accompagner ce mouvement, car la France a une place particulière en Iran. Nos entreprises sont bien implantées et connaissent bien le marché iranien et son potentiel exponentiel.

À elle seule, l'Iran possède les réserves de pétrole de l'Arabie Saoudite, les réserves de gaz naturel de la Russie, le potentiel commercial de la Turquie et les réserves en minerai de l'Australie...

Il faut donc faire, désormais, la part des choses et retrouver les ressorts d'une longue et riche tradition diplomatique entre nos deux nations, et ce, trois cents ans, après l'établissement des relations diplomatiques entre la France et la Perse.

La position du gouvernement français sur les questions de non-prolifération ne doit pas freiner les intérêts de la France et la volonté de nos industriels de s'implanter à nouveau dans ce marché de 80 millions d'habitants, au très fort potentiel issu d'une jeunesse instruite et formée, qui représente 60 % de la population, avide de biens de consommation comme en attente impatiente d'infrastructures.

La bonne exécution de l'Accord du 14 juillet, et sa mise en œuvre concrète permettra de sortir de cette confrontation qui a, du reste davantage frappée nos entreprises que celles de nos partenaires d'Outre-Atlantique. ■

Notes

1. Emmanuel DUPUY est professeur de géopolitique associé au sein de plusieurs universités (Université Paris-Saclay - Paris 11) et écoles privées spécialisées en relations internationales (ILERI - Institut d'Etude des Relations Internationales). Il est aussi chercheur associé au sein du ROP (réseau des chercheurs francophones sur les opérations de la paix) de l'UQAM (université francophone de Montréal) et appartient au REFFOP (réseau francophone des opérations de maintien de la paix de l'Organisation Internationale de la Francophonie). Spécialiste des questions de sécurité et de défense, il préside le think tank IPSE - Institut Prospective et Sécurité en Europe. Il fut auparavant Chargé d'Etudes à l'Institut de Recherche Stratégiques de l'Ecole militaire (IRSEM) ainsi que

Chargé de mission « Recherche - défense » auprès du Secrétaire d'État à la Défense et aux Anciens combattants (2008-2010). Il a enseigné précédemment à l'École Spéciale Militaire de Saint-Cyr Coëtquidan, à l'Université de Webster (Genève, Suisse), à l'École Supérieure de Commerce de Dijon, à l'IUT de Cergy ainsi qu'à l'Institut de Préparation à l'Administration et à la gestion (IPAG, Paris).

2. « Joint Comprehensive Plan of Action » (JCPOA)
3. « One Belt, One Road Strategy »

Mohammad Reza MAJIDI



et Zahra JOZAGHI

Professeur à Université de Téhéran



LA DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE DE L'IRAN ET DE LA FRANCE

Cet article essaie d'analyser les relations et interactions entre l'Iran et la France pendant des périodes distinctes et les perspectives de son avenir en termes de Diplomatie Parlementaire. La diplomatie parlementaire est l'un des mécanismes les plus influents dans le domaine de la politique étrangère. Ce genre de diplomatie surveille les activités parlementaires au niveau international afin d'atteindre des objectifs spécifiques. Les relations entre l'Iran et la France ont connu divers hauts et bas à travers l'histoire à cause d'enjeux régionaux, nationaux et globaux particuliers. Cependant, le point important en est que ces relations sont mutuelles en raison du besoin de l'Iran de jouir de la coopération avec un État-membre de l'Union européenne (UE), d'autre part du potentiel du marché des 80 millions d'iraniens pour la France. D'ailleurs, la coopération Iran-France pourrait aussi être bénéfique aux niveaux internationaux dans différents domaines, notamment dans la lutte contre le terrorisme, l'extrémisme, les sujets nucléaires et l'amélioration des développements stratégique au Liban, en Syrie, au Yémen, etc. Le rôle des Groupes d'amitiés parlementaires a aussi été souligné dans cette élaboration. Enfin, en évoquant les différents déplacements entre les deux pays, un avenir prometteur est attendu dans les relations Iran-France.

LE CONCEPT DE « DIPLOMATIE » SE RÉFÈRE aux relations et aux interactions entre individus, groupes et nations dans le champ des relations internationales. La diplomatie dans son application formelle se réfère principalement à la diplomatie internationale, les relations internationales étant constituées de négociations, conférences et de pourparlers officiels, lesquels nourrissent les dialogues entre diplomates officiels.

Dans le monde d'aujourd'hui, étant donné la taille et la complexité des relations politiques et internationales, il est requis qu'un pays utilise tous ses outils disponibles pour exprimer ses vues et atteindre ses objectifs de différentes manières. Puisque les gouvernements différents autour du monde sont reliés les uns aux autres, la relation entre les parlements demeure une tradition de longue date qui a toujours existé.

La Diplomatie parlementaire est un moyen significatif et une forme alternative de diplomatie, même si Elle n'a pas encore été largement étudiée ; elle se développe récemment par le rôle amplifié des parlements et leur participation dans les Affaires extérieures aussi bien que les sujets touchant aux relations internationales. Les rôles et les démarches des parlements dans le domaine extérieur sont définis comme ce que nous appelons la diplomatie parlementaire laquelle peut être analysée à deux niveaux : le premier, son caractère légal avec l'appréciation de la compétence institutionnelle de parlements régulés dans le domaine de relations internationales, tandis que le deuxième niveau se réfère à sa nature politique eu égard au rôle politique plus large de parlements dans la réalisation et dans la formulation de la politique extérieure d'un pays. En combinant les deux niveaux de cette approche, nous définissons la diplomatie parlementaire comme étant les activités développées par les parlements dans les relations internationales, dans les limites de leur compétence institutionnelle et en tant qu'acteur fondamental dans le champ de la politique interne.

La diplomatie parlementaire se réfère à une large étendue d'activités parlementaires dans les niveaux bilatéraux, multilatéraux, régionaux et internationaux visant à mettre en exergue la compréhension mutuelle entre pays et rendant encore plus profond le rôle des parlements dans l'arène internationale et aussi augmentant la participation au processus de formulation internationale des décisions afin de protéger les intérêts des nations.

Aujourd'hui la diplomatie parlementaire est aussi active que la diplomatie gouvernementale officielle. Les parlements en qualité de représentants directs de populations, expriment leurs demandes sans contrainte de quelques protocoles et considérations officiels. Des vues différentes s'expriment dans des parlements et à des périodes où les gouvernements ne peuvent prendre quelque démarche que ce soit, les représentants des parlements pourraient être utiles.

La diplomatie parlementaire est une diplomatie lisse et accessible qui en même temps facilite la diplomatie au niveau gouvernemental et pourrait ouvrir les

possibilités pour l'expansion de relations aux niveaux politiques et économiques. L'expansion de la diplomatie parlementaire est une manière de mettre en exergue la coopération politique, économique, culturelle et sociale. Le rôle des parlements pour résoudre et réduire les tensions internationales aux côtés des ministères des Affaires extérieures a pour objet d'être un soutien.

L'application d'une diplomatie parlementaire inclut les déplacements parlementaires bilatéraux et multilatéraux, la formation de groupes d'amitiés parlementaires dans les Parlements des pays, la participation et la présence de représentants dans les assemblées parlementaires internationales, et même de la surveillance directe des décisions internationales des gouvernements par l'approbation ou le rejet des projets, des décisions proposées, des conventions et des accords internationaux, tout aussi bien que l'accès ou le non accès aux conventions internationales. La diplomatie parlementaire est une diplomatie qui facilite l'action de l'État, et en même temps, elle peut fournir l'espace pour le développement de relations aux niveaux politiques et économiques. Le développement de la diplomatie parlementaire est une manière de créer de la coopération dans des domaines politiques, économiques, culturels et sociaux entre les pays et le rôle des parlements a été efficace pour s'adresser aux belligérants et réduire des tensions internationales coordonnant l'action main dans la main de ministères des Affaires extérieures des pays, tout aussi bien que pour réaliser des accords politiques entre pays.

La diplomatie parlementaire est l'un des mécanismes les plus influents dans le domaine de la politique étrangère. Ce genre de diplomatie surveille les activités parlementaires au niveau international afin d'atteindre des objectifs spécifiques.

La diplomatie parlementaire n'est pas un concurrent de la diplomatie gouvernementale officielle mais son complément. Parce que dans les situations internationales changeantes d'aujourd'hui, non seulement le nombre d'acteurs dans le champ global a augmenté, mais aussi les champs de coopération internationale, y inclus la coopération scientifique et culturelle, en particulier les relations entre régions et villes dans tout le monde, ont augmenté dramatiquement. La présence de délégations parlementaires dans les organisations internationales et leur participation dans les conférences et conventions internationales indique le besoin croissant pour l'implication des parlements dans ces zones différentes.

Les Groupes d'amitiés parlementaires jouent un rôle actif dans le cadre de la diplomatie parlementaire. Les Groupes d'amitiés parlementaires sont formés dans les parlements nationaux qui agissent pour promouvoir les relations parlementaires

entre les différents pays. Quoique ces groupes ne soient pas les porte-paroles de leurs gouvernements ou même de tous les parlementaires auxquels ils appartiennent, ils jouent néanmoins un rôle important pour faciliter et accélérer les priorités de politique étrangère du pays.

L'importance des groupes d'amitiés dans l'avancement de la diplomatie parlementaire en est au point où dans certains pays, le Comité des directeurs du parlement décide directement l'entrée et la sortie d'un membre dans le groupe.

La nature informelle des groupes d'amitiés parlementaires a augmenté la manoeuvrabilité diplomatique des représentants dans le champ de la politique étrangère puisque certaines limitations faces au Département de l'Intérieur n'existent pas pour eux. C'est pourquoi dans les parlements de la plupart des pays, les législateurs sont élus pour gérer ces groupes qui ont les connaissances, l'expérience et la capacité d'initiatives individuelles pour améliorer les relations entre le parlement et d'autres pays.

L'histoire des relations entre l'Iran et la France

Les relations France-Iran existent de longue date et bien avant l'ère contemporaine. L'analyse de l'évolution des relations entre l'Iran et la France démontre que beaucoup d'instances historiques des relations externes des deux pays ont été fondées pour la plupart sur la base d'échanges scientifiques aussi bien que des relations culturelles et commerciales dans le contexte de relations entre les personnes.

À présent, l'Iran et la France cherchent à construire de nouvelles relations pendant cette période post-sanctions. Or, sans connaître l'histoire des relations entre les deux pays il n'est pas possible d'évaluer une image précise de leurs relations contemporaines et de dessiner un schéma clair de leurs interactions futures. Les hauts et bas significatifs des relations entre les deux pays ont donc été mentionnés ici sous deux catégories principales, nommément ceux d'avant la Révolution et ceux d'après.

A. Avant la Révolution

Selon quelques rapports et affirmations historiques, la relation entre les Perses et des parties du Midi de la France avait été établie dans l'Antiquité par des navigateurs phéniciens.

Beaucoup d'indices révèlent des contacts et des relations entre l'Iran et la France au Moyen Âge. Les premières tentatives dans l'histoire des relations étrangères d'Iran

avec la France datent de l'année 1262 AD soit 660 AH durant la règne des Mongols. L'année-là, Holâkou a envoyé une lettre au Roi Louis IX de France pour annoncer la chute du Califat de Bagdad et la conquête de Bagdad.

Ses successeurs de Ghazan Khân à Aljayto (le Sultan Muhammad Khodabandeh) ont aussi essayé d'expédier des délégations dans les pays européens, surtout la Grande Bretagne et la France, pour les encourager à se rallier à la guerre contre l'Égypte et les Sarabans. Pendant le seizième siècle jusqu'à l'arrivée du Chah Abbâs I, puisque Chah Ismail et Chah Tahmasb étaient impliqués dans des conflits internes et dans la consolidation de leurs bases de pouvoir aussi bien que faire face aux attaques par les Ottomans, d'autre part, les rois de la dynastie Valois en France étaient considérés comme étant des alliés des Ottomans, virtuellement aucune relation n'existait donc entre l'Iran et la France. Mais malgré ces difficultés, de grands voyageurs français ont commencé leurs pérégrinations en Iran pendant cette période. Les expéditions avec Chardin, Tavernier et Tono (Therentot) ont ramené de nouvelles informations sur le peuple iranien aux Français, produisant ainsi une augmentation progressive de relations commerciales.

Avec la chute de la dynastie Safavide, il n'y aura plus soixante années durant de relations avec la France jusqu'à l'époque où Louis XVI a envoyé Kenneth De Ferrière en Iran en 1783. Le représentant de Louis XVI est arrivé en Iran en février de l'année. À ce moment-là, les guerres civiles en Iran battaient leur plein, si l'on en croit Karim Zand Khân, et aucun résultat n'a pu être atteint, ensuite avec la Révolution française aucune relation ne fut possible jusqu'à l'année 1796 lorsque deux représentants français (Brounyro et Olivier) ont été expédiés en Iran pour transmettre une lettre de l'Ambassadeur français à Ebrahim Haji Agha Mohammad Khân Etemadodoleh, chancelier de Agha Mohammad Khan, à la Cour ottomane. Cette lettre proposait des relations cordiales entre les deux pays, ce à quoi le chancelier répondit positivement.

Suivant ces événements, et la correspondance de Napoléon et de Fath Ali Chah, le Traité de Finkenstein a été signé en mai 1807. L'interruption et la suspension des relations entre les deux pays a continué jusqu'à l'époque de Napoléon III, lorsqu'une délégation menée par Bourre a été envoyée en Iran, afin d'établir d'amicales relations avec celui-ci.

Avec la chute de Napoléon III et la déclaration de la République en France, d'amicales relations ont continué entre les deux pays. Nasseredin Chah a visité le pays à trois reprises. Mozafaredin Chah a fait deux voyages en France pendant son

règne. Puisque la France n'avait pas de commentaires coloniaux concernant l'Iran, les relations entre les deux pays étaient plus de nature culture et scientifique. Des professeurs français enseignaient à l'Académie Darolfonoun et nombre de jeunes Iraniens se sont inscrits dans des écoles françaises. À l'époque, le français était le langage scientifique et international. Le français était aussi connu comme étant la première langue étrangère en Iran. En 1900, l'Ecole de garçons Saint-Louis et l'Ecole de jeunes filles Jeanne d'Arc ont été établies à Téhéran.

L'établissement d'ambassades et de visites royales Nazareth a ouvert un nouveau chapitre dans les relations étrangères Iran-France, surtout dans les champs de l'économie et de la culture. L'envoi du tout premier groupe d'étudiants iraniens à la Sorbonne, et l'établissement des premières écoles francophones sont des exemples des relations culturelles entre les deux pays courant les époques pré-Pahlavi et Pahlavi.

Les relations entre l'Iran et la France ont été relativement paisibles pendant la première période pahlavide. La France a accueilli à bras ouverts la décision de 1927 annulant la capitulation, et ceci a aidé à renforcer les relations entre les deux pays. Un nouveau traité d'amitié entre les gouvernements iranien et français a été signé à Téhéran le 30 juin 1929, et il exprimait l'intérêt des parties pour intensifier les relations amicales sur le long terme. Aussi, le premier accord culturel officiel entre l'Iran et un pays étranger a été signé entre l'Ambassadeur iranien et le ministre français de la Culture à Paris la même année.

En examinant les relations entre l'Iran et la France pendant la période pahlavide, deux éléments importants peuvent être relevés : l'un c'est l'appréciation la plus haute de la France dans l'opinion publique d'Iran, par comparaison avec d'autres pays européens, et le deuxième, c'est la dominance des relations culturelles entre les deux pays sur les domaines politiques et économiques. Sans doute le cadre et le fondement des relations entre l'Iran et la France peuvent être appréciés à partir de la base d'échanges culturels.

Pendant la Deuxième guerre mondiale et l'Occupation de la France, les relations de l'Iran et du Gouvernement Vichy ont été établies sous les auspices d'Allemagne, mais suivant la pression alliée et l'interruption des relations germano-iraniennes, l'Iran a rompu ses relations politiques avec le Gouvernement de Vichy, le 30 mars 1942, et en juin 1944 le gouvernement de transition de la République française dirigé par le Général de Gaulle depuis Alger, a été reconnu.

En octobre de la même année, après l'établissement de ce gouvernement sur Paris, l'Ambassade iranienne a rouvert, et un an plus tard a été promue à Ambassade

Majeure. Dans l'après Deuxième guerre mondiale, et au regard des visites mutuelles entre les chefs des deux pays, les relations entre l'Iran et la France ont joui de bonnes conditions de croissance. Entre 1970 et la Révolution islamique, les deux pays ont signé de nombreux contrats dans les champs de relations culturelles et de commerce.

B. Après la Révolution

Lors de la victoire de la Révolution islamique, les relations entre les deux pays étaient très bonnes. Giscard d'Estaing, qui avait prédit la chute du gouvernement du chah et concevait ses relations avec l'Iran comme une nécessité, respectait les idéaux révolutionnaires du peuple iranien. Pendant la Révolution islamique en Iran en 1978, du fait de la résidence de l'Imam Khomeini à Neauphle-le-Château près de Paris, la France a été sérieusement impliquée dans les affaires révolutionnaires. Pendant cette période, l'opinion publique française était en faveur de la révolution iranienne.

En fait, les relations les plus amicales possibles entre les deux pays et les deux personnalités furent développées pendant le court séjour de l'Imam Khomeini en France et le rôle favorable des médias de masse en France, selon sa réflexion sur ses vues.

La coopération entre l'Iran et la France dans de nombreuses sphères se situe sur un arrière-plan de long terme. Après la Révolution islamique, malgré des motifs légitimes, le développement des relations entre les deux pays a eu à faire à beaucoup turbulences du fait de la politique régionale adoptée par la France, en particulier le soutien fourni par le gouvernement français au régime ba'assiste irakien durant la guerre imposée. Après la guerre entre l'Iran et l'Irak, la France a voulu participer dans des programmes de reconstruction en Iran. D'une part, l'accès aux marchés d'Iran était important pour la France, politiquement et économiquement, d'autre part l'Iran avait besoin de la coopération d'autres pays afin de reconstruire le pays après la guerre. L'Iran avait aussi besoin du soutien d'autres gouvernements y incluse la France en qualité de membre permanent du Conseil de sécurité, pour l'application stricte des provisions de la Résolution n° 598, et pour empêcher toute négociation dans le cadre des dites provisions. Par conséquent les deux pays se dirigent vers le développement de leur coopération bilatérale dans l'arène internationale, afin de surmonter les obstacles courants.

Lorsque Jacques Chirac est arrivé au pouvoir, il annonça son opposition à l'isolement de l'Iran. Hachemi Rafsandjani, le président iranien de l'époque, en

accueillant les propos de Chirac a ouvert un nouveau chapitre de relations entre Téhéran et Paris. En même temps, l'opposition de la France contre les sanctions des États-Unis à l'encontre de l'Iran était grandement positive. Suivant la décision du gouvernement des États-Unis d'imposer des sanctions économiques contre l'Iran (lois D'Amato), le gouvernement français annonça son opposition à ces mesures. Aussi, Jacques Chirac annonça lors de sa victoire aux élections présidentielles en France que : «...malgré l'opinion de ceux qui trouvent que l'Iran devrait être isolé et que nous devrions cesser nos relations avec ce pays, je crois que la France devrait développer ses relations avec l'Iran. Nous ne pouvons écarter l'Iran si le gouvernement iranien effectue épisodiquement des démarches exigeantes, encore si nous isolons l'Iran, nous intensifierons ces démarches ».

Avec l'arrivée de Chirac, de nouveaux horizons dans les relations entre les deux pays émergent, y compris la résolution du problème algérien, afin d'équilibrer les buts des États-Unis (ÉU) et de l'Union européenne (UE), et la délimitation des politiques de principes de la France au Moyen-Orient et dans le Golfe persique, et en considérant l'Iran comme la plus grande puissance dans la région. Finalement l'entrée de la compagnie pétrolière TOTAL dans les champs pétrolifères d'Iran à la place de la compagnie américaine CONOCO, a été considérée comme un pas positif dans les relations économiques Téhéran-Paris.

Par contre, après l'élection de juin 1997, la victoire de Khatami a créé de nouvelles voies dans la politique étrangère d'Iran. La France a annoncé qu'elle soutiendrait des réformes en Iran, mais de manière prudente. La mise en exergue de la compréhension avec les pays musulmans dans le Golfe persique, la Région Caspienne et l'Afrique du Nord a eu un impact positif sur les relations entre l'Iran et l'Union européenne.

Les voyages de Khatami vers divers pays européens dont la France ont pu être appréciés comme un changement dans les relations entre les deux pays. En fait, nous pouvons dire que les relations entre Téhéran et Paris depuis la décision des pays européens de retirer leurs ambassadeurs de Téhéran le 9 avril 1997, et l'invitation de Jacques Chirac au Président Khatami de voyager en France le 21 août 1998, ont obtenu des retours très rapides et positifs.

Cependant, pendant l'époque Khatami les relations entre les deux pays étaient sur le chemin de la reprise. Le ministre des Affaires étrangères français a rencontré son homologue iranien tôt en 1998 dans les coulisses du 28^e congrès du Forum Economique Global en Suisse, et il a souligné que les relations devaient se renforcer

d'avantage, donc en maintenant son opposition aux sanctions par les États-Unis, confirmant la visite à Téhéran de l'ancien président français Valéry Giscard d'Estaing, la rencontre du conseiller du Président français avec le Docteur Zarif (adjoint aux affaires légales et internationales au ministère des Affaires étrangères), et le soulignement de la coopération politique et économique avec l'Iran, le désarmement nucléaire, la guerre contre les trafics de stupéfiants, la poursuite de la coopération pétrolière, la signature du prêt de 900 millions de dollars de la Banque Crédit Agricole française à l'Iran en mars 1999, l'arrivée de la délégation d'amitiés du Parlement français en Iran, les pourparlers sur les affaires du Moyen-Orient, le processus de paix en Palestine et dans toute la région... parmi les éléments les plus importants des années 1998-2000.

Les zones les plus importantes de la coopération France-Iran

1. Promouvoir la coopération économique

Selon le sénat français courant avril 2014, la France a été appelé « le grand perdant des sanctions contre l'Iran » : le niveau d'échange commercial entre les deux pays a chuté de quatre milliards d'euros en 2004 à seulement 500 millions d'euros en 2013, et la contribution économique de Paris a diminué de 7 % à 1 %. L'Iran jouit d'une position spéciale dans la Région Ouest-Asie, ayant des ressources énergétiques abondantes et une large population permettant des opportunités uniques qui peuvent élargir les champs de coopération commerciale et économique entre les deux pays. Nous pouvons citer le journal *Les Echos* qui avait écrit que l'Iran avec son marché de quatre-vingt millions d'habitants et un nombre conséquent de spécialistes, a attiré les entreprises françaises qui doivent maintenant gagner la confiance de partenaires iraniens en vue d'une présence plus active au marché iranien où guettent de nombreux compétiteurs étrangers. Après de nombreuses années, les limitations sur la coopération entre les entreprises iraniennes et françaises ont enfin été repoussées, Paris cherche à pénétrer à nouveau les marchés iraniens. Suivant l'accord préliminaire à Genève (décembre 2015) nous sommes témoins de l'entrée d'une délégation d'une centaine de membres du Syndicat des ouvriers français, en vue d'estimations préliminaires. La visite immédiate du Ministre des Affaires étrangères français, à Téhéran et la visite du Président iranien en France ont marqué un nouveau chapitre dans les relations entre les deux pays après douze années difficiles. Les aspects importants de ces visites furent : l'élargissement des niveaux de commerce mutuel, la coopération dans des domaines tels que les transports, l'agriculture et l'investissement industriel (surtout l'automobile, l'aviation et

le Protocole des accords commerciaux). En outre, l'Iran pouvait espérer obtenir des accords dans les domaines technologiques et industriels dans lesquels la France est très performante. Ceci rendrait possible le transfert de nouvelles technologies vers l'Iran, et éventuellement l'amélioration de toute l'économie du pays. Il est à noter que l'Iran et la France peuvent améliorer leur coopération paisible dans le domaine nucléaire lequel est bénéfique à tous deux. Par contre, l'Iran pourrait discuter des engagements que les pays européens refusent d'honorer depuis quelques années, du fait des sanctions internationales telles la confiscation à nouveau d'une usine nucléaire. D'autre part, la France pourrait développer sa coopération économique et commerciale dans des domaines tels les industries automobiles et pharmaceutiques, aussi bien que les projets pétroliers et électriques, en abandonnant ses positions parfois sévères en matière nucléaire.

2. Promotion de coopération culturelle

Les occasions de relations culturelles potentielles entre l'Iran et la France peuvent servir pour mettre en exergue la coopération entre les deux pays dans le cadre de l'UNESCO et ses possibilités d'échanges étudiants et scientifiques.

La langue française a beaucoup influé les domaines scientifiques, culturels et artistiques (la peinture, l'artisanat, la photographie, la musique, etc.), et a été largement traduite. Cette tendance a eu un effet indéniable et essentiel dans la conscience du peuple iranien et son sentiment vis-à-vis du besoin de changement, ainsi que sur les efforts nécessaires pour développer le pays à la fin du XIX^e siècle. D'autre part, l'« iranologie » est active en France, focalisant les recherches sur l'archéologie, les anciennes langues et les mœurs, la mise à jour des études et actes anciens. Les relations culturelles entre les deux pays sont donc concrètes, intactes et fructueuses, permettant d'importantes influences sur les conditions internes du développement de l'Iran. La coopération entre l'Iran et la France peut aider au développement de la francophonie. L'Iran appuie la diversité des langues dans ses programmes scientifiques et souhaite réduire l'hégémonie de l'Anglais. De nos jours nous pouvons témoigner de plus en plus de l'exploitation du Français dans les dialogues interculturels. Effectivement, cette langue devient populaire parmi les persanophones en Iran, et, nous l'avons vu, depuis deux siècles le Français est la première langue européenne dans les champs scientifiques, culturels et artistiques d'Iran. En considérant cet intérêt potentiel important des Iraniens vis-à-vis de la langue Française et dans le cadre du récent désamour relatif vis-à-vis de l'anglais en Iran, la France pourrait exploiter ces quatre-vingt millions de personnes à titre de pôle de la francophonie

en Asie de l'Ouest, ce qui à son tour accélérerait l'entrée de la francophonie dans d'autres pays de la région.

Le rôle de la coopération parlementaire dans le développement de relations entre l'Iran et la France

Cette année 2016 constitue le cent-dixième anniversaire du Parlement iranien. En 1906 la Révolution constitutionnelle iranienne (*Engelâbe mashrootiye*) a gagné, et l'Iran fut parmi les premiers pays dotés de parlement. Pendant les vingt-quatre sessions avant la Révolution islamique de 1978-1979 en Iran, et à travers les neuf sessions depuis, le parlement a joué un rôle décisif important dans la vie sociale et politique des Iraniens, et dans l'appréciation que les autres pays portent sur l'Iran.

En cette année 2016, la session a duré deux mois après les élections nationales de février.

Or, les relations entre l'Iran et la France datent de plusieurs décennies avant la création du parlement en Iran. Les parlements en tant que représentants des peuples en gouvernance peuvent avoir un rôle conséquent dans les relations entre pays. De 1906 à 1979, la diplomatie parlementaire a eu peu de rôle dans ces relations, surtout aux époques des deux premiers règnes pahlavides de 1925 à 1979 lorsque les décisions nationales étaient monopolisées par la monarchie.

Depuis trente-huit ans, les relations politiques entre l'Iran et la France ont connu d'innombrables hauts et bas. Avec l'élection du Docteur Rohani en tant que président de la république islamique d'Iran en 2013 et suite aux négociations nucléaires, une ambiance plus pacifiée s'est installée au niveau international par rapport à l'Iran, et nous pouvons témoigner de visites de délégations parlementaires de divers pays en Iran. En même temps, un nouveau chapitre de relations entre Téhéran et Paris a commencé. Les parlements de ces deux grands pays ont des moyens qui peuvent se traduire en de belles occasions et être exploités dans le champ des relations franco-iraniennes. De la même manière qu'en France la politique étrangère est sous la responsabilité du président, le parlement y intervenant à son niveau, en Iran aussi d'autres institutions sont actives dans le champ de politiques étrangères. Cependant le parlement pourrait influencer divers domaines de la politique étrangère, aussi plusieurs contrôles et vérifications sont exécutés par le parlement. Le parlement en France est composé de l'Assemblée Nationale et le Sénat, mais en Iran le parlement ne comprend qu'une chambre : l'Assemblée consultative islamique (ACI).

Dans la République islamique d'Iran, puisque l'ACI est chargée de surveiller toutes les agences étatiques du pays, y inclus le ministère des Affaires étrangères, elle joue un rôle sérieux en politique étrangère. En plus de l'autorité législative du Parlement, ses obligations au niveau international incluent : l'approbation des traités, conventions, accords nationaux et internationaux, l'approbation des prêts et emprunts internes et externes, la responsabilité des représentants envers tous les peuples, et le droit de commenter tous aspects des affaires nationales et internationales. Au parlement même, plusieurs structures et institutions existent lui permettant d'agir sur le champ diplomatique. L'une des structures qui pourrait être très active en matière de diplomatie parlementaire est le Groupe d'amitiés parlementaire (GAP). L'ACI dispose de quatre-vingt GAP qui, lorsqu'ils sont activés, peuvent contribuer pleinement au développement des relations.

Le Groupe d'amitié interparlementaire France-Iran a été créé au Sénat en 1975, et tout comme tous les GAP, il vise à promouvoir des liens bilatéraux de confiance et de compréhension mutuelle entre parlementaires des deux pays, en promouvant en même temps des échanges pratiques dans une variété de domaines dont la coopération économique, le dialogue culturel, les réunions gestionnaires, etc. Les Groupes d'amitiés du Sénat (GAS) cherchent aussi à promouvoir la coopération décentralisée et le système bicaméral au service de la démocratie. Le Groupe d'amitié France-Iran, dépendant du contexte diplomatique, a focalisé ses activités durant les années récentes sur des réunions informelles ou des séminaires visant à établir une meilleure compréhension des affaires iraniennes, comme la conférence du 10 avril 2012 consacrée à « l'Iran et ses partenaires majeurs ».

La Commission de la Sécurité Nationale et de la Politique Etrangère est encore une structure pouvant être très active en matière de diplomatie parlementaire ; la Commission de la sécurité nationale est celle qui, spécialisée dans le champ de la politique étrangère, pourrait devenir active en ce sens. Le Président du parlement peut aussi travailler activement dans le champ de la diplomatie en tant que membre du Conseil suprême de la sécurité nationale et en qualité de représentant de la nation.

Perspectives futures

Les relations parlementaires entre l'Iran et la France peuvent refléter l'ambiance des relations générales entre ces deux pays. Avant les négociations nucléaires entre l'Iran et le P5+1, et malgré des efforts par les parlements des deux pays, ceux-ci cherchaient à créer de nouveaux espaces pour la promotion des relations, mais en

pratique aucun progrès actif n'était vraiment repéré. Dans une telle situation, les agissements de groupes de pression dans l'opposition visant à perturber ou influencer les relations des deux pays ont été créés au Sénat et à l'assemblée nationale français, créant ainsi de nouveaux défis dans le champ de relations bilatérales. À la suite de l'élection du Docteur Rouhani en 2013, de nouveaux signes ont apparu indiquant la volonté de la France de reprendre le dialogue avec les responsables iraniens, dans l'optique de résoudre les crises régionales et créer une nouvelle ambiance favorable aux relations entre les deux pays.

En particulier, contrairement aux politiques uniformes adoptées par le gouvernement français pour imposer une démarche unilatérale par rapport aux développements au Moyen-Orient, et des lignes de conduite pour les représentants de l'Assemblée Nationale et du Sénat français dans l'élaboration d'une démarche de Paris par rapport aux événements dans la région, on peut citer par exemple, le voyage en Syrie par quelques délégations parlementaires pour rencontrer Bachar El Assad pourrait être vue dans ce contexte. Lors de la neuvième session du Parlement, nous avons été témoins de nombreux échanges de délégations parlementaires entre la France et l'Iran, parmi lesquels la visite du Président du Sénat français, Gérard Larcher, en qualité de chef d'une délégation des plus hauts responsables de l'institution, à Téhéran, et qui fut de grande importance. Le président du Sénat français a visité les fonctionnaires parlementaires les plus importants iraniens, afin de procéder aux échanges d'idées sur de nombreux sujets régionaux dont la coopération bilatérale, l'avenir politique de la Syrie, les relations Téhéran-Riyad, le combat contre le terrorisme et l'extrémisme, et les divers aspects de la mise en vigueur de JCPOA. À la fin de sa visite, le Président Larcher a décrit sa visite comme étant extrêmement positive. Les pourparlers bilatéraux pendant cette visite indiquaient que Téhéran et Paris ont de nombreuses qualités en commun, et comptent les partager afin de poursuivre leur coopération étendue.

La visite de diverses délégations parlementaires françaises de haut rang à Téhéran est la preuve de l'intérêt du Sénat français dans la promotion de coopération bilatérale entre les deux parties. La visite la plus importante d'une délégation parlementaire iranienne en France était celle de monsieur Alaeddin Boroujerdi, le président de la Commission de sécurité nationale et de la politique étrangère du Parlement, en novembre 2014.

Considérant la haute influence des parlements d'Iran et de France dans la politique des deux pays concernant divers domaines, la coopération parlementaire peut être de grande importance pour les relations à d'autres égards. Dans des situations

récentes, l'Iran et la France ont été justement considérées comme deux acteurs importants de la région. Les politiques régionales des deux pays au Liban, au Yémen et en Syrie s'opposent de plusieurs manières. Les échanges parlementaires peuvent contribuer significativement à la promotion de compréhension mutuelle, aussi bien qu'à une meilleure connaissance des positions et points de vue eu égard aux divers développements dans la région.

Le combat contre le terrorisme et l'extrémisme en tant que menaces majeures à la sécurité et au progrès de tous les pays, peut être considéré comme un chapitre important dans la coopération entre les deux pays. Les pourparlers parlementaires mettent en exergue la proximité des positions des deux pays vis-à-vis de la Syrie, de Bahreïn et du Yémen. Comme indiqué, la visite du Président de l'Assemblée nationale Française sera de la plus haute importance. Dans la perspective d'une coopération parlementaire, la rédaction d'un document au titre emblématique *Mémoire de Compréhension et de Coopération Parlementaires* peut être un pas important vers la définition d'un cadre et d'un socle pour le développement et la promotion ultérieurs des relations parlementaires. ■

François BELLIOU

Ecrivain et politologue



LES RELATIONS FRANCO-SAUDIENNES DU POINT DE VUE DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ

Les relations franco-saoudiennes sont victimes des hauts et bas fréquents et intenses des circonstances globales catalysées par les nouvelles technologies, vitesses et richesses ainsi les loyautés fondamentales bafouées qui traumatisent les identités nationalistes et les relations internationales dans un monde dont l'environnement universel est de plus en plus souvent et violemment ravagé, assez fréquemment par l'homme lui-même.

La dimension la moins sécurisante c'est le domaine de la sécurité démographique ; et le domaine de la défense se fonde sur les principes séparatistes de soupçon et d'agression. Les relations franco-saoudiennes ne sont plus ni explicites, ni stables, et se mesurent en termes d'assurance, comme pour se se conforter mutuellement et réciproquement, quitte à avoir des relations plus difficiles avec d'autres pays : l'opportunisme brutal est à l'honneur, or il y a plus d'opportunisme que d'honneur vital.

Préambule : État des lieux des relations commerciales franco saoudiennes

Pour schématiser, les relations franco-saoudiennes sous le mandat de François Hollande peuvent être comparées aux relations franco-qataris sous le mandat de Nicolas Sarkozy. Dans les deux cas, le rapprochement a été spectaculaire, se concrétisant par des alignements diplomatiques, et un accroissement des échanges commerciaux, notamment dans le domaine militaire. Il s'agit, pour reprendre les propres termes de l'Élysée lors de la visite du président Hollande à Riyad en novembre 2012, dans la foulée de son élection : « de faire autant avec le Qatar, et plus avec l'Arabie Saoudite ».

Alors que nous approchons du terme du quinquennat de Hollande les relations sont plus qu'au beau fixe entre les deux pays. La France est le 9^{ème} investisseur en

Arabie Saoudite, et celle-ci est devenue, supplantant la Russie, le premier fournisseur de pétrole de la France. La France exporte dans des domaines nombreux et variés (volailles, céréales, tuyaux, avions, produits cosmétiques, aéronautique et spatial, transports et électricité).

Les premiers accords de coopération entre la France et l'Arabie Saoudite datent de 1963, sous la présidence du général de Gaulle, mais c'est à partir de 2005 (date à laquelle l'Arabie Saoudite est admise à l'OMC) que l'on assiste à une progression spectaculaire des échanges commerciaux entre ces deux pays, qui va de pair avec un rapprochement diplomatique et militaire de plus en plus étroit, dans le cadre de ce que l'on pourrait appeler, pour reprendre l'intitulé de ce colloque international, la « nouvelle diplomatie française au Moyen-Orient ».

Un premier train d'accord a été partiellement manqué par la France dans un premier temps. C'est l'époque (janvier 2008) où le roi Fahd qualifiait Nicolas Sarkozy de « cheval fougueux qui doit subir l'épreuve des rênes ».

La relation franco saoudienne prend donc son envol, dans tous les domaines, sous le mandat de François Hollande, avec en point d'orgue, fin 2015, la signature d'un méga-contrat de 10 milliards portant sur les secteurs les plus variés. C'est à cette occasion que Manuel Valls enverra un *tweet* : « France-Arabie saoudite: dix milliards d'euros de contrats! Le gouvernement mobilisé pour nos entreprises et l'emploi. » Cocorico auquel nous sommes de moins en moins habitués et qui se comprend fort bien dans le contexte de crise économique grave à deux ans de l'élection présidentielle.

Une phrase de conclusion du « bilan 2013 des relations commerciales franco saoudiennes » est on ne peut plus enthousiaste : « Aussi bien le niveau excellent de la relation bilatérale que le nombre de grands projets, la stabilité du pays et les grands indicateurs macroéconomiques, presque tous dans le vert, devraient inciter les entreprises françaises à s'intéresser davantage au marché saoudien¹ ». Le bilan de 2014 est encore plus positif².

Les ventes d'armes de la France à l'Arabie Saoudite sous le mandat de François Hollande

La France fournit des équipements militaires à l'Arabie Saoudite. Citons par exemple l'entrée en vigueur le 7 octobre 2013 du contrat Lex (Life Extension Sawari 1), pour rénover quatre frégates et deux pétroliers ravitailleurs de la flotte saoudienne. Son montant est de 1,1 milliards d'euros³.

Après signature de ce contrat, le ministère de la défense français se félicite : « une étape majeure dans les relations franco-saoudiennes en matière de défense navale. Il témoigne du niveau élevé de confiance mutuelle et de coopération qu'entretiennent l'Arabie Saoudite et la France »⁴.

Le ministère de la Défense cite par ailleurs en cette occasion les dossiers sur lesquels les deux pays sont au diapason. Les entretiens entre les deux pays, lit-on, « doivent permettre de conforter notre convergence de vues sur les grandes crises régionales, au premier rang desquelles figurent la crise nucléaire iranienne et la crise syrienne ».

L'alignement des deux pays s'est confirmé avec l'accord tripartite Liban/France/Arabie Saoudite de décembre 2013. Selon l'accord l'Arabie Saoudite doit verser 3 milliards de dollars au Liban (l'équivalent de trois fois le budget militaire annuel de ce pays) afin de permettre à ce dernier d'acheter des armes à la France. Achat prévu de missiles Milan, de véhicules blindés VAB mk3, de 7 hélicoptères Cougar, de systèmes d'artillerie Caesar, et de quatre corvettes. En février 2016, cet accord est annulé par l'Arabie Saoudite en raison de la trop grande influence du Hezbollah, allié de l'ennemi iranien, sur le gouvernement libanais⁵. Finalement, l'accord n'est pas annulé, mais les armes seront achetées par l'Arabie Saoudite.

C'est de manière comparable que s'est conclue l'affaire des Mistral que les autorités françaises ont finalement refusé de livrer à la Russie en septembre 2014 : ils seront finalement vendus en octobre 2015 à l'Égypte, grâce à un apport financier significatif de l'Arabie Saoudite⁶.

Ces deux derniers exemples montrent l'étroitesse des liens de confiance entre les deux pays.

La France, en outre envoie régulièrement des formateurs dans le domaine de la sécurité (gestion « démocratique » des foules⁷, gestion des accidents de transports en commun⁸, formation de formateurs au tir⁹), et des policiers et militaires saoudiens viennent régulièrement faire des stages dans l'hexagone (par exemple étude du fonctionnement des commissariats de police¹⁰).

Plus généralement, la France, depuis le mandat de Nicolas Sarkozy, qui a vu la mise en place de la nouvelle diplomatie française au Moyen-Orient, se rapproche militairement et diplomatiquement de tous les pays du Conseil de Coopération du Golfe, qui sont tous hostiles à la Syrie et à l'Iran. Symbole de ce rapprochement : en 2008, l'établissement d'une nouvelle base militaire à Abu Dhabi¹¹, près du détroit stratégique d'Ormuz, face à l'Iran.

L'alliance franco-saoudienne dans la guerre en Syrie

Les relations entre la France et l'Arabie Saoudite sont renforcées, au niveau militaire, par leur engagement commun et résolu dans la guerre en Syrie (avec les autres pays « amis de la Syrie » comme la Turquie, les États-Unis, le Qatar, etc). La convergence de vues est totale et en toutes occasions depuis cinq ans. Rappelons quatre dates clefs :

- 24 février 2012 : rencontre de Tunis avec le Conseil National Syrien et les autres pays « amis de la Syrie ». En cette occasion aurait été décidée l'opération « Volcan de Damas et Séisme sur la Syrie » de juillet 2012, un coup d'état manqué contre le gouvernement syrien, dont une partie de l'état major a été décapité en cette occasion.
- fin mai 2012, accusations radicales contre le « régime syrien » pour le massacre de Houla et appel à une intervention militaire internationale pour un « changement de régime ».
- 6 septembre 2013, en marge du G20 de Saint Petersburg, la France et l'Arabie Saoudite avec 12 autres pays se déclarent prêts à intervenir en Syrie sans l'aval de l'ONU¹².
- 20 septembre 2014, la France et l'Arabie Saoudite avec d'autres « amis de la Syrie » intègrent la coalition internationale contre l'organisation EI.

Les deux pays sont également adeptes des déclarations les plus fermes et les plus belliqueuses contre l'Iran, en particulier sur le dossier du nucléaire iranien.

Une relation renforcée par le refroidissement des relations entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite

Un dernier facteur plus récent explique la « lune de miel » franco-saoudienne : le très net refroidissement, depuis un an, des relations étatsuno-saoudiennes.

Les Saoudiens reprochent aux États-Unis l'accord nucléaire avec l'Iran de juillet 2015, accord que le gouvernement français, au contraire, a jusqu'au bout essayé de faire capoter.

Fin 2015 une série de rapports d'ONG^{13/14} paraissent qui accusent l'armée saoudienne de crimes de guerre dans sa guerre contre le Yémen commencée en mars 2015. En mai 2016, les États-Unis, en écho à ces inquiétudes, cessent de livrer à l'Arabie Saoudite des bombes à fragmentation¹⁵.

En avril/mai 2016, une grave polémique naît d'un projet de loi, qui vise à permettre à des familles de victimes des attentats du 11 septembre 2001 d'attaquer en justice des dirigeants saoudiens pour responsabilité dans leur mise en œuvre et leur organisation. L'ancien chef des services de renseignement saoudiens, le Prince Turki Al-Faisal déclare en cette occasion : « Les jours heureux entre l'Arabie Saoudite et les États-Unis sont terminés à jamais. Nous avons changé et l'Amérique aussi. Obama a le mérite d'avoir réveillé tout le monde chez nous sur le changement dont il nous faut désormais tenir compte. Il faut réévaluer nos intérêts communs¹⁶. »

La presse saoudienne tire unanimement à boulets rouges sur les États-Unis qu'elle accuse d'avoir eux-mêmes organisé les attentats afin de justifier le lancement d'une guerre sans fin contre le terrorisme.

Ainsi par exemple le journal *al Hayat*, basé à Londres, publie-t-il le 28 avril 2016, le rapport du juriste saoudien Al-Shammari dans lequel on peut lire¹⁷ : « *Le 11 Septembre est l'une des cartes gagnantes dans les archives américaines, parce que tous les gens avisés de par le monde qui sont des experts en politique américaine et qui analysent les images et les vidéos [du 9/11], conviennent à l'unanimité que ce qui est arrivé aux deux tours était une action purement américaine, planifiée et exécutée par les États-Unis. La preuve en est la séquence d'explosions continues qui a découpé de façon spectaculaire les deux bâtiments [...] les ingénieurs en démolition contrôlée les ont détruites avec des explosifs, tandis que les avions s'y écrasant ne donnaient que le feu vert pour la détonation – ils ne sont pas la raison de l'effondrement. Mais aux États-Unis se propage toujours le blâme dans toutes les directions. [Cette politique] peut être surnommée "la victoire au moyen des archives".* »

Tout débat public sur la version officielle de ces événements étant pour ainsi dire interdite en France, on peut s'étonner que les autorités françaises n'aient eu aucune réaction face à ces graves accusations « conspirationnistes¹⁸ » et que les médias aient complètement passé cette information sous silence.

Dans ce contexte de dégradation de ses relations avec les États-Unis, l'Arabie Saoudite cherche à diversifier ses soutiens, et la France se pose comme un partenaire encore plus privilégié.

La remise de la légion d'honneur, le 7 mars 2016, par François Hollande en personne, du prince Mohammed bin Nayef bin Abdelaziz Al Saoud, qui a suscité une belle polémique, se comprend beaucoup mieux si l'on a à l'esprit ce contexte de « lune de miel » à tous les niveaux entre la France et l'Arabie Saoudite. L'argument des emplois créés et des points de croissance sauvés par les méga-contrats signés

avec l'Arabie Saoudite invoqués par les dirigeants français a pu choquer l'opinion mais n'est pas dépourvu de sens si l'on considère l'ampleur des contrats, et la situation économique désastreuse de la France en raison de ses gouvernants actuels. Rappelons au passage que Nicolas Sarkozy avait été décoré, lors de son voyage de janvier 2008 à Riyad, du grand cordon du roi Abdel Aziz, l'équivalent de la légion d'honneur en Arabie Saoudite.

Problèmes que pose cette alliance

Cohérente jusqu'à un certain point la relation franco-saoudienne pose néanmoins un certain nombre de problèmes plus sérieux qu'une légion d'honneur, surtout si on l'envisage du point de vue des grands principes, et du point de vue militaire et de la sécurité.

1) Les grands principes

Nous connaissons l'adage de la *realpolitik* : « dans les relations diplomatiques il n'y a pas d'amis et d'ennemis, il n'y a que des forts et des faibles ». Cela ne poserait pas de problème si les grands principes n'étaient pas mensongèrement invoqués, par les médias et les politiques français, pour faire tomber d'autres « régimes » comme la Libye, la Tunisie, et la Syrie, l'Irak.

Or l'Arabie Saoudite bafoue presque tous les principes invoqués incessamment depuis cinq ans pour justifier le renversement de Bachar el-Assad en Syrie. Rappelons-en quelques uns.

- C'est le nom de la famille régnante qui donne son nom au pays « Saoud », difficile d'aller plus loin dans l'autoritarisme clanique.
- Une centaine d'exécutions par an y sont pratiquées, la plupart par décapitation.
- Le statut de la femme y est rétrograde : le rapport mondial sur l'inégalité des sexes publié par le forum économique mondial en 2012 place l'Arabie Saoudite au 131^{ème} rang sur 135.
- L'Arabie Saoudite est l'un des quatre pays arabes où l'homosexualité est non seulement interdite, mais punissable de mort. En France les centres LGBT sont financés par les pouvoirs publics et les opposants au « mariage pour tous » sont unanimement désignés dans les médias comme des « fachos » et des arriérés « d'extrême-droite ».
- Aucun parti politique n'y est autorisé.

- L'Arabie Saoudite est accusée depuis fin 2015 par des ONG, comme on l'a vu, de commettre des crimes de guerre au Yémen. Les rapports de ces ONG (HRW et Amnesty) sont très semblables dans le fond et dans la forme à ceux brandis par les grands médias ces dernières années pour justifier une ingérence militaire internationale en Syrie.
- Rappelons enfin que l'Arabie Saoudite a participé militairement à la répression du « Printemps Arabe » au Bahreïn en février 2011, répression dont aucun média ni aucun politique français ne s'est ému à l'époque.

2) La parenté idéologique entre les dirigeants saoudiens et les dirigeants de l'EI

Le second problème, est la parenté idéologique entre les dirigeants saoudiens et les chefs de l'organisation EI, l'ennemi que prétendent combattre la France et l'Arabie Saoudite au Moyen-Orient dans le cadre d'une coalition internationale mise en place en septembre 2014. Ces deux entités partagent exactement le même logiciel, le wahhabisme, qui prône la destruction des monuments religieux et des tombeaux de saints¹⁹, qui érige cette branche de l'Islam, très majoritairement considérée comme une hérésie dans le monde musulman, au rang de seul Islam véritable, légitimant les meurtres et les massacres de non musulmans et de musulmans suivant d'autres traditions, en particulier les chiïtes.

3) La libre diffusion de l'idéologie wahhabite sur le sol français

Non seulement il existe de nombreuses preuves²⁰ du soutien de l'Arabie Saoudite aux groupes armés semant la désolation en Irak et en Syrie (la même remarque pourrait certes être faite concernant la France²¹), mais l'Arabie Saoudite se permet d'exporter, avec le Qatar, son idéologie mortifère sur le sol français. L'Arabie Saoudite participe donc à la radicalisation de jeunes des « territoires perdus de la République », qui iront au Moyen-Orient rejoindre des groupes armés, ou qui iront commettre des attentats comme ceux du journal *Charlie Hebdo* en janvier 2015 et du Bataclan en novembre 2016.

L'éventualité du retour de milliers « français wahhabisés » et aguerris sur les théâtres de guerre au Maghreb et aux Proche et Moyen-Orient, à terme est susceptible de poser un énorme problème de sécurité nationale.

La pénétration du wahhabisme en France est un peu plus ancienne et remonte aux années 1980. Quelques faits :

- La construction de la grande mosquée de Lyon est financée en 1990 sur la cassette personnelle du roi Fahd²².

- En 1997, le fils du roi Fahd, le prince Abdelaziz ben Fahd ben Abdelaziz vient officialiser une mise sous influence saoudienne définitive de la mosquée de Mantes-la-Jolie²³.
- En 2014, la mosquée de Cannes reçoit un chèque de deux millions d'euros la part d'un mécène de Djeddah : Saleh Abdoullah Kamel, milliardaire président de la multinationale *Dallah el Baraka*²⁴.

Plus généralement, on apprend en novembre 2015, par une note de DGSI qu'une soixantaine de mosquées françaises seraient sous influence wahhabite, 25 en Île de France, 20 dans la région lyonnaise, 12 dans les environs de Marseille, une dizaine dans le Nord entre Lille et Roubaix²⁵. Le chiffre aurait doublé en cinq ans.

Ces lieux de culte seraient fréquentés par 15 à 30 000 personnes et le mouvement serait en pleine expansion.

Signalons que cette pénétration du wahhabisme, *via* la prédication et la construction de mosquées, n'est pas propre à la France. Il s'agit d'un mouvement mondial. Prenons l'exemple de l'Allemagne. Ainsi, en décembre 2015, le vice chancelier allemand Sigmar Gabriel, également ministre de l'Économie appelle à agir contre les mosquées salafistes en Allemagne, et leur financement par l'Arabie Saoudite, non seulement en Allemagne mais dans le monde entier²⁶. Il dénonce également le fait que le wahhabisme d'Arabie Saoudite est l'idéologie de l'organisation EI.

Il n'est pas inutile de rappeler que dans le même temps la construction de lieux de culte autres que wahhabites est interdite en Arabie Saoudite, de même que le prosélytisme religieux. Les dirigeants français, massivement et fanatiquement anticatholiques, n'en ont peut-être cure, mais ce deux poids deux mesures mérite d'être souligné.

4) *La gestion des « migrants »*

L'Arabie saoudite jusqu'à présent refuse d'accueillir des « migrants » sur son sol, alors qu'elle pourrait mettre à disposition le site de Mina, qui ne fonctionne que 5 jours par an à l'occasion du pèlerinage, vaste de 20 km², qui peut accueillir jusqu'à 4 millions de personnes dans des conditions plus qu'acceptables. À comparer avec le Liban voisin qui accueille plus d'un million de réfugiés, pour une population de 6 millions d'habitants.

Alors que médias et politiques dans de nombreux pays d'Europe tentent de convaincre leurs populations d'accepter d'accueillir en masse les « migrants », avec

une rhétorique culpabilisatrice, et de massives opérations de propagande comme l'exploitation du cadavre du petit Aylan début septembre 2015, pourquoi l'Arabie Saoudite refuse-t-elle absolument, avec les autres pays du Golfe, d'en accueillir sa part, alors qu'elle en a largement les moyens ?

Une des raisons avancées par les autorités saoudienne est la crainte d'importation d'idées subversives, et que leur pays soit victime d'un scénario à la Libanaise, quand un soudain afflux de réfugiés palestiniens avait été l'étincelle du déclenchement de la guerre civile en 1975... Comme si ce problème de sécurité par excellence ne se posait pas pour des pays comme la France et l'Allemagne, dont la culture et les traditions sont encore plus différentes...

À défaut d'accueillir sa part de migrants, l'Arabie Saoudite propose à l'Allemagne, en septembre 2015, de financer la construction de 200 mosquées pour les besoins des migrants²⁷.

Conclusion

Je souhaiterais citer les propos du *waqf* chiite que nous avons rencontré à Bagdad il y a près d'un mois et qui a spontanément exposé devant nous les graves problèmes de sécurité que posent à terme la lune de miel franco-saoudienne²⁸. Tous les éléments évoqués dans cet exposé s'y trouvent résumés, de la part d'un éminent représentant d'une communauté qui a payé un tribut extrêmement lourd dans sa guerre contre l'EI, suite à l'invasion de l'Irak par ce dernier en juin 2014, et l'appel au jihad contre l'EI lancé en réponse par la plus haute autorité chiite d'Irak, l'ayatollah al-Sistani²⁹.

« Le wahhabisme est un problème qui se pose pour le monde entier. Avec tristesse nous constatons que les États européens se sont trompés sur le sens de Daech ; ils se sont attardés jusqu'à ce qu'ils fassent à leur tour l'épreuve du terrorisme que nous subissons. L'erreur des Européens, c'est qu'ils ont ouvert leurs pays, et leurs villes, aux grands centres religieux wahhabites et aux grandes mosquées. Ils ont laissé des gens faire jusqu'au recrutement des gens qu'ils envoient pour combattre avec Daech et qui reviennent par la suite semer le désordre parmi les populations civiles et paisibles en Europe. Jusqu'à présent, on le remarque, malgré ce désastre, en Europe et spécialement en France les autorités agissent timidement avec ces gens et avec cette pensée qui est destructrice. Et je pense particulièrement que la cause de cet aveuglement vient beaucoup plus de considérations économiques et financières qui sont imposées par ceux qu'on connaît : l'Arabie Saoudite et ses moyens

financiers énormes. Nous constatons avec tristesse que le gouvernement français préfère l'argent sale des pays qui exportent le wahhabisme, à la sécurité et à la valeur du sang de leurs citoyens. (...) Ce qui est étrange c'est que ces pays européens imposent des embargos sur des États moins dangereux, alors qu'ils savent que l'Arabie Saoudite est plus dangereuse pour la sécurité du monde que ces pays-là ; pourtant ils laissent faire. S'il y a bien une liste d'états terroristes, et une liste noire au Conseil de Sécurité pour les pays européens, normalement la première place devrait revenir à l'Arabie Saoudite. Je vous dis cela avec connaissance et certitude parce que les méthodes d'enseignement en Arabie Saoudite, ce qui se remarque dans les manuels scolaires, vise à imprimer dans l'esprit des élèves, du primaire jusqu'à l'université, que celui ne pense pas comme eux n'a pas droit à la vie. Toutes les mosquées en Arabie Saoudite sont sous l'autorité des wahhabites, et la portée et les principes du wahhabite, c'est qu'eux-seuls sont les vrais croyants et que seuls parlent au nom de Dieu. Tous les moyens des médias, tous les écrits comme les livres, les journaux, et autres, ils axent leurs articles et leurs moyens d'information sur ce point : *takfiri*. *Takfir* c'est : « tu ne crois pas comme moi, donc tu n'as pas le droit à la vie ». Nous savons que tout l'argent des hommes d'affaire saoudiens dont les fortunes sont énormes, quand ils donnent ce qu'ils appellent *Zaket* ou les dons, l'aumône, tout cet argent qu'ils réunissent est envoyé à ces terroristes. Je ne pense pas que les politiciens en France ignorent cela, et ils savent exactement ce qui se passe en Arabie Saoudite (...), mais ils ferment les yeux pour des intérêts économiques. » ■

Notes

1. « Les échanges commerciaux entre la France et l'Arabie Saoudite en 2013 », ambassade de France en Arabie Saoudite, service économique, *diplomatie.gouv*
2. <http://www.ambafrance-sa.org/les-echanges-commerciaux-entre-la>
3. « Défense : l'Arabie Saoudite confirme un contrat de plus d'un milliard pour la France », Michel Cabirol, *latribune.fr*, 07/10/2013
4. « Déplacement du ministre de la Défense en Arabie Saoudite », *defense.gouv.fr*, 07/10/2013
5. « L'Arabie Saoudite annule trois milliards de subventions à l'aide militaire au Liban », Kumaran Ira, *wsus.org*, 23/02/2016
6. « Mistral : la France a signé la vente à l'Égypte des navires refusés à la Russie », *20minutes.fr* avec *AFP*, 10/10/2015. « Une source gouvernementale française avait ajouté que l'Arabie Saoudite devait participer à l'achat par l'Égypte de ces deux navires à un niveau "significatif". »
7. « Stage de formation de formateurs à la gestion démocratique des foules », *ambafrance-sa.org*, 13/04/2016
8. « Stage de gestion d'accident de transport en commun », *ambafrance-sa.org*, 02/03/2016

9. « Coopération franco saoudienne – stage de formation de formateurs au tir », *ambafrance-sa.org*, 03/12/2015
10. « Stage de découverte du rôle et de l'organisation des commissariats de police en France en partenariat avec l'université Nayef des sciences de la sécurité », *ambafrance-sa.org*, 28/04/2016
11. « La France puissance du Golfe », Philippe Leymarie, *monde-diplomatique.fr*, 17/01/2008
12. Voici par exemple ce qu'a déclaré François Hollande en cette occasion : « *Sur l'intervention, si elle devrait avoir lieu dans le cadre de l'ONU ou hors du cadre de l'ONU si le conseil de sécurité était bloqué, la France serait prête à prendre cette responsabilité. La France s'associerait à une coalition qui va se former dans cette perspective.* » Nous ne pouvons manquer de relever par ailleurs les propos tenus deux jours plus tôt par le secrétaire d'état John Kerry lors de son audition au Sénat quant aux modalités d'une intervention militaire en Syrie : « *Quant aux pays arabes proposant de supporter les coûts et l'assistance [d'une intervention militaire en Syrie], la réponse est profondément oui, ils y sont disposés. Cette offre est sur la table (...). Et bien, nous ne savons pas dans quelle action nous sommes engagés en ce moment, mais ils ont été assez explicites, je veux dire, très explicites. En fait, certains d'entre eux ont dit que si les États-Unis sont prêts à aller faire le boulot, de la façon dont nous l'avons fait par le passé en d'autres endroits, ils supporteront le financement.* ». Les pays à même de financer une intervention militaire en Syrie ne sont pas nommés, mais si l'on considère le jeu d'alliance dans la région, il ne peut s'agir que de pays comme le Qatar, l'Arabie Saoudite, ou le Koweït. Étonnante déclaration de John Kerry qui explique publiquement, et sans la moindre ambiguïté que les forces armées de son pays, seront éventuellement employées comme mercenaires de pays qui sont dirigés par des « régimes » autocratiques et sectaires, voire dictatoriaux.
13. « Au Yémen, l'organisation Amnesty International demande une enquête de l'ONU pour crimes de guerre », Morgane Bona, *lemonde.fr*, 18/08/2015
14. « L'organisation Human Rights Watch accuse Riyad d'utiliser des munitions à fragmentation au Yémen », *lemonde.fr* avec *AFP*, 03/05/2015
15. « Washington suspend ses livraisons de bombes à fragmentation à l'Arabie Saoudite », *francais.rt.com*, 28/05/2016
16. « Les jours heureux entre l'Arabie Saoudite et l'Amérique sont terminés », Hala Kodmani, *liberation.fr*, 21/04/2016
17. « Article in Saudi Daily: U.S. Planned, Carried Out 9/11 Attacks – But Blames Others For Them », *memri.org*, 19/05/2016
18. Cette expression péjorative est apparue dans le débat public précisément après les attentats du 11 septembre 2001, pour désigner ceux qui en remettent en cause la version officielle ces événements. Procédé qui participe de toute une batterie de moyens déloyaux pour interdire tout débat à ce sujet. Nous estimons quant à nous que l'hypothèse avancée par le rapport d'al Shammari tient parfaitement la route, même si l'on peut discuter de l'identité réelle du maître d'œuvre de la conspiration.
19. « Destructions wahhabites : les lieux saints de l'Islam en péril », Corinne Auttey-Roussel, *Les-crisis.fr*, 02/02/2016
20. Voir par exemple *The Guardian*, 21/06/2012 : « Saudi Arabia plans to fund Syria rebel army » ; *New York Times*, 21/06/2012 : « CIA Sait to Aid in Steering Arms to Syrian Opposition »
21. Passé sous silence les deux premières années de la guerre en Syrie, ce soutien militaire est à présent reconnu par les grands médias. Lire exemple : « Comment et pourquoi la France a livré des armes aux rebelles en Syrie », Benjamin Barthe, *lemonde.fr*, 21/08/2014

22. « La deuxième grande mosquée de France ouvre ses portes à Lyon », Marie-Annick Dépaigne, *lesechos.fr*, 30/09/1994. « D'après les chiffres donnés par l'ACLIF, le chantier a coûté 29 millions de francs (2 millions de moins que l'enveloppe prévisionnelle) et a été financé à hauteur de 19,5 millions de francs par le roi Fahd d'Arabie Saoudite. »
23. « Les Saoudiens s'affichent à Mantes-la-Jolie », Nidam Abdi, *Liberation.fr*, 20/09/1997
24. « Qui sont les salafistes de France ? », Beaudouin Eschappasse, *lepoint.fr*, 15/12/2015. « C'est ainsi que la mosquée de Cannes a reçu l'an dernier un chèque de deux millions d'euros de la part d'un généreux mécène de Jeddah : Saleh Abdoullah Kamel, président du groupe bancaire Al Baraka et qui chaperonne des dizaines de programmes d'actions de par le monde. Traditionnellement placées dans le giron des pays d'origine des communautés qui les fréquentent (Maroc, Algérie, Turquie...), les mosquées de France sont de plus en plus nombreuses à solliciter les faveurs de Riyad sous le couvert de l'une des nombreuses ONG qui y ont fleuri depuis cinquante ans. À commencer par la plus célèbre d'entre elles : la Ligue islamique mondiale, fondée par le prince Fayçal en 1962. »
25. « Hausse du nombre de mosquées salafistes en France », Thomas Prouteau, *rtl.fr*, 17/02/2015
26. « Le financement des mosquées par l'Arabie Saoudite pointé du doigt », *Les échos*, avec *AFP*, 06/12/2015
27. « Amid Muslim Refugee Crisis, Saudi Arabia Vows To Build 200 mosques in Germany », Elisabeth Whitman, *ibtimes.com*, 09/10/2015
28. « Entretien avec le waqf chiite de Bagdad, Saïd al Moussaoui, le 9 mai 2016 », entretien réalisé à Bagdad par Maria Poumier, François Belliot, Gérard Lazare, et Smaïn Bedrouni, *Observatoire des Mensonges d'État*.
29. « Les milices chiites irakienne, ces autres acteurs de la lutte contre l'EI », Jean-Baptiste Assouad, *L'Orient le Jour*, juin 2014

Fayçal JALLOUL

Écrivain et spécialiste du Monde arabe



CINQ ANS DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE LORS DES « PRINTEMPS ARABES »

Le terme « Printemps arabe » a été plaqué sur tout ce qui s'est déroulé depuis les cinq dernières années conformément à une lecture occidentale des événements. L'avenir démocratique du monde arabe ne serait qu'un calque de l'histoire européenne. Or, les bouleversements profonds que le monde arabe a connus depuis les cinq dernières appellent une lecture plus réaliste et plus rigoureuse sur les points suivants. Le conflit israélo-arabe a façonné et façonne toujours la vie politique du monde arabe. Les monarchies arabes ont échappé au dit « Printemps arabe » et sont sorties intactes du chaos parce qu'elles sont les plus proches d'Israël. Le pétrole a aussi joué un rôle important dans la survie des ces régimes. Le régime libyen de Mouammar Kadhafi était la cible d'une guerre planifiée et exécutée par la France et la Grande-Bretagne sous l'égide des États-Unis. Le régime yéménite allié de Saddam Hussein et de Yasser Arafat fut le seul qui a réussi à unifier les pays arabes et à instaurer la liberté de presse, des élections libres et des libertés pour les partis politiques. Les monarchies du Golfe ont été chargées du règlement de la question de la Syrie, pays durement touché au point que son existence même est remise en cause. La Syrie est toujours la cible d'une mini guerre internationale dans laquelle les Frères musulmans et deux puissantes chaînes de télévision financées par le Qatar et l'Arabie saoudite ont un rôle particulier. La diplomatie française s'est caractérisée, pendant cette période, par le hasard, le suivisme et la tentation de la punition.

LE « PRINTEMPS ARABE » A BOULEVERSÉ la grande majorité des pays influents du monde arabe. Il a plus généralement pris de cours nombre d'États, surtout la France, jusque-là sûre de sa politique arabe séculaire. Proposer à Ben Ali de mettre à sa disposition des outils français de maintien de l'ordre pour venir à bout des manifestants, prétendre faire une guerre « démocratique » en Syrie et en Libye, ménager Moubarak jusqu'à ce que les Américains décident de son départ puis envoyer le ministre des Affaires étrangères de l'époque, Alain Jupé, pour dialoguer avec les mutins de la place Tahrir et leur tenir des discours à la gloire de la démocratie

arabe : tout cela témoigne d'une toute petite politique française. Hésitante et hasardeuse, coupant nettement avec la réputation gaullienne de la diplomatie étrangère de la France, se voulant utile aux deux versants de la Méditerranée. Y a-t-il un futur dans le monde arabe pour cette nouvelle politique ? Quel est l'avenir de la dite « révolution du Printemps arabe » ?

Le terme « Printemps arabe » a été plaqué sur tout ce qui s'est déroulé depuis les cinq dernières années conformément à une lecture occidentale des événements. Selon cette lecture, tous les peuples du monde ont eu leur Printemps populaires après la chute du mur de Berlin et le tour des Arabes serait maintenant venu. Une interprétation analogue voudrait que les révoltes arabes soient identiques aux Printemps européens de 1848 : les Arabes auraient été en retard de plus d'un siècle par rapport aux Européens et emprunteraient enfin le même chemin. Sarkozy s'interrogeait à la veille de sa guerre pseudo démocratique lancée en Libye : « pourquoi ne soutenons-nous pas des mouvements qui ne sont pas hostiles à Israël et qui revendiquent nos valeurs ? ». Cela laissait donc entendre que des mouvements populaires qui n'auraient pas les mêmes « valeurs » que l'Occident et combattraient pour la Palestine mériteraient soit le silence soit la diabolisation.

Face aux chaos qui règnent dans nombre de ces pays arabes depuis cinq ans, on entend souvent l'analyse selon laquelle, même si la démocratie ne va pas tout de suite être au bout de ces révolutions, ce n'est pas grave car en Europe, il a fallu attendre près d'un siècle et demi pour que des régimes démocratiques soient instaurés. Quant à Daech et l'ensemble des mouvements terroristes enfantés par les révoltes arabes, ils sont considérés comme des « réactions » telles que le communisme et le nazisme intervenus en Europe après le Printemps continental et qui finirent par laisser place à la démocratie. Donc, Daech serait une sorte de moindre mal, de prix à payer pour gagner la démocratie... L'avenir démocratique du monde arabe ne serait qu'un calque de l'histoire européenne.

Cette lecture euro-centrique offre une explication simple, satisfaisante pour un public français et une élite politique qui ont l'habitude de voir l'état du monde à l'aune exclusive de l'histoire européenne. Or, les bouleversements profonds que le monde arabe a connus depuis les cinq dernières appellent une lecture plus réaliste et plus rigoureuse qu'il est possible de résumer par les points suivants :

- 1 - Le conflit israélo-arabe a façonné et façonne toujours la vie politique du monde arabe. Les régimes arabes sont classés comme bons ou mauvais selon leur attitude vis-à-vis d'Israël et non selon leur respect des valeurs démocratiques et

- des droits de l'homme. C'est ainsi que l'Occident a protégé ses amis du danger révolutionnaire : les monarchies arabes ont échappé au dit « Printemps arabe » et sont sorties intactes du chaos parce qu'elles sont les plus proches d'Israël
- 2 - Le pétrole a aussi joué un rôle important dans la survie des ces régimes : l'Arabie saoudite a sauvé par ses moyens financiers énormes les monarchies en Jordanie et en Égypte et par ses moyens militaires la monarchie du Bahreïn qui fait face à la révolte pacifique de la grande majorité de son peuple. Les monarchies pétrolières n'ont pas pu protéger les régimes amis d'Israël en Égypte et en Tunisie. Ils ont reprochés aux États-Unis de ne pas avoir sauvé Moubarak. La France non plus ne voulait pas sacrifier Ben Ali et n'a pas vu d'inconvénient à ce qu'il soit accueilli en Arabie Saoudite
 - 3 - Le régime libyen de Mouammar Kadhafi, bailleur de fond des mouvements palestiniens, était la cible d'une guerre planifiée et exécutée par la France et la Grande-Bretagne sous l'égide des États-Unis. On est loin du « Printemps européen » spontané de 1848. Le chef libyen était intervenu en 2002 au sein de l'Union africaine pour priver l'État hébreu de son statut de membre observateur et il a eu gain de cause. Israël a récupéré son ancien statut quatre ans après l'assassinat du colonel libyen.
 - 4 - Le régime yéménite allié de Saddam Hussein et de Yasser Arafat est le seul qui a réussi à unifier les pays arabes et à instaurer la liberté de presse, des élections libres et des libertés pour les partis politiques. Il a fait l'objet d'un mandat international et régional pour réorganiser le pays autour d'une fédération de six régions autonomes qu'aucun révolté yéménite n'avait revendiqué auparavant. L'ancien président Saleh inquiétait les monarchies du Golfe par sa politique extérieure et par le développement du mouvement Ansar Allah pro iranien.
 - 5 - Les monarchies du Golfe, sous le patronage des cinq ambassadeurs des pays membres permanents du conseil de sécurité de l'ONU, ont été chargées du règlement de la question de la Syrie, pays durement touché au point que son existence même est remise en cause. La Syrie est toujours la cible d'une mini guerre internationale. Le « Printemps arabe », adoré par les élites européennes, a été couronné ici par la création de l'État islamique, responsables d'horribles tueries partout dans le monde. La Syrie était le seul pays dans la région à tenir tête à Israël et le seul qui n'a pas capitulé après l'occupation de l'Irak. La légitimité de ce régime vient du fait qu'il réclamait le retour des Palestiniens chez eux et la restitution de ses territoires occupés pendant la Guerre de six jours en 1967.

La Syrie était le seul soutien arabe à la résistance libanaise qui tient toujours tête à Israël. Hilary Clinton écrivait dans ses mails privés (dont le contenu a été révélé récemment dans un scandale lié aux présidentielles américaines) : « nous avons pu casser la Syrie en faveur d'Israël ». Cette affirmation, que la favorite à la course à la Maison blanche n'a pas niée, est confirmée par d'autres sources fiables telles que l'ambassadeur de France Michel Raimbaud¹.

La Syrie, la Libye le Yémen ont été frappés sauvagement par un pseudo « Printemps » devenu moyen de destruction de trois pays qui n'étaient pas des exemples de respect des droits de l'homme mais qui ont été précipité dans le chaos. La Libye est divisée, ingouvernable et finira peut-être coupée en trois morceaux. C'est aussi le cas de la Syrie, devenue la terre d'accueil des djihadistes du monde entier.

Les Frères musulmans

Ce pseudo « Printemps » n'est pas autre chose qu'un plan édifié après l'occupation américaine de l'Irak en 2003, dans le cadre du projet nommé « Grand Moyen-Orient ». Ce projet visait à intégrer Israël dans un ensemble de pays plus large et plus diversifié que le monde arabe (et par conséquent, détruire le boycott arabe de l'État hébreu depuis sa création). Le point de départ de ce plan a été l'intégration d'Israël dans l'espace médiatique arabe par deux puissantes chaînes de télévision financées par le Qatar et l'Arabie saoudite. Cette intégration voulait briser délibérément un tabou en affirmant que l'État d'Israël existe, qu'il va rester et que c'est aux Arabes de faire un pas vers les Israéliens.

Parallèlement à cela, ces deux chaînes ont quotidiennement matraqué les régimes arabes déterminés à ne pas faire la paix avec Israël, comme notamment la Libye, la Syrie et le Yémen (ou encore l'Égypte, en paix avec Israël, mais très importante pour les Frères musulmans). Une partie du matraquage ciblait la politique anti-israélienne de ces États, tournant en dérision le fait que le front syro-israélien est resté calme pendant quarante ans et que le gouvernement syrien a opprimé son peuple au nom d'une guerre fictive. Or, le rôle déterminant de la Syrie dans la création et la logistique des mouvements de résistance au Liban, en Irak, en Palestine et dans toute la région est bien connu. Cette campagne médiatique, étalée sur une dizaine d'années, a semé une confusion extraordinaire qui a profité plus tard aux contestataires du régime et surtout aux armées djihadistes venues combattre le régime laïque, lâche et dictatorial de Damas. Ni le Qatar, ni l'Arabie saoudite - bailleurs de fond d'Al Jazeera et d'Al Arabiya -, ne souhaitent combattre Israël. Ils

soutiennent que l'État hébreu est imbattable et que les régimes qui tiennent un discours antisioniste sont des dictatures qu'il faut renverser.

Le Qatar faisait à cette époque alliance avec les Frères musulmans. Leur mufti – Al Qaradâwi –, est de nationalité qatarie et animait une émission hebdomadaire sur Al Jazeera. Il prêchait les idées de Frères musulmans, lesquels ont élu Doha comme capitale pour préparer les « Printemps arabes » au point qu'on peut que ces « Printemps » sont les leurs.

En revenant sur les événements de la décennie précédente, on peut constater que ces fameux « Printemps » étaient loin d'être spontanés et que les Frères travaillaient étroitement avec les Américains et les Européens pour remplacer les régimes arabes qui ne leurs étaient pas alliés. Cette entreprise a débuté en mars 2006, comme en témoigne un rapport du centre de recherche arabe Al Kashif². J'ai moi-même constaté que le « Printemps arabe » était en négociation avec les opposants en exil laïcs ou islamistes dits « modérés » lorsque Moncef Marzouki m'a dit qu'il serait président de la Tunisie deux ans avant son élection.

Ce n'est pas un hasard si les urnes ont porté le Frères musulmans au pouvoir. Les arrangements précédents ouvraient la voie du pouvoir aux seules structures organisées de l'opposition, dans un monde arabe qui avait accepté de mettre un terme au conflit israélo-arabe sous prétexte d'une trêve d'un quart de siècle. Le premier ministre israélien a témoigné, après la chute de Morsi, que l'État hébreu n'a jamais eu d'aussi bonnes relations avec l'Égypte que sous le gouvernement des Frères. Si on observe les partis qui ont pris le pouvoir dans les États « printaniers », on trouve les Frères musulmans partout. En Tunisie avec Ghannouchi, en Égypte avec Morsi, en Syrie on les trouve à la tête du Conseil national et ils se partagent les fronts contre le régime syrien avec Daech, Al-Nosra et d'autres groupes extrémistes. En Libye, ils sont majoritaires au parlement et l'un des deux gouvernements. Ils ont la moitié du gouvernement au Yémen, en plus du prix Nobel de la paix, par le biais de l'une des leurs dirigeantes, Tawakkol Karman.

Cinq ans après l'incident de Sidi Bouzid en Tunisie, on peut dire que le monde arabe a été frappé par le « Printemps de Frères musulmans » qui a épargné les monarchies et semé le chaos dans cinq états républicains.

Les enjeux français

La diplomatie française s'est caractérisée, pendant cette période, par le hasard, le suivisme et la tentation de la punition.

Le premier des mouvements populaires s'est déclenché spontanément à Sidi Bouzid en Tunisie où un marchand ambulancier s'immola par le feu après avoir été maltraité par la police. Un événement qui, comme beaucoup d'autres avant lui, aurait dû rester inaperçu mais qui est finalement devenu historique. Compte tenu de sa politique bien installée dans la région, la France ne pouvait aborder ce déclenchement insurrectionnel de façon nouvelle. Sans surprise, Michèle Alliot-Marie alla jusqu'à proposer aux autorités tunisiennes l'aide de l'État français pour réprimer le soulèvement.

Après la chute de Ben Ali, la France a approuvé son asile en Arabie saoudite. Ensuite Sarkozy limogea sa ministre des Affaires étrangères et poussa Moncef Marzouki, opposant tunisien laïc résidant en France depuis de longues années, à revenir chez lui pour être élu Président de la République. On voit bien que la France, surprise par la révolte tunisienne, a joué d'abord la carte de la dictature puis ensuite celle de la démocratie. Cette acrobatie n'a toutefois pas été sanctionnée par les « révolutionnaires » tunisiens étant donné que le régime fraîchement installé avait besoin de soutien international et d'aide économique. La page de l'hasardeuse politique française a pu être rapidement tournée sans conséquences graves.

En Égypte, la politique française s'est caractérisée par un attentisme jumelé de suivisme, une politique digne d'un petit pays marginal. La chute rapide de Ben Ali a coïncidé avec le commencement de la révolte populaire en Égypte. Or, le président Moubarak était comme Ben Ali, un grand ami de la France. Il co-présidait avec Nicolas Sarkozy l'Union de la Méditerranée, était un grand ami d'Israël et de l'Arabie saoudite. La France a laissé passer de longs jours avant de suivre les Américains, lesquels négociaient avec l'état major de l'armée égyptienne le sort de Moubarak. Une fois les discussions terminées, Obama décréta la destitution du président égyptien. Deux jours après, Alain Jupé, nouveau ministre des Affaires étrangères, s'offrit la place Tahrir et jouait le Camille Desmoulins tardif de la dite « révolution » égyptienne.

En Égypte aussi les Frères musulmans n'avaient pas le loisir de sanctionner les pays démocrates pour le soutien indéfectible apporté à Moubarak jusqu'aux dernières minutes de son mandat. Ils avaient eux aussi besoin de la France pour l'installation de leur gouvernement. Ainsi, la France se trouvait dans la situation délicate de devoir soutenir le renversement de deux de ses amis historiques sans savoir par qui les remplacer. En Tunisie comme en Égypte, la politique de Sarkozy a donc été une sorte d'acrobatie de l'accompagnement sans gloire : d'un côté une politique du hasard et de l'hésitation et de l'autre, une politique du suivisme.

Cette politique hasardeuse sans enjeux clairs laissa ensuite la place à une diplomatie canonnaire et interventionniste en Lybie et en Syrie, deux pays considérés comme antioccidentaux et antisionistes. La France, la Grande Bretagne et l'alliance atlantique menèrent une véritable guerre contre le colonel Kadhafi jusqu'à sa chute. La France est toujours en guerre contre le président Assad. La guerre en Lybie avait été un règlement de compte presque personnel avec Kadhafi : le chef libyen soutenait les mouvements palestiniens, accueillait des organisations classées comme terroristes, utilisait ses revenus pétroliers comme armes économiques, jouait l'unio-nisme africain... et insista pour planter sa tante bédouine en plein Paris, pendant son voyage officiel.

Mais le colonel libyen entamait pourtant une réintégration calme et souple du système international à la veille du déclenchement du chaos arabe : il avait révélé les détails de son programme nucléaire, avait réglé le problème de Lockerbie et libéré les infirmières bulgares. Mais c'était probablement déjà trop tard pour lui. La France a profité de l'occasion d'une petite révolte à Benghazi pour mener une guerre « démocratique » à l'allure clairement punitive. Sarkozy jura de supprimer le colonel libyen malgré les soupçons de négociations qu'il menait avec le Pentagone en vue de quitter le pouvoir. La guerre a laissé le pays gravement divisé, ingou-vernable et chaotique au point que la France ne peut pas garder sur place une délégation diplomatique. Les islamistes de Daech ont construit sur place une base importante menaçant la Tunisie et l'Algérie. Une mafia y organise des vagues de départ massifs de réfugiés vers l'Europe.

En Syrie, la France a très tôt décidé d'aller en guerre contre le régime syrien. Fabius est allé jusqu'à valider les opérations d'Al-Nosra, la branche d'Al Qaïda en Syrie. Il a déclaré que cette organisation, classée terroriste par les Américains, fai-sait du « bon boulot » en Syrie et que la France fermait les yeux sur le départ des jeunes de banlieue vers la Syrie pour faciliter la chute du régime de Bachar el Assad. Hollande brandit toujours le slogan « Ni Bachar, ni Daech ». En Syrie, la France misait sur un retour en force dans la région alors que le régime syrien semble avoir repris l'initiative en profitant des soutiens russe, iranien et libanais du Hezbollah.

Le bilan de l'intervention française en Syrie est catastrophique sur tous les plans. La guerre syrienne frappe la France par ricochet. Manuel Valls prévoit une guerre longue, ce qui signifie que des innocents seront encore tués par centaines et par milliers dans les prochaines années. Des arabisants français du Quai d'Orsay avaient prévenu le pouvoir en lui recommandant de ne pas déclarer la guerre au régime syrien qui ne tomberait pas rapidement. Ils n'ont pas été écoutés. La cellule arabe

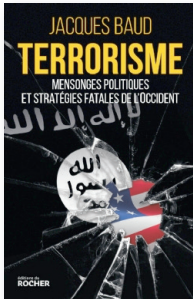
du ministère des Affaires étrangères a été démantelée, comme si la France ne voulait plus de cette politique arabe, tant vantée sous Mitterrand et Chirac. Au Yémen comme au Bahreïn, la France s'aligne sur la politique des pays du Golfe supervisée par les Américains. Dans tous les cas, la France sort affaiblie du passage des « Printemps arabes ». Non seulement sa politique arabe est définitivement morte mais l'État français doit maintenant faire face sur son territoire au terrorisme émanant du « Printemps » syro-libyen devenu un véritable cauchemar international. ■

Notes

1. Michel Raimbaud, *Tempête sur le grand Moyen-Orient : entre l'empire atlantique et l'Eurasie, le monde arabo-musulman*, Paris : Ellipse, 2015, 575 p.
2. <http://alkashif.org/html/center/11/10.pdf>

Jacques Baud

L'ENTRETIEN DE GÉOSTRATÉGIQUES



*Colonel d'état-major général, ancien analyste des services de renseignement stratégique suisse, engagé auprès des Nations unies dans de nombreux conflits, Jacques Baud est un analyste de l'actualité stratégique qui se démarque de la **doxa** dominante par un positionnement intellectuel original. Son apport principal dans le domaine de la réflexion stratégique réside notamment dans sa capacité à penser le conflit asymétrique et les sources micro-causales des conflits contemporains. Il est l'auteur de nombreux ouvrages de référence tels que*

Encyclopédie du Renseignement et des services secrets (Lavauzelle, 2002) ; La Guerre asymétrique ou la défaite du vainqueur (Rocher, 2003), Encyclopédie des terrorismes et des violences politiques (Lavauzelle, 2009) et il vient de publier Terrorisme, mensonges politiques et stratégies fatales de l'Occident (Rocher, 2016). Nous avons souhaité l'interroger sur les points les plus saillants et la thèse centrale de ce dernier essai.

Géostratégiques : *L'ouvrage que vous venez de faire paraître poursuit notamment l'une de vos réflexions de long terme qui est l'impossibilité occidentale à comprendre et donc anticiper l'essence et les métamorphoses du conflit asymétrique. Comment l'expliquez-vous ?*

Jacques Baud : Il y a de multiples raisons. J'en retiendrai deux principales, basées sur mes observations dans le cadre de mes activités de renseignement dans des affaires de lutte contre le terrorisme au niveau national et international.

La première, la plus fondamentale, est le fait que nous ne comprenons pas le terrorisme, sa stratégie et ses objectifs. Ce n'est pas nouveau. Par le passé, nous ne l'avons jamais vraiment compris. Nous avons compris les formes de terrorisme simple ou symétrique, comme le terrorisme palestinien. Mais dès lors qu'il a pris une forme asymétrique comme en Espagne et en Italie dès les années 60, nous ne l'avons plus compris. Ces divers terrorismes ont été combattus au niveau tactique seulement. Le succès est apparu plus rapidement avec les terrorismes symétriques

(comme Action Directe ou le terrorisme palestinien), tandis que les formes asymétriques n'ont jamais vraiment été vaincues, mais se sont essouffées, comme le terrorisme basque.

« Le terrorisme islamiste est asymétrique »

Le terrorisme islamiste est non seulement asymétrique en substance, mais il fonctionne avec une logique que l'esprit occidental a de la peine à saisir, ce qui explique son accroissement en un quart de siècle. Nous sommes bloqués mentalement sur l'idée que le terrorisme islamiste cherche à détruire notre société dans une perspective de fatalité historique : une projection des objectifs des mouvements marxistes des années 1960 à 1980. On constate d'ailleurs que la lecture des attentats en France en 2015 a été identique à celle du gouvernement Bush en 2001 : il n'y a pas eu d'évolution sur la compréhension du phénomène. La dimension « stratégique » de la lutte contre le terrorisme reste figée dans une critique stérile du fondamentalisme islamique, malgré le fait que de très nombreux combattants djihadistes n'aient pas d'éducation religieuse approfondie. L'Occident a de la peine à comprendre le *djihad* tel qu'il est dans sa substance – c'est-à-dire une résistance – car cela renvoie *ipso facto* à nos propres actions qui l'ont déclenché. On préfère le définir de manière plus agressive, comme à travers une notion qui – contrairement à une opinion répandue – ne se trouve pas dans le Coran : celle de « guerre sainte ». De même, nous ne comprenons pas la notion de victoire particulière qui en découle : une victoire sur soi-même, définie par le refus d'abandonner le combat, plutôt qu'une victoire définie par l'écrasement de l'adversaire. C'est cet écart dans la compréhension de l'ennemi qui nourrit le concept d'asymétrie. Nous ne pourrons jamais vaincre un adversaire dont nous refusons de comprendre la logique. C'était déjà la conclusion de mon livre sur la guerre asymétrique en 2003 et elle reste encore plus vraie aujourd'hui.

La deuxième est la conséquence de la première. Refusant de comprendre la dimension stratégique du terrorisme, nous le combattons au niveau tactique uniquement. Le terrorisme qu'a connu la France dans les années 80 n'était pas de nature asymétrique et s'apparentait étroitement au grand banditisme. C'est d'ailleurs avec des moyens policiers et tactiques qu'il a été maîtrisé. La France – comme les États-Unis – n'a pas d'expérience dans le traitement stratégique du terrorisme. De fait, quarante ans plus tard, ce sont les mêmes instruments qui sont utilisés. La technologie a évidemment évolué, mais son cadre intellectuel, conceptuel et stratégique est resté identique.

« Ce qui apparaît comme de la prévention, n'est en fait que de la "préemption", un peu comme si l'on plaçait délibérément les citoyens en appât pour capturer les terroristes »

En clair, cela signifie que nous serons toujours en retard sur les terroristes et que nous leur laissons l'initiative. Ce qui apparaît comme de la prévention, n'est en fait que de la « préemption », un peu comme si l'on plaçait délibérément les citoyens en appât pour capturer les terroristes. C'est – en fait – la tragique « stratégie » utilisée par les gouvernements français et belge, qui luttent contre le terrorisme sans aucune stratégie, mais uniquement au niveau tactique.

Le terrorisme est essentiellement une méthode qui utilise des moyens tactiques pour atteindre des objectifs stratégiques. Or, l'analyse que nous faisons d'événements comme ceux de janvier ou novembre 2015 se cantonne exclusivement aux aspects tactiques et opérationnels, tandis que la dimension stratégique est négligemment écartée avec des explications vagues – et souvent fallacieuses – comme l'imposition de la *sharia*, la volonté de détruire nos démocraties, ou de diviser nos nations. Non seulement ces explications sont absurdes, mais cette posture nous pousse à courir après des informations qui se situent en aval du problème, au lieu d'aborder le problème en amont. On constate que la nouvelle génération de djihadistes apparue depuis une dizaine d'années s'est dotée d'un remarquable *corpus* doctrinal et a mis en place des moyens intelligents et pragmatiques pour le diffuser. Pour le reste, c'est notre incapacité à comprendre le terrorisme qui en a permis et favorisé le développement. Il est significatif de constater que les multiples définitions que nous avons du terrorisme servent essentiellement à traiter le terrorisme de manière judiciaire et non de manière stratégique. Ainsi, on continue à évoquer des stratégies de « dissuasion » (y compris avec des moyens nucléaires !), alors que l'on observe toujours plus de terroristes prêts à mourir dans leur opération. Comment dès lors dissuader par la mort un individu prêt à mourir ? Ce seul exemple montre que nos élites militaires et politiques n'ont toujours pas saisi la nature du problème et se trouvent ainsi dans l'incapacité d'échafauder des stratégies cohérentes pour y faire face.

Géostratégiques : *Vous inversez l'explication inlassablement répétée par les grands médias, selon laquelle les interventions militaires occidentales ne sont qu'une réponse au terrorisme, pourquoi ?*

Jacques Baud : Tout simplement parce que c'est le message constant et cohérent que les islamistes nous envoient depuis plus d'un quart de siècle ! Sous prétexte qu'ils

sont terroristes nous ne les écoutons pas, et donc, nous ne les comprenons pas. Le terrorisme actuel est le résultat d'un enchaînement d'interventions aux Moyen- et Proche-Orient, dont nous avons délibérément oublié les motifs fallacieux qui nous ont poussés à les mener. À ceci s'ajoute notre aveuglement tout aussi délibéré sur les dégâts humains et matériels causés par ces interventions. De manière symptomatique, la sortie du rapport Chilcot du Parlement britannique a suscité des réactions dans la population britannique par rapport aux militaires britanniques morts « inutilement » en Irak, mais personne ne relève les dizaines de milliers morts civils provoqués par la coalition. De même, lorsqu'on évoque les revendications des actes terroristes on omet systématiquement de mentionner les raisons données pour ces attentats : le départ des Occidentaux ou la cessation de leurs actions militaires. C'est par exemple le cas du « testament » de Mohamed Abrini, impliqué dans les attentats de Bruxelles, qui mentionne comme raison de son acte les frappes occidentales... un passage soigneusement éliminé des compte rendus donnés par la presse. La même constatation peut être faite par rapport aux explications sur vidéo laissées à titre posthume par Amédy Coulibaly en janvier 2015.

« En été 2014, le président américain et son vice-président martelaient que l'État Islamique ne constituait pas une menace pour l'Occident »

En été 2014, le président américain et son vice-président martelaient que l'État Islamique ne constituait pas une menace pour l'Occident. À telle enseigne que les États-Unis ont dû inventer l'existence du « Groupe Khorasan » pour justifier leur intervention en Irak et en Syrie. Or, on peut rappeler ici que c'est à ce moment que la France a décidé de se joindre à l'action américaine. Comme le confirment les déclarations des frères Kouachi et de Coulibaly, les attentats de janvier 2015 sont donc bien une réponse à l'intervention militaire, dont on savait déjà qu'elle se traduirait par des actes terroristes contre la France. D'ailleurs, selon l'ONU, le nombre des volontaires djihadistes en Irak et en Syrie a augmenté de 71 % après l'annonce des frappes américaines et françaises en 2014.

Aujourd'hui – en particulier aux États-Unis – un courant de réflexion se développe qui va à l'encontre de la pensée dominante et se dirige vers une posture plus critique par rapport à nos propres interventions. Le rapport Chilcot en Grande-Bretagne, ou le rapport du Sénat américain sur l'usage de la torture sont quelques exemples. En France et en Belgique, assez curieusement, l'opinion publique et les parlements sont restés très passifs et peu critiques sur la dimension stratégique et la pertinence des choix politiques des gouvernements, et leur impact sur la montée du terrorisme.

Notre perception est faussée par une sur-simplification de la réalité du terrorisme d'aujourd'hui, que des « experts » (souvent issus de l'extrême-gauche) comprennent à l'aune de leur propre expérience : un terrorisme qui vise à détruire la société occidentale pour la remplacer par une autre société. Dès lors, dans le message « officiel », le terrorisme s'inscrit dans une fatalité historique comme l'était la révolution marxiste. Le danger de ces interprétations fantaisistes, souvent le résultat d'omissions délibérées de faits et donc peu satisfaisantes au plan intellectuel, est double : d'une part elles ne permettent pas de traiter les vraies causes du problème, et d'autre part elles encouragent le terrorisme en cristallisant la « mauvaise foi » occidentale dans ce conflit. Sur ce dernier point, la vidéo laissée par Larossi Abballa après l'assassinat d'un couple de policiers à Magnanville en juin 2016, qui désigne nommément certains de ces experts, est éloquente.

Géostratégiques : *Quel est le poids de la situation intérieure, voire électorale, des États occidentaux dans la décision de déclenchement de conflits extérieurs s'apparentant à des opérations de diversion ?*

Jacques Baud : Il est très largement sous-estimé. Lorsque le président Bill Clinton décide en août 1998, de frapper l'Afghanistan et le Soudan alors qu'il était empêtré dans l'affaire Lewinsky, la presse américaine y voit un remake du film « *Wag the Dog* » (en français : « Des hommes d'influence »), où une guerre est créée pour distraire l'opinion publique d'une affaire de mœurs impliquant le président des États-Unis. Treize ans plus tard, lors de l'intervention française en Libye, certains journaux américains n'ont pas hésité à titrer « Wag le Chien » en suggérant que le président Sarkozy s'était engagé pour des raisons électorales. De fait, on peut constater que presque systématiquement, les interventions extérieures sont décidées par des gouvernements faibles ou qui ne parviennent pas à atteindre leurs objectifs de politique intérieure. Dans l'Histoire des États-Unis, on constate que, contrairement à une opinion répandue, ce sont les gouvernements démocrates qui ont déclenché le plus de guerres, car ils doivent probablement donner à leur opinion publique des gages de fermeté dans le traitement des crises. En Europe, on a observé ce même phénomène dans les années 90, après la guerre froide, où l'intervention occidentale dans les Balkans a été de fait de gouvernements de gauche qui devaient montrer leur attachement aux capacités militaires dans un environnement en plein désarmement. En France, ces dernières années, une politique extérieure belliciste, les discours musclés et une certaine dérive sécuritaire ont permis au gouvernement de remonter dans les sondages et de « couper l'herbe sous les pieds » d'un Front National montant. On l'a vu avec l'intervention au Mali, puis avec les frappes contre la Syrie. Une

efficacité éphémère certes, mais qui ne rencontre qu'une opposition molle dans une opinion publique qui reste très peu critique sur les interventions extérieures de la France. L'opération Barkhane accumule des succès tactiques, mais, sans stratégie, elle est incapable de les transformer en succès stratégique ou politique. En fait, le terrorisme (y compris le « tourisme djihadiste ») de ces quelques dernières années en France est la manifestation d'une solidarité avec les victimes de ces interventions perçues comme illégitimes.

Géostratégiques : *Quelle a été selon vous l'objectif de la stratégie occidentale de soutien militaire et financier aux djihadistes internationalistes en Syrie depuis ce que l'on a appelé le « printemps arabe » ?*

Jacques Baud : En fait, il n'y a pas eu de stratégie. Le printemps arabe a surpris tout le monde et l'exemple de la Tunisie montre combien l'Occident n'a pas vraiment compris ce qui se passait ni les enjeux des événements. Il y a eu ensuite des tentatives désordonnées et disparates pour tenter d'accompagner le mouvement, souvent pour répondre aux opinions publiques occidentales qui voyaient dans ces révolutions un vent de liberté et de démocratie. Or ces révolutions ont toutes eu leur origine dans les milieux islamiques radicaux, qui visaient à renverser des élites politiques « corrompues » par l'Occident. Les systèmes politiques qui en ont résulté ont eu des destins variables, le plus prometteur étant celui de la Tunisie. En Syrie, la militarisation par les États-Unis et la France des manifestations qui, selon des témoins oculaires occidentaux, ne l'avaient pas été jusqu'alors par les forces de sécurité, a conduit à la situation que l'on sait. Les groupes soutenus par ces deux pays et qualifiés de « modérés », étaient en fait des groupes islamistes radicaux – dont certains ont rejoint l'État Islamique depuis – témoignant du fait que l'implication occidentale s'est effectuée littéralement « à l'aveugle ».

Géostratégiques : *Comment expliquez-vous la faiblesse voire l'inexistence des attaques des mouvements islamistes les plus radicaux tels que Al-Qaïda et l'État Islamique contre l'État d'Israël ?*

Jacques Baud : C'est ce que ne parviennent pas à expliquer les « experts » qui tentent de nous convaincre que l'État Islamique cherche à détruire nos valeurs occidentales, ou la démocratie et tentent d'exporter l'islam à travers la violence. Je répète : les attaques contre les pays occidentaux ont – dans l'état actuel des choses – pour unique objectif de nous faire cesser nos interventions et nos frappes. De fait, l'État Islamique s'est affronté durement contre les milices palestiniennes venues

au secours de Bachar al-Assad, mais n'a effectivement pas touché l'État d'Israël. Ce qui ne veut pas dire qu'il porte Israël dans son cœur, mais ce n'est pas une priorité. Les attaques comme celles de l'Hyper-casher porte de Vincennes ou du Bataclan, malgré les apparences, entrent exactement dans la même logique. Sans vouloir entrer dans le détail de ces opérations, le problème est nous interprétons les faits à partir de nos propres schémas, et nous projetons nos propres raisonnements sur ceux de l'adversaire. C'est la raison pour laquelle nous perdons. Ceci étant, pour Israël, l'État Islamique est une menace moins importante que les Palestiniens – exactement comme la Turquie avec les Kurdes. Or nous reprochons volontiers cette ambiguïté aux Turcs, mais l'acceptons de la part d'Israël, qui soutient pourtant concrètement l'État Islamique et les djihadistes syriens.

Géostratégiques : *Aux bouleversements violents du Moyen-Orient et à la stratégie du chaos souhaitée par les États-Unis, Israël et la Turquie, vous opposez la rationalité des choix stratégiques iraniens. Pourriez-vous préciser cette dichotomie et cette opposition entre ces différents acteurs du théâtre Proche et Moyen-Orient ?*

Jacques Baud : Tous ces acteurs ont évidemment des objectifs différents. Le principal d'entre eux est certainement Israël, qui a compris que sa survie dépend dans une très large mesure du manque de cohésion du monde arabe et s'est attaché à encourager les divisions au Moyen-Orient et à miner l'appui occidental aux pays arabes. C'est ce qui explique son soutien à la création du Hamas en 1987, le soutien aux islamistes syriens, et de nombreux attentats au Proche-Orient et en Europe.

Les États-Unis, contrairement à une opinion répandue, n'ont pas d'inclination naturelle pour Israël, mais le soutiennent en raison de dynamiques politiques intérieures, un peu comme la France d'ailleurs. Ils n'ont jamais vraiment compris cette partie du monde, et c'est en voulant imposer « leur » ordre qu'ils ont créé le chaos.

Pour la Turquie le chaos régional est plutôt un problème, car à cause de sa situation géostratégique, elle est en permanence à la recherche d'un équilibre. C'est la raison pour laquelle elle s'était opposée à l'intervention américaine en Irak et à la politique israélienne dans la région. La question kurde est pour la Turquie de nature existentielle, car elle menace l'intégrité territoriale du pays. L'islamisme n'est pour eux qu'un problème secondaire, car ils ont compris qu'il ne s'est développé qu'à la faveur des interventions occidentales. Le problème est que cet islamisme militant du Moyen-Orient a généré une montée de la conscience identitaire islamique dans le monde qui touche tous les pays musulmans (y compris les pays à forte présence musulmane comme la France), sans que ceux-ci ne basculent nécessairement dans

l'extrémisme. Mais la montée de cette conscience musulmane pourrait fort bien fragiliser l'équilibre entre une politique laïque et une culture très ancrée dans l'Islam et à laquelle s'associe l'image d'une grandeur passée. C'est ainsi qu'Erdogan – en habile stratège – a compris qu'il valait mieux accompagner le mouvement pour le contrôler que l'affronter brutalement. C'est ce qui explique cette posture qui nous paraît ambiguë, mais qui en fait cherche à maintenir son pays en équilibre.

Quant à l'Iran, c'est un pays qui n'a pas de tradition expansionniste, qui a une histoire de coopération avec l'Occident et a toujours cherché à rester à l'écart des conflits internationaux. Ainsi, par exemple durant la guerre froide, les forces armées iraniennes étaient équipées à part égale de matériels soviétiques et occidentaux. Mais l'Occident n'a pas « joué le jeu » et la stratégie américaine a été de le diaboliser et de lui attribuer des velléités de domination régionale. L'intervention américaine en Irak en 2003 a provoqué la montée des « durs » du régime iranien, qui ont marqué leur posture en attaquant verbalement indirectement les États-Unis à travers Israël. L'Iran a toujours eu des rapports de coopération avec Israël dans le passé et on ne verrait pas vraiment pourquoi il souhaiterait détruire Israël aujourd'hui.

« L'Iran est un pays dont le potentiel est immense et qui n'a pas besoin de s'engager dans un conflit pour émerger »

L'Iran est un pays dont le potentiel est immense et qui n'a pas besoin de s'engager dans un conflit pour émerger. Au contraire, ses tentatives répétées de se rapprocher de l'Occident depuis une vingtaine d'années n'ont pas porté leurs fruits et il n'attend qu'une normalisation de son environnement géostratégique. Il est relativement stable et ne constitue donc pas une menace, ni au niveau régional, ni au niveau mondial. Mais le mythe créé par les États-Unis et bruyamment relayé par Israël a la vie dure. Les tentatives américaines, britanniques et israéliennes de le déstabiliser par le terrorisme n'ont pas obtenu les résultats escomptés (jusqu'à présent). En dépit d'une rhétorique aux accents belliqueux, le *leadership* iranien s'est toujours montré très retenu et les intentions expansionnistes que lui prêtent l'Arabie Saoudite et Israël ne se vérifient pas sur le terrain. Ici également, il ne faut pas oublier que la guerre avec l'Irak et l'usage d'armes chimiques contre sa population par Saddam Hussein s'est effectué en accord et sous le contrôle occidental !

Géostratégiques : *De même, face à l'illégalité et la faiblesse stratégique des interventions françaises et américaines en Syrie, vous qualifiez l'intervention russe de stratégie d'action crédible et alternative, respectant scrupuleusement la résolution 2254 du*

Conseil de sécurité des nations Unies, en particulier son point 8. Quels sont les avantages moyen-long termes de la stratégie russe, face au caractère essentiellement tactique des politiques occidentales ?

Jacques Baud : Le premier point est que l'intervention russe en Syrie est légale, alors que celle des pays occidentaux ne l'est pas. En deuxième lieu, la posture russe tient compte des expériences malheureuses de l'Irak et de la Libye où la chute du régime a conduit à un chaos que plus personne n'est en mesure de maîtriser (et que personne ne conteste) et dont les premières victimes sont les populations civiles que l'on voudrait (soi-disant) protéger. Je rappelle à cet égard que selon des témoins oculaires (chrétiens) la « révolution » syrienne était pacifique à son début et ce n'est qu'avec l'appui français et américain aux forces islamistes que le conflit s'est militarisé et radicalisé. Or, l'intention avouée de la France et des États-Unis est de renverser le régime de Bachar al-Assad : avec qui négociera-t-on si le régime syrien tombe ? En troisième lieu, la forme de « ménage à trois » créée par les Occidentaux est empreinte de non-sens. Alors que nous tentons en Occident de délimiter clairement les bons et les méchants, la réalité du terrain est bien plus nuancée : les rebelles dits modérés ont des alliances fluctuantes avec les islamistes – y compris l'État Islamique – tandis que de l'autre côté, les Chrétiens qui ont historiquement été protégés par le gouvernement alaouite (chiite) et dont les milices combattent les islamistes aux côtés du gouvernement légal, sont parfois bombardés par les avions de la coalition occidentale ou sont livrés aux combattants islamistes soutenus par l'Occident, voire à l'État Islamique. Mais cela n'apparaît naturellement pas dans les médias. Finalement, en défendant un gouvernement légal, la posture russe a l'avantage de faire une distinction plus aisée au plan opérationnel entre ami et ennemi, et lui permet de défendre ceux que les Occidentaux ont négligés – pour ne pas dire abandonnés – depuis 2003 : les Chrétiens d'Orient. En un mot, la posture russe permet d'entrevoir un futur pour la Syrie, alors que la posture franco-américaine favorise le développement de l'islamisme et du terrorisme sans résoudre les problèmes de fond.

Un autre avantage de la position russe, qui combat l'ensemble des forces rebelles, est de ne pas singulariser un adversaire en particulier. À l'inverse, l'intervention française, qui – aujourd'hui – semble se concentrer sur l'État Islamique, place ce dernier *de facto* comme le « vrai » défenseur de l'Islam. Ainsi, la France, en intervenant contre l'État Islamique sans aucune stratégie, mais uniquement au niveau tactique, lui a donné une stature et favorisé son rôle de « phare » sur la scène djihadiste. Ce phénomène a été observé sur les réseaux sociaux en 2015 (alors que, rappelons-le, l'attaque contre *Charlie Hebdo* était le fait de la Base du Djihad

dans la Péninsule Arabique et non de l'État Islamique), et a contribué au succès de l'État Islamique dans sa campagne de recrutement. Cela illustre le phénomène d'asymétrie, où l'action tactique de l'un améliore la posture stratégique de l'autre. Mais cela montre également l'incapacité des services de renseignement stratégiques à réfléchir en termes asymétriques et à anticiper les conséquences des interventions. Par ricochet, cela montre que le gouvernement n'est pas capable de lutter contre le terrorisme avec une stratégie holistique.

Géostratégiques : *En quoi pouvez-vous affirmer dans le développement de votre ouvrage que ce sont le plus souvent des opérations clandestines des services américains ou des manipulations d'agences ou de fondations américaines (la face cachée des conflits) qui ont conduit au déclenchement des conflits aux Proche et Moyen-Orient, jusqu'en Afghanistan, et ont entraîné la création d'Al-Qaïda et de l'État Islamique ?*

Jacques Baud : L'apparition du terrorisme islamiste ou djihadiste n'est pas vraiment expliqué en Occident. On le voit comme une fatalité qui s'est abattue sur l'Occident, sans vraie raison, si ce n'est la frustration, la jalousie et autres. En outre, on trouve une forme de déni en Occident sur les conséquences de nos actions. Voyez la réaction de Tony Blair à la publication du Rapport Chilcot, qui continue de penser que sa décision d'intervenir en Irak était bonne. Voyez également l'absence totale de réaction parlementaire dès lors que le président Hollande décide d'intervenir en Syrie, et ce en dépit de l'expérience libyenne ; ou le 11 septembre 2001, que personne n'a réellement cherché à expliquer, laissant ainsi la porte ouverte aux théories complotistes les plus fantaisistes. Or, personne, fût-il le plus convaincu des musulmans, ne se lève le matin pour aller se faire exploser sans raison. En fait, les islamistes ont systématiquement justifié tous leurs attentats, voire les ont annoncés en en donnant la raison, qui est systématiquement la même : nos interventions militaires meurtrières. Mais voilà, comment reconnaître ouvertement et officiellement que l'une des premières frappes françaises en Syrie a touché une école et tué 30 enfants ? Manuel Valls n'a-t-il pas lui-même dit « expliquer, c'est déjà vouloir un peu excuser » ? À notre ignorance de la situation sur le terrain et à l'illégalité de nos actions s'ajoute bien souvent une forme de terrorisme intellectuel qui prévient toute explication et compréhension du phénomène terroriste.

La situation en Syrie ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui si les États-Unis et la France n'y avaient pas attisé les tensions en la militarisant. Le cas de la Libye est tout aussi évident : la France a entraîné les États-Unis dans un conflit avec des motivations où l'ignorance, la sottise et l'*ego* de certains ont joué un rôle essentiel.

Mais ces interventions – en Libye comme en Syrie – ont été lancées sans aucune stratégie, sans objectifs de moyen et de long terme et sans aucune planification sur ce qui devait suivre les bombardements au sol. Ces interventions sont emblématiques d'une certaine désinvolture occidentale, qui répand le chaos sans apporter de solutions concrètes. Grâce à ces deux interventions, la France a inutilement associé son nom aux autres échecs occidentaux qu'ont été l'Afghanistan et l'Irak.

Géostratégiques : *Pourriez-vous distinguer l'action préventive endossée par le contre-terrorisme de l'action préemptive que recouvre l'antiterrorisme ?*

Jacques Baud : Durant la guerre froide, la stratégie nucléaire voyait dans la notion de « prévention » l'ensemble des mesures qui permettaient d'influencer la décision ennemie d'engager la force nucléaire. La dissuasion faisait partie de ces mesures. La « préemption » était l'ensemble des mesures prises pour empêcher la bonne exécution de la décision d'engager l'arme nucléaire (frappes, sabotage, interception des missiles, etc.). À la même époque, un schéma analogue était utilisé dans le contexte de la lutte contre la subversion et la lutte anti-insurrectionnelle : le contre-terrorisme rassemblait toutes les mesures visant à influencer la décision de s'engager dans l'action terroriste, tandis que l'antiterrorisme était constitué de l'ensemble des actions destinées à empêcher l'exécution des attentats. Cela s'est traduit par de véritables stratégies qui ont eu des destins divers, mais dont le point commun était une grande cohérence stratégique et des trésors d'imagination et de créativité dans le domaine de la prévention. Aujourd'hui, ces nuances ont disparu dans le flot « d'analyses » et de « conseils » plus ou moins éclairés, présentés par des « experts », dont seuls une infime minorité a été réellement engagée dans la lutte contre le terrorisme au niveau stratégique. Contreterrorisme et antiterrorisme sont utilisés comme synonymes, avec pour conséquence qu'il n'y a aucune réflexion stratégique sur la lutte contre le terrorisme et donc aucune réflexion sur la manière de le prévenir. Prenez les 40 mesures proposées par la commission d'enquête de l'Assemblée Nationale sur les attentats de 2015 : aucune ne concerne le contreterrorisme selon la terminologie utilisée plus haut et toutes concernent la lutte antiterroriste. Cela est malheureusement cohérent avec la lecture fataliste « officielle » du terrorisme, qui enlève tout sens à la notion de prévention ! Or, cette approche est fautive. Le terrorisme ne pourra se vaincre que par une intelligente combinaison de moyens préventifs et préemptifs. En réalité, nous nous cantonnons dans une posture strictement passive, où l'on veut s'efforcer de ne pas subir les événements. Les frappes en Syrie et en Irak donnent l'illusion de l'initiative : elles sont certes actives au

niveau tactique – voire opératif – mais sont fondamentalement passives au niveau stratégique.

Géostratégiques : *Vous êtes non seulement très critique sur l'immobilisme stratégique et la méconnaissance de nos responsables politiques concernant le terrain et la stratégie de long terme contre le terrorisme mais vous fustigez également les insuffisances de nos services de renseignement. N'est-ce pas en réalité la faiblesse des premiers qui paralysent la réflexion et l'action des seconds ?*

Jacques Baud : Il y a sans doute une dimension de « poule et d'œuf » dans cette discussion. Toutefois, force est de constater que dans tous les pays occidentaux depuis la fin de la guerre froide, on observe une incapacité croissante de nos appareils de renseignement à comprendre la complexité des situations stratégiques. D'une manière générale, la croissance brutale des organes de renseignement – en particulier après septembre 2001 – s'est clairement faite au détriment de l'expérience et de la qualité analytique. En 2004, le Directeur de la CIA George Tenet se plaignait de la faiblesse des capacités analytiques du renseignement américain. En France, l'examen de la note de renseignement déclassifiée produite par les services de renseignement en 2013 pour justifier une réponse française à l'attaque chimique de Ghouta met en évidence de très nombreuses et graves lacunes dans l'analyse de la situation. En Grande-Bretagne, le rapport Chilcot a mis en évidence que les services de renseignement britanniques ignoraient la configuration technique des armes chimiques et avaient fondé leur appréciation des capacités irakiennes sur la base du film « *The Rock* » ! Au-delà de l'anecdote, il faut rappeler que c'est – en théorie – sur la base de ces analyses que sont prises des décisions, dont les conséquences peuvent être lourdes et affecter durablement les citoyens d'un pays.

Il est symptomatique de constater que la discussion en France sur les attentats de 2015 a tourné autour de la question de savoir comment détecter des individus radicalisés et comment les surveiller. On a parlé des outils et moyens de la radicalisation, mais on n'a absolument pas discuté la question des motivations des terroristes et quels étaient les facteurs qui les amenaient à se radicaliser. D'ailleurs les quelques « experts » sur la question terroristes restent muets sur ces questions, ou s'engagent dans des diatribes contre le salafisme, alors qu'à l'évidence de très nombreux terroristes ne sont que très superficiellement engagés dans la chose religieuse. En réalité, j'ai constaté dans tous les services que j'ai côtoyé depuis trente ans une sorte de « démission » face à la complexité des problèmes.

« On s'est lancé dans une collecte effrénée de données, qui a permis de développer le travail de police, mais pas celui du renseignement qui éclaire la décision »

Le mot « renseignement » recouvre des réalités et des niveaux de réflexion très divers. Or, par commodité intellectuelle sans doute – mais aussi par défaut d'expérience – le renseignement stratégique, c'est-à-dire celui qui doit éclairer la décision stratégique, tend à s'estomper face à du renseignement tactique ou de police, dont la substance est plus tangible et plus facilement compréhensible. Trop souvent le mot renseignement est compris comme l'action de « se renseigner » et non de « renseigner ». Devant l'incapacité à comprendre la mécanique asymétrique du terrorisme islamiste, on s'est lancé dans une collecte effrénée de données, qui a permis de développer le travail de police, mais pas celui du renseignement qui éclaire la décision. On se concentre sur la collecte de l'information sans même vraiment savoir à quoi elle servira. Un rapport secret des services de renseignements britanniques de 2010 relève que la quantité des informations collectées par les services britanniques a été la cause de nombreuses pertes humaines, car à force de se concentrer sur les détails on avait perdu la vue d'ensemble et favorisé la réalisation d'actes de terrorisme.

À ceci s'ajoute le fait qu'en France – à l'inverse de l'Allemagne, par exemple –, la fonction d'éclairage du renseignement est depuis la seconde guerre mondiale en compétition avec la notion « d'Action », qui nous ramène au niveau opérationnel. Cette dérive générale du renseignement vers le domaine tactique suit naturellement celle des exécutifs gouvernementaux qui vont ostensiblement verser une larme pour des victimes d'actes terroristes, mais qui prennent des décisions sans en mesurer les conséquences éventuelles sur la montée des extrémismes chez nous.

Je rappelle qu'en anglais, le mot renseignement se dit « *intelligence* », qui vient lui-même du latin « *intellegere* » : comprendre. Le renseignement stratégique a donc comme fonction fondamentale de donner des bases (les plus) objectives (possibles) à la décision de l'exécutif, jouant ainsi un rôle essentiel dans l'État de droit. Lorsque cette fonction n'est pas remplie, nous nous rapprochons de l'arbitraire du despote. Par ailleurs, les décisions prises sans compréhension de la situation est littéralement un pari sur la vie de nos concitoyens. Or, dans le cas des interventions française et belge en Irak et en Syrie contre l'État Islamique les conséquences possibles étaient déjà clairement connues lorsque les décisions ont été prises.

Il est intéressant de constater que le terrorisme islamique qui frappe régulièrement la France est systématiquement associé à des causes exogènes (droits de

l'Homme, liberté, richesse/pauvreté, etc.) et jamais endogènes (décisions politiques). Ceci s'explique en grande partie par le fait que l'analyse du terrorisme se fonde sur des éléments tactiques, notamment les profils des auteurs. Ainsi, on associe volontiers les noms de Kelkal, Merah, Coulibaly dans une explication générique du terrorisme islamiste. En réalité, si les trois ont probablement un profil et des modes d'action semblables, leur action s'inscrit dans trois contextes stratégiques différents et clairement distincts. Ce sont les raisonnements simplistes à « l'emporte-pièce » qui non seulement préviendront toute solution à la question du terrorisme, mais aussi – et surtout – nous empêcheront de traiter les fractures qui apparaissent au sein même de nos sociétés et que nous masquons sous le label de la « radicalisation ».

Si les services de renseignement ne sont pas en mesure d'anticiper les conséquences d'une situation donnée, les parlements – mais aussi les citoyens – devraient également s'interroger sur la nécessité de s'impliquer dans des conflits extérieurs, sans objectifs, sans que notre sécurité soit menacée, et en massacrant un grand nombre de civils innocents, ce qui alimente un ressentiment qui ne serait pas nécessaire. C'est la raison pour laquelle je suis favorable à un contrôle parlementaire plus strict du travail des services de renseignement, afin que les analyses produites fassent l'objet d'un « contrôle de qualité » plus strict. Ce contrôle doit certes avoir des limites, mais il est faux de mythifier le renseignement au point de renoncer à une approche plus qualitative du renseignement.

Géostratégiques : *Quelles sont les logiques de fonctionnement et d'action du terrorisme moderne qui s'est déplacé du théâtre proche-oriental au cœur de nos sociétés occidentales ? Et quelles sont ses évolutions à venir ?*

Jacques Baud : Il ne s'est pas « déplacé » tout seul, nous l'avons attiré ! Les attentats subis par les États-Unis (2001), l'Espagne (2004), la Grande-Bretagne (2005), la France (2015) et la Belgique (2016) (pour ne mentionner que ceux-ci) avaient tous un seul et même objectif : faire se retirer les pays concernés d'une coalition au Moyen- ou Proche-Orient. On peut aisément le vérifier en consultant les revendications qui les concernent. En fait, les terroristes utilisent la même stratégie que celle utilisée par les États-Unis et la Grande-Bretagne lorsqu'ils bombardaient les populations civiles allemandes entre 1943 et 1945 : pousser les populations à exiger de leurs autorités qu'elles cessent les hostilités. L'État Islamique utilise souvent l'exemple de l'Espagne en 2004 pour expliquer cette stratégie qu'il appelle « terrorisme de dissuasion ».

Ceci étant, la manière dont nous combattons l'État Islamique, par drones interposés ou avec des moyens aériens frappant à distance, en évitant le combat « face-à-face » et en générant un très grand nombre de victimes civiles « collatérales » donne aux Occidentaux une image de « lâches » et justifie d'autant plus – aux yeux des islamistes – le recours à l'arme du terrorisme. Car pour eux, les victimes civiles de Paris ou de Bruxelles sont également des victimes collatérales d'un conflit qui se déroule principalement chez eux, mais qui a été causé par nous sans raisons évidentes.

Géostratégiques : *Avec l'alignement des gouvernements de François Hollande sur les positions du Qatar et de l'Arabie Séoudite, pensez-vous que la traditionnelle politique arabe de la France, déjà singulièrement mise à mal sous le précédent président français, est définitivement abandonnée ?*

Jacques Baud : En ne participant pas à la guerre contre l'Irak en 2003, la France grâce à la posture indépendante du président Chirac, bénéficiait d'un crédit énorme auprès des pays arabes. Avec l'avènement du président Sarkozy, puis du président Hollande, ce crédit a été dilapidé par des actions plus politiciennes que stratégiques. On constate aujourd'hui qu'il manque un interlocuteur qui ait le poids et la capacité de parler avec la même crédibilité aux États-Unis, à la Russie, à la Syrie et aux pays arabes. La France aurait pu jouer un rôle primordial dans cette région pour calmer les passions. Or elle a même réussi à faire passer ses propres citoyens dans les rangs de l'ennemi !

Géostratégiques : *Vous évoquez le nouveau logiciel de nos sociétés selon lequel les bouleversements culturels et sociétaux considérables, consécutifs aux vagues d'immigration successives et celles plus récentes résultant des conflits proche-orientaux, accélèrent la radicalisation de l'islamisation dans l'équation culturelle et sociale occidentale, notamment française. Pouvez-vous nous expliquer plus précisément quel est votre constat ?*

Jacques Baud : Il y a quelques décennies, les actions de l'Occident au Moyen-Orient ou sa politique à l'égard d'Israël étaient suivies avec une certaine complaisance par les opinions publiques occidentales et lues à travers une grille « judéo-chrétienne » homogène. Aujourd'hui, l'immigration importante en provenance de pays musulmans que nous avons subie depuis une trentaine d'année a ajouté une seconde grille de lecture que nous ne pouvons plus ignorer. Nous pouvions avoir un regard détaché sur la manière dont Israël traitait la question palestinienne, car globalement elle trouvait une certaine acceptation au sein de la population occidentale. De plus, les Palestiniens d'alors étaient proches du bloc de l'Est, adversaire

de l'Occident. Aujourd'hui, le regard que la population porte globalement sur les conflits se modifie. La notion de *djihad* résonne dans la population musulmane, même si celle-ci n'en approuve pas toutes les manifestations.

À la fin 2014, 31 % des messages sur les réseaux sociaux en Belgique, 24 % en Grande-Bretagne et 21 % en France exprimaient un soutien à l'État Islamique... plus qu'en Syrie même ! Cela signifie que dans une perspective démocratique, les politiques intérieures et extérieures doivent intégrer des variables nouvelles liées aux changements de perception de la population. Je ne sais pas si ces changements sont bons, mais parler de multi-culturalité et en ignorer les conséquences me semble relever de la sottise. La manière dont nous voyons le monde évolue au gré des cultures qui nous animent.

Les politiques d'immigration désordonnées sous couvert de rééquilibrage démographique, que l'on observe depuis des années en Europe portent les germes de déséquilibres qui seront encore plus marqués dans le futur. Il n'est pas certain que dans quelques décennies, l'Europe perçoivent la politique palestinienne (ou régionale) d'Israël avec la même bienveillance qu'aujourd'hui. D'ailleurs aujourd'hui déjà les positions critiques à l'égard d'Israël se multiplient. Aux États-Unis, dans les services de renseignement, l'idée que le soutien à Israël a des effets de plus en plus négatifs sur le pays augmente significativement. ■

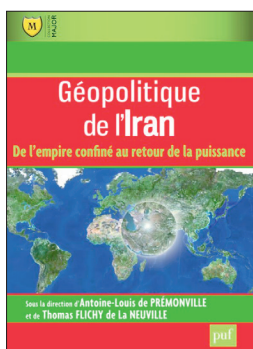
RECENSIONS



Lina Murr Nehmé, *Fatwas et caricatures*, Paris, Salvator, 2015, 222 p.

L'auteur, Franco-libanaise, est professeur à l'université libanaise à Beyrouth. Elle nous démontre par ce remarquable ouvrage qu'elle est une spécialiste de l'islam tant aux niveaux géopolitique, historique, publiciste et sociologique. Son approche des guerres contemporaines du Moyen-Orient, des terroristes et de leurs modes opératoires, les racines historiques des tensions et conflits dans sa région, est sans concession. Scientifiquement fondés, ses arguments chocs et cette liberté de ton, sans polémique, permettent de bousculer jusqu'à leur fondement les idées reçues sur toutes ces problématiques liées à une région, le Moyen-Orient, et à une religion, l'islam. Remarquablement scindé en chapitres thématiques, l'ouvrage est enrichi de nombreuses illustrations iconographiques et documentaires ainsi qu'un appareillage de notes très dense et référencé. Le lecteur trouvera tout au long des développements d'un livre bien écrit et pédagogique, un nombre d'informations difficilement consultables ailleurs. Étudiant les réseaux islamistes et les prédicateurs, al Qaïda, Frères musulmans, Daech et la politique des familles royales saoudiennes et des dirigeants du Qatar, Lina Murr Nehmé, à la différence de nombreux essayistes, s'appuie sur une connaissance historique maîtrisée de ces questions qui lui permet d'analyser avec une grande pertinence toute une panoplie de questions également sociologiques tels que le port du voile, l'autocensure des occidentaux lorsqu'il s'agit de l'islam et des monarchies du golfe, le phénomène Tariq Ramadan, la conception de la femme selon l'Islam, pour le service la vente ou le viol lorsqu'il s'agit de femmes prisonnières de guerre selon l'État islamique et conformément aux traditions califales, etc. À l'heure de la volonté conjointe des islamistes sunnites (wahhabites, Frères musulmans, Turcs, etc.) d'un retour à la société des premiers califes, Lina Murr Nehmé, à travers ce dernier livre paru mais également tout au long de son oeuvre riche, nous démontre qu'on ne pourra plus jamais dire qu'on ne savait pas.

Roger Pontus

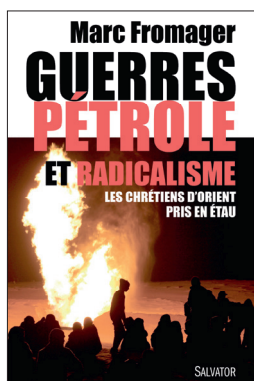


Antoine-Louis de Prémonville, Thomas Flichy de la Neuville, *Géopolitique de l'Iran. De l'empire confiné au retour de la puissance*, Paris, coll. « Major », PUF, 2015, 173 p.

Peut-on se limiter aux analyses contemporaines sur l'Iran lesquelles soulignent surtout la capacité de puissance énergétique de ce grand pays ? Antoine-Louis de Prémonville, diplômé des facultés de droit, sciences politiques et langues de l'université Jean-Moulin Lyon III, est également titulaire d'un doctorat ès lettres, langues, linguistiques et arts. Il est officier de l'Armée de terre. Thomas Flichy de La Neuville, ancien élève en persan de l'Institut national des langues et civilisations orientales, agrégé d'histoire et docteur en droit, est spécialiste de l'histoire diplomatique de l'Iran. Il est professeur à l'école spéciale militaire de Saint-Cyr. Les auteurs sont des universitaires, authentiques spécialistes, et non autoproclamés comme la plupart des « géopoliticiens » sollicités à longueur de temps d'antenne et récitant docilement la *doxa* américaine comme Bernard Guetta (*France Inter*), Jean Guisnel (*Le Point*) ou Alexandre Adler (partout...). Certes, l'Iran se trouve au centre géopolitique de la planète dans la mesure où il peut contrôler les réserves majeures d'hydrocarbures de la mer Caspienne et du golfe Persique, il se présente comme un intermédiaire idéal entre la Chine et l'Occident et se révèle aussi comme la clef des paix afghane, irakienne et syrienne. Mais Antoine-Louis de Prémonville, Thomas Flichy de la Neuville rappellent combien la force principale de l'Iran est inhérente à sa puissance créatrice. Celle-ci, intimement liée à l'existence d'un très ancien foyer poétique, est essentiellement issue de l'essence civilisationnelle, le temps long, qui a permis à la Perse de marquer son histoire et l'histoire du monde. Toute réflexion difficilement accessible aux gouvernants actuels de notre diplomatie, François Hollande, Laurent Fabius puis Jean-Marc Ayrault en raison de leur tragique amateurisme. Mais, dans l'équilibre entre sa puissance innovatrice et les limites démographiques, psychologiques et navales qui s'imposent à Téhéran, force est de constater que le pays fait figure d'empire confiné. Un sentiment d'encercllement prévaut toujours malgré sa situation d'appartenance à une sorte de contre-empire mongol avec la Chine et la Russie pour contenir les vellétés turques. L'Iran dispose d'une diplomatie à la hauteur du rayonnement de sa civilisation et pour échapper au pillage énergétique et renouer *in fine* avec la puissance, il lui faut travailler à tisser tous les liens nécessaires aux différentes échelles de sa géographie politique, locale, régionale et internationale sans renier ses soutiens traditionnels qui lui ont permis de tenir tout au long

des années noires des sanctions internationales. Très riche en notes de bas de pages référencés, l'ouvrage dispose d'un *index nominum*, d'une bibliographie très dense et propose de nombreuses illustrations cartographiques et des tableaux explicatifs des nombreux éléments d'information qu'il développe. L'ouvrage complète avec bonheur la très belle série « géopolitique de » dans la collection « Major » dirigée par le géopoliticien Pascal Gauchon aux PUF.

Roland Pipet



Marc Fromager, *Guerres, pétrole et radicalisme. Les Chrétiens d'Orient pris en étau*, Paris, Salvator, 2015, 191 p.

C'est un ouvrage extraordinairement lucide et géopolitiquement très informé que nous livre le directeur de l'Aide à l'Eglise en détresse (AED). Marc Fromager, en effet, décrypte de façon très originale les raisons multiples qui font des chrétiens d'Orient des victimes collatérales de conflits et d'enjeux dont ils ne sont ni les manipulateurs, ni les bénéficiaires. Ces causes des malheurs, qui ensanglantent leur région et dont ils ne sont

pas les seules victimes puisque nous pourrions prendre également l'exemple du génocide des populations Yézidis en Irak, sont connues : radicalisation de l'islam et homogénéisation du Moyen-Orient qui en découle, lutte pour l'hégémonie régionale, appétits jamais assouvis de pétrole et de gaz, course aux armements, ingérences et dépendances occidentales. L'ouvrage est scindé en cinq parties très équilibrées et un grand nombre de chapitres précis et explicites. Marc Fromager prend soin de bien rappeler sur chaque thématique choisie les éléments historiques et culturels qui correspondent aux fondements des crises et des tensions étudiées. L'auteur possède une connaissance maîtrisée de l'origine et des raisons des interventions occidentales, les deux guerres du Golfe, l'embargo anglo-américain et la nouvelle carte souhaitée du Moyen-Orient. Il évoque la mutation décisive du Moyen-Orient et le rééquilibrage des forces en présence dans la région avec la découverte des nouveaux gisements énergétiques de Méditerranée orientale. Il pose la question de savoir si les puissances locales, régionales et mondiales désirent vraiment la paix, et ce, avec des éléments précis qu'il révèle au lecteur. Il évoque le retour du *boomerang* des ingérences sur le sol occidental et européen avec les grandes migrations de réfugiés, l'immigration massive, l'islamisation de l'Europe et les conflits à venir au sein

même des sociétés de la rive nord de la Méditerranée. À la suite d'informations aussi précises, de constats si lucides et de raisonnement tant fondés qui ne poussent pas à l'optimisme, l'auteur réussit néanmoins à nous convaincre de l'existence des lueurs d'espoir et des raisons d'espérer.

Régis Poupard

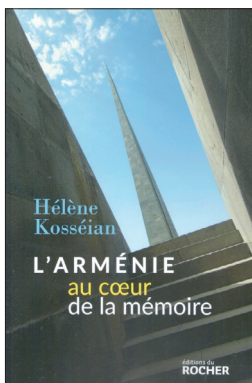


Pierre Pascallon (dir.), *Notre monde est-il au bord du gouffre ?*, Coll. « Défense », Paris, L'Harmattan, 2016, 444 p.

Ce travail présente une analyse de prospective géopolitique tout à fait époustouflante. Le monde des années 2010-2015 n'est plus, à supposer qu'il le fût dans les années 1990-2000, le monde de la « mondialisation heureuse » (Alain Minc), marquée par la « fin de l'histoire » (Francis Fukuyama), mais le monde de la mondialisation « dure » scandée par le retour de l'histoire pleine de bruit et de fureur qui frappe à nouveau à nos portes. La réalité de la décennie 2010 est en effet, et les qualificatifs très concordants se pressent pour la définir, celle d'un monde de krachs et de crises, de dangers et de conflits, de désorganisation et de chaos, d'incertitude et d'instabilité... Sans doute, pour dire les choses au plus près et au plus juste à l'heure où les nuages noirs s'amoncellent, un monde américain de désordres. Avec la dualité et la dialectique : décomposition / recomposition, désordre / recherche de l'ordre, demain par la diplomatie, le pragmatisme du Droit international public et les dispositifs de retour et de maintien de la paix, mais aussi par la puissance et la guerre, qui ne cesse de rôder autour de nos sociétés humaines, l'ouvrage propose une analyse prospective inédite et audacieuse. Les contributeurs sont prestigieux et représentants l'ensemble du spectre des spécialistes, c'est-à-dire d'horizons et d'opinions différents, qu'ils soient historiens, publicistes, hommes politiques, diplomates, universitaires et essayistes, tels que Florin Aftalion, Nils Andersson, André Babeau, Christian De Boissieu, Pascal Boniface, Général (2s) Claude Le Borgne, Philippe Boulanger, Antoine Brunet, Jean Marie Collin, Général (2s) Vincent Desportes, Thierry Garcin, Bernard Gerbier, François Géré, Pierre Noël Giraud, Olivier Hanne, Christian Harbulot, Jean Yves Heurtebise, Rodolphe Husset, Michel Jan, Isabelle Job-Bazille, Sylvie Kauffmann, Olivier Kempf, Général (2s) Alain Lamballe, Jean Hervé Lorenzi, Général De Division (2s) Eric De La Maisonneuve, Jean Matouk, Jean Sylvestre Mongrenier, Philippe Moreau Defarges,

Pierre Pascallon, Mathieu Plane, Général (2s) Jean Paul Perruche, Dominique Plihon, Michel Raimbaud, Xavier Raufer, Christophe Reveillard, Julien Reysz, Michel Rocard, Christian Saint Etienne, Charles Saint Prot.

Roger Pontus

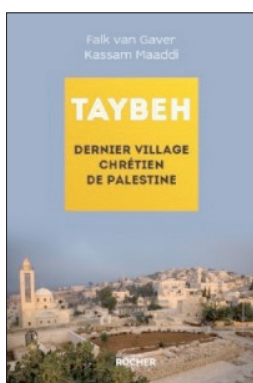


Hélène Kosséian, *L'Arménie au cœur de la mémoire*, Paris, éditions du Rocher, 2015, 209 p.

Dans l'année du centième anniversaire du début du génocide arménien, l'auteur fait revivre l'histoire tragique par laquelle le premier pays à embrasser officiellement le christianisme est passé. Le samedi 24 avril 1915, à Constantinople, 600 notables arméniens sont arrêtés et jetés sur les routes de la déportation. Commence alors le premier génocide du XX^e siècle. 1,5 million d'Arméniens périssent, principalement sur leurs terres historiques d'Anatolie Orientale. Parmi ceux qui survécurent, certains gagneront l'éphémère I^{re} République d'Arménie. Lâchée politiquement, cernée militairement, étranglée économiquement, elle deviendra finalement une des républiques de l'Union Soviétique. D'autres arméniens gagneront, dès 1921, des rivages plus cléments. Débarqués à Marseille, ils constitueront une main-d'œuvre docile dans la France d'après-guerre. Et lorsqu'éclatera la Seconde Guerre Mondiale, la plupart d'entre eux n'hésiteront pas à combattre l'occupant, armes à la main, que ce soit en France, dans les rangs de l'Armée Rouge ou ailleurs. C'est alors qu'après une longue période de silence, des cris s'élèveront à Erevan le 24 avril 1965 : « Nos terres ! Justice ! Résolvez la question arménienne ! ». Cinquante ans après l'apocalypse, les habitants de la capitale arménienne commencent le combat pour la reconnaissance du génocide par les États et par l'héritière de l'Empire ottoman : la Turquie. Un siècle plus tard, l'auteur, d'origine arménienne, se plonge dans le passé de l'Arménie et de ces souvenirs douloureux. Un essai qui permet de comprendre l'histoire et la mémoire de ce pays, alors que le débat autour de la mémoire du génocide a fait couler beaucoup d'encre en France. À cette occasion, Hélène Kosséian se plonge dans le passé de l'Arménie et de ces souvenirs douloureux, à travers un cheminement chrono-thématique qui évoque tour à tour le meurtre organisé et le rôle sanguinaire de Talaat Pacha, l'un des plus grands criminels de l'histoire du XX^e siècle, de l'empire à la I^{ère} République d'Arménie, l'aristocratie arménienne au

sein du pouvoir ottoman, les Arméniens dans l'histoire de France, l'occupant nazi puis les succès militaires, les premières reconnaissances internationales, l'éclatement de l'empire soviétique et les conséquences sur l'indépendance de l'Arménie et du Haut-Karabagh, enfin la vie quotidienne pour ceux qui sont restés au sein d'une authentique démocratie turque puisque le peuple souverain est majoritairement l'un des plus radicalement islamistes au monde et le plus attaché à une vision fondamentaliste de la fusion temporelle avec le spirituel. Un livre passionnant et attachant.

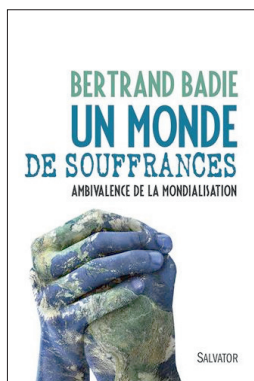
Renaud Ponan



**Falk van Gaver, Kassam Maaddi, *Taybeh*.
Dernier village chrétien de Palestine,
Paris, éditions du Rocher, 2015**

Les chapitres du remarquable ouvrage des deux auteurs Falk van Gaver et Kassam Maaddi **déroulent mois après mois la vie simple et atypique des chrétiens de Taybeh**, dernier refuge du Christ avant le déroulement inexorable de sa passion à Jérusalem, mais aussi dernier village entièrement chrétien de Cisjordanie et de toute la Terre sainte. Alors que l'exode des chrétiens d'Orient est devenu une préoccupation mondiale, ce récit optimiste et beau nous plonge dans le quotidien des chrétiens de Palestine, décidés à rester chez eux coûte que coûte. Taybeh, environ 1 300 âmes, est un petit village à une trentaine de kilomètres au nord de Jérusalem, non loin de Ramallah, dans les fameux territoires palestiniens qui se trouvent de l'autre côté du Mur de séparation. De nombreux moments de vie, une histoire biblique constamment présente et les conséquences de l'occupation israélienne nous sont resitués dans un style serein et dépouillé de toute polémique. Taybeh se présente comme un vestige vivant de cette Palestine chrétienne oubliée des médias comme des agences de voyages. Falk van Gaver y a passé deux ans. Avec Kassam Maaddi, jeune catholique de Taybeh, il en rapporte ces savoureuses chroniques du quotidien des Arabes chrétiens dont la vie se déroule entre société musulmane et occupation israélienne. Ni catastrophiste ni militant, ce récit nous entraîne au cœur d'une petite chrétienté enracinée et vivante qui espère contre tout espoir.

Roland Pipet



Bertrand Badie, *Un monde de souffrances. Ambivalence de la mondialisation*, Paris, Salvator, 2015, 186 p.

Il est des auteurs pour qui se tromper régulièrement ne pose aucun problème et même semble être un moteur supplémentaire à persévérer ouvrage après ouvrage. Bertrand Badie rentre-t-il dans cette catégorie ? La première impression à la lecture de son dernier ouvrage, nous pousserait dans un premier temps à répondre par la négative, tant il détaille avec précision le nombre impressionnant de maux créés par une globalisation anglo-saxonne au libéralisme débridé et au déracinement volontariste. Mais en réalité, l'auteur, qui n'a cessé de dépeindre tout au long de ses précédents ouvrages une mondialisation heureuse jusqu'à la disparition des frontières, jusqu'à la création d'un village planétaire, aux individus à l'identité multiple, au déracinement de sociétés entières, jusqu'à la disparition des territoires, enfin, essaie de s'en tirer par une plaisanterie dialectique qui serait risible si l'objet de l'ouvrage n'était pas les souffrances issues de la mondialisation. Vouloir passer en effet des États aux individus, de la diplomatie à l'ingérence, du réalisme à l'humanitarisme et de la politique au fonctionnalisme de superstructures mondialisées, n'est rien d'autre que souscrire au volontarisme idéologique idéaliste qui mène le plus souvent au désastre pour les populations que l'on ne consulte jamais. Ce Bertrand Badie oublie-t-il que les notions d'« ingérence humanitaire », de *Nation building*, de frappes préventives, de diabolisation des adversaires par un manichéisme ouvrant la voie à toutes les violences dites légitimes, sont le fruit du « nouvel ordre mondial » qu'il appelait de ses vœux ? L'ultime plaidoyer de l'auteur pour la conversion à l'internationalisme de la gauche de gouvernement française en est une hallucinante illustration lorsque l'on sait que celle-ci a depuis longtemps rejoint l'alignement sioniste, atlantiste et néo-conservateur, tels que François Hollande, Manuel Valls et Laurent Fabius, reprenant les préconisations du *think tank* de gauche bobo, Terra Nova, mais qu'elle fait semblant de croire que le processus de mondialisation anglo-saxon peut-être autre chose qu'un paradigme néolibéral. Pitoyable.

Roland Pipet



**Sébastien Colin, *La Chine, puissance mondiale*,
La Documentation photographique, N° 2832,
novembre-décembre 2015, Paris,
La Documentation française, 63 p.**

L'auteur, géographe et maître de conférences à l'INALCO, conserve la qualité et la pertinence des analyses du précédent numéro de la collection « documentation photographique » de la Documentation française, consacré au même sujet et proposé en 2008 par Thierry Sanjuan. Les lecteurs pourront ainsi retrouver les deux parties intitulées « Le point sur » et « thèmes et documents ». La première partie se décompose en trois chapitres sur la « puissance mondiale en construction » qu'est devenue la Chine, puis les rapports au monde apparemment complexes qui sont les siens et enfin les nombreux défis internes auxquels elle doit faire face. La deuxième partie évoque tour à tour le désir de puissance, la puissance économique mondialisée, la puissance régionale et, enfin, les défis et les fragilités d'une nation empire. Ce qui frappe dans l'ouvrage de Sébastien Colin c'est la rapidité des transformations, et tout autant la capacité d'adaptation que les défis de la transformation culturelle et sociale. À peine parvenue au faite de la puissance mondiale, la Chine doit faire face au questionnement concernant son modèle de croissance économique, aux défis démographiques, aux nouvelles tensions sociales, et à son système politique hybride. La grande qualité de l'auteur est de multi-paramétrer son approche des défis chinois en utilisant les ressorts des disciplines géopolitique, économique, historique, sociologique et culturelle. Le lecteur retrouvera dans ce dernier-né de cette très belle collection, les qualités iconographiques et éditoriales auxquelles la série « documentation photographique » nous a habitués et qui présente également les compléments numériques substantiels à l'abonnement à la revue. Ce nouveau numéro sur la Chine permet aux enseignants, aux étudiants et à toute personne intéressée de compléter et d'actualiser ses connaissances en ayant en main un outil documentaire exceptionnel.

Roger Pontus



Xavier Moreau, *Ukraine, Pourquoi la France s'est trompée*, Paris, éditions du Rocher, 2015, 185 p.

Comptant parmi les meilleurs géopoliticiens français actuels, Xavier Moreau nous livre ici un ouvrage d'analyse parmi les meilleurs de la production récente. Xavier Moreau que les lecteurs de *Géostratégiques* ont déjà découvert dans des numéros précédents, est un homme d'affaires et un analyste politico-stratégique installé à Moscou depuis 15 ans. Saint-Cyrien et diplômé de la Sorbonne, il conseille différents groupes internationaux dans les pays de l'ancienne URSS dont la Russie et l'Ukraine. Il est l'auteur de *La Nouvelle Grande Russie* (Ellipse, 2012) et co-fondateur du site d'analyse politico-stratégique, www.stratpol.com.

Son travail est un décryptage rationnel et lucide de la situation de la diplomatie française à travers le cas de la crise ukrainienne. Il souligne le contraste des retours à leur avantage de Washington, Berlin et Varsovie dans ce territoire clef avec une position française atlantiste et suiviste contradictoire de ses intérêts propres. L'ouvrage veut analyser le plus précisément possible les fautes d'appréciation qui ont été commises. Comment les Français ont-ils pu croire que Viktor Yanoukovitch signerait l'accord d'association avec l'Union Européenne, sans le prêt de 15 milliards de dollars qui lui avaient été promis ? Comment les Français ont-ils pu croire que la Russie laisserait Sébastopol et la Crimée entre les mains d'un triumvirat incluant Oleg Tiagnibok, le président de Svoboda ? Comment les Français ont-ils pu croire que la Russie continuerait à financer l'État ukrainien en accordant un prix du gaz préférentiel à l'Ukraine ? Comment les Français ont-ils pu croire que les habitants de l'Ukraine russophone accepteraient, sans mot dire, de remplacer la mémoire de l'armée de rouge par celle de Stepan Bandera ? Comment les Français ont-ils pu croire que des régions qui appartenaient au monde russe depuis 1000 ans allaient accepter de renoncer à leur histoire et leur langue ? Les responsables français ont refusé de répondre à ces questions, estimant que l'attrait du modèle occidental était tellement fort qu'il s'imposerait de lui-même, passant outre les impératifs politiques et économiques. C'est cette faillite intellectuelle qui est à l'origine de la guerre civile ukrainienne. Ce scénario de guerre en plein centre de l'Europe, satisfaisant les plans stratégiques américains, est une catastrophe et un échec pour la France. Il aura d'ailleurs fallu 10 mois pour que les deux puissances continentales d'Europe de l'Ouest,

Paris et Berlin, se détournent des États-Unis et de l'Union Européenne, pour tenter, en se joignant enfin à la Russie, de trouver une solution politique au conflit ukrainien. Les maux dont a été frappé la position française sont symptomatiques d'une évolution générale de notre diplomatie qui va s'appauvrissant au fur et à mesure de son alignement, doublée de l'amateurisme consternant de François Hollande, de Laurent Fabius puis de Jean-Marc Ayrault, dont les capacités ne sont pas à la hauteur des enjeux. Ignorance de l'Histoire de l'Ukraine et des espaces civilisationnels, méconnaissance des forces en présence et des enjeux économiques, absence de prise en compte des tendances lourdes du temps long et incapacité à définir une stratégie conforme aux seuls intérêts nationaux expliquent l'échec français. Obligés de se déjuger, les responsables français ont été avec l'Allemagne les signataires de l'accord Minsk II et doivent supporter le ressentiment des Ukrainiens qui ont cru aux promesses occidentales d'une prise en charge générale par l'Union européenne. S'appuyant sur sa solide connaissance de l'Ukraine, Xavier Moreau développe ici l'argumentaire géopolitique le plus classique en mobilisant le plus grand nombre de paramètres explicatifs de la situation, histoire, géographie, sciences politiques, état des forces, méthodes insurrectionnelles employées, stratégies de long terme. Un livre conseillé pour comprendre les ressorts d'une déstabilisation de l'Ukraine emblématique des crises actuelles.

Roger Pontus



Anne Pinot, Christophe Réveillard (dir.), *Russie d'hier et d'aujourd'hui. Perceptions croisées*, coll. « Intarissable », Paris, SPM, 2016, 322 p.

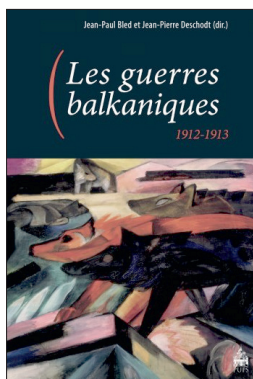
Les Français nourrissent volontiers l'image d'une « Sainte Russie », chargée d'histoire, de tradition, de culture, mais ils sont en même temps souvent tentés de voir dans la Russie contemporaine une puissance énigmatique et inquiétante, parfois presque aussi diabolique qu'elle ne leur paraissait sainte quand le pouvoir soviétique, admiré parfois par ceux qui n'y voyaient que la promesse d'un paradis terrestre, menaçait de l'anéantir. Mais l'âme de la vieille Russie n'est-elle pas aussi celle qui anime un peuple que nous appréhendons chaque jour plus difficilement ? Et, si les Russes qui ont toujours aimé la « douce France » ne la comprennent plus très bien, est-ce parce qu'elle est restée fidèle à des traditions qu'ils ne déchiffrent plus ? Ces dernières

années, les relations entre nos deux pays ont fluctué au rythme d'enjeux qui leur sont parfois étrangers, et il semblait utile d'inviter, par des approches historique, politique, géographique, sociologique, littéraire ou encore spirituelle, à poser sur le grand pays que reste la Russie un regard renouvelé et nourri des recherches et des réflexions d'auteurs qui connaissent bien la Russie – celle d'hier, et celle d'aujourd'hui. C'est ce que se propose cet ouvrage avec une progression chronothématique tout à fait bien servie par des auteurs prestigieux, authentiques spécialistes de la question qu'ils soient (majoritairement) universitaires, diplomates ou publicistes. L'ouvrage est en effet scindé en quatre parties très équilibrées, la géopolitique russe, les perspectives françaises d'une Russie orthodoxe, une histoire commune, puis la littérature et l'âme des peuples et enfin les repères contemporains. Les directeurs de l'ouvrage, Anne Pinot et Christophe Réveillard, ont voulu faire précéder leur introduction générale d'une préface de Jean-Louis Backès, merveilleusement intitulée « Douce France et sainte Russie », sous la forme d'une promenade littéraire laquelle, autour de l'élucidation des ces termes, évoque les différences de perception entre France et Russie. Présentant magistralement le sujet, Pascal Marchand, dans une fresque foisonnante à la perspective la plus large, décrit la géographie politique générale de la Russie comme un espace civilisationnel dont l'immensité est « hypercontinentale », masse eurasienne verrouillée par les glaces et dont l'isolement a pu jouer sur la nature du pouvoir. L'approche géographico-historique de l'auteur nous fait visiter la perception russe du « modèle » occidental, l'importance de l'orthodoxie russe et son rapport à la *Christianitas*, la proximité-porosité historique entre Europe occidentale et Europe orientale, puis la sorte d'avatar communiste, précédant la relation Union européenne - Russie, de nature condescendante et la question qui se pose en ce début du XXI^e siècle, sur la possibilité d'un espace de civilisation commun. Abordant le début du chemin chronologique de l'ouvrage, Pierre Lorrain développe dans une étude fouillée le rôle des invasions mongoles dans la concrétisation de l'État russe, puis Guillaume Bernard évoque remarquablement le point particulier de Diderot et le Nakaz de Catherine II et décline les thématiques des enjeux de cette instruction, que ce soit le règne contractuel du souverain, l'origine du régime politique, la hiérarchie des fonctions politiques, le règne absolu de la loi, l'articulation de la loi et de la justice et le mécanisme de la sanction pénale. Bernard Marchadier travaille quant à lui à dégager de la correspondance entre Ivan le Terrible et le prince André Kourbski, la nature de cette opposition entre autocratie idéologique et dissidence aristocratique de ces deux hommes au moment où le règne d'Ivan IV le Terrible marque une étape décisive dans l'histoire et la civilisation russes ; le résultat en est tout simplement passionnant. Faisant un saut dans

l'histoire longue, Philippe Conrad évoque à son tour, la genèse de l'improbable alliance franco-russe de 1891-1893, avant que Jean-Pierre Deschodt n'étudie le sentiment national russe au début du XX^e siècle et notamment le slavophilisme et l'occidentalisme, la doctrine de « la nationalité officielle », l'essor du Panslavisme et le nationalisme d'État. Philippe Conrad dans une recension de différents auteurs français fait ressurgir ce qu'a été une bien trop longue illusion soviétique et la séduction des lendemains qui chantent auprès des voyageurs français durant l'entre-deux guerres. Historien et juriste, spécialiste de l'Europe, Christophe Réveillard travaille dans son article à établir une sorte de synthèse du rapport entre Russie et idée européenne, en distinguant Europe, idée d'Europe et continent européen, en décrivant l'europhisme russe et la position soviétique devant les projets concrets d'unité européenne pour conclure sur la représentation européenne de la Russie. Karine Greth offre au lecteur une étude particulière sur un point précis : celle de la présence française à Saint-Petersbourg à partir de regards croisés franco-russes sur cette relation privilégiée sur les vingt années 1990 à 2010. Dans le chapitre sur les perspectives françaises d'une Russie orthodoxe, Jean-Paul Besse qualifie Wladimir Guettée de « témoin d'exception », Laurence Varaut évoque la figure de la « Sainte Mère » Marie Skobtsov, Olga Lossky celle d'Élisabeth Behr-Sigel dont elle écrit que la spiritualité russe se situe à la source de sa pensée théologique, sa rencontre avec l'Église d'Orient, que son étude sur la sainteté russe l'a fait vivre une vie liturgique selon la Tradition slave et qu'elle est une voix moderne qui actualise l'héritage de l'Orthodoxie russe et transmet l'héritage russe à l'Occident chrétien. Jean Marc Joubert évoque quant à lui ses propres souvenirs de l'Institut Saint-Serge, qu'il qualifie d'une « sainte montagne » russe à Paris, la vie étudiante, le rapport entre l'Institut et la Russie et entre l'Institut Saint-Serge et les Occidentaux. Il était impossible pour Anne Pinot et Christophe Réveillard, directeurs d'un ouvrage balayant tout ce champ croisé de deux civilisations complémentaires de ne pas consacrer un chapitre sur la littérature et l'âme des peuples dans lequel Véronique Lossky dresse le portrait de Marina Tsvetaeva, poète russe exilée en France (1892-1941), et interprète son œuvre. Anne Pinot détaille quant à elle, la confluence qui se dessine nettement, une rencontre intellectuelle, artistique, mais aussi spirituelle entre deux hommes, deux écrivains qui n'ont aucun lien direct, Dostoïevski et Bernanos ; « ce que chacun d'eux ne cesse d'exprimer dans son œuvre romanesque aussi bien que dans ses essais ou ses articles, c'est sa propre expérience de la vie, de l'homme, de l'art aussi et, de l'un à l'autre, d'une œuvre à l'autre, on découvre d'étranges liens, on perçoit d'étonnants échos », écrit-elle dans ce travail remarquable de mise en perspective dans lequel sa propre virtuosité stylistique illustre la formule de Bernanos : « L'art a

un autre but que lui-même... ». Le regretté Nikita Struve avait consacré son article au phénomène Alexandre Soljenitsyne et à son œuvre, les directeurs lui rendent donc hommage en rappelant son départ le 7 mai 2016, avant de voir paraître cet ouvrage, en rappelant son parcours : agrégé de russe, professeur émérite à l'université Paris X, spécialiste de la littérature russe, traducteur, éditeur et ami d'Alexandre Soljenitsyne, fondateur de la revue en français *Le Messager orthodoxe*, auteur d'une œuvre riche et forte, « il concentrait en lui passion et modestie, intelligence et courtoisie, exigence et bienveillance ; il était surtout animé une foi profonde qui lui permettait de pénétrer et de traduire la spiritualité russe. Son décès nous enlève l'homme cultivé et l'héritier d'une civilisation dont le charme nous était comme bienfaisant ». Puis, Dominique Souchet évoque une perception française particulière de la Russie : le lien Vendée/Russie à travers la relation des hommes et celle de la grande histoire. Le dernier chapitre se devait de revenir à l'étude géopolitique et Jean-Pierre Arrignon s'attache à étudier les transformations récentes de la Russie de Boris Eltsine à Dmitrij Medvedev (1990-2010), tandis qu'Aymeric Chauprade évoque tour à tour Vladimir Poutine et le redressement, le défi stratégique que représente le bouclier antimissile américain et la guerre des pôles. Natalia Lapina développe un travail tout à fait intéressant sur les conflits d'interprétations du régime politique russe (1990-2010). Le géopoliticien Xavier Moreau choisit d'axer ses développements sur la vision russe de la longue durée et l'hypothèse d'un redressement français. Quant à son habitude, Pascal Cauchy, dans sa postface, nous entraîne dans un style classique et léger, rigoureux et poétique, à comprendre la matrice, la racine, de cette ambivalence des rapports franco-russes : « cette notion de dépassement où se mêlent l'idée de progrès et l'attachement à la tradition, est au cœur des questions qui jalonnent l'ouvrage d'Anne Pinot et Christophe Réveillard. Poser le regard sur la Russie depuis la France, c'est se trouver dans la situation d'un arpenteur qui, avec sa chaîne, tente de mesurer des distances continuellement changeantes ». Avec son remarquable appareillage de notes de bas de page très denses et référencées, son *index nominum* exhaustif, le jalonnement de nombreuses indications bibliographiques, l'ouvrage scientifique publié aux éditions SPM enrichit considérablement la recherche en la matière.

Roland Pipet



**Jean-Paul Bled, Jean-Pierre Deschodt (dir.),
Les Guerres balkaniques 1912-1913,
 Paris, Presses universitaires de Paris-Sorbonne
 (PUPS), 2015**

Cet ouvrage est issu du colloque tenu à l'Institut catholique d'études supérieures organisé conjointement par son Département d'histoire, décidément très actif dans les innovations de la recherche historique, et l'UMR 8596 Roland Mousnier (CNRS - université Paris Sorbonne). L'ouvrage offre au lecteur un tour d'horizon complet sur l'organisation de l'Europe à la veille des guerres balkaniques mais également une analyse très stricte et précise des opérations militaires et l'état de préparation des différents pays belligérants. L'organisation même du plan en chapitres selon les rapports de force et les coalitions, est un formidable révélateur des causes et des conditions de ces conflits particuliers. « La Première Guerre mondiale commence comme la troisième guerre balkanique », observe l'historien américain Samuel Williamson Jr. Ce constat signifie que le conflit qui va embraser l'Europe commence en fait dès 1912. Consécutif au repli ottoman, les Balkans sont devenus une poudrière où se croisent et s'affrontent à la fois les intérêts des États de cet espace, décidés à chasser la Turquie d'Europe et à en récolter les dépouilles, et ceux des grandes puissances, notamment de l'Autriche-Hongrie et de la Russie, qui s'emploient à conserver ce mouvement sous leur contrôle, qu'elles cherchent à le favoriser ou à le retenir. Ces guerres recomposent la carte politique des Balkans. La Serbie, le Monténégro, la Grèce et la Roumanie en sortent agrandies, l'Empire ottoman affaibli, sans avoir été toutefois expulsé d'Europe. La Bulgarie, seule contre tous dans la seconde guerre balkanique, est la grande vaincue et rêve de revanche. L'Allemagne a retenu le bras de l'Autriche-Hongrie. Si elle lui a barré la route de l'Adriatique, celle-ci n'a pu empêcher la Serbie de doubler son territoire. Au lendemain de ces guerres, Vienne est bien décidée à ne plus rien tolérer à Belgrade. Bref, en ce début de 1914, les Balkans sont plus que jamais une poudrière. Le Concert européen a évité le pire, mais le pourra-t-il encore en cas de nouvelle crise ? Il suffirait d'une étincelle pour que la poudrière explose et que l'incendie s'étende cette fois au reste de l'Europe. Les Presses universitaires de Paris-Sorbonne (PUPS) continuent leur publication de qualité scientifique avec une place spécifique laissée

aux spécialistes des thématiques étudiées dans la grande tradition de l'université française ainsi qu'un savoir-faire d'éditeur tout à fait remarquable.

Renaud Ponan



**Michel de Jaeghere, Jean-Pierre Maugendre (dir.),
À quoi sert l'histoire ?,
Paris, éditions Contretemps, 2015**

Les éditions Contretemps publient un ouvrage aussi riche par le choix des thèmes développés que par la qualité des auteurs. Les trois parties très équilibrées qui le constituent évoquent les différentes facettes de la question historique aujourd'hui à la croisée des chemins sous la double menace de la primauté donnée à la mémoire plutôt qu'à l'histoire et à l'idéologisation dont elle est la cible. En effet, l'ouvrage est scindé en trois séquences reprenant des thématiques fondamentales du sujet, « Les crises de la transmission », « L'instrumentalisation de l'Histoire » et « L'Histoire confisquée ». C'est Michel de Jaeghere qui introduit le thème dans un article liminaire époustouffant d'érudition et d'intelligence. Etudiant l'évolution de la notion de ses origines à Hérodote, il lui semble que les leçons des Anciens sont le fondement difficilement dépassable de la compréhension de l'Histoire, de sa création jusqu'aux motivations de ceux qui l'enseignent. Ses leçons ? Si elle est « un redoutable moyen de propagande entre les mains des puissants », « l'étude et la connaissance de notre passé sont la plus sûre des défenses contre cette propagande » dit l'auteur. Elle est aussi une école de discernement grâce à son enseignement du jeu des causes et des conséquences tout autant qu'elle apprend le sens de la nuance. Bien enseignée, elle entretient, selon Michel de Jaeghere, la vertu d'admiration par l'exemple des héros, des martyrs et des saints mais aussi sur la beauté des civilisations, de la création du « caractère miraculeux de l'aventure humaine » et, *a contrario*, elle révèle la tyrannie du présent. L'Histoire nous enseigne la « nature de nos appartenances » et nous prépare aux épreuves en nous faisant méditer « la fragilité des puissances temporelles ». Elle nous incite à préserver l'ordre stable des communautés humaines et en premier lieu les patries, notamment parce qu'elle est « une école d'espérance » et de compréhension des signes de la Providence. Mais surtout, l'auteur insiste sur le fait que l'Histoire nous apprend ce que nous sommes en nous rappelant ce que nous devons à nos pères, l'héritage de la civilisation, ce que combat actuellement la modernité tardive par la décadence de

l'enseignement de l'Histoire à l'école et l'omniprésence de la repentance, du déni de l'identité, dans le débat public. Les différents auteurs, François-Xavier Bellamy, Jean-François Chemain, Jean Sévillia, Martin Pelletier, Jean-Marie Kéroas, Reynald Secher, Philippe Conrad, Nicolas Noël et le chanoine Benoît Merly viennent à leur tour enrichir le débat sur l'Histoire et l'historiographie qu'il s'agisse de la légitimité du roman national français, d'enseignement et de programmes, de la vulgarisation et de la manipulation de l'Histoire, de l'exégèse et du génocide vendéen, du manichéisme présidant la *doxa* historique des républiques d'après-guerre. Se garder des faux prophètes, enfin, c'est aussi voir l'Histoire comme nous délivrant du conformisme en informant notre liberté. Un ouvrage stimulant, indispensable sur le sujet.

Roger Pontus

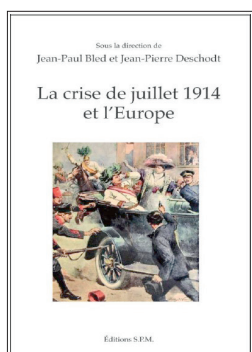


Olivier Wieworka (dir.), *La France en chiffres*, Paris, Perrin, 2015, 667 p.

Ce livre très substantiel est tout à fait le bienvenu. Divisé en cinq parties démographie, économie, société, politique, guerres et crises, il est un trésor de données statistiques économiques, sociales, politiques et culturelles. L'auteur a voulu d'ailleurs qu'un très grand nombre de tableaux viennent compléter des explications historiques et pédagogiques tout à fait pertinentes aux chiffres fiables et contextualisés dans un très grand nombre de domaines de recherche comme par exemple, parmi tant

d'autres, les associations de libre pensée, les internés de la Libération, les départs annuels en vacances, les taux d'activité, les taux d'ordination, etc. Réalisé par Julie le Gac, Anne-Laure Ollivier et Raphaël Spina, l'ouvrage, pris dans son ensemble, est une formidable photographie historique d'un moyen long terme civilisationnel, le grand XX^e siècle français. Scindé en cinq parties et huit chapitres, ce travail permet aux différents chercheurs et enseignants de disposer de sources fiables et actualisés dont la synthèse n'est pas forcément chose aisée. On peut ainsi remercier les auteurs d'avoir mis à la disposition des lecteurs un appareil statistique immédiatement disponible sur un champ historique très large.

Renaud Ponan



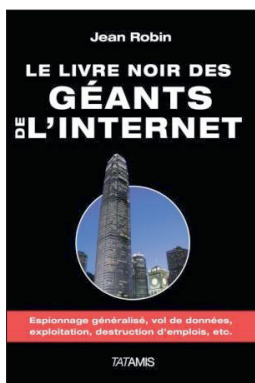
**Jean-Paul Bled, Jean-Pierre Deschodt (dir.),
La crise de juillet 1914 et l'Europe,
 Paris, éditions SPM, 2016**

Jean-Paul Bled, professeur à l'Université de Paris Sorbonne, et Jean-Pierre Deschodt, directeur du département d'Histoire de l'ICES, avaient co-dirigé un premier ouvrage, *Les Guerres balkaniques* aux éditions PUPS (vr. *supra*). Avec la participation d'universitaires européens de premier plan tels que Dusan Batakovic, Dan Berindei, Stéphane Courtois, Alma Hannig,

Lothar Höbelt, Gérard Hocnard, Tancrede Jossieran, Günther Kronenbitter, André Louchet, Renaud Meltz, Edi Milos, Frédéric Le Moal, Charlotte Nicollet, Thierry Noulens, Vojislav Pavlovic, Nicolas Pitsos, André Reszler, Serge Schweizer, Slobodan Soja, Georges-Henri Soutou, ils prolongent leur travail d'élucidation des prémises de la Première guerre mondiale par la publication des actes du colloque international tenu à l'Institut Catholique d'Enseignement Supérieur de La Rochesur-Yon organisé conjointement par son département d'histoire et l'UMR 8596 Roland Mousnier (CNRS/Université Paris-Sorbonne). Les Guerres balkaniques de 1912-1913 ont redistribué la carte de l'Europe du Sud-Est, sans réussir à en apaiser les vives tensions. Considérant avec inquiétude l'agrandissement de la Serbie, l'Autriche-Hongrie est désormais décidée à ne plus rien tolérer de sa part. Au-delà de ce premier cercle, l'Europe se trouve partagée en blocs antagonistes et surarmés. Sujette à ces oppositions croissantes, le « concert européen » a manifesté d'inquiétants dysfonctionnements dans le traitement des crises balkaniques. Il suffirait d'une étincelle pour qu'une machine infernale se mette en marche... L'attentat de Sarajevo, du 28 juin 1914 contre François-Ferdinand, l'archiduc héritier d'Autriche-Hongrie, allume la mèche. Vienne y trouve aussitôt l'occasion de régler son différend avec la Serbie. À partir de là, de nombreuses questions se posent : cette guerre restera-t-elle limitée ? Ou bien va-t-elle s'internationaliser ? L'Allemagne, alliée de l'Autriche-Hongrie, laissera-t-elle la Russie intervenir au côté de la Serbie ? Quelle sera l'attitude de la France et de l'Angleterre, l'une et l'autre liées à la Russie par des traités ? Comment les opinions publiques réagiront-elles face à la menace de guerre ? Quelle place prendront les mouvements pacifistes et « anti-guerres » ? Une crise aussi aigüe rendra-t-elle encore tenable la neutralité des États ? Le fruit de ce long travail de confrontation historique, possède évidemment toutes les qualités éditoriales donc les éditions SPM nous ont habitués tels qu'un appareillage de notes complet et référencé, un index nominum et des références biographiques

nombreuses. Ce deuxième tome d'un travail scientifique de longue haleine réunissant les meilleurs spécialistes de la question est un ouvrage de fond qui restera une référence pour tous les chercheurs et les enseignants.

Roland Pipet



Jean Robin, *Livre noir des géants de l'Internet. Espionnage généralisé, exploitation, vol de données, destruction d'emplois, etc.*
Blois, Tatamis, 2014, 189 p.

Comment à son habitude, Jean Robin, offre à ses lecteurs une enquête sans concession, évoquant tour à tour le fait que les résultats d'une recherche sur Google peuvent influencer les résultats d'une élection, les pouvoirs d'intimidation, d'atteinte à la vie privée, des droits de propriété bafoués, d'exploitation des données personnelles, etc., sont devenus quotidiens et en toute impunité dans le monde orwellien des géants de l'Internet. Livre dans lequel on apprend entre autres que la série *House of Cards* de netflix a été conçue par algorithmes, et que Steve jobs s'est inspiré des gourous indiens. Depuis l'avènement des géants de l'Internet, au début des années 2000, nous ne sommes pas sortis de la crise économique et sociale, bien au contraire. La puissance de calcul et les capacités de stockage de données vont croissantes, et rendent une poignée de gens milliardaires ou millionnaires. Mais l'immense majorité d'entre nous s'appauvrit, surtout si nous faisons partie des classes moyennes des pays développés. C'est donc la preuve que le système actuel ne fonctionne pas, et qu'une infime minorité d'acteurs exploitent l'immense majorité des peuples, sans respecter qui plus est certains de leurs droits fondamentaux. Les plus connus (Google, Facebook, Amazon et Apple) ne sont pas les seuls concernés. Les secteurs de la finance, de l'assurance et bien d'autres sont en train de se concentrer en supprimant les uns après les autres les emplois sans pour autant créer de valeur en échange. La destruction créatrice de Schumpeter n'est pas à l'oeuvre, c'est la destruction destructrice qui est à l'oeuvre. Avec une liberté de ton tout à fait bienvenue et une très grande précision des informations données cet ouvrage permet d'en savoir un peu plus sur le monde fermé de ces multinationales.

Roger Pontus



Thierry Chopin, Michel Foucher, *L'état de l'union. Rapport Schuman 2015 sur l'Union européenne*, Paris, Lignes de repères, 2015, 276 p.

Les directeurs de la publication ont souhaité bénéficier de l'expertise d'auteurs aussi pertinents que Angelino Alfano, Joachim Bitterlich, Jean-Jacques Bonnaud, Alain Chouet, Claire Darmé, Corinne Deloy, Claire Demesmay, Michel Derdevet, Alain Fabre, Jean-Dominique Giuliani, Nicole Gnesotto, Pascale Joannin, Jean-Claude Juncker, Barbara Kunz, Mathilde Lemoine, Christian Lequesne, Anand Menon, Robin Niblett, Pascal Perrineau, Jean-Claude Piris, Gerrit Schломach et Daniela Schwarzer. S'ouvrant sur les enjeux politiques pour l'Union tant pour les nouvelles institutions européennes que pour la zone euro, l'ouvrage offre ensuite une déclinaison des problématiques géographiques européennes telle que la place pour la France dans l'Union européenne, et ce, malgré le peu de crédibilité internationale de François Hollande, la question de la sortie du Royaume-Uni de l'UE lancée par David Cameron talonné par l'Ukip et celle des sécessionnismes régionaux évoquant une balkanisation de l'Europe, tel qu'on a pu l'entrevoir avec la Catalogne. Au niveau économique, les auteurs se penchent sur la question de l'inexistante croissance dans l'UE, de l'hétérogénéité des visions économiques en Allemagne et en France, notamment en termes d'énergie, d'immigration, d'asile et de contrôle aux frontières extérieures de l'Union européenne ; problématique posant la difficulté pour l'UE de développer une influence face aux nouveaux rapports de force mondiaux, en particulier en raison de son incompréhension de la géopolitique russe, à cause de son rapport schizophrénique vis-à-vis de la rive sud de la Méditerranée, de sa difficulté de dépasser le concept de « guerre globale contre la terreur » lancée par les Américains dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, de l'incapacité à développer une authentique Défense européenne et enfin de la tentation de rester dans la dépendance vis-à-vis des États-Unis (ÉU) comme le confirme le document stratégique de l'UE, « décalque » de la stratégie américaine de sécurité. Dans son article, Jean-Dominique Giuliani souligne la dimension idéologique du projet européen en évoquant le caractère inéluctable, l'impossibilité de retour en arrière d'une construction fonctionnaliste : « son fondement véritable c'est une volonté politique constante, assumée par tous les dirigeants européens successifs et gravée dans le marbre de traités, qui interdisaient tout retour en arrière en la mettant à l'abri des soubresauts politiques », comme l'expliquait par ailleurs Jean-Claude Juncker en ces

termes : « Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens ». Concernant les spécificités de l'économie européenne, Jean-Dominique Giuliani en présente des caractéristiques particulières et notamment « une démographie en berne et préoccupante, qui explique une prudence vis-à-vis de l'endettement et une approche très spécifique de l'avenir des régimes de retraite, le poids important du secteur public et de la dépense publique (47 % du PIB en moyenne), un stock d'investissements étrangers très élevé mais un flux en fort ralentissement, un chômage élevé, qui s'établit à plus de 10 %, supérieur à celui de nos principaux compétiteurs des États-Unis (moins de 6 %), du Japon (moins de 4 %), de la Chine ou du Brésil (environ 4 %) ou de la moyenne mondiale à peine supérieure à 6 % ». L'ouvrage se conclut sur un grand entretien avec le président de la Commission européenne. Comme chaque année, *L'État de l'Union* se distingue également par une avalanche de données statistiques, géographiques et géopolitiques. En étudiant la place de l'Union européenne dans le nouvel ordre mondial et notamment vis-à-vis des États-Unis (ÉU), l'ouvrage évoque son poids démographique et celui des États membres, et effectue des comparaisons internationales et des prévisions en mettant l'accent sur le vieillissement de la population dans l'UE. Sujet d'actualité, sont détaillées le nombre de demandeurs d'asile ainsi que le statut des demandes d'asile dans l'UE. Pour bien comprendre la place de cette dernière dans la mondialisation, la mesure du poids économique et financier de ses États membres et, par comparaison des autres pôles de puissance économique, est tout à fait pertinent d'autant plus si on le détaille par l'étude de la répartition du PIB mondial, à parité de pouvoir d'achat ainsi que le PIB à parité de pouvoir d'achat des États membres et leur rang mondial. L'ouvrage évoque logiquement ensuite la place des économies des États membres dans les échanges internationaux par rapport à l'évolution du commerce mondial en prenant en compte les importations extracommunautaires par État membre de l'UE, les flux entrants d'investissements directs étrangers de l'UE avec des comparaisons internationales. La partie statistique détaille également les dépenses des États de l'UE en matière de défense, en exportation d'armes et en ce qui concerne l'aide publique au développement. Les auteurs proposent d'établir un bilan de la maîtrise des finances publiques et la stabilité financière en étudiant les déficits et dettes publics des États membres de la zone euro, le solde structurel des États membres de l'UEM, l'évolution de la masse monétaire et le taux d'inflation dans la zone euro, le cours de l'euro face aux principales monnaies, les taux de croissance et de chômage dans l'UE. Les auteurs soulignent également le retard pris par rapport aux objectifs, en ce qui concerne les dépenses publiques et privées pour l'éducation, la formation continue et l'apprentissage mais surtout les dépenses de recherche et

développement dans les politiques de l'UE. À ce titre, le rapport détaille la répartition du financement du budget européen et les parts respectives du budget dédiées à la politique agricole commune, à l'environnement, au développement rural, aux politiques de cohésion, aux politiques de compétitivité. Le rapport reste une des meilleures sources pour la compréhension du système d'intégration européen.

Roland Pipet

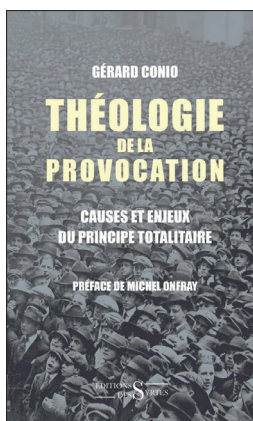


Renaud Garcia, *Le désert de la critique. Déconstruction et politique*, Paris, coll. « Versus », Editions L'Echappée, 2015, 222 p.

L'auteur, philosophe, spécialiste de l'anarchisme de la critique sociale de la croissance est un fer de lance de la critique du déconstructivisme post-moderne qu'il présente comme une sorte de chaos de la pensée. Avec la fin du communisme bolchevique ultime idéologie messianique du XX^e siècle qui avait préalablement vaincu le nazisme, la victoire du système capitaliste dans sa variante libérale et financière ultime, a eu pour conséquence d'amener un « désert de la critique », puisque celle-ci « inféconde, se contraint à la démythification, à la déconstruction des structures du capitalisme, des rapports de pouvoirs, sans parvenir à leur opposer concrètement une idéologie alternative ». La modernité tardive a ceci de particulier qu'elle a pu fausser la capacité de l'homme à utiliser les outils intellectuels et culturels dont il disposait naturellement pour approcher la réalité du monde. Renaud Garcia évoque Mai 68, la contre-révolution libérale parfaite, véritable cheval de Troie du capitalisme libéral sous un avatar libertaire provoquant de façon volontariste la confusion entre liberté et libéralisation, créant le consommateur moderne achevé selon le modèle de consommation de masse. La Déconstruction c'est, dans la modernité tardive, l'absence d'alternative et la fin des idéologies messianiques, au profit d'une capacité uniquement immanentiste de la pensée. L'auteur se penche sur l'idéologie foucauldienne dans laquelle l'idée de déconstruction est la caractéristique déterminante de l'époque moderne tardive. Tout y passe et l'homme d'aujourd'hui est peint comme perdu face au vide de sens de sa propre condition, anesthésié, presque esclave du système dans lequel est inséré, « souffrant d'avoir la capacité intellectuelle de le déconstruire mais prisonnier de son inébranlable incapacité à s'en extraire ». La déconstruction reste-t-elle triomphante au moment même où s'appliquant partout elle s'est institutionnalisée ? Où justifiant la marchandisation

généralisée, elle permet l'emprise des industries culturelles et l'artificialisation du monde, dans lequel « le réel est si contradictoire qu'il devient incompréhensible, le pouvoir, si multiple qu'il devient inidentifiable, la nature humaine, si vague qu'elle relève d'une utopie, le langage, si normé qu'il éloigne de l'idée, la vérité, si conditionnée qu'elle perd sa fiabilité, le corps, si indéfinissable qu'il ne peut se définir plus que dans le transgenre » (Helena Magnan Coelho). La faillite intellectuelle et, il faut bien dire, l'appauvrissement de la pensée que la déconstruction suggère, sont remarquablement analysés par l'ouvrage de Renaud Garcia lequel a travaillé sur l'échec des différentes tentatives de critique sociale contemporaine en raison de la pesanteur d'un système social et culturel boboisé à la fois exclusiviste et à prétention monopolistique.

Roland Pipet

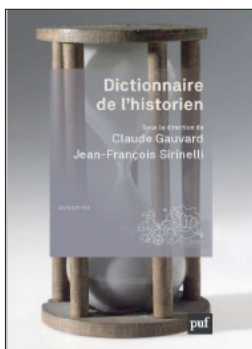


Gérard Conio, *Théologie de la provocation. Causes et enjeux du principe totalitaire*, Paris, éditions des Syrtes, 2016, 227 p.

Gérard Conio est professeur émérite de l'Université de Nancy 2, traducteur d'auteurs russes et polonais. Peut-on dire à la suite d'Hannah Arendt que la notion de progrès est d'essence totalitaire ? Dans la grande tradition des penseurs de la modernité tardive, tel Augusto del Noce, Gérard Conio nous fait entrer de plain-pied dans l'élucidation du monde technicien issu de la révolution moderne. Il nous fait comprendre combien la provocation est l'essence de la modernité. La vision de l'auteur se fonde sur la critique de l'historicisme et utilise le temps long dit civilisationnel pour l'exprimer : « depuis la chute du premier homme hors du jardin d'Éden, depuis la tentation du Christ dans le désert, l'histoire a refermé sa boucle et retourne sur elle-même. La civilisation technicienne réintroduit le règne des lois de la jungle où l'homme est une proie pour l'homme. Les derniers développements du capitalisme triomphant confirment le passage de l'ennemi traditionnel à l'ennemi réel analysé par Carl Schmitt. À ce point d'inversion totale des valeurs, l'union sacrée autour de la défense du « genre humain » exige la présence permanente d'un ennemi public qui dépasse la distinction entre l'ami et l'ennemi. Le concept de « guerre humanitaire » traduit une nécessité issue du nouvel état du monde. Désormais la paix n'est plus négociable car le salut de l'humanité passe par l'extermination totale et sans

condition de son ennemi. Puisque la démocratie mondiale sous protectorat américain a décidé une fois pour toutes qu'elle s'identifiait à l'humanité, tout ennemi désigné sera voué à l'extermination morale et physique ». L'auteur peut décliner ainsi une bonne partie du XX^e siècle idéologique, les idéologies messianistes, tels le marxiste-léniniste et le nazisme, mais également les rouages totalitaires et l'institutionnalisation de l'imposture de la société bourgeoise à prétention matérialiste, immanentiste, relativiste et moraliste. Très pédagogue, Gérard Conio, illustre son propos de nombreux cas concrets comme par exemple, la révolution russe, l'affaire Azef, le principe du « Tiers inclus », la question du sens de l'histoire, l'Occidentisme comme provocation globale, etc. Reprenant la thématique générale de ses précédents ouvrages, *L'Art contre les masses* (L'Age d'Homme, 2003) et *Les Figures du double* (L'Age d'Homme, 2001), l'auteur rappelle que la stratégie de l'Occidentisme consiste dans la confusion programmée entre la forme sous laquelle la réalité se présente d'abord à la conscience et la réalité elle-même. Dès lors l'important n'est plus dans la réalité des faits objectivement établis mais dans la présentation de ces faits à une opinion instrumentalisée. Alors la prémisse moderne trouve idéalement son application totalitaire puisque, « prise en étau entre la réalité et la contingence, la possibilité d'un avenir radieux, qu'elle soit celle du communisme, du mondialisme ou de l'islamisme radical, créée entre les hommes, le cercle apocalyptique de l'enfer c'est les autres ». Un ouvrage de fond qui invite le lecteur à ne pas fermer les yeux sur des vérités que nous refusons de voir.

Roger Pontus



Claude Gauvard, Jean-François Sirinelli,
Dictionnaire de l'historien,
Paris, Coll. « **Quadrige dictionnaire** », PUF, 2015,
786 p.

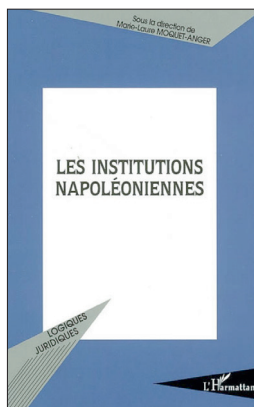
Ce *Dictionnaire de l'historien*, tout à fait bienvenu dans le champ des études historiographiques, est dirigé par Claude Gauvard, professeur émérite d'Histoire du Moyen Âge à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, membre honoraire de l'Institut universitaire de France et qui a récemment dirigé, aux PUF, la collection « Une

histoire personnelle de la France » en sept volumes, et par Jean-François Sirinelli, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris et président du Comité français des sciences historiques ; lesquels, par ailleurs, dirigent ensemble la *Revue Historique*

(depuis 1998) et la collection « Le noeud gordien ». Ces deux éminents spécialistes se sont entourés de Stéphane Benoist, Anne-Emmanuelle Demartini, Jean-Marie Le Gall et Pascal Cauchy. On entre dans ce fort ouvrage en y découvrant, au fur et à mesure de la lecture des notices, ce que représentent à la fois la recherche en histoire et le métier d'historien. Possédant 355 entrées et 200 auteurs, ce travail qui est une entreprise d'envergure a du, comme tout dictionnaire, faire des choix thématiques notamment en privilégiant les grands thèmes qui renouvellent la pensée historique. Les quatre grandes périodes, antique, médiévale, moderne et contemporaine, sont représentées qui permettent à la fois une approche de la diversité du tissu historique et une historiographie très représentative. Reste que le grand défi des historiens est la maîtrise d'une méthodologie de la recherche devant exclure l'idéologie, c'est pourquoi on peut s'étonner, seul bémol à cet excellent ouvrage, de la présence d'un Pierre Serna totalement incongru parmi les éminents spécialistes du dictionnaire tellement son engagement radicalement partisan, obtus et grossier est l'antithèse de la démarche scientifique. Une grande attention a donc été portée au métier d'historien face à ces nouveaux objets et à de nouveaux modes d'investigation. Une telle somme montre que l'Histoire reste une, comme un édifice éclairant un savoir indispensable au citoyen d'aujourd'hui. « Définir les principes sur lesquels reposent la discipline historique et son enseignement, mettre en valeur les principaux acquis de la recherche dans une perspective historiographique, répondre aux enjeux de l'Histoire dans la société, telles sont les missions que tente de remplir ce Dictionnaire de l'historien. Au moment où, d'une part, l'histoire tend à se vulgariser et à se confondre trop souvent avec la mémoire et où, d'autre part, les spécialistes des sciences humaines et sociales parlent volontiers d'une « crise » de l'Histoire, il a semblé important de dresser un tableau des outils dont dispose l'historien pour développer sa discipline. (...) C'est un dictionnaire de méthode plus que de contenu historique, dont le but est de prendre en compte, en termes aussi simples que possible, la circulation des connaissances qui, de nos jours, servent à écrire l'histoire. (...) Une caractéristique que ce Dictionnaire revendique, c'est bien celle de respect : respect de la diversité historiographique et des sensibilités, respect de la variété des objets, tous d'une égale dignité intellectuelle. (...) Nous souhaitons que les futures générations d'historiens puisent dans ce livre, en premier lieu, le sens de la rigueur face à la complexité des êtres et des situations historiques. Car la fonction de l'historien, au bout du compte, demeure bien de procéder à un rendu de complexité : la réalité abolie qu'il tente de restituer fut forcément, en son temps, une réalité complexe et multiforme. Il ne s'agit pas pour lui de s'y perdre,

au contraire. Ce traité se veut un guide pour se mouvoir dans la compréhension d'entités imbriquées qui ont, de surcroît, évolué au cours des âges ».

Renaud Ponan



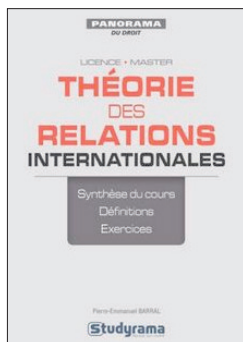
Marie-Laure Moquet-Anger, *Les Institutions napoléoniennes*, Paris, Coll. « Logiques Juridiques », L'Harmattan, 314 p.

Marie-Laure Moquet-Anger, Professeur à l'université de Rennes I et Directrice du Laboratoire d'Etude du Droit Public de la Faculté de Droit et de Science Politique de l'université de Rennes I avait organisé un colloque les 21 et 22 novembre 2002 sur les institutions napoléoniennes. À cette occasion, on avait pu apprécier lors des échanges scientifiques de très haut niveau entre les personnalités éminentes venus livrer leur communication, l'intimité des spécialistes, le général Raymond Germanos avec le recteur Maurice Quenet, très proches, tous deux ayant enseigné conjointement dans les différentes écoles militaires et de défense, se connaissant depuis longtemps et partageant apparemment une vraie intimité, ou scientifique entre les professeurs Yves Gaudemet, Jean-Louis Harouel et Jacques Moreau, par exemple, tous trois de l'université Paris II Panthéon-Assas. À la lecture enfin bienvenue des Actes, on peut constater que les auteurs avaient su évoquer le rôle de Bonaparte dans la diffusion d'une nouvelle conception des institutions et de la société (1796-1797). Deux siècles après leur création, la question était posée du destin des « masses de granit » annoncées par Bonaparte et « jetées sur le sol de France » ? Pourquoi avaient-elles résisté aux crises de régime et aux modifications constitutionnelles ? Comment s'adaptaient-elles aux évolutions de la société et plus particulièrement s'étaient-elles soumises aux prescriptions politico-juridiques de la construction européenne et à la mondialisation des échanges ? Comment ces institutions, civiles et militaires, administratives et juridictionnelles, répondent-elles aux besoins de justice, de transparence et d'accessibilité au droit et aux services publics ? À la lumière des diverses communications qui avaient nourri ces journées d'études, le lecteur découvrira les mouvements de fond qui avaient affecté, sans les détruire, ces masses de granit. C'est le professeur émérite Jacques Moreau, de l'université Paris II Panthéon-Assas qui introduisit remarquablement le dossier, que Jean-Louis Harouel, du même établissement orientait avec talent

d'abord vers l'étude des institutions administratives, avec une puissante contribution d'Olivier Jacob sur le rôle du préfet dans l'exercice des missions régaliennes, celle, passionnante, de Francis Chauvin, Professeur à l'université de Rennes II sur le préfet et les politiques communautaires, le Préfet Raymond-François Le Bris faisait porter sa brillante contribution sur l'évolution du métier préfectoral en France, Manuel Gutan, de l'université « Lucian Blaga » de Sibiu (Roumanie) avait su capter l'intérêt de son auditoire en abordant la réception de l'institution napoléonienne du préfet en Roumanie. Maurice Quenet, de l'université de Paris II Panthéon-Assas développait assez laborieusement un sujet manifestement travaillé sur fiches, le rôle du Recteur-chancelier en matière d'enseignement supérieur, à la différence de Marc Debene, Recteur de l'académie de Rennes et Chancelier des universités de Bretagne qui évoquait avec talent l'autorité académique, deux siècles plus tard. Yves Gaudemet, Professeur à l'université Paris II Panthéon-Assas introduisait la partie sur le Système juridictionnel dont Marc Bouvet, Professeur à l'université de Pau et des Pays de l'Adour évoquait la procédure contentieuse devant le Conseil d'État napoléonien, juge administratif suprême entre 1799 et 1814). Bernard Pacteau, Professeur à l'université Montesquieu Bordeaux IV se posait la question de savoir si les années 2000, seraient un troisième âge pour la juridiction administrative française et Geneviève Gondouin, Professeur à l'université de Savoie celle de savoir quel était l'avenir pour la juridiction administrative à l'aune du dualisme juridictionnel en ce début du XXI^e siècle. Alberto Azzena, Professeur à l'université de Pise (Italie) passionnait l'assistance par une époustouflante présentation du Conseil d'État italien. Sami Salhab, Professeur à l'université libanaise, prenait le cas du Liban pour évoquer avec force érudition l'influence du modèle juridictionnel français à l'étranger. Ainsi, Ioan Les, Professeur à la Faculté de droit de Sibiu (Roumanie), évoquait l'influence du modèle juridictionnel français sur le droit roumain, tandis que « Le juge des comptes et la Convention européenne des droits de l'homme était le sujet choisi par Jacques Petit, Professeur à l'université de Rennes I. L'introduction à la codification était assurée par Jean-Marie Pauti, Conseiller d'État et François Burdeau, Professeur émérite à l'université Paris II Pantheon-Assas posait la question « Codification ou codifications ? », Remy Schwartz, Conseiller d'État, s'attachant à décrire la politique actuelle de codification, François Terré, de l'Institut, Professeur émérite à l'université de Paris II Panthéon-Assas, concluant ce thème par l'évolution de la codification du droit civil dans le cadre européen. Il revenait au General d'Armée (2S) Raymond Germanos, d'introduire la thématique sur le lien Nation-Armée en développant sur la place de l'Armée dans la Nation, puis au General Christian Raviart de développer la capacité d'adaptation de l'enseignement militaire pour répondre aux besoins de la Nation et

à Olivier Echappe, Secrétaire-général de la Grande Chancellerie de la Légion d'honneur et Professeur associé à l'université Lyon III et à l'Institut catholique de Paris, d'évoquer les Mérites civils et militaires : la Légion d'Honneur, ses Statuts et son Statut. Un ouvrage tout à fait remarquable à tout point de vue.

Renaud Ponan



Pierre-Emmanuel Barral, *Les grands théoriciens des relations internationales*, Levallois-Perret, Studyrama, 2015, 278 p.

Ancien élève de l'école des Chartes, agrégé et docteur en histoire, ancien secrétaire de la Commission française d'histoire militaire de 2003 à 2013 et enseignant à l'ICES, Pierre-Emmanuel Barral propose ici, une analyse des plus grands théoriciens des relations internationales. Ce livre rassemble, de manière structurée et selon une approche chronologique, cent biographies allant de l'Antiquité à nos jours. Ce travail didactique revêt un triple intérêt. L'auteur n'est pas tombé dans l'écueil de la compilation biographique et chaque auteur a été replacé dans son contexte ainsi que dans le courant de pensée auquel il se rattache, les précurseurs (Thucydide, Platon, Aristote, saint Thomas d'Aquin, Bodin, Hobbes, Locke, Rousseau, Clausewitz, etc.), les fondateurs contemporains de la discipline (Ratzel, Schmitt, Mackinder, Spykman, Maurras, Bainville, Huntington, Lacoste, etc.). De plus, P.-E. Barral va au-delà de la simple biographie stérilisante en présentant pour chaque auteur les apports majeurs de ces derniers, par l'analyse des principes de l'école réaliste, du courant idéaliste, de la géopolitique ou encore des différents débats historiographiques qui ont accompagné la naissance de la théorie des relations internationales. Enfin cet ouvrage constitue une invitation à en lire d'autres. Il constitue un parfait outil de travail pour toute personne désireuse d'en apprendre plus sur la théorie des relations internationales. Les fiches biographiques sont suffisamment denses pour satisfaire à la fois les spécialistes et les novices. Quant à la bibliographie fournie pour chaque auteur, elle constitue un précieux point de départ pour ceux souhaitant approfondir leurs connaissances sur tel ou tel théoricien. P.-E. Barral, digne disciple d'Hervé Coutau-Bégarie dont il fut un des plus proches élèves, livre ainsi une contribution de qualité aux études des relations internationales et de la géopolitique.

Thomas Siret



Aude de Kerros, *L'imposture de l'art contemporain. Une utopie financière*, Paris, Eyrolles, 2015, 256 p.

À la suite de son remarquable *L'Art caché. Les dissidents de l'art contemporain*, l'auteur nous invite à un authentique décryptage de la contribution hexagonale à la « fabrique » d'un « art » contemporain mué en produit financier : un mécanisme aux rouages actionnés en réseau, entre marché et décision publique, au profit exclusif – sonnante et trébuchante – d'une poignée d'investisseurs et d'auteurs, au détriment de la partie immergée, majorité écrasante de la scène artistique, toujours moins silencieuse. Diplômée en droit et sciences politiques, Aude de Kerros a imposé depuis plus d'une décennie sa singularité d'essayiste de renom dans le domaine de la création artistique dont elle s'attache à restituer et faire connaître l'évolution souterraine. Ancienne pensionnaire de la Fondation Konrad Adenauer, lauréate de l'Institut de France (Prix de portrait Paul-Louis Weiller 1988), graveur et peintre dont les œuvres figurent au catalogue des collections du National Museum of Women in the Arts de Washington et du département des Estampes et de la photographie de la BNF, notamment, Aude de Kerros a présenté plus de quatre-vingts expositions en France et en Europe. Contributrice à divers supports de médias, auteur ou coauteur de plusieurs ouvrages, lauréate 2012 du Prix Adolphe-Boschot de l'Académie des Beaux-Arts pour *Sacré art contemporain. Évêques, inspecteurs et commissaires* (Jean-Cyrille Godefroy, 2012), elle a par ailleurs publié, avec Marie Sallantin et Pierre Marie Ziegler, *1983 - 2013 Les Années noires de la peinture Une mise à mort bureaucratique ?* (Pierre-Guillaume de Roux, 2013) et *L'Art caché. Les dissidents de l'art contemporain* (Eyrolles, nouvelle édition 2013). Évoquant tour à tour, la question de la valeur réelle de l'art contemporain, ses hypostases, sa caractéristique exclusive, le compromis historique entre les intellectuels et les marchands de Paris à New York, la pyramide financière du marché de l'art, l'évolution du libéralisme artistique à l'art dirigé et du rigorisme rouge au progressisme hip, Aude de Kerros propose un questionnement sur l'art contemporain sous forme d'une enquête approfondie sur ses ressorts cachés, motivation financière et perversité intellectuelle. FIAC, Anish Kapoor, Jeff Koons, Xavier Veilhan, Paul MacCarthy, Daniel Buren... Les œuvres d'artistes d'aujourd'hui sont omniprésentes dans le paysage urbain des métropoles ainsi que dans le cadre des musées, sites et monuments patrimoniaux. Dans la sphère médiatique, également, laquelle a largement relayé les récents actes

répétés de vandalisme dont certaines d'entre elles ont fait l'objet. À l'intention du plus large public interpellé par cette actualité symptomatique et intéressé par la création dans le champ des arts plastiques et les débats qui le traversent ou curieux des enjeux des politiques culturelles, Aude de Kerros délivre clefs et ressorts des phénomènes en cours dont elle propose une lecture analytique et critique, étayée par une abondante documentation et fourmillant d'exemples. Interrogée par Jack Moyal, elle rappelle que « Ce que l'on désigne couramment par le vocable d'« Art contemporain » ne reflète pas toute la production artistique de notre époque, loin de là. L'appellation correspond à un label estampillant un courant parmi d'autres de la création: l'art conceptuel. Il a été choisi par le haut marché comme produit artistique à destination planétaire pour son caractère sériel, reproductible, peu identitaire. L'administration culturelle française en a fait l'art officiel de la République. Ses « inspecteurs de la création », ses conservateurs et universitaires décident de ce qui est de l'art et de ce qui n'en est pas, et ne distinguent plus très bien les frontières entre secteur Public et secteur privé. L'art conceptuel, apparu dans les années soixante, s'est en effet imposé à partir des années quatre-vingts en tant que seule pratique « contemporaine » légitime, avant de devenir, à la fin de la décennie quatre-vingt-dix, un « *financial art* » globalisé. Les œuvres sont devenues sérielles, avec des produits d'appel haut de gamme pouvant atteindre des cotes astronomiques, déclinées en marchandise industrielle aux quantités et formats divers, adaptés à tous les budgets. L'arbitraire des réseaux de collectionneurs qui en fabriquent la valeur remplace les critères et repères intelligibles de la valeur artistique. L'hyper-visibilité de ces produits, qui résulte de plans marketing et de communication, occulte les nombreux autres visages « cachés » de la création d'aujourd'hui, aussi divers que méconnus ». Un regard incisif et sans concession, à rebours de la rhétorique manichéenne et conformiste comme des raccourcis idéologiques, pour un essai revigorant autant que salutaire, ambitieux dans ses contours, inédit par son angle factuel. Une approche tout à la fois rétrospective, métamorphoses de la décennie écoulée, panoramique, large spectre sur la production actuelle en France, et prospective, *scenarii* d'éclatement à terme de la bulle spéculative.

Roger Pontus

**Les revues Géostratégiques et les publications de
l'Académie de Géopolitique de Paris sont disponibles
aux adresses suivantes :**

Michelle Heras

Librairie Galignani
224, rue de Rivoli
75001 Paris

Jean Touzot Librairie Internationale

38 Rue Saint Sulpice
75278 Paris Cedex
Tel. : 33 (0) 1 43 26 03 88
Fax : 33 (0) 1 46 34 77 11
E-mail : jtouzot@touzot.fr

Gifod Paris Est

12, rue Alexandre Parodi
75010 Paris

Librairie Erasmus

28, rue Basfrois
75011 Paris

L'Appel du Livre

99, rue de Charonne
75011 PARIS
Tel. : 33 (0) 1 43 07 43 43
Fax : 33 (0) 1 43 07 50 80

CELF

9, rue de Toul
75012 Paris

Librairie Aux Amateurs De Livre

62, rue De Suffren
75015 Paris
Tel. : 01 45 67 18 38
01 45 66 50 70

France-Publication

40/42, rue Barbes
92541 Montrouge Cedex

Alize-Sfl - La Manufacture

4, rue Charles Christofle
93207 Saint-Denis Cedex

Lavoisier - Dpt Abonnements

14, rue De Provigny
94236 Cachan Cedex
Tel. : 01 47 40 67 00
Fax : 01 47 40 67 03

Librairie Alinea

12, rue Jean Roque
13500 Martigues
Tel. : 04 42 42 19 03
Fax : 04 42 80 59 47
Email : lalinea@wanadoo.fr

Librairie Chapitre.Com

Le Plessis
72320 Lamnay

DISTRIBUTEUR À L'ETRANGER

Horizon Education

5-6, Quai du Confluent
78700 Conflans Sainte-Honorine
(France)
Tel. : + 33 1 39 77 11 00
Fax : + 33 1 39 72 48 19
Email : info@horizon-education.com

N° 1

À l'aube du troisième millénaire	A. RASTBEEN
George W. BUSH : Vers une nouvelle politique étrangère?	S. R. EKOVIKICH
L'économie américaine : un changement de nature?	T. COVILLE
L'OTAN : et l'union européenne : Les risques du « double élargissement »	H. GARDNER
USA-France : un couple en crise	L. DALMAS
Stratégie américaine en Eurasie et conséquences de la guerre au Kosovo	A. DELVALLE
Les conflits commerciaux entre les États-Unis et l'Union européenne	F. A. KHAVAND
Les relations récentes entre la Russie et les États-Unis	G. TROUDE
La Russie et la « nouvelle » Asie centrale	M. R. DJALILI et T. KELLNER
Turquie : dynamiques internes et externes	G. BERTRAND

N° 2

Globalisation, internationalisation, mondialisation : des concepts à clarifier	G. F. DUMONT
Une géostratégie pour la Paix mondiale	H. GARDNER
Les États-Unis et l'Allemagne : une longue relation profonde et parfois turbulente	S.R. EKOVIKICH
La politique française face aux défis africains	J.P. GOURÉVITCH
L'Allemagne et sa stratégie européenne de défense	C. RÉVEILLARD
Les relations Union européenne-Russie, de la guerre Froide à la guerre du Kosovo : approche géopolitique et stratégique	A. DELVALLE
Le Monde Arabe constat d'échec et mise sous tutelle?	A. SPEIR
La question irakienne : les limites de la spécificité française	K. ABOU DIAB
Irak versus America. Stratégie ou grandes manœuvres?	J. M. VERNOCHET
La Tchétchénie : vers une partition ?	V. AVIOUTSKII

N° 3

La défense européenne : l'autre modèle pour l'Union européenne?	C. RÉVEILLARD
L'Europe et la défense : mystification et réalités	J.G SALVAN
La géopolitique méditerranéenne, hier et demain	G.F. DUMONT
Le futur des relations bilatérales entre Italie et États-Unis	R. MENOTTI
Commerce international : le régionalisme menace-t-il l'universalisme?	F.A. KHAVAND
La France face à la subversion islamiste en Algérie, un retour de l'histoire	R. TEBIB
Vers une nouvelle guerre froide Chine-USA	G. FOUCHET
Russie-Chine : du partenariat stratégique vers la réémergence d'un « espace-monde »	V. AVIOUTSKI
Les relations récentes entre la Russie et l'Inde	G. TROUDE

Numéros précédents

Syrie: un pôle de stabilité?	J.M. VERNOCHET
De la stratégie à la politique, à la géopolitique, quelques éléments d'une approche pluridisciplinaire	A. DELVALLE
Mondialisation: une controverse seulement conceptuelle	J.VERA CASTILLO

N° 4

Europe, Amérique, Occident	G. MILLIÈRE
Les États-Unis: de la défense du libéralisme au nécessaire libéralisme de la défense	S. EKOVIKH
La Chine: de la révolution mondiale aux intérêts nationaux	H. GARDNER
Les Balkans: laboratoire stratégique du 21 ^e siècle	E. DE LA MAISONNEUVE
Evolutions géopolitiques et stratégiques du Pacifique insulaire à l'orée du 21 ^e siècle	J.P. DOUMENGE
L'Europe renonce, l'Asie s'impose	P.M. GALLOIS
Pour un corps européen de sécurité civile (C.E.S.C) Une contribution de la France	R. TEBIB
Qu'est-ce qu'une crise?	G.F. DUMONT
Guerre et paix. Un regard sur le 21 ^e siècle	A. FAURE-DUFOURMANTELLE
Requiem allemand sur l'Europe	P. HILLARD
La Macédoine face à l'irrégentisme albanais: un conflit identitaire sur la route de l'Otan et de la mafia albanaise	A. DELVALLE
Du territoire au peuple	L. DALMAS
Recomposition géostratégique au Moyen-Orient	F. ENCEL
L'économie tunisienne: de bonnes performances mais le plus dur reste à faire	T. COVILLE
Maroc: entre continuité et changement	J.M. VERNOCHET

N° 5

La CIA et le monde en 2015	J.P. BLED
De la guerre économique à la guerre de l'information	C. HARBULOT
Défense antimissile: la question des intentions	C. RÉVEILLARD
L'énergie nucléaire: un enjeu mondial et un débat irrationnel	A. RASTBEEN
Pétrole et politique internationale	A. PERTUZZIO
Le pétrole définit la lutte pour le pouvoir en Iran: le rôle de l'Italie dans le secteur de l'énergie iranienne	F. SABAHI
Géostratégie et autres concepts stratégiques... une opposition?	H. PARIS
Stratégie: la rupture	E. DE LA MAISONNEUVE
L'ethnisme: émergence et parcours d'un concept idéologique	M. PERGNIER
Repentance d'aujourd'hui, repentance de demain	C. LE BORGNE
Le problème berbère et la protection d'une culture	

foncièrement méditerranéenne	R. TEBIB
Israël risque-t-il de disparaître?	
Réflexion géostratégique sur la nouvelle Intifada	C. FOUCHET
Turquie : la crise annoncée	T. COVILLE
Globalisation du conflit tchétchène	V. AVIOUTSKI

N° 6 - Quel avenir pour le Moyen-Orient?

Vers l'État unique mondial!	A. RASTBEEN
Le Moyen-Orient espace géographique et géopolitique	C.F. DUMONT
Destructurations au Moyen-Orient	J.P. CHARNAY
La guerre du pétrole	H. PARIS
Des économies du Moyen-Orient marquées par la malédiction de la rente pétrolière	T. COVILLE
Perspectives pétrolières et l'Orient	A. PERTUZIO
Le Grand Moyen-Orient et les défis socio-culturels : Beaucoup de questions et pas de réponses	M. MAKHLOUF
La pensée politique musulmane contemporaine	R. TEBIB
Quel avenir pour l'Égypte?	A. LEVALLOIS
Impacts de la guerre en Irak	J.M. SALGON
Cinquante ans de guerre et de méfiance entre Israël et ses voisins arabes	M. TROUDI
L'ingénierie démocratique et son application au processus de paix Israélo-Palestinien	T. DAVIS
Les États-Unis, l'Inde et le Pakistan, des enjeux géostratégiques	S. KACHLEF
L'instabilité actuelle et maintien de la paix dans le Caucase	P. TORRES

N° 7 - Quel avenir pour l'Irak?

La diplomatie bonapartiste de Bush et l'avenir du monde	A. RASTBEEN
Histoire et géopolitique des territoires irakiens	G.F. DUMONT
Prospectives de la présence militaire américaine en Irak	H. PARIS
Irak : les différentes échelles de l'analyse stratégique	C. RÉVEILLARD
Embrouille et prévoyance en Irak	H. GARDNER
La crise de la protection civile en Irak	R. TEBIB
L'économie irakienne : une libéralisation économique « imposée »?	T. COVILLE
L'Irak à la croisée des chemins	E.G. DREYFUS
Eau et pouvoir : la relation stratégique Irak/Turquie	M. DAOUDY
L'Irak : violence, absence de l'État et élections	M. MAKHLOUF
L'avenir des Kurdes irakiens	B. DORIN
La nouvelle dynamique politique et religieuse en Irak	M. GALLETTI

Numéros précédents

La dynamique de la renaissance chiite en Irak	W. POSCH
La mosaïque des chrétiens en Irak	G.-F. DUMONT
Irak : Laboratoire de la nouvelle démocratie moyen-orientale	M. TROUDI
L'ingénierie démocratique appliquée à l'Irak de l'avant et de l'après-guerre	T. DAVIS
Les rois seoudiens - Vision épique d'après et après Jacques Benoist-Mechin	J.P. CHARNAY

N° 8 - La politique des États de l'Europe et de la Russie au Moyen-Orient

Le rôle déterminant de l'Europe à cette période historique	A. RASTBEEN
La diagonale tragique de l'Europe	J.P. CHARNAY
Unité européenne, unité du Moyen-Orient	
Du paradigme nationaliste au paradigme du développement	G.-F. DUMONT
La politique de l'Union européenne au Moyen-Orient	C. RÉVEILLARD
Partenariat Euro-Méditerranéen ou Partenariat Euro-Arabe	K. BICHARA
Le partenariat euro-méditerranéen	A. AIT-CHAALAL
Europe et Moyen-Orient	
Relations et perspectives pétrolières	A. PERTUZIO et M. RUCHE
L'Orient et la politique internationale de la France	R. TEBIB
La vision britannique de l'avenir de l'Iran	N. HOPTON
La Russie, le Moyen-Orient et la constitution de nouveaux blocs	H. PARIS
Le retour de la Russie au Moyen-Orient ?	G. TROUDE
Le Triangle nucléaire Europe - Iran - États-Unis	P. MOJTAHED-ZADEH
Les échanges économiques entre l'Italie et l'Iran	
La coopération dans le secteur automobile	F. SABAHI
Quel rôle pour l'Europe dans le règlement du conflit israélo-palestinien ?	M. TROUDI
Israël et le partenariat euro-méditerranéen	F. GERMAIN-ROBIN
L'Europe et le Terrorisme islamiste globalisé	K. BICHARA

N° 9 - La politique américaine au « Grand Moyen-Orient »

Quelle politique américaine au Moyen-Orient ?	A. RASTBEEN
La politique américaine dans la guerre subversive au Moyen-Orient	R. TEBIB
Mobilisation américaine et gestion européenne au Moyen-Orient	C. REVEILLARD
La politique des États-Unis en Afghanistan	K. FAZELY
Les implications de l'Allemagne dans la reconstruction de l'Afghanistan	J. THOREL
L'Oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, facteur notable d'instabilité	H. PARIS
La Russie en ses Glacis continentaux	J.P. CHARNAY
Le Moyen-Orient nouveau baromètre de la relation transatlantique	S. ABIS & B. MIKHAEL
Le retrait de Gaza : vers la réconciliation israélo-palestinienne, troisième Intifada ou différends intra-Palestiniens ?	H. GARDNER

Numéros précédents

La politique palestinienne des États-Unis	M. TROUDI
Les composants de la politique étrangère d'Iran	A. NAGHIBZADEH
Le mercenariat moderne et la privatisation de la guerre	Y. H. TEKFA
Le Moyen-Orient entre télé-évangélisme et destinée manifeste	B. KHADER
La problématique énergétique des États-Unis	A. PERTUZIO
La question de la sécurisation pétrolière	G.H. Bricet des VALLONS
L'Entretien de Géostratégiques :	
La démocratisation dans les pays arabes	
Avec B. KHADER	

N° 10 - L'avenir de l'Iran : enjeux stratégiques et économiques

Les éléments étatiques en Iran	A. RASTBEEN
Quelle voie pour la démocratie en Iran et son environnement stratégique?	P. LAFRANCE
Paradoxe de l'exercice du pouvoir en Iran : le Président est élu, le Guide décide	M. ANSARI
L'évolution des femmes en Iran : enjeux et perspective	C. CHAFIQ
La modernité et la République islamique d'Iran	P. BALTA
Démocratisation et concession : le défi iranien et l'ordre régional	H. HASSAN-YARI
L'Arabie Saoudite, l'Iran et les Émirats Arabes Unis : perspectives de développement dans l'optique d'un « Grand Moyen-Orient »	T. COVILLE
Les relations économiques internationales de l'Iran	F. KHAVAND
La stratégie de coopération de l'Union européenne avec l'Iran	C. RÉVEILLARD
La France et l'Iran, des nations si lointaines et si proches	G.-F. DUMONT
La vision britannique de l'avenir de l'Iran	N. HOPTON
Les Relations irano-arabes	M. TROUDI
États-Unis - Iran : La longue quête de valeurs et d'intérêts communs	S. EKOVIKH
Avoir affaire au léviathan :	
la politique américaine au Moyen-Orient et l'Iran	N. ENTESSAR
Thèses sur l'Iran et l'électronucléaire	H. GARDNER
Le Triangle nucléaire Europe - Iran - États-Unis	P. MOJTAHED-ZADEH
La Technologie nucléaire : perspectives et difficultés	D. H. BAVAND
L'ambition du nucléaire au Moyen-Orient	
Avec Jean-Paul CHARNAY	

N° 11 - L'avenir de l'Amérique Latine : enjeux stratégiques et économiques

Les États-Unis et l'Amérique latine : Les avatars de la doctrine de Monroe	R. TEBIB
Les systèmes d'intégration latino-américain et européen : différences géopolitiques	C. REVEILLARD
La guerre des hydrocarbures sud-américains	le Général H. PARIS

Numéros précédents

La problématique énergétique des États-Unis	A. PERTUZIO
Les États-Unis versus l'Amérique latine	I. WALLERSTEIN
Mythes et paradoxes de l'Amérique latine au XX ^e siècle	J. BUFFY
Le régionalisme de l'Amérique latine à l'origine d'un nouvel ordre international?	A. NAGHIBZADEH
Conditions, formes et bilans du retour de la gauche en Amérique latine	B. DUTERME
Révolution dans l'arrière-cour d'Amérique: Vision bolivarienne du Venezuela	H. GARDNER
Les relations latino-arabes : pour l'ébauche d'un axe économique et politique Sud-Sud	M. F. TROUDI
L'intelligence arabe de l'Europe : une faille géoculturelle	J.-P. CHARNAVY
L'Entretien de Géostratégiques : Quel avenir pour l'Amérique latine dans la globalisation ? Avec le recteur Gérard-François DUMONT	

N° 12 - La Géosociologie de l'Asie centrale du Sud

Géosociologie : note méthodologique	J.-P. CHARNAVY
Les révolutions de couleur en Asie	le Général H. PARIS
L'Iran acteur stratégique de l'Asie centrale	A. RASTBEEN
L'Iran géopolitique	C. REVEILLARD
L'Asie centrale et les hydrocarbures	A. PERTUZIO
L'Inde, esquisse pour une géopolitique des populations du géant du XXI ^e siècle	G.-F. DUMONT
La Russie et l'Asie centrale	F.-G. DREYFUS
Société civile et libertés publiques en Asie centrale post-soviétique	S. PEYROUSE
L'Islam en Asie centrale	M. SANAIE
Les mouvements subversifs en Asie centrale	R. TEBIB
Le Pan-islamisme et la rivalité russo-américaine dans la « Shatterbelt » de l'Asie centrale et du « Grand Moyen-Orient »	H. GARDNER
Histoire et enjeux de l'islamisme pakistanais	M.-F. TROUDI
La politique allemande dans le processus de reconstruction en Afghanistan	O. SCHULZ
La géosociologie de la diaspora arménienne	S. EKOVIKH
Point de situation dans le Caucase et en Asie centrale	P. TORRES
L'Entretien de Géostratégiques : Le Pakistan : acteur stratégique de l'avenir de l'Asie centrale Avec son excellence, Monsieur Aneesuddin AHMED	

N° 13 - La Géosociologie de l'Asie occidentale

Droit et légitimité du nucléaire iranien	A. RASTBEEN
La Menace nucléaire en Asie Centrale et au Moyen-Orient	le Général H. PARIS
Les implications régionales et internationales de la Crise nucléaire iranienne	C. REVEILLARD
Eau et géostratégie au Moyen-Orient	F-G DREYFUS
La Turquie et sa politique internationale	R. TEBIB
Nœud gordien dans la Méditerranée orientale?	
Esquisse du conflit chypriote dans l'histoire et au présent	O. SCHULZ
La Syrie: un pays mûr pour l'islamisme	M.F. TROUDI
Mutations géopolitiques et socio-économiques au Liban: Une instabilité chronique?	E. DUPUY
Al-Jazeera, une chaîne pas comme les autres!	
Une géopolitique de l'information au Moyen-Orient	A. SEDJAL
Les défis à relever et les perspectives d'avenir du Qatar	A. BERGAOUI
Le Kazakhstan ou les défis d'une économie pétrolière	T. COVILLE
L'Europe dans ses neutralités géohistoriques	J.P. CHARNAY
L'entretien de Géostratégiques:	
La Politique étrangère iranienne: ambitions et enjeux	
Avec Ahmed NAGHIBZADEH	

N° 14 - Quels avenir pour l'O.N.U.

L'Organisation des Nations unies: quel avenir?	A. RASTBEEN
Les États-Unis et la réforme de l'ONU: idéalisme et réalisme	S. EKOVIKOVICH
Pour une « Refonte » de l'ONU	C. ZORGBIBE
Quelle réforme de l'ONU et des organisations internationales	R. TEBIB
La valeur de l'article 51 et les mandats du Conseil de sécurité	Le Général (cr) H. PARIS
Vers « les Communautés régionales de sécurité »:	
l'OTAN, l'ONU, et la résolution 1948 de Vandenberg	H. GARDNER
Les opérations de maintien de la paix	C. REVEILLARD
Les rapports des forces et l'avenir de l'ONU	A. SAIE
L'ONU et le Droit des gens	A. PERTUZIO
L'ingénierie démocratique appliquée à la réforme de l'ONU	T. DAVIS
La gestion onusienne du conflit israélo-palestinien: la défaite du droit	M-F. TROUDI
Hors armes ou hors passions? La Neutralité	J.P. CHARNAY
Comment l'Union européenne arme la Russie?	P. VERLUISE
Puritanisme et Internationalisme:	
les sources religieuses de la SDN et de l'ONU	F.-G. DREYFUS
L'entretien de Géostratégiques:	
Vers quelle réforme de l'ONU?	
Avec Son Excellence M. Boutros Boutros GHALI	

N° 15 - L'Europe et les crises au Moyen-Orient

Quel rôle pour l'Europe dans la gestion des crises au Moyen-Orient ?	A. RASTBEEN
L'Europe et le Moyen-Orient jusqu'à la disparition de l'Empire ottoman	F.-G. DREYFUS
Le changement de paradigme au Moyen-Orient	G.-F. DUMONT
L'Europe et l'avenir du Moyen-Orient	Son Excellence Y. GAZZO
La Grande-Bretagne et le Moyen-Orient	Son Excellence J. HOLMES
Pour une confédération du Moyen-Orient (C.M.O.)	R. TEBIB
Les États-Unis, l'Europe et les crises au Moyen-Orient	S. EKOVIKH
La politique américaine et la question palestinienne	B. KHADER
Les conséquences de la construction du mur à Jérusalem	M.F. TROUDI
La Guerre d'Iran sera mondiale, ou elle n'aura pas lieu	X. HOUZEL
L'Accord de Commerce et de Coopération Iran UE intérêts et limites	T. COVILLE
Irak : de la dictature à un avenir prometteur	Son Excellence M. ABBOUD
La France, l'Afrique et le déclenchement de la guerre en Irak	M. Aicardi de SAINT-PAUL
L'Europe et les crises au Moyen-Orient : de nombreuses raisons d'espérer !	E. DUPUY
Les dilemmes de la guerre israélo-libanaise, un jeu à double niveau ?	M. DAOUDY
Le rôle de l'Europe dans le règlement de la crise libano-israélienne	J.M. VERNOCHET
Les relations entre l'Europe et le Moyen-Orient : Perspectives en cas de crises pétrolières	A. PERTUZIO
L'Entretien de Géostratégiques : L'Europe acteur régional et international : stratégies de la diplomatie collective européenne au Moyen-Orient. Avec François OSETE	

N° 16 - Les O.N.G.

La crise de l'État-nation et le développement des ONG et de la société civile	R. TEBIB
Les ONG et leur influence dans les relations internationales	F. RUBIO
Géostratégie des ONG	C. REVEILLARD
Les transformations de la diplomatie : le rôle des ONG	M. TÖRNQUIST-CHESSNIER
Les ONG et la politique étrangère des États-Unis	S. EKOVIKH
Le renouveau du mercenariat dans les relations internationales	Général (cr) H. PARIS
L'action humanitaire de l'Union européenne à l'épreuve du décalage entre temps mondial et temps européen	D. LOUPSANS
L'intervention humanitaire canadienne entre l'instrumentalisation et le soutien aux populations en détresse	P. BEAUDET
Les ONG dans le système onusien : vers un partenariat multi-acteurs ?	I. AGAZZI

Numéros précédents

Géopolitique de la diplomatie informelle: l'exemple de la communauté de Sant'Egidio	E. DUPUY
Les ONG arabo-musulmanes : la nature de leur fonctionnement et les dessous de leurs logiques	F. M. TROUDI
ONG de droits humains activant dans les pays du Sud : une autre perspective	I. TAOUTI
Les ONG kurdes en Europe	A. FERLESCH
Agronomes et vétérinaires sans frontières (AVSF) une ONG au service des paysans du Sud	R. BILLAZ
<i>L'Entretien de Géostratégiques :</i>	
Quelles approche et stratégie pour une ONG de paix et de solidarité de femmes ? Le cas de MEWA - Solidarité Panjshir avec Madame Patricia LALONDE	

N° 17 - La Chine

L'évolution stratégique du XXI ^e siècle: la Chine et l'Iran	A. RASTBEEN
La géopolitique chinoise au risque de la mondialisation	C. REVEILLARD & B. CHARPENTIER
Maîtriser le dragon	M. FOUQUIN
Les relations russo-chinoises depuis le XVI ^e siècle	E.-G. DREYFUS
Chine et Russie : les « retrouvailles » de deux géants	G. TROUDE
La politique de sécurité de la Chine : aspects généraux et évolution	R. TEBIB
Chine : vers un nouvel enlèvement des Sabines ?	G.-F. DUMONT
L'énergie en Chine	M. RUCHE
Chine : hydrocarbures et géopolitiques	A. PERTUZIO
Les dessous du jeu chinois au Moyen-Orient	M. F. TROUDI
Le duel sino-américain	Général H. PARIS
Union européenne-Chine, un redéploiement stratégique bilatéral	N. LYGEROS
Taiwan entre l'indépendance et l'annexion	G.-F. DUMONT
La question des ventes d'armes à Taiwan	H. GARDNER
La guerre de Corée (1950-1953), un conflit chaud dans la Guerre froide?	A. BACONNET
L'anneau des amis (Ring of Friends) la nouvelle politique de voisinage de l'Union européenne	B. KHADER
Considérations symboliques sur le complexe israélo-juif	J.-P. CHARNAY
<i>L'Entretien de Géostratégiques :</i>	
L'Arménie face à un certain enclavement géopolitique avec Serge SARKISIAN, Premier ministre d'Arménie	

N° 18 - La crise iranienne: mythe ou réalité

L'Iran et la géostratégie du XXI ^e siècle	A. RASTBEEN
Les relations franco-iraniennes : histoire d'un espoir tenace	Ambassadeur P.LAFRANCE

Numéros précédents

Annapolis contre Persepolis	X. HOUZEL
La perspective iranienne de la question nucléaire	H. HASSAN-YARI
Le risque stratégique en Iran	J.-F. CUIGNET
Malbrough s'en va-t-en guerre... en Iran!	Général H. PARIS
Options et contraintes des États-Unis face à l'Iran	S. EKOVIČH
Vers une uniformisation de l'information sur l'Iran en Occident?	C. REVEILLARD
Stratégie américaine et la place de l'Iran dans le Grand Moyen-Orient	E. EZZATI
Iran : pourquoi une diplomatie de négociations sans conditions?	H. GARDNER
L'Iran et le croissant chiite	recteur G.-F. DUMONT
L'Iran face à ses minorités	J.-M. VERNOCHET
Les inquiétudes arabes et le dossier nucléaire iranien	F. TROUDI
La politique de l'Iran pour une communauté régionale	R. TEBIB
Iran : énergie et géopolitique	A. PERTUZIO
Le marché de l'énergie et la confiance entre l'Est et l'Ouest	A. MALEKNEJAD
Ethique de la neutralité : neutralité pervertie? Neutralité perverse?	J.-P. CHARNAY
<i>L'Entretien de Géostratégiques :</i>	
L'Iran politique et géostratégique	
avec Monsieur le Ministre Roland DUMAS	

N° 19 - L'avenir géostratégique de la puissance indienne

Inde-Iran : pour quelle coopération stratégique?	A. RASTBEEN
Aspects du sous-continent indien contemporain	R. TEBIB
Un nouvel acteur géopolitique : la diaspora indienne	Recteur G.-F. DUMONT
Les limites et contrecoups du rapprochement indo-américain dans le domaine de la sécurité	G. MONSONIS
L'Inde, dans sa nouvelle vision entre l'Organisation de coopération de Shanghai et les États-Unis	Le Général H. PARIS
L'Emergence vue de l'Inde : visions et points de vue des médias du sous-continent	J.-B. COTREUIL
Le conflit du Cachemire : un demi-siècle d'affrontements indo-pakistanaï	F. TROUDI
La problématique énergétique en Inde	A. PERTUZIO
Là où l'Asie du Sud et du Sud-Est se rencontrent, l'ombre de la Chine	Le Général A. LAMBALLE
Le rapport de force géopolitique sino-indien	C. REVEILLARD
La compétition énergétique indo-chinoise en Birmanie	L. AMELOT
La Guerre civile à Sri Lanka, genèse, mode d'actions et implications internationales d'un conflit à base ethnique	A. BACONNET
<i>Dossier complémentaire :</i>	
Paradoxes : une paix durable est-elle souhaitable?	J.-P. CHARNAY

N° 20 - Les crises en Europe

L'unification de l'Europe et les réalités décevantes	A. RASTBEEN
L'Europe politique dans la matrice du Traité de Lisbonne	J.-M. VEROCHET & P. ARONDEL
Les conséquences géopolitiques de « l'hiver démographique » en Europe	recteur G.-F. DUMONT
Les revendications régionalistes en Europe	P. HILLARD
Identité, puissance et gouvernance : les conflits dans l'Union européenne	C. REVEILLARD
Les terrorismes et la sécurité intérieure de l'Europe	R. TEBIB
L'Europe, soft power ou mini-OTAN ?	J. KOEHLIN
Approfondir les schismes politiques entre les États-Unis et l'Union européennes – et la Russie	H. GARDNER
Quelle sécurité énergétique pour l'UE ? Le cas du pétrole et du gaz	B. KHADER
Les « futures » crises environnementales en Europe : vers un système d'alerte précoce	E. DUPUY
Le Kosovo, les Balkans et l'Europe	F.-G. DREYFUS
L'autonomie territoriale et la résolution des crises minoritaires en Europe	B. CHATRE
Le processus de paix en Irlande du Nord	Y. H. TEKFA
La Belgique en sursis ?	L. BEYER DE RYKE
L'Espagne et ses particularismes	A. PERTUZIO
Le Kosovo et les couloirs européens	G. TROUDE
Anticiper les crises. Scénarios géostratégiques des relations UE-Turquie à l'horizon 2020	B. MONTABONE
Quel dialogue entre l'Iran et l'Europe ?	S. M. TABATABAEI
L'Europe et la question tchétchène : une politique de courte vue !	M. F. TROUDI
Etudes stratégiques : Les Systèmes socio-stratégiques en Occident	Jean-Paul CHARNAY

N° 21 - Quelle union pour la Méditerranée

L'Union pour la Méditerranée : une initiative précipitée	Ali RASTBEEN
L'union méditerranéenne, pièce maîtresse du puzzle stratégique euro-méditerranéen	J. DUFOURCQ
De l'« Union Méditerranéenne » au « Processus de Barcelone » : Union pour la Méditerranée : européanisation d'une idée française	B. KHADER
La question méditerranéenne sous la guerre froide	C. ZORGBIBE
La Méditerranée, un espace migratoire majeur dans le monde	Le Recteur G.-F. DUMONT
La Méditerranée, proie des impérialismes depuis des siècles Quelle sécurité pour demain ?	R. TEBIB
Retour sur quelques éléments géopolitiques en Méditerranée	C. REVEILLARD

Numéros précédents

Du Processus de Barcelone à l'Union pour la Méditerranée : une gouvernance introuvable	J.-Y. MOISSERON
De Barcelone à l'union pour la Méditerranée : quelques éléments d'économie politique	M. CHBOUKI
Union européenne géopolitique des crises	J.-M. VERNOCHET
La revalorisation de la position géopolitique de la Grèce	
Perspectives et opportunités en lien avec le transport de l'énergie et le projet de l'« Union pour la Méditerranée »	M. KOTTARI
L'Union pour la Méditerranée : le rêve et la réalité	M. F. TROUDI
États et sociétés au Maghreb, des indépendances à nos jours	B. CALLIES DE SALIES

N° 22 - La géostratégie des crises au « Grand Moyen-Orient »

Le Grand Moyen-Orient : la boîte de Pandore de la Maison Blanche!	A. RASTBEEN
Les paramètres géopolitiques du Moyen-Orient	recteur G.-F. DUMONT
L'Afghanistan d'un isolement paradoxal entre deux vieux empires à la répercussion des crises récentes du Moyen-Orient arabe	Y. LACOSTE
Géopolitique des puissances et Droit des peuples au Proche- Orient : le cas palestinien	H. KHOURY
« Le triangle GCC-Iran-Ouest : ingrédients bouillants d'une crise annoncée »	H. HASSAN-YARI
Le sens de l'espace au Proche-Orient à travers l'exemple palestinien	G. VAREILLES
L'OTAN face à la crise du Moyen-Orient	P. RAZOUX
Partenariat transatlantique et Proche-Orient : un destin commun ?	P. HILLARD
L'Afghanistan à la croisée des chemins, situation, défis et chances	A. BRIE
La Russie, facteur d'équilibre dans les crises qui secouent le « Grand Moyen-Orient » ?	G. TROUDE
Les crises Pétrolières au Grand Moyen-Orient	A. PERTUZIO
Géopolitique de l'eau au Moyen-Orient	F.-G. DREYFUS
Une stratégie innovante pour résoudre le conflit israélo-palestinien	T. DAVIS
Interventions internationales et montée du terrorisme	A. GIUDICELLI
La guerre Iran-Irak à travers le cinéma iranien	A. BRUNET
Gaza : Israël en tant qu'acteur et narrateur	B. KHADER
Renovatio imperii et royaumes temporels - De la déposition de Romulus-Augustule à l'attentat d'Anagni (476-1303)	J.-P. CHARNAVY

N° 23 - Les enjeux géostratégiques entre les États-Unis et l'Iran

Les perspectives géopolitiques de la nouvelle administration américaine et les affrontements régionaux de l'Iran	A. RASTBEEN
---	-------------

Numéros précédents

Droit international et réalisme politique dans la politique étrangère américaine	Ch. ZORGBIBE
De la Perse de Cyrus à l'Iran des Ayatollahs : constantes et ruptures géopolitiques	J. BARRAT
La diversification du peuplement et la géopolitique interne des États-Unis	Le Recteur G.-F. DUMONT
Relations irano-américaines : qui décide en Iran ?	H. HASSAN-YARI et A.G. DIZBONI
La question du nucléaire iranien	A. ETEMAD
La puissance américaine : déclin ou ajustement ?	
Assisterait-on à un déclin des États-Unis d'Amérique ?	S. EKOVIKH
Comprendre le processus de prise de décision nucléaire de l'Iran : des leçons pour l'administration Obama	N. ENTESSAR
Les options de Obama après le fiasco de l'administration Bush	H. GARDNER
Les trente années perdues de la diplomatie irano-américaine	K. VADIEI
Quel sera l'impact économique d'un rapprochement entre l'Iran et les États-Unis ?	T. COVILLE
Les États-Unis et leur armée de type entreprise	R. TEBIB
Les géostratégies occidentales, et le problème iranien	J.-F. CUIGNET
Du Moyen-Orient au Sous-continent indien, les limites de la politique étrangère américaine	M. F. TROUDI
Quelle place pour quel rêve américain au troisième millénaire ?	L. LADOUCE
L'internationalisation de la crise cubaine : la conséquence d'un décalage normatif entre Américains et Européens	D. LOUPSANS

N° 24 - La géostratégie de la Russie

La Russie et la nouvelle stratégie de Obama	A. RASTBEEN
Plaidoyer pour une géopolitique de terrain : le cas de la géopolitique de la Russie vue de ses périphéries	recteur G.-Fr. DUMONT
Retour sur la présidence Eltsine - Les débuts de la nouvelle diplomatie russe	Ch. ZORGBIBE
La stratégie de la renaissance. Retour sur certaines évolutions de la situation géostratégique Russe	Ch. RÉVEILLARD
La Russie énergétique	A. PERTUZIO
La Russie et l'OTAN	Général (cr) H. PARIS
La Russie, obstacle majeur sur la route de « l'Amérique-monde »	A. CHAUPRADE
La crise dans les relations OTAN-Russie : Vers un nouveau système de sécurité Européenne	H. GARDNER
Un parfum de guerre froide en Amérique latine : l'arrivée de la Russie dans le « pré carré » des États-Unis	B. MUXAGATO
L'Orthodoxie et la Russie	Fr. G. DREYFUS
Les politiques islamiques de l'URSS et de la Russie	R. TEBIB
Les relations irano-russes : vers une alliance contre l'influence américaine	
Approche historique	M. F. TROUDI

Numéros précédents

Damas et Téhéran : une alliance de trente ans renforcée et indéfectible?	P. BERTHELOT
Union européenne & Fédération de Russie. Des relations ambiguës ou des rapports à risque?	J.-M. VERNOCHE

N° 25 - Géopolitique de l'Afrique subsaharienne

L'Afrique, terre de rivalités	A. RASTBEEN
Le pétrole et le gaz naturel en Afrique: une part croissante dans l'approvisionnement éner- gique mondial	H. LE LEUCH
États fragiles (notamment en Afrique)... ou états autres?	C. DUVAL & F. ETTORI
Religion et Politique en Afrique subsaharienne	F. G. DREYFUS
L'Afrique noire mise hors jeu dans le challenge UPM L'Afrique et l'UPM: carton jaune pour la France?	J.-P. GOURÉVITCH
La France et la coopération culturelle avec l'Afrique	R. TEBIB
La démocratie en Afrique	Général (cr) H. PARIS
Le Sénégal: une géopolitique exceptionnelle en Afrique	Recteur G.-F. DUMONT & S. KANTÉ
Le « Pacte Sassou n'guesso » et la théorie des alliances	C. ZORGBIBE
Le Kenya: une locomotive régionale en panne	M. MÉRINO
La « Chinafrique »: un tigre de papier?	Pr. J. BARRAT
La Russie en Afrique: le grand retour?	G. TROUDE
Sécurité Humaine et Responsabilité Humaine en Afrique	L. LADOUCE
Les conflits de type infra-étatique en Afrique	C. RÉVEILLARD
Les enjeux de l'islamisme au Maghreb: le cas algérien	M. F. TROUDI
Maghreb: des nouvelles élites issues de la mouvance islamiste	J.-M. SALGON
Quel enseignement supérieur et recherche, en Afrique, à l'horizon 2015	Pr. J. F. NDONGO
Les médias burkinabè en 2009	N. LAMBRET
Les relations Taiwan - Afrique: entre continuité et rupture	M. AICARDI DE SAINT-PAUL

N° 26 - Géopolitiques japonaises

Le Japon: vers le retour aux sources	A. RASTBEEN
Japon: les enjeux géopolitiques d'un « soleil démographique couchant »	recteur G.-F. DUMONT
L'identité du Japon: un rapport au monde en mutation	N. BAUMERT
L'énergie au Japon	A. PERTUZZIO
Du néant à la Force de réserve policière, puis à la Force armée	Général (cr) H. PARIS
La destruction atomique d'Hiroshima et de Nagasaki	S. EKOVIČH
Le Japon, sa politique de sécurité et ses actions internationales	R. TEBIB
Les rapports entre le Japon et ses proches voisins	M. F. TROUDI
Japon-Corée: l'interminable après-guerre	L. BABICZ
Des relations Corée du Sud-Japon à la fois interdépendantes et délicates	H. L. JO

Un conflit géopolitique persistant entre le Japon et la Russie	Y. YAMADA
Le Japon et les travaux d'Hercule en « Méditerranée d'Asie »	L. LADOUCE
Japon-Afrique : genèse d'une relation pérenne	M. AICARDI DE SAINT-PAUL
Les systèmes sociostratégiques	J.-P. CHARNAY

N° 27 - La géostratégie de l'Afghanistan

L'Afghanistan : une situation sans issue	A. RASTBEEN
Quelques originalités géopolitiques de l'Afghanistan Universitaire, diplomate	Professeur J. BARRAT
Afghanistan, un Couloir Stratégique	A. PERTUZIO
Échec soviétique en Afghanistan	Général (cr) H. PARIS
Afghanistan : une géopolitique des populations « séculière » et « régulière »	Recteur G.-F. DUMONT
Afghanistan: An Ever Widening War?	H. GARDNER
Guerre asymétrique d'Afghanistan : vers un échec inéluctable?	C. CARON
La solidarité tribale entre talibans afghans et pakistanais : enjeu majeur de la guerre d'Afghanistan	M. F. TROUDI
L'autre versant de l'Afpak. La « bombe islamique » ou le tigre de papier pakistanais	N. TÉNÈZE
La place des partis politiques et des mouvements islamistes en Afghanistan	P. DOMBROWSKY
Afghanistan, la nécessité de la réflexion stratégique	C. RÉVEILLARD
Les services de renseignements en Afghanistan et dans la région	R. TEBIB
Les services de renseignements et de sécurité afghans : bref historique	C. FERRO
La position et les initiatives de la République d'Ouzbékistan	<i>Son Excellence monsieur B. ALOEV</i>
Les relations entre la France et l'Afghanistan	Z. Haquani
Entretien avec Serge Sur. À propos de son dernier livre: <i>Un monde en miettes</i>	
Le vingt-troisième système sociostratégique de l'Occident	J.-P. CHARNAY
Des conséquences de la guerre d'Afghanistan en République Islamique du Pakistan :	
Islamabad et l'instrumentalisation du bilan politique de l'alliance occidentale	N. REYNOLDS

N° 28 - La réémergence de l'Asie centrale

La réémergence de l'Asie centrale	Pr. J. BARRAT
Le front de l'Asie centrale et ses complexités	A. RASTBEEN
Asie centrale ex-soviétique	Recteur G.-F. DUMONT
L'Asie centrale – pôle énergétique	A. PERTUZIO
La politique russe en Asie centrale	Général (cr) H. PARIS
Asie centrale : vers un combat triangulaire	G. TROUDE
Quelle stabilité politique pour demain ?	P. DOMBROWSKY
Le Grand Jeu en Asie occidentale de l'Amérique-monde	J.-M. Vernochet

Numéros précédents

Le Pakistan de Barack Obama	S. EKOVIČH
L'Asie centrale vue d'Afghanistan	Z. HAQUANI
Le Kirghizstan au cœur d'enjeux internationaux	C. FERRO
L'Organisation de coopération de Shanghai : contexte et perspectives	C. RÉVEILLARD
Asie centrale, où l'Ouest rencontre l'Est : OCS-OSCE	H. HASSAN-YARI
Les conflits ethniques et religieux	R. TEBIB
Jalons pour une géopolitique des protestantismes	Pr. F.G. DREYFUS
Les systèmes sociostratégiques de l'Occident en perspective	J.-P. CHARNAY

N° 29 - Où va l'Amérique de Barack Obama ?

Où vont les États-Unis ?	Pr. Jacques BARRAT
Les États-Unis et l'Europe face à l'Iran sur le chemin escarpé de la mondialisation	A. RASTBEEN
La politique internationale des États-Unis	A. PERTUZIO
Vers un nouvel isolationnisme américain	Général (cr) H. PARIS
Une question éminemment géopolitique : le recensement décennal aux États-Unis	Recteur G.-F. DUMONT
La puissance américaine face aux cycles hégémoniques : l'hypothèse Wicht	C. RÉVEILLARD
La longue durée et la politique étrangère des États-Unis	S. EKOVIČH
Les États-Unis et la lutte contre le terrorisme international depuis le 11 septembre 2001	C. ANDRÉ-DESSORNES
Le renseignement américain : un colosse aux pieds d'argile ?	C. FERRO
Les États-Unis et l'UNESCO Je t'aime... moi non plus	J.-M. DETHOOR
Les nouveaux malentendus transatlantiques	P. DOMBROWSKY
Politique étrangère des États-Unis : Barack Obama et le Moyen-Orient	H. HASSAN-YARI
Les relations turco-américaines à l'aune de nouvelles relations internationales	M.-F. TROUDI
Obama face au conflit israélo-palestinien : entre espoirs et réalités	P. BERTHELOT
Les États-Unis et l'Afghanistan	Z. HAQUANI
Les sociétés militaires privées (SMP) aux États-Unis face aux nouvelles guerres	R. TEBIB
Évolutions récentes de l'énergie aux États-Unis et leurs conséquences géostratégiques	H. LE LEUCH
Religions et politique aux États-Unis	Pr. F. G. DREYFUS
Immigration et l'escalade de la crise américano-mexicaine	H. GARDNER
Études stratégiques : les désenchantés de la stratégie de la dissuasion nucléaire globale au terrorisme de destruction massive	J.-P. CHARNAY

N° 30 - La Turquie : Occident ou Orient ?

Occident ou Orient ?	J. BARRAT
La place de la Turquie dans le monde	A. RASTBEEN

Numéros précédents

La Turquie et l'Union européenne: intégration, divergence ou complémentarité?	Recteur G.-F. DUMONT
L'héritage kémaliste dans la Turquie de 2011	Général (cr) H. PARIS
La Turquie, château d'eau et couloir pétrolier	C. DUVAL
À la recherche de l'introuvable arrière-pays géopolitique... Les problèmes de sécurité en Turquie	P. DOMBROWSKY R. TEBIB
La Turquie et l'Afghanistan	Z. HAQUANI
Les Ottomans dans les Balkans (XIII ^e au XX ^e siècle)	Pr. F. G. DREYFUS
La Turquie et le monde arabe au travers de l'exemple syrien	M.-F. TROUDI
Les relations turco-iraniennes: un mariage de raison	H. HASSAN-YARI
La démocratie islamisée ou le paradoxe turc À propos de <i>L'adieu à Moustapha Kemal</i>	C. RÉVEILLARD

N° 31 - Complexités balkaniques

Complexités balkaniques	J. BARRAT
Les Balkans et la balkanisation	A. RASTBEEN
Le peuplement balkanique, un kaléidoscope géopolitique	Recteur G.-F. DUMONT
Limites et frontières dans les Balkans, de l'Empire romain à nos jours	Pr. F. G. DREYFUS
Les Balkans, carrefour stratégique	A. PERTUZIO
La mort ou l'échec de la défense européenne dans les Balkans?	Général (cr) H. PARIS
Les musulmans de Yougoslavie – Un point de vue – XIII ^e au XX ^e siècle	Y. BOGDONVEIC
L'islamisme, une persistance minoritaire dans les Balkans	M. F. TROUDI
L'incertaine frange méridionale	P. DOMBROWSKY
La Grèce: trois décennies d'anesthésiant européen	G. PRÉVÉLAKIS
Heurs et malheurs des géopolitiques albanaises	A. FUGA
Kosovo, enclaves: quel État pour quel territoire?	A. CATTARUZZA
Le Kosovo et le rôle du facteur démographique sur les évolutions géopolitiques	L. CHALARD
Bosnie: une indépendance justifiée? Une unité durable?	L. ROBIN-HUNTER
À propos des conflits post-yougoslaves: rencontre de l'éthique et de la géopolitique	J.-M. DETHOOR
Le retour de la Russie sur la scène balkanique	G. TROUDE
La stratégie chinoise dans le monde: le cas des Balkans	J. NGUYEN Thai Son
Les services de renseignements et les problèmes de sécurité dans les pays balkaniques	R. TEBIB
Balkans: une route, une « zone grise », le crime	X. RAUFER
Le néosoldat	J.-P. CHARNAY
Entretien avec Milos Jovanovic	

N° 32 - Turbulences maghrébines

Turbulences maghrébines	J. BARRAT
Introduction à l'histoire du Maghreb	F.-G. DREYFUS
L'Afrique du Nord sur la voie d'une nouvelle transition	A. RASTBEEN
Le Maghreb, une géopolitique éclatée	Recteur G.-F. DUMONT - Y. MONTENAY
Les régimes politiques arabes: la clanocratie, la kleptocratie et le tribalisme comme modes de gouvernance au Maghreb	H. HASSAN-YARI
Les organisations internationales et régionales et les révoltes arabes	N. GARABAGHI
Quel avenir peut-on envisager pour ledit « Printemps Arabe »?	A. NAGHIBZADEH
Les Relations entre les États de l'Union du Maghreb arabe et l'Union africaine: coopération ou confrontation?	P. BERTHELOT
Développement et pétrole en Afrique du Nord	C. DUVAL - A. PERTUZIO
Géopolitique des frontières de l'Union européenne – Maroc: quel climat des affaires?	P. VERLUISE
Les coulisses de la révolution tunisienne: au cœur de la cyber-guerre	K. BOUZOUTIA
La révolution tunisienne entre attente et déception, fragilité et maturité	M. F. TROUDI
La Libye: quelles issues?	J. NGUYEN THAI SON
Libye: vers une intervention terrestre?	H. GARDNER
Démocratie parlementaire et islamisme au Maghreb	Général (2S) H. PARIS
Ennahda: les mutations de l'islamisme tunisien	J.-M. SALGON
Les Frères Musulmans en Égypte et en Tunisie: qu'en est-il de la confrérie dans les deux pays clefs des dites « Révolutions du jasmin »?	C. ANDRE-DESSORNES
Essai d'analyse des services de renseignement et de sécurité en Afrique du Nord (Égypte, Libye, Tunisie, Algérie, Maroc) depuis l'époque de la décolonisation	R. TEBIB
Quelle évolution possible pour le système politique algérien?	C. REVEILLARD
Les guerres du désert saharien	P. DOMBROWSKY
La pesanteur du Sahara occidental au Maghreb - Note d'actualité	Z. HAQUANI
La réalité de la menace d'AQMI à l'aune des révolutions démocratiques au Maghreb	M. TAJE

N° 33 - La Chine à la croisée des chemins

La Chine à la croisée des chemins	J. BARRAT
Nouvelle dénomination du XXI ^e siècle: le siècle de la Chine?	A. RASTBEEN
Les six enjeux de l'évolution démographique chinoise	Recteur G.-F. DUMONT
La stratégie économique et monétaire chinoise	C. REVEILLARD
La problématique énergétique de la Chine	A. PERTUZIO
La politique étrangère de la Chine en Asie: vers un axe Pékin-New Delhi-Moscou ou un axe Pékin-Tokyo?	G. TROUDE
L'évolution de la politique militaire de la Chine	R. TEBIB

Numéros précédents

L'ASEAN (Association of South East Asian Nations) divisée face à la Chine conquérante	The Hung PHAM
Indomptable, mais indispensable Xinjiang	P. DOMBROWSKY
La mer de Chine du Sud - Biendong: La mère des conflits du futur ou des opportunités de coopération dans la paix?	J. NGUYEN THAI SON
Le projet géostratégique de la Chine en Afrique	S. TCHOKONTE
Présence chinoise en Afrique: contribution à son développement ou... à ses problèmes?	C. DUVAL
La stratégie arabe de la Chine	M. F. TROUDI
Les acteurs du boom économique de la télévision chinoise: le câble et la publicité	
Approche géopolitique de l'Internet en Chine	C. XIAOTAO WANG
La culture française en Chine, quels enjeux, quel avenir?	M. NOTTEAU
Chine et Afghanistan	Z. HAQUANI
Philosophie de la Stratégie: Les anamorphoses guerrières de Léonard de Vinci	J.-P. CHARNAY

N° 34 - La géopolitique de Nadjaf

L'Évolution de l'éducation et de la théologie chiïtes	A. RASTBEEN
Nadjaf, une ville-monde émergente?	Recteur G.-F. DUMONT
Des Étapes dans l'histoire de la ville de Nadjaf Al-Ashraf	Pr. H. A. AL-HAKIM
Les Manières d'appliquer la vision de Sayyed Ali Al-Sistani, pour reconstruire la ville de Nadjaf Al-Ashraf, capitale de la Culture islamique en 2012	Pr. H. A.-R. KAMOONA
Le Patrimoine historique et architectural de la ville de Nadjaf	Pr. H. A.-R. KAMOONA
Nadjaf Al-Ashraf: Espace spirituel et temporel	L. BOUTAHAR
Al-Nadjaf Al-Ashraf et les défis du monde contemporain	A. A. H. AL-FAHHAM
Nadjaf, ville éducatrice	M. L. HAOUAT
La Coexistence réussie: par le dialogue ou par la force de l'épée	S. M. A.-K. AL-JASHAM
L'Enfance de Nadjaf Al-Ashraf, entre réalité et perspectives	H. HAMID JAĀFAR
Un regard sur la Faculté de Droit et de Science Politique de l'Université de Kufa	
Le Centre d'Arbitrage Commercial International de Nadjaf	

N° 35 - Fatalités européennes

IN MEMORIAM - L'hommage de la revue Géostratégiques à Hervé Coutau - Bégarie (1956-2012)	
ÉDITORIAL - Fatalités européennes	J. BARRAT
Le monde en attente d'une évolution. L'idéal infructueux de la création des États-Unis d'Europe	A. RASTBEEN
L'Europe à la dérive	Général (2S) H. PARIS

Numéros précédents

Europe, Union européenne et société civile. Une question géopolitique aussi	F. RUBIO
Pour une politique de sécurité euro-atlantique	R. TEBIB
L'UE depuis le traité de Lisbonne : un droit positif et une pratique profondément renouvelés	C. REVEILLARD
Bref aperçu portant sur la cohérence des politiques pour le développement de l'Union européenne (UE)	C. DUVAL
L'Union Européenne en quête de sens? Mise en perspective d'un multilatéralisme régional au service d'une gouvernance mondiale humainement et écologiquement harmonieuse	N. GARABAGHI
La participation des pays émergents au Fonds Européen de Stabilité Financière (FESF) : l'illustration d'une recomposition géopolitique?	A. NEU
L'énergie en Europe	A. PERTUZIO
Les relations entre l'Union Européenne et les pays en développement ACP	Z. HAQUANI
L'Europe face au printemps arabe : entre silence embarrassant et encouragements modérés	M. F. TROUDI
L'effondrement des pourparlers sur le bouclier de défense anti-missiles (Missile Defense Talks) et du Traité EFC? Ou vers l'entente OTAN-Russie?	H. GARDNER
Philosophie de la Stratégie : Dürer, Du Chevalier de Melancolia aux Lansquenets de Maximilien	J.-P. CHARNAVY

N° 36 - La francophonie : une géopolitique

Où en est la Francophonie après le Sommet de Montreux?	E. JOUVE
Francophonie et géopolitique : la troisième francophonie	M. GUILLOU
La francophonie, géodémographie et géostratégie	Recteur G.-F. DUMONT et Y. MONTENAY
La place de la langue française au sein de l'Union européenne	C. RÉVEILLARD
Portée de la contribution de la « Francophonie » à la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement	C. DUVAL
L'enseignement Du Français Dans Le Monde. Une Richesse Pour Les Nations	R. TEBIB
L'Institut pour l'étude de la francophonie et de la mondialisation et la chaire Senghor de la francophonie de Lyon	M. GUILLOU et P.-L. Thi Hoai TRANG
Géopolitique de la Francophonie : le tournant du 21 ^e siècle	P.-L. Thi Hoai TRANG
La France fait-elle encore rêver?	L. LADOUCE
La francophonie en Afrique : une idéologie profonde ou un système d'influence?	Général (2S) H. PARIS
Quel impact de la Francophonie sur le rêve Africain !	M. L. HAOUAT
Après les révolutions arabes en Afrique du Nord : le déclin inéluctable de la francophonie? Enjeux politiques et stratégiques	P. BERTHELOT
Francophonie et recomposition identitaire dans les les pays en transition : pour une approche géoculturelle	J. GEORGES VUJIC
Le français en Tunisie d'hier à aujourd'hui : état des lieux	M. F. TROUDI

Numéros précédents

La langue française dans le monde arabe: une multitude de francophonies?	M. NOTTEAU
La francophonie à petits pas en Afghanistan	Z. HAQUANI
Réflexions géostratégiques - À partir de la réussite de la Francophonie en Indochine. Vers L'Espace Géoculturel Francophone en Asie Pacifique?	J. NGUYEN THAI SON
Philosophie de la Stratégie: L'ordre dissuasif	J.-P. CHARNAY
Plaidoyer pour la puissance	P. GAUCHON
Hymne de la Francophonie	G. RAJJI

N° 37 - Incertitudes syriennes

Incertitudes syriennes	J. BARRAT
La Syrie: Le chemin vers la construction du Grand Moyen-Orient	A. RASTBEEN
Syrie: de la géopolitique des populations à des scénarios prospectifs	Recteur G.-F. DUMONT
L'enjeu syrien entre les États-Unis et l'alliance sino-russe	Général (2S) H. PARIS
Vers la fin de l'influence régionale syrienne?	P. BERTHELOT
Le conflit syrien et la guerre discriminatoire à la lumière des enseignements de Carl Schmitt et Francisco de Vitoria	J. G. VUJIC
La Syrie dans l'Orient Pétrolier	A. PERTUZIO
L'ingénierie démocratique appliquée à la Syrie en 2012	T. DAVIS
Brève portant sur le conundrum syrien: pertinence de la notion de développement économique et social pour l'appréhender?	C. DUVAL, A. TRZECIAK
La Turquie dans la tempête syrienne	Z. HAQUANI
La crise syrienne et les médias	C. RÉVEILLARD
Les Armes de destruction massive syriennes: composantes de la Guerre froide, danger dans la guerre civile	N. TÉNÈZ
« En finir avec le Baasisme » : le rôle trouble des pays du Golfe dans la crise syrienne	Q. de LA TULLAYE
Géopolitique de l'eau en Syrie	P. DOMBROWSKY
Les services de renseignement et de sécurité en Syrie - Évolution et actions	R. TEBIB
Le printemps syrien: enjeux et perspectives	M. F. TROUDI
Une intervention en Syrie: protection du peuple syrien ou tentative d'imposition d'un modèle universel?	É. POMÈS
Le complexe nucléo-conventionnel – Complexe: - ce qui est compliqué - ce qui imbrique des éléments hétérogènes - ce qui est perturbant	J.-P. CHARNAY

N° 38 - La géographie des conflits

Un monde en crise	A. RASTBEEN
Dangereuse corne de l'Afrique	P. DOMBROWSKY
Le Pétrole et la Géographie des Conflits	A. PERTUZIO

Numéros précédents

L'Ouzbékistan : une zone et un facteur de stabilité en Asie centrale	J. BARRAT, C. FERRO
Haut-Karabagh : géopolitique d'un conflit sans fin	Recteur G.-F. DUMONT
L'Oncle Sam et le Mandarin	Général (2S) H. PARIS
L'eau : de la crispation à la coopération régionale	C. FERRO
Conflit afghan, conflit interne et conflit régional	Z. HAQUANI
Le cyberspace, un nouveau champ de conflictualité	C. FERRO, O. BARAT-GINIES
La nouvelle carte spectrale des conflits : une géographie introuvable	J. G. VUJIC
Le Kosovo au cœur de la question des frontières dans les Balkans	A. TROUDE
Courses à l'armement et trafics des armes	R. TEBIB
Phénoménologie de la dissuasion	J.-P. CHARNAY

N° 39 - Le Japon et l'Asie Pacifique

Hommage à Jean-Paul Charnay	
Asie Pacifique : mouvements démographiques et géopolitique	Recteur G.-F. DUMONT
Les contentieux insulaires du Japon et de ses voisins	P. DOMBROWSKY
La politique de défense du Japon	Général (2S) H. PARIS
La Problématique Energétique du Japon et de la région Asie Pacifique	A. PERTUZIO
L'énergie Nucléaire au Japon	A. RASTBEEN
Le réseau urbain japonais - Cœur de la puissance et reflet des fragilités de l'Archipel	Ch. RÉVEILLARD
Le Japon et l'asymétrie géopolitique dans la région Asie-Pacifique	J. G. VUJIC
Le Japon et l'Afghanistan	Z. HAQUANI
Les services de renseignements et de sécurité du Japon	R. TEBIB
L'« <i>US Asia Pivot</i> » ou la quête d'une « profondeur stratégique » : le dilemme de sécurité en Asie	T. HAMEL

N° 40 - Les sanctions visant à préserver la non-prolifération nucléaire

La stratégie du dialogue, plus sage que la confrontation	Le sénateur A. de MONTEQUIOU
Le respect du droit et l'équité, fondement indispensable de la société internationale	Son Excellence M. BOUTROS BOUTROS-GHALI
Entre demandes de suspension et retraitement inexistant, laisser une chance à la paix	A. RASTBEEN
Pour un dialogue constructif et vigilant avec l'Iran	J. MYARD
Y a-t-il un bon usage des sanctions ?	L'ambassadeur F. NICOUILLAUD
Ressources stratégiques, réserves minières, positionnement géopolitique et géoéconomique. Quelle place pour l'Iran dans le monde de demain ?	D. MASCRÉ
Les sanctions de l'Union européenne contre le système financier iranien face au droit européen	T. COVILLE
Les sanctions extra-territoriales et l'indépendance des États tiers	Maître E. HATEM

Numéros précédents

Le cadre normatif international des sanctions unilatérales : le droit international contemporain	P.-E. DUPONT
Exigences humanitaires relatives à la mise en place des sanctions	M. HAPPOLD
France/Iran Quelle marge de manœuvre pour Paris ?	J.-M. VERNOCHE
Impact et efficacité des sanctions	L'Ambassadeur J.-P. VETTOVAGLIA
The Impact of the EU's Unilateral Economic Sanctions on the UN Collective Security Framework	A. ORAKHELASHVILI
Les Sanctions contre l'Iran - Dans quels buts ? Comment en mesurer l'efficacité ?	F. GÉRÉ
Les effets géostratégiques des sanctions	L'Amiral J. DUFOURCQ
Les sanctions contre l'Iran : Les multiples impacts néfastes	A. FATHOLLAH-NEJAD
Sanctions and The Origin of Social Changes in Destination Countries: the Iranian Case	A. REZA JALALI
Les effets des sanctions sur l'économie des pays ciblés et leurs conséquences politiques et stratégiques	P. BERTHELOT
Annexes : Rappel des résolutions du Conseil de Sécurité des Nations unies votées par les membres permanents	

N° 41 - Les évolutions stratégiques de l'Amérique du Sud

Hommage au Professeur Jacques Barrat	A. RASTBEEN
Colombie : dix paradoxes géopolitiques en Amérique du Sud	Recteur G.-F. DUMONT
Le Brésil et les BRICS	Général (2S) H. PARIS
Le Brésil et l'objectif d'accroissement de sa capacité de défense	C. RÉVEILLARD
Le Brésil, un acteur proactif dans le domaine de la coopération pour le développement	Cl. DUVAL, A. TRZECIAK
Les Amériques entre intégration hémisphérique et tentation globale	J. G. VUJIC
Quel Venezuela après Chavez ?	P. DOMBROWSKY
Les Hydrocarbures en Amérique Latine	A. PERTUZIO
Les services de renseignement et de sécurité en Amérique latine	R. TEBIB
Cuba - États-Unis entre <i>statu quo</i> et difficile normalisation	M. F. TROUDI
L'Argentine Kirchnériste	Q. LIMOUZIN
La recherche de la stabilité chilienne	R. MAGUÉ

N° 42 - CHINE - EUROPE Perceptions croisées

La Chine, une puissance mondiale ouverte à un nouveau du dialogue avec la France	sous la Dir. de D. BARJOT et Y. LU
Les perspectives du nucléaire chinois	A. RASTBEEN
La Chine et l'union Européenne : réalités et limites d'un partenariat commercial	D. BARJOT
La Chine dans le multilatéralisme de 1971 à nos jours	R. PERRON

Numéros précédents

L'internationalisation comme facteur de développement économique : des dragons à l'envol de la Chine	J. PARC et R.-R. PARK-BARJOT
Le passé et le présent des études sur l'histoire de la Révolution française en Chine	Y. LÜ
Les étudiants de l'Institut franco-chinois de Lyon – 1921-1950 et 1980-2008	W. WANG
Deng Xiaoping et la Refonte de l'Industrie de la Construction en Chine	Z. XIAOLAN
La Chine : un géant démographique face au vieillissement de sa population	Recteur G.-F. DUMONT
L'identité intellectuelle de deux écoles historiques La nouvelle histoire en Chine et les Annales en France	Z. LIHONG
La Francophonie du XXI ^e siècle	Pr. M. GUILLOU et T. PHAN
À la recherche d'un dialogue sino-occidental efficace à partir de la défaite littéraire de Le Clézio en Chine	L. GUO
Les processus historiques et la dynamique de l'intégration économique régionale dans le delta du Yangtsé	C. JIANJUN
Les problèmes de l'agriculture, des régions rurales et des paysans : le choix d'un chemin chinois dans une perspective historique	J.-M. LIANG
La politique scientifique et industrielle de la Chine en matière d'exploitation des terres rares depuis 1980	D. MASCRÉ
La relation stratégique sino-européenne - Les relations extérieures des institutions européennes	C. RÉVEILLARD
L'entretien de Géostratégiques	B. WICHT

N° 43 - UKRAINE Une crise géopolitique

Que faire pour résoudre la crise en Ukraine ?	A. RASTBEEN
Le problème énergétique Ukraine-Russie	A. PERTUZIO
La paix en Ukraine passe par la nouvelle route de la soie	Ch. BIERRE
Russie-Ukraine - Les enjeux gaziers du conflit	D. MASCRÉ
La crise ukrainienne de 2014 : ses sources et ses conséquences	Général (2S) H. PARIS
L'Ukraine, une terre étrangère pour la Russie ?	Recteur G.-F. DUMONT
Géopolitique de l'Ukraine en crise majeure	J.-M. VERNOCHE
Ukraine : l'examen pour l'indépendance	V. OMELCHENKO
Crise ukrainienne, la fin de l'Occident	X. MOREAU
L'entretien de Géostratégiques	Th. FLICHY DE LA NEUVILLE

N° 44 - SYRIE - IRAK La territorialisation du terrorisme

LE THÉÂTRE « SYRAK »	
Le terrorisme radical	A. RASTBEEN
L'Irak face aux questions religieuses et ethniques	Recteur G.-F. DUMONT

Numéros précédents

L'État islamique, anatomie du nouveau Califat	Th. FLICHY DE LA NEUVILLE
L'enjeu kurde	Général (2S) H. PARIS
Les doubles jeux turcs et kurdes dans la guerre de Syrak	N. TÉNÈZE
Le fédéralisme irakien à l'épreuve des événements actuels	A. AL YAQOOBI
Géopolitique de l'hyper-réalité - Califat virtuel et grand Marché rédempteur au Moyen-Orient	J. G. VUJIC
TERRORISME	
Islam : le point de jonction Tiers monde - Occident - puissances émergentes	B. DRWESKI
L'avenir de la guerre contre-terroriste entre risque létal et syndrome sécuritaire	J. G. VUJIC
L'Arabie Saoudite et les attentats du 11 septembre	Ch. BIERRE
Les Organisations internationales et régionales et le progrès du genre humain	
Quel avenir pour la culture de la paix et l'éthique de la non-violence ?	N. GARABAGHI
L'Islamisme en Russie et les menaces en Asie Centrale, de la Russie	M. REMIZOV
Les racines britanniques du terrorisme international	J. CHEMINADE
De l'« Euromaïdan » à la guerre civile,	
Terreur et terrorisme en Ukraine (2013-2014)	F. SAILLOT
La Francophonie : un grand dessein occulté	A. DUREZ, Recteur M. GUILLOU
L'entretien de <i>Géostratégiques</i>	X. MOREAU

N° 45 - LE YÉMEN - Victime collatérale de la crise systémique arabe

La crise yéménite au sein de l'échiquier arabe	A. RASTBEEN
Daech, Yémen et Moyen-Orient	Général (2S) H. PARIS
Guerre au Yémen, quelles en sont les véritables causes ?	O. HANNE, T. Flichy de La NEUVILLE
Yémen, théâtre d'opposition des puissances régionales	Y. HINDI
Yémen. Erreur stratégique de l'Arabie saoudite et faute contre le berceau de l'arabisme	Colonel A. CORVEZ
Les aspects juridiques de l'intervention militaire au Yémen	E. HATEM
L'intervention saoudienne au Yémen et le droit international	P.-E. DUPONT
La demande d'Hadi d'une intervention saoudienne au Yémen se fonde-t-elle sur une base constitutionnelle ou légitime ?	A. AL-YAQOOBI
« L'Arabie Saoudite, prochaine victime du renversement du monde : vers une guerre de mille ans pour la Mecque ? »	J.-M. CORNEILLE
Les crimes de guerre et la situation humanitaire au Yémen	M. AL-SHAMI
Le silence des occidentaux face à la guerre de l'Arabie Saoudite et d'Al-Qaïda contre la nation yéménite	J.-M. VERNOCHET
Yémen : à quand l'« Arabie heureuse » ?	C. DUVAL, A. TRZECIAK
Le zaydism Mouvement théologique et politique	L. BOUTAHAR

Numéros précédents

Le mouvement Ansar Allah Houthi : quel projet politique pour le Yémen ?	F. JALLOUL
Du Yémen à la Libye : quelle solution au conflit Libyen ?	R. NANA NGASSAM
L'entretien de Géostratégiques	Ambassadeur M. RAIMBAUD
Une évolution positive des cultures libérales et des politiques démocratiques dans des États musulmans du monde méditerranéen	R. TEBIB

N° 46 - Où va l'Arabie Saoudite ?

Où va l'Arabie Saoudite ?	J. MYARD
L'Iran et ses voisins du Golfe Persique	A. RASTBEEN
La politique de l'Arabie Saoudite au Moyen Orient	M. F. TROUDI
La géopolitique pétrolière saoudienne	H. LE LEUCH
Les relations entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite est en voie de désintégration ?	H. GARDNER
Les droits de l'Homme en Arabie Saoudite	P. LALONDE
Le wahhabisme et ses ramifications régionales et internationales	K. IFRAK
Guerre saoudienne en Syrie et au Yémen : enjeux et plan d'un changement qui redessine le Moyen Orient	F. JALLOUL
L'Arabie Saoudite et l'Israël	Général FARHAT
Les rapports géostratégiques entre l'Arabie Saoudite et le Liban	E. HATEM
La société civile dans les processus de démocratisation au Moyen Orient	J.-A. DUPRAT
L'Islam et la société civile en Asie de l'Ouest	
Cas de figure : la République islamique d'Iran	M. RÉZA MAJIDI
La Société Civile en Iran et en Arabie Saoudite	A. NAGHIBZADEH
Turquie : Les fractures de la société civile face au pouvoir totalitaire ; Quelle sera la réponse de la génération des réseaux sociaux ?	Ph. KALFAYAN
La société civile moyen orientale : un regard européen	R. LABEVIÈRE
« Pétromonarchies, société et immigration »	B. DREWSKI
Le tourisme religieux – le cas du pèlerinage à La Mecque	S. AL SATARI-ALHAMAYDEH

GÉOSTRATÉGIQUES



BULLETIN D'ABONNEMENT

M., Mme, Mlle Prénom

Institution ou Entreprise

Adresse

.....

Tél. : Fax :

E-mail :

Code postal Pays

Ville

Je souscris abonnement(s) à la Revue Géostratégiques

à partir du n° :

et vous adresse un chèque d'un montant de : euros.

Date :

Signature

Tarif annuel : 4 numéros 150 euros (**prix unitaire** : 40 euros)

Tarif annuel entreprise : 4 numéros 250 euros

Les chèques doivent être libellés à l'ordre de l'Académie de Géopolitique de Paris

CIC Crédit Industriel et Commercial - CIC Saint Denis - 93 rue de la République 93200 St Denis

Tél 08 20 01 02 71 - Fax 01 48 13 33 58 - E-mail : 10271@cic.fr - BIC : CMCIFRPP

IBAN : FR76 3006 6102 7100 0204 1300 143

GÉOSTRATÉGIQUES

12, rue Albert Walter - 93200 Saint-Denis

Tél. : 01 48 20 14 89 - Fax : 01 48 20 82 63

Site internet : <http://www.strategicsinternational.com>

E-mail : strategie@orange.fr

FICHE DE RENSEIGNEMENTS À RENVOYER

Nous vous remercions de bien vouloir retourner
la fiche de renseignements ci-dessous à :
AGP - 12, rue Albert Walter - 93200 Saint-Denis

**L'Académie de Géopolitique de Paris organise des colloques et
des séminaires sur les sujets internationaux les plus importants**

Nom Prénom

Adresse

.....

.....

Titre/Fonction

CATÉGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE :

Université - recherche - administration publique - média - consultant -
emploi - association - diplomatie - étudiant - autre

Les colloques (journées d'études, séminaires, ...) organisés par l'AGP vous
intéressent-ils à titre professionnel ou individuel ?

.....

.....

CENTRES D'INTÉRÊT

Quels thèmes préférez-vous : économie, politique internationale, transnationale,
théories des religions internationales, militaires, sécurité, points chauds, études du
futur, écologie ?

- | | | | | | |
|------------------------------------|---|------------------------------------|--|---|-----------------------------------|
| Océanie | MOYEN-ORIENT | ASIE | EUROPE | AFRIQUE | AMÉRIQUE |
| <input type="checkbox"/> Australie | <input type="checkbox"/> Arabie
Saoudite | <input type="checkbox"/> Chine | <input type="checkbox"/> Union
européenne | <input type="checkbox"/> du Nord | <input type="checkbox"/> du Nord |
| <input type="checkbox"/> Pacifique | <input type="checkbox"/> Égypte | <input type="checkbox"/> Japon | <input type="checkbox"/> Ex-URSS | <input type="checkbox"/> Sub-
saharienne | <input type="checkbox"/> Centrale |
| | <input type="checkbox"/> Iran | <input type="checkbox"/> Centrale | <input type="checkbox"/> Centrale &
Orientale | | <input type="checkbox"/> du Sud |
| | <input type="checkbox"/> Irak | <input type="checkbox"/> Orientale | <input type="checkbox"/> Occidentale | | <input type="checkbox"/> Latine |
| | <input type="checkbox"/> Israël | <input type="checkbox"/> Sud | <input type="checkbox"/> Nord | | |
| | <input type="checkbox"/> Turquie | <input type="checkbox"/> Sud-est | | | |

Cochez votre choix s'il vous plaît.